
U d'/of OTTAWA
39003001024487



case 63
cab 411

L'ANGLETERRE JUSTIFIÉE

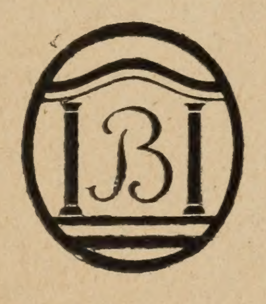
HAROLD BEGBIE

L'ANGLETERRE JUSTIFIÉE

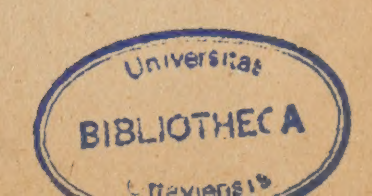
Traduit de l'Anglais

PAR

PRICE HUBERT



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1917



449998

D
517
.B414
1917

A

L'AIMABLE ET GRACIEUSE MÉMOIRE

D'ÉDOUARD VII

ROI ET EMPEREUR

Qui chercha la paix et se prépara à la guerre, « qui n'aimait pas l'exagération et détestait les semeurs de discorde », qui croyait qu'il y a quelque chose de bon dans tous les hommes et qui ne désespéra pas de l'humanité.

Les meilleurs de ses sujets toujours auront sa mémoire en honneur et penseront à lui avec affection.

Je sais une chose, c'est que votre pays où j'ai vécu si longtemps et vu tant de choses va au-devant d'une grande transformation ou d'un grand désastre.

MATTHEW ARNOLD
(Friendship's Garland).



AVERTISSEMENT

On dit tous les jours « l'Angleterre », la prenant tout entière d'un seul regard ou dans le creux de la main. Mais le jour est venu où on ne peut plus se contenter de notions vagues et de lieux communs. L'effort anglais est admirable, c'est entendu ; c'est même incontesté. Cependant, à lire la presse française, on s'aperçoit que la fraternité d'armes a laissé subsister beaucoup d'erreurs et d'équivoques. C'est très regrettable, si la fraternité d'armes doit produire ses effets au delà du champ de bataille et de la victoire, comme on l'espère. Tout livre qui apporte un peu de lumière sur l'Angleterre devrait être le bienvenu.

On lit tous les jours dans quelque journal : Edouard VII est le père de l'Entente cordiale ; l'Angleterre était pacifique, preuve en soit son manque de préparation militaire ; l'Allemagne comptait des amis dévoués jusque dans le cabinet britannique... Il est juste d'ajouter que ces « vérités » apparaissent aussi

dans des journaux anglais. Or, le livre de M. Harold Begbie apporte des éclaircissements sur toutes ces questions et nous aide à comprendre où en était l'Angleterre en 1914 — *c'est pourquoi nous avons jugé utile d'en offrir la traduction au public français.*

M. Begbie n'est guère connu en France, mais il s'est fait un nom dans le grand journalisme et dans la littérature de son pays. Il a beaucoup voyagé en Europe et dans le monde. Journaliste de premier ordre, il domine l'actualité ; poète et romancier, il en pénètre les dessous ; il sait aller au cœur des hommes et des choses. Le livre qu'il publie aujourd'hui [1] *n'est pas un livre d'histoire, mais plutôt de polémique. Il a été très discuté en Angleterre, ce qui est bon signe. Il tourne pour ainsi dire autour de la figure centrale de Lord Haldane. Cela s'explique aisément. Lord Haldane a été l'homme de confiance d'Edouard VII. En qualité de ministre de la guerre, il a organisé le corps expéditionnaire qu'on a vu à l'œuvre à Mons et sur la Marne. C'est lui qui est allé à Berlin en* 1906 *et en* 1912 *pour tâcher d'améliorer les relations anglo-allemandes. Il a joué un rôle si prépondérant pendant les dix années qui ont précédé la guerre que si l'on ne se fait pas une idée exacte de sa personne et de son œuvre, on risque de ne rien comprendre à la politique*

---

[1] *The Vindication of Great Britain, a Study in diplomacy and strategy with reference to the illusions of her critics and the problemes of the future, by Harold Begbie (Methuen et C°, London).*

anglaise pendant cette période et à l'attitude du gouvernement britannique en juillet et août 1914. Lord Haldane a rendu les plus grands services à son pays (et aux Alliés), et il a été traîné dans la boue comme jamais peut-être homme d'Etat avant lui. On ne le sait pas assez sur le continent : c'est pourtant une belle occasion de se familiariser avec la presse et l'opinion publique d'outre-Manche.

L'auteur de The Vindication of Great Britain *prend la défense de Lord Haldane. C'est ce qui donne à son livre le ton de la polémique. Mais l'argumentation très serrée se fonde sur les faits et sur les textes. En outre, il est impossible de s'y tromper, ce n'est pas un homme qui est en cause, c'est la Grande-Bretagne et c'est l'avenir de l'humanité.*

Le roi Edouard VII, dit M. Begbie, a été un roi strictement constitutionnel qui n'a jamais pris aucune initiative, particulièrement en ce qui concerne l'Entente cordiale, sans consulter ses ministres. C'est un point de vue. Ce n'est pas celui de tous les historiens. On ignore encore beaucoup de choses sur les origines de l'Entente cordiale et Edouard VII restera une énigme tant que certains documents n'auront pas été publiés.

M. Begbie soutient qu'aucun pays n'était mieux préparé que l'Angleterre à entrer en guerre et que toute la diplomatie anglaise se résume dans ces deux mots : pacifique et martiale. Il y a là de quoi surprendre bien des lecteurs. Pourtant à aucun moment

l'auteur ne donne l'impression de courir après les paradoxes. Son livre est d'un homme sincère et d'un homme renseigné qui se documente aux meilleures sources. C'est un livre qui a le mérite considérable de nous obliger à reprendre les problèmes en considération et à reviser nos jugements. Il se lit avec beaucoup de profit et d'agrément. Nous souhaitons que le lecteur français, à défaut d'agrément, se rattrape sur le profit.

PRICE HUBERT.

Paris, mai 1917.





PRÉFACE

Certains orateurs et écrivains d'Angleterre, pleins de bonnes intentions, se sont efforcés de réveiller les énergies du pays. Ils ont réussi à donner aux neutres, à nos frères d'au delà des mers, à nos alliés et même à nos ennemis, une impression de la Grande-Bretagne qui, à mon sens, n'est pas seulement trompeuse mais d'une fausseté monstrueuse.

Je désire montrer sous son jour véritable le caractère de ce grand pays et faire voir son œuvre à la génération présente sous un aspect que l'histoire, j'ose le croire, ratifiera pour la postérité. Ce désir ne provient pas d'un sentiment de vaine gloire, mais d'un sentiment de justice et de ma conviction qu'un orgueil et un enthousiasme légitimes sont des forces dans la vie d'une nation et des forces dont la Grande-Bretagne aura besoin prochainement.

C'est dans cet esprit que j'ai abordé cette étude, sans jamais perdre de vue ni les documents d'hier ni les perspectives de demain et en m'appliquant

toujours à tirer du passé des leçons pour l'avenir. Les conclusions auxquelles je suis arrivé ont été confirmées et élargies par des conversations que j'ai eues non seulement dans ce pays, mais en Russie, en Scandinavie et en Amérique avec des hommes éminents qui se préoccupent aussi de l'avenir et qui sont convaincus que seule une révolution dans l'esprit humain pourra empêcher la répétition de la tragédie d'aujourd'hui.

J'espère que ce livre contribuera, si peu que ce soit, à créer une « pensée internationale » chez ceux de mes compatriotes qui ont méconnu l'avertissement par lequel Matthew Arnold les exhortait, en 1870, à se préparer à une guerre d'ordre moral et qui, jusqu'à cette heure, sont restés les victimes pitoyables et dangereuses de journaux dirigés par des hommes sincères mais que leurs passions empêchent de voir la vérité dans les questions importantes et même critiques qui ne relèvent ni d'un parti ni d'une nation, mais de l'humanité.

L'avenir est entre les mains du grand public. Il est essentiel à la prospérité des États que le grand nombre pense juste. Les événements qui ont conduit à cette guerre et les sentiments terribles qu'elle a déchaînés prouvent qu'une pensée fausse est le péril suprême de la civilisation. Tout ce que la civilisation signifie pour les plus grands d'entre les hommes est entre les mains des foules innombrables.

Si cette guerre dévastatrice ne modifie pas profondément le caractère intellectuel et moral du grand public de Grande-Bretagne et si nous ne

nous débarrassons pas de cet esprit querelleur et batailleur qui a engendré chez nous la lutte stérile des factions et qui a transformé l'Europe en une «pétaudière», aucune victoire sur les champs de bataille étrangers ne nous sauvera de la défaite dans notre propre pays.

Il s'agit de choisir, non pas entre le conservatisme et le libéralisme, non pas même entre le progrès et la réaction, mais franchement et nécessairement entre le Bien et le Mal. Il s'agit de choisir entre penser juste et penser faux. De deux choses l'une, ou bien nous devons nous ranger du côté du vrai, du bien et du beau, ou bien nous devons passer aux armées dévastatrices de l'égoïsme et de la convoitise. Dans le domaine moral il n'y a pas de neutralité.

J'ai lieu de croire qu'à la conclusion de la paix l'empereur de Russie renouvellera sa proposition tendant à la limitation des armements. C'est une question qui lui tient à cœur autant que la conquête au profit de la chrétienté de cette grande ville vers laquelle la Sainte Russie est tournée comme vers le berceau de sa foi. L'avenir de la civilisation peut être déterminé dans une très large mesure par l'accueil que l'on fera à cette proposition. Demandons-nous si notre disposition d'esprit nous permet de l'envisager dès maintenant et si notre pensée est en harmonie avec l'esprit qui inspire cette proposition — un esprit profondément persuadé que la fraternité des hommes est l'aboutissement divin de toute l'évolution de l'histoire et la fin divine vers

laquelle a toujours été tendue l'âme de l'humanité.

Croyons-nous réellement que le monde peut être rendu meilleur ou sommes-nous prussianisés au point de tenir la guerre pour une nécessité biologique ?

Cependant même si une proposition de désarmement est couronnée de succès, nous resterons aux prises avec la convoitise, l'égoïsme et l'ignorance. Aucune réforme de la société, quelque bienfaisante et profonde qu'elle soit, ne peut désarmer ces forces dans l'âme humaine. Chaque homme a le devoir de soutenir une guerre dans le silence de ses méditations et c'est de l'issue de ces conflits secrets plus que de tous les changements survenus dans le domaine politique que dépendent la seule paix durable du monde et une sécurité que ne menacent ni la réaction ni l'anarchie.

Chacun d'entre nous, consciemment ou inconsciemment, travaille à la transformation du pays ou à sa ruine «... La guerre actuelle dépasse la lutte dans laquelle ce pays est engagé. Il est une lutte plus vaste, plus paisible et plus cachée, moins rapide dans sa marche, mais non moins décisive en fin de compte et nous devons y jouer notre rôle si nous voulons maintenir notre place ; dans cette lutte, le savoir, le talent et la prévoyance sont aussi indispensables qu'à la guerre. » Cette lutte est une lutte de l'esprit contre l'esprit et c'est d'elle que dépend l'évolution de la race humaine.

HAROLD BEGBIE.

Septembre 1916.

INTRODUCTION

LES CAUSES DE LA GUERRE [1]

Le public qui prend ses opinions dans les journaux populaires est persuadé qu'il n'ignore rien des causes de la guerre. Il en est si sincèrement persuadé, dans son ardent patriotisme, qu'il est presque impossible de l'amener à écouter avec si peu d'attention que ce soit et encore moins avec quelque impartialité le moindre argument qui aille contre ses convictions. Comme il n'est pas arrivé par lui-même à ses convictions, il ne lui vient jamais à l'esprit qu'il devrait en examiner la valeur. Et

(1) Je ne m'occupe que des causes politiques ou contemporaines de la guerre. Ces causes, bien entendu, ont leurs racines dans l'histoire. Du Moyen âge, où l'Empereur était mis presque au rang des dieux, bien qu'il n'eût guère de pouvoir, jusqu'au présent empereur, la pensée allemande s'est développée d'une manière significative pour le reste du monde. Après le romantisme, les philosophes donnèrent à cette pensée sa forme logique, et l'empereur Guillaume II, appuyé sur le militarisme et s'identifiant avec la divinité, semblait promettre la réalisation des espoirs allemands. Il n'y a pas de nation au monde qui, même de loin, approche des Germains pour l'émotivité, comme le prouve leur prééminence en musique, qui est l'art le plus près de la nature inconsciente.

comme sa raison n'a joué aucun rôle dans leur formation ou leur développement jusqu'à une conclusion tant soit peu logique, sa raison l'abandonne lorsqu'on lui demande d'examiner si ses convictions ne sont peut-être pas fausses. Pour toute réponse, il maintient avec une violence accrue des convictions d'emprunt qu'il ne s'est pas assimilées, et déclare avec toute la passion d'un esprit irraisonnable que quiconque se permet de n'être pas de son avis est ou un grand fou ou un traître à la patrie.

Ces convictions de guerre du grand public peuvent être résumées très brièvement, sans qu'on leur fasse le moindre tort, car c'est la caractéristique de l'erreur populaire d'être claire et nette. Les Allemands, nous dit-on, voulaient la guerre, préparaient la guerre, et firent cette guerre avec préméditation. Tout Allemand, nous assure-t-on, est au fond un menteur, un hypocrite, un barbare et une brute. D'autre part, tous les gouvernements britanniques qui ont eu affaire avec cette nation impie, depuis le règne de la reine Victoria jusqu'aux derniers jours de juillet 1914, ont été trompés, dupés et mis dedans par l'astuce allemande et son absence absolue de scrupules [1].

---

(1) Aucune idée n'est plus fausse que celle qu'on se fait généralement dans ce pays du caractère allemand. C'est le Français qui a l'intelligence froide, logique et implacable dans sa précision — comme le prouvent son incomparable diplomatie et les mérites éclatants de son haut commandement. En réalité, l'Allemand est gouverné par ses émotions. Il a toujours été le plus sentimental des hommes. Le suicide est plus fréquent en Allemagne que dans aucun autre pays, particulièrement parmi les enfants. Les chants et la littérature d'Allemagne sont toujours caractérisés par une émotivité qui, très souvent,

M. F. S. Oliver qui soutient brillamment des thèses fantastiques de ce genre dans son livre populaire « Ordeal by Battle », adresse du moins ses critiques aux gouvernements unionistes aussi bien qu'aux libéraux. C'est un point qui a échappé, je crois, à l'attention des plus violents disciples de M. Oliver, lesquels seraient certainement très heureux de pendre tous les Libéraux et de passer par les armes tous les Irlandais qui sont au sud du Boyne. Pourtant il est évident que si l'Allemagne méditait la guerre depuis plusieurs années derrière un masque de paix, les unionistes sont aussi coupables que les libéraux de n'avoir pas fait ce que M. Oliver estime qu'ils auraient dû faire. D'ailleurs M. Oliver ne semble pas remarquer qu'il se trouve lui-même dans une position gênante, lui qui adopte comme principal héro national un soldat de mérite qui dirigea le ministère de la guerre pendant quelques années et qui, malgré l'occasion qui s'offrait à lui, laissa l'armée britannique dans l'état où il l'avait trouvée, au lieu de l'améliorer en vue d'un grand conflit européen ([2]).

La vérité, ainsi que j'espère l'établir à la satisfaction de tous les esprits raisonnables, la vérité est que toute la thèse du grand public est viciée

---

dégénère en sentimentalisme. C'est précisément le manque de vigueur intellectuelle qui a fait de l'Allemagne une nation tour à tour molle jusqu'à la flaccidité et féroce jusqu'à l'extrême barbarie. La domination prussienne n'a pas réussi à faire une nation de cette Allemagne sentimentale, parce qu'elle n'avait pas d'autre idéal à lui offrir que celui de la Force.

([2]) Lord Roberts.

par une erreur fondamentale et notoire contre laquelle Burke mit en garde l'humanité dans une maxime mémorable : « Je ne sais pas, dit-il, le moyen de prononcer une accusation contre un peuple tout entier. »

Il semble non seulement raisonnable mais parfaitement vrai et, à la lumière violente de cette guerre inhumaine, absolument incontestable que l'Allemagne voulait la guerre. Mais quand un homme d'État du mérite et de la compétence de M. Sazonoff proclame sa conviction que même le chancelier impérial d'Allemagne ne voulait pas la guerre, les personnes raisonnables s'apercevront aussitôt qu'il est inconsidéré et anti-scientifique de dire que « l'Allemagne » voulait la guerre.

Il semble non seulement raisonnable, mais parfaitement vrai, de dire que les Allemands sont les pires des sauvages. Mais quand des Allemands, comme le professeur Fœrster de Munich, sont applaudis par leurs élèves pour avoir dénoncé la tradition Bismarck-Treitschke, les personnes raisonnables conviendront aussitôt qu'il n'est ni juste ni vrai de représenter tous les Allemands comme des sauvages.

Tant que l'opinion britannique restera convaincue que « l'Allemagne » voulait la guerre et que le mot de « Hun » est applicable à tous les Allemands, nous ne pourrons pas dégager des ténèbres la vérité historique et, ce qui est beaucoup plus grave, les causes qui ont produit cette guerre continueront à agir.

Nous reconnaissons qu'il est extrêmement difficile de réfléchir sur les Allemands avec calme. Il est presque impossible de le faire avec charité. La conduite du gouvernement allemand a été si honteuse, celle de l'armée et de la flotte allemandes si atroce, et le langage des journaux allemands si dégoûtant, qu'on peut bien pardonner à celui qui exprime la haine la plus ardente de tous les Allemands et qui refuse d'écouter, ne fût-ce qu'un instant, le moindre argument tendant à suggérer qu'il y a des hommes et des femmes vertueux dans cette nation arrogante, trompeuse et barbarement cruelle.

On trouve un exemple frappant de cette difficulté dans un article publié, le 29 juillet 1916, par un de nos journaux les plus raisonnables, un journal libéral qui a toujours tenu le juste milieu entre les violences extrêmes du radicalisme et l'obstruction inerte du conservatisme. Le jour où on apprit en Angleterre que le capitaine Fryatt, du *Brussels*, avait été fusillé en Allemagne, ce journal publia un article de tête qui exprimait des sentiments d'indignation et qui disait notamment :

« Le nom du marin assassiné prend place à côté « de ces autres noms admirables — Louvain, *Lusi-* « *tania*, Cavell, Wittenberg — dont ces deux der- « nières années ont flétri le front de l'Allemagne « moderne comme d'une marque de Caïn. Jamais « ni le sang ni les larmes ne pourront laver cette « tache. Il y a des actes contre lesquels même la « repentance ne peut rien. »

Or dans une autre colonne le même numéro, le

journal qui vient de marquer d'infamie la nation allemande tout entière, rapporte le récit d'une Anglaise qui a vécu plus de sept ans en Allemagne et qui n'a été relâchée et autorisée à rentrer en Angleterre qu'en 1916. Cette Anglaise exprime toute sa gratitude pour la grande amabilité et la considération dont elle a été l'objet. Ses amis allemands la supplièrent d'aller, dès son retour en Angleterre, prier Sir Edouard Grey de mettre un terme à cette guerre cruelle. Le passage suivant du récit se passe de commentaire :

« J'était la seule Anglaise et je crois la seule « étrangère dans une ville de 35.000 habitants « quand la guerre éclata et j'ai dû signer un papier « promettant de ne pas m'en aller avant la fin de « la guerre. Je n'avais aucune idée de ce que fai- « saient les autres étrangers dans les différentes ré- « gions du pays et mon isolement me fit regretter « quelquefois de n'avoir pas été internée, car alors « je me serais trouvée en compagnie de mes compa- « triotes. C'était une sensation étrange de sentir que « j'appartenais à la nation ennemie dans un pays « où j'avais été si heureuse et où on m'avait témoi- « gné tant de bienveillance, et il me fallut beaucoup « de temps pour m'y habituer. Après avoir signé « le papier par lequel je m'engageais à rester en « Allemagne jusqu'à la fin de la guerre, j'ai dû « m'annoncer deux fois par jour au bureau de po- « lice. Cette mesure fut adoucie progressivement « jusqu'à se réduire à une visite bi-hebdomadaire « et j'ai toujours été traitée par l'inspecteur et ses

« subordonnés avec une bienveillance et une cour-
« toisie extrêmes. Quand on sut que j'avais l'inten-
« tion de quitter l'Allemagne, je n'entendis que des
« paroles de regret, et on me dit que je serais « plus
« en sûreté en Allemagne, parce que je serais à l'abri
« des Zeppelins ». Je n'appris qu'en décembre, par
« hasard, que les Anglaises pouvaient partir le 6
« de chaque mois et je retardai mon départ afin
« d'attendre le printemps pour voyager. Quand je
« partis, au mois de mai, beaucoup de personnes me
« regrettèrent, quelques-unes sincèrement, d'autres
« parce qu'elles espéraient que je resterais jusqu'à
« la fin de la guerre, ce qui leur aurait permis de se
« vanter de ce qu'une Anglaise était restée en Alle-
« magne de son plein gré, et elles espéraient que je
« l'aurais raconté à mes amis anglais qui auraient
« compris que les Allemands ne sont pas des bar-
« bares. L'épithète de « barbare » les a piqués au
vif. Ils ne peuvent pas l'oublier et c'est avec une
« extrême amertume qu'ils y font allusion. »

Cet exemple montre clairement combien nous avons de peine à conduire nos pensées selon la vérité et la justice quand les passions sauvages sont déchaînées et que l'air est embrasé des flammes de la haine. On pourrait facilement multiplier les exemples analogues où l'on voit la même personne condamner un peuple entier et, tout de suite après, emprunter à ce même peuple un cas d'héroïsme ou d'humanité ; mais l'exemple cité plus haut doit suffire. Mon but en signalant une difficulté qui m'affecte moi-même au plus haut point est de

convaincre le lecteur dont le cœur est, en ce moment, rempli d'indignation et de colère contre l'Allemagne, que s'il voulait réfléchir avec sincérité et vivre conformément à son idéal de morale et de raison, il devrait se rappeler toujours et obstinément qu'il y a des hommes et des femmes en Allemagne dont les notions de moralité ne sont pas très différentes des siennes, des hommes et des femmes à qui les actes odieux inspirent autant d'indignation et de colère qu'à lui, quand les faits vrais leur sont révélés ou qu'ils ont la liberté d'exprimer leur opinion.

M. Romain Rolland qui, grâce à sa spiritualité, a condamné les atrocités allemandes bien plus efficacement que n'importe qui en France ou en Angleterre, croit passionnément en la régénération de l'Allemagne. Il dit dans son fameux livre *Au-dessus de la mêlée* :

« Celui qui a vécu dans l'intimité de votre vieille « Allemagne, qui l'a tenue par la main dans les « ruelles tortueuses de son passé héroïque et sordide, qui a respiré ses siècles d'épreuves et de « hontes, se souvient et attend : car il sait que si « jamais elle ne fut assez forte pour supporter la « Victoire sans trébucher, c'est à ses pires heures « qu'elle se régénère ; et ses plus hauts génies sont « fils de la douleur. »

Et Romain Rolland dit encore :

« Je sais déjà quelques esprits [en Allemagne] « qui commencent à réclamer les droits de l'esprit « contre la force. Dans ces derniers temps maintes

« voix d'Allemagne sont venues jusqu'à nous, par
« lettres, protestant contre la guerre et déplorant
« avec nous les mêmes injustices... Il n'y a pas très
« longtemps je disais à la Foire sur la Place qui
« encombrait Paris, qu'elle n'était pas la France.
« Je dis aujourd'hui à la Foire allemande : « Vous
« n'êtes pas la vraie Allemagne. » Il en existe une
« autre, plus juste et plus humaine, dont l'ambi-
« tion n'est pas de dominer le monde par la force
« et la ruse, mais d'absorber pacifiquement tout ce
« qu'il y a de grand dans les pensées des autres races
« et d'en rayonner en retour l'harmonie. »

Des pasteurs ont prêché contre l'égoïsme national, flétri l'immortalité nationale et dénoncé la haine, même au moment où la fureur contre l'Angleterre était à son apogée. Et ces sermons, ne l'oublions pas, sont l'œuvre d'hommes qui croient ce que l'autorité leur dit et qui sont, par conséquent, convaincus que l'Angleterre a machiné cette guerre dans le dessein de détruire la prospérité de l'Allemagne. (1)

C'est en nous persuadant qu'il y a des Allemands de cette mentalité — des Allemands semblables au pasteur qui écrivit une si belle lettre à la mère du jeune aviateur britannique, lieutenant Savage, qui fut enterré par ses ennemis avec les honneurs militaires — c'est en pensant à ces Allemands plus élevés de pensée, de cœur et d'âme que, non seulement nous dégagerons la vérité de tant de confusion, mais encore que nous servirons le mieux les

(1) Cf. Appendice, Note A.

intérêts supérieurs de ceux qui viendront après nous. Notre devoir impérieux est de détruire de fond en comble et impitoyablement la caste guerrière d'Allemagne. Renoncer à ce devoir serait le pire des crimes. Mais il n'est pas moins de notre devoir, et de notre sagesse, de délivrer et d'affranchir de la perfide tyrannie de la caste guerrière ces millions d'Allemands qui détestent la guerre aussi sincèrement que nous et qui ont horreur autant que nous des atrocités impies, commises sur l'ordre de cette caste. Pour le moment, ces millions d'Allemands se taisent dans l'ignorance de la vérité. Quand ils sauront tout et qu'ils seront libres de parler, l'Europe saura qu'il y a encore une conscience en Allemagne.

Si l'on veut comprendre la diplomatie britannique depuis le temps d'Edouard VII jusqu'à la rupture des relations avec l'Allemagne en août 1914, il est, avant tout, nécessaire de reconnaître qu'il y a deux Allemagnes et non une seule Allemagne. Faute de reconnaître et d'accepter ce fait capital, il est absolument impossible de comprendre la politique de la Grande-Bretagne et il est non moins impossible de s'attendre à voir sortir quelque bien du naufrage de la guerre. Les résultats immédiats de la guerre sont la dévastation et la mort, la souffrance et la douleur, le désert et la ruine. Et les prochaines moissons de l'Europe seront des moissons de haine et de sang, avec une perspective d'anarchie sans fin, à moins que, reconnaissant qu'il y a deux Allemagnes, les habitants de ce pays ne s'appliquent

de toutes leurs forces à rendre la victoire de l'une des deux Allemagnes sur l'autre aussi complète et définitive que leur propre victoire sur les deux Allemagnes réunies dans la même armée.

Il y a une Allemagne arrogante, stupide, grossière et immorale — une Allemagne vile d'âme et de cœur, une Allemagne qui ne respecte ni Dieu ni diable, qui aime la guerre comme une maîtresse, qui tient que la force est l'arme suprême du progrès, et qui se croit la nation élue. Cette Allemagne, représentée par la caste guerrière prussienne, organisatrice et toute puissante, a été détestée par l'autre Allemagne autant que par le reste du monde ; et c'est cette Allemagne qui a outragé la conscience de l'humanité et qui a voué le nom de l'Allemagne à la risée et au mépris. L'autre Allemagne n'est peut-être pas très aimable, ni très modeste, ni très séduisante, ni très raffinée, mais elle est au moins pacifique. Et c'est cette autre Allemagne qui a lutté pour maîtriser les trafiquants de la guerre, c'est cette Allemagne, et non pas l'autre, qui a fait de l'Allemagne un des premiers pays du monde. C'est cette Allemagne, et non l'Allemagne militariste, qui a enrichi la science et la philosophie, qui a développé son commerce dans tous les pays et qui a résolu quelques-unes de ces questions sociales qui font encore le désespoir de nations plus démocratiques. Cette Allemagne est d'une persévérance et d'une gravité extraordinaires. Elle pense profondément, elle se domine, elle est économe,

extrêmement sensible, docile. Ce n'est plus l'Allemagne d'il y a cinquante ans ; c'est une Allemagne corrompue par la prospérité, de fibre plutôt grossière et à qui manquent les profonds et solides fondements de moralité qui rendirent l'ancienne Allemagne si puissante et si plaisante — mais ce n'est pas une Allemagne guerrière. Bien qu'elle ait très peu de ce courage entreprenant qui est presque essentiel au commerce, elle a néanmoins réussi, par sa seule assiduité et par sa discipline, à conquérir pas à pas une place dans le commerce mondial, au point de faire de l'Allemagne une des plus riches nations. Et nos principaux hommes d'affaires ne semblent guère douter que si cette Allemagne pacifique et laborieuse avait pu continuer son travail sans être violemment interrompue par la guerre, l'Allemagne ne fût devenue, en peu d'années, le plus riche pays du monde (1).

Une des forces qui ont livré cette Allemagne pacifique au pouvoir de l'Allemagne militariste, qui s'en est servi comme d'une arme terrible contre la paix du monde, est précisément la même force qui, en Angleterre, a continuellement trompé et égaré

(1) M. F. W. Wile, correspondant du *Daily Mail* à Berlin, qui a vécu treize ans en Allemagne et s'y est fait beaucoup de vrais amis, est un garant sérieux de l'existence de cette Allemagne pacifique. M. Wile, qui est Américain, dit dans son livre *The Assault* (Heinemann) qu'il a vu de ses propres yeux le peuple allemand « littéralement traîné au combat contre sa volonté et malgré son épouvante. Je leur ai entendu dire qu'ils considéraient cette guerre comme cruellement inutile et qu'ils ne la désiraient pas. Ils ne demandaient qu'à jouir des bienfaits de la paix... »

l'opinion publique. Ce sont les journaux honnêtes au point de vue patriotique, mais ignorants des choses internationales, qui ont fini par jeter l'Allemagne pacifique dans les bras de l'Allemagne belliqueuse. En Angleterre, les journaux fomentaient la haine contre l'Allemagne en citant les écrits de ceux qui, en Allemagne, étaient animés contre eux des mêmes sentiments ; ils illustraient ainsi inlassablement la principale thèse de ces mêmes Allemands qui soutenaient que la politique étrangère de l'Angleterre visait, avant tout, à la destruction de la puissance allemande. Et il n'y a pas besoin d'avoir beaucoup d'imagination pour comprendre comment cette thèse devait finir par entraîner l'Allemagne pacifique : il n'y a qu'à considérer la situation géographique du pays et à songer que cette thèse était soutenue au moment où la menace de guerre se faisait de plus en plus sensible sur ses deux principales frontières.

Cependant les journaux qui ont le plus contribué à égarer l'opinion britannique, malgré leurs intentions patriotiques, sont moins responsables des douleurs et de la désolation de cette guerre que les journaux militaristes d'Allemagne qui ont tout fait pour tromper la démocratie allemande.

Personne ne dira que les Allemands, d'une manière générale, sont des fous. C'est pourquoi quand nous voyons la grande majorité des Allemands affirmer que cette guerre leur a été imposée — et ils l'ont affirmé dès le début de la crise — nous devons, ou bien admettre que tous les Allemands,

n'étant pas fous, sont hypocrites, ou bien tâcher de comprendre leur pensée. Il est inadmissible que tous les Allemands soient des hypocrites. Aucun homme intelligent ne peut songer à lancer une accusation aussi absurde contre tout un peuple ([1]). Nous devons donc tâcher de comprendre ce que veut dire un Allemand intelligent et honnête, un homme comme Eucken, par exemple, quand il affirme que la guerre a été imposée à son pays.

Il veut dire que l'alliance franco-russe menaçait l'existence nationale de l'Allemagne au point qu'il était nécessaire pour l'Allemagne de frapper un coup, alors qu'elle était forte et que ses ennemis n'étaient pas encore prêts à l'attaquer. Pour lui, c'est une guerre offensive et défensive. Il est non seulement honnête vis-à-vis de lui-même, mais parfaitement logique quand il affirme qu'une guerre offensive peut être une guerre défensive. Et si nous admettons que l'alliance de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne était une alliance qui visait à la destruction de la prospérité allemande, nous devons convenir, si nous sommes justes, que cette guerre qui nous semble si manifestement une guerre d'agression allemande, peut très bien apparaître aux yeux d'un Allemand comme une guerre défensive.

Le 24 juillet 1914, le professeur Hans Delbruck, ministre et ami de l'empereur, publia une « lettre

---

([1]) « Je ne crois pas que la moyenne d'hypocrisie soit beaucoup plus élevée en Allemagne qu'ailleurs dans le monde. » F. W. WITE, *op. cit.*

ouverte » qu'il avait reçue d'un collègue russe, le professeur Mitrosanoff, et qui contenait le passage suivant :

« Il ne faut pas oublier que l'opinion publique « joue en Russie un rôle très différent de celui qu'il « jouait il y a une dizaine d'années. Elle est de- « venue une force politique. La haine contre les « Allemands est dans tous les cœurs et sur toutes « les lèvres. Rarement opinion publique fut plus « unanime. »

Presque au même moment où paraissait cette lettre menaçante, le professeur Schiemann, conseiller confidentiel de l'empereur pour la politique mondiale, jetait de l'huile sur le feu anti-russe, selon l'expression du correspondant du *Daily Mail*. Il déclarait :

« Nous avons des raisons de croire que le but « caché de la visite du président Poincaré au Tsar « était de transformer la Triple Entente en Qua- « druple Alliance par l'adjonction de la Roumanie, « contre l'Allemagne. »

M. Frédéric Wile télégraphia au *Daily Mail* : « La Bourse s'est fermée au milieu d'une grande « angoisse et on exprime les craintes les plus vives « au sujet des événements que peut réserver la fin « de la semaine. » (1) Et il faut qu'on sache que M. Wile a le courage de dire : « *Je doute qu'en Alle- « magne un homme sur dix mille ait jamais entendu « parler de Bernhardi avant le mois d'août* 1914. »

(1) *The Assault, op. cit.*

Le professeur A. F. Pollard nous a récemment expliqué ce que les Allemands veulent dire quand ils disent que cette guerre est une guerre défensive. « La combinaison de l'offensive stratégique avec « la tactique défensive signifie que, stratégique-« ment, on met l'ennemi dans une position telle « qu'il est obligé d'attaquer ou de se résigner à une « retraite certaine et à la reddition. Dans un sens, « notre commandement de la mer et la situation « géographique de la Russie et de la France mettaient « l'Allemagne dans cette position ; c'est ce qu'elle « veut dire quand elle accuse notre politique « d'en-« cerclement » et qu'elle prétend que malgré son « ultimatum à la Russie et à la France et malgré « son invasion de la Belgique, ce sont les Alliés qui « sont les agresseurs : elle devait attaquer, dit-elle, « pour se défendre contre le cauchemar dont la « nature l'avait enveloppée. C'est ainsi que « Charles Ier monta sur l'échafaud pour défendre, « dit-il, sa liberté, parce qu'on ne lui permettait « pas de faire ce qu'il voulait. »

Le fait est que même un Allemand militariste peut très honnêtement croire que cette guerre offensive est une guerre défensive. Il peut faire le rêve de grandes conquêtes ; il peut voir dans l'avenir son pays occuper la première place dans le monde ; il peut se vanter de ces perspectives comme un poltron chante dans la nuit pour se donner du courage ; mais avant la guerre trois choses préoccupaient beaucoup plus directement même un chauvin pangermaniste : les légions de l'empereur

de Russie, sur une frontière, l'esprit intact de la bravoure française, sur l'autre, et la flotte sans égale de la Grande-Bretagne derrière la diplomatie de la Downing Street.

Les journaux qui en Angleterre ont continuellement attiré l'attention sur les manifestations du parti de la guerre en Allemagne et qui, depuis le début de la guerre, au lieu de demander pardon sur la tombe de la jeunesse immolée, ont sans cesse proclamé, pour se faire de la réclame : « nous l'avions bien dit » — ces journaux, non seulement ont contribué puissamment à provoquer la guerre, mais par leur attitude au début de la guerre ils ont jeté toute la démocratie allemande dans les bras du parti de la guerre.

Le chef socialiste suédois, M. Branting, qui est un ami sincère de notre pays et dont nous reconnaîtrons un jour les services comme ils le méritent, m'a dit au printemps de cette année (1916) que notre plus grande faute avait été de proclamer, dès le début de la guerre, qu'il fallait envahir et détruire l'Allemagne. Il m'a dit avoir reçu de nombreuses lettres de ses amis socialistes d'Allemagne qui justifiaient leur alliance avec le parti de la guerre en citant les menaces les plus violentes de nos politiciens et de nos journalistes. « Que devons-nous faire, disent ces socialistes allemands, quand l'Angleterre déclare qu'elle veut nous envahir et détruire notre commerce ? C'est ce que nous ont toujours dit nos Junkers et nous voyons maintenant que c'est la vérité. » M. Branting m'a certifié que

si nous avions gardé notre sang-froid et publié un manifeste affirmant que nous n'en voulions pas au peuple allemand, que nous ne songions pas à détruire la prospérité allemande, ni à violer les habitations allemandes, mais que nous n'en voulions qu'aux tyrans de la démocratie allemande et que nous voulions les combattre jusqu'à ce qu'ils capitulent, nous aurions provoqué une scission en Allemagne et il aurait été impossible pour le parti de la guerre de garder son pouvoir. Mais les journaux anglais qui, avant la guerre, affaiblirent la propagande pacifiste des socialistes allemands, détruisirent entièrement dès le début de la guerre la puissance énorme de la social-démocratie allemande en la poussant dans les bras du parti de la guerre. C'est pourquoi, au lieu de combattre une machine de guerre, il nous a fallu combattre une nation très intelligente, complètement disciplinée, qui ne faisait qu'un seul corps, et qu'irritait jusqu'à la fureur et à la rage la conviction d'avoir été trompée par l'Angleterre (1).

Pendant que les journaux criaient triomphale-

(1) On a fait aux Allemands un portrait si absurde de Sir Edouard Grey que nous avons peine à croire que quelqu'un puisse sérieusement le croire fidèle. Mais la légende se répète avec trop de naïveté pour qu'aucun doute soit possible. La crédulité d'un public ignorant et habitué à accepter une autorité sans contredit semble n'avoir pas de limites. Pour ces gens, notre ministre des affaires étrangères est le mal en personne. C'est un personnage ténébreux, inventif et puissant, pénétrant et sans scrupules, le Méphistophélès de la diplomatie. Il commande la politique du Royaume-Uni, mène les autres puissances alliées par le nez et ne vit que pour détruire l'Allemagne. Tel est le portrait esquissé par ceux qui font autorité, complété par de zélés pamphlétaires, fidèlement reproduit par les journaux et aveuglément accepté par le public. » Dr A. SHADWELL (*Hibbert Journal*).

ment en Angleterre : « Nous vous l'avions bien dit ! » le parti de la guerre en Allemagne adressait le même reproche aux socialistes allemands. Lui aussi il a averti ; lui aussi il a prêché ; et voilà que l'événement lui donne raison : l'Angleterre voulait cette guerre, la diplomatie anglaise a préparé cette guerre. Avec la Russie et la France prêtes à combattre avec et pour elle, l'Angleterre, l'ennemie principale, travaillait continuellement à détruire la prospérité d'une puissance qui avait osé rivaliser avec elle en grandeur commerciale. « *Nous vous l'avions bien dit !* »

L'empereur d'Allemagne n'est ni un fou ni un hypocrite. Il est instable, émotionnable, très sujet aux craintes et aux soupçons ; mais il n'est pas un fou et il n'est pas un hypocrite. Lui qui lutta probablement pour la paix et qui tint tête à diverses reprises au parti de la guerre dans son pays, jusqu'à mettre sa couronne en péril, il était intellectuellement converti aux vues du parti de la guerre dès l'été 1913. Il se convainquit que le parti de la guerre avait raison et que le parti de la paix avait tort. Dès ce moment, travaillé par une crainte plus grande encore que celle du péril jaune qui l'avait oppressé pendant des années, cet homme impulsif et obsédé attendit, guettant le moment favorable pour tirer l'épée. Quand il tira l'épée, il crut en son âme et conscience qu'il le faisait pour la sûreté de son pays menacé par la Russie et la France, et au fond par la Grande-Bretagne. Sa conversion, que

nous examinerons plus en détail, peut illustrer la conversion beaucoup plus grave des socialistes allemands à l'évangile du parti de la guerre. Le ralliement de l'empereur au parti de la guerre est la conversion d'un Allemand à l'idée qu'il ne fallait pas avoir confiance en l'Entente et que seule une offensive rapide et violente pouvait empêcher une destruction lente et impitoyable.

Avant d'aborder cette étude, que le lecteur veuille bien songer aux journaux anglais qui fournissent au grand public ses opinions faciles et dont le témoignage tient lieu de vérité historique à ce public, même lorsqu'il s'agit d'événements de la plus grande importance nationale.

Au début de la guerre, nous avons été menacés par des grèves qui semblèrent devoir paralyser notre puissance de combat. Les mineurs et les cheminots parurent considérer leurs griefs comme plus importants que l'issue de cette lutte formidable, engagée non seulement pour la liberté, mais pour l'avenir de la civilisation. Nous avons assisté à un spectacle sans précédent, je crois, dans l'histoire, le spectacle offert par des hommes libres refusant de prêter leur concours indispensable à la lutte contre une tyrannie odieuse, et tandis que cette tyrannie triomphait d'une démocratie voisine et menaçait même de triompher de leurs propres fils et de leurs propres frères, ces hommes faisaient bande à part pour augmenter leur salaire de quelques sous.

Plus tard nous avons assisté à un autre spectacle,

moins grave et moins inconcevable, mais triste à plusieurs égards et qui révélait, lui aussi, un trouble profond dans la vie nationale. Nous avons vu de jeunes hommes refuser de s'engager dans l'armée de leur pays quand le pays, non seulement leur offrait une récompense infiniment supérieure à celle que reçoivent les soldats allemands qui combattent pour la tyrannie, mais encore les appelait d'une manière pressante et instante.

Or, quelle fut l'attitude des journaux populaires d'Angleterre en face de ces faits effrayants ? Une attitude d'indignation et de mépris. Ils auraient voulu fusiller les meneurs des grévistes, proclamer la conscription des ouvriers et la loi martiale. C'est-à-dire qu'ils auraient voulu prussianiser la démocratie britannique. Mais c'étaient précisément ces journaux qui, plus que toute autre influence en Angleterre, avaient créé cet état d'esprit dans la classe ouvrière. Celle-ci ne se serait jamais conduite comme elle le fit pendant ces heures de grave épreuve, si elle avait été instruite, prospère et contente de son sort. Mais tous les efforts du parti libéral tendant à élever la démocratie et à améliorer son sort ont été combattus précisément par ces journaux. Le parti libéral a combattu pendant dix ou douze ans, peut-être pas très intelligemment, mais du moins sérieusement et avec ardeur, pour organiser et éduquer la démocratie, pour la rendre saine et contente de son sort. Mais tous ces efforts des libéraux ont été combattus par le parti dont les journaux représentent le mieux parmi nous ce

que Matthew Arnold appelait avec un juste mépris « l'esprit de la classe moyenne anglaise ».

Le contrôle du commerce des liqueurs a été combattu par ces journaux. De même la réforme des habitations. De même la loi sur les assurances et les retraites ouvrières. Tous les efforts que le parti libéral a faits pour embellir les hideuses conditions d'existence de la classe ouvrière, pour augmenter le confort et le bien-être de ces millions de déshérités, pour les délivrer de l'ignorance et de la tentation, pour les fortifier de corps, d'esprit et d'âme, pour développer le contentement et la prospérité parmi ceux qui sont notre principale source de richesse, qui contribuent le plus à notre revenu national, et qui constituent la défense suprême du pays contre ses ennemis — tous ces efforts ont été combattus avec une violence et une déloyauté politique extrêmes par ces mêmes journaux. Et quand les ouvriers se révoltèrent en une heure de crise, le remède proposé par ces journaux ne fut ni la discussion ni l'appel aux bonnes volontés, mais l'argument prussien de la force.

Est-il sage de puiser ses opinions à une telle source ? Sera-t-il sage de mettre sa conscience politique en de telles mains, après la guerre, quand nous entreprendrons la tâche périlleuse de reconstruire parmi les ruines de la civilisation européenne ? Déjà ces mêmes journaux, malgré la terrible leçon que cette guerre écrit en lettres de sang devant leurs yeux, mènent une violente campagne contre un homme qui élève la voix pour nous

exhorter à nous préparer à une lutte d'ordre spirituel après la guerre. L'histoire de Lord Haldane constitue une partie essentielle de cette étude, car il est d'un certain point de vue le principal protagoniste de ce drame mondial. Mais il est opportun de nous demander, dès maintenant, quelle doit être la mentalité de ces journaux anglais qui attaquent, comme s'il était le pire représentant de l'espèce, un homme de qui Lord French a dit que ce pays lui doit une dette infinie de gratitude, un homme à qui un souverain aussi sage qu'Edouard VII a fait confiance plus qu'à aucun autre ministre contemporain, puisqu'il le chargea des tâches les plus difficiles et le fit le confident des desseins qui lui tenaient peut-être le plus à cœur.

Je tiens que les injures déversées par les journaux sur Lord Haldane sont un des signes les plus graves et les plus inquiétants de notre incompréhension nationale. Je ne puis croire qu'il soit possible, dans n'importe quel autre pays de l'Europe, qu'un homme d'État aussi éclairé et aussi distingué, un homme qui plus que n'importe qui dans ce pays a préparé l'arme qui a déjoué le plan de l'Allemagne dès le début, et qui a travaillé avec tant de distinction dans différents domaines pour la grandeur de ce pays, puisse être attaqué d'une manière aussi scandaleuse et aussi infâme par des journaux populaires. Les injures de quelques journalistes ont peu d'importance ; mais que tant de personnes appartenant aux classes plus ou moins cultivées de ce pays supportent ces injures et permettent à ces

journaux de penser pour elles et de décider pour elles, c'est, je le répète, un des signes les plus graves et les plus inquiétants de notre incompréhension nationale.

L'ami et le conseiller de confiance d'Edouard VII, un Lord Chancelier, un grand ministre d'État, un philosophe de mérite, un grand savant, un publiciste dont la réputation est mondiale, est traité, avec l'assentiment de la classe soi-disant instruite de ce pays, comme s'il méritait d'être pendu pour crime de trahison, comme s'il était un véritable Judas, et cela publiquement, continuellement et brutalement, par quelques journalistes dont les noms sont totalement inconnus en dehors de l'arrière-boutique de la Presse.

Dans quel triste état moral et intellectuel doit se trouver un pays pour qu'une bande de pareils journalistes puisse chasser du pouvoir, en plein triomphe, un homme qui a sauvé de l'invasion les côtes de la France, permis à la France de compléter ses préparatifs militaires, et assuré à son pays les ressources nécessaires à la levée d'immenses armées de volontaires. Lord French, qui a dit que l'armée britannique d'août 1914 était la plus belle armée qui ait jamais vu la lumière du soleil, qualifie Lord Haldane de « grand et éminent homme d'État ». Partout où j'ai été, en Scandinavie et en Russie, on convenait que la glorieuse et immortelle armée britannique d'août 1914 avait sauvé le monde. Sir Alfred Keogh, dont l'administration du corps médical de l'armée royale est un des plus grands triomphes d'organi-

sation réalisés au cours de cette guerre épouvantable, attribue tout le mérite de ce qu'il a été en mesure d'accomplir à la sympathie et à l'enthousiasme de Lord Haldane : « C'est l'arrivée de Lord Haldane au pouvoir qui a assuré le triomphe définitif de l'organisation sanitaire de l'armée. » Mais tout cela importe peu aux journalistes qui ont reçu pour mot d'ordre d'injurier, de vilipender et d'exterminer Lord Haldane. Les affiches sont imprimées, les faits mutilés, les manchettes sont prêtes, les violents articles de tête sont écrits — et le public d'Angleterre est hypnotisé au point de croire que ce « grand et éminent homme d'État » qui — si l'on peut dire de quelqu'un qu'il a sauvé l'Europe de la malédiction de la domination prussienne — a sauvé la situation pendant les seuls jours de péril réel et immédiat, est un ami de l'Allemagne, un traître dont la seule présence dans le pays est un outrage et une menace ! Lord Haldane prend la parole à la Chambre des Lords sur la question de l'éducation et il est immédiatement mis en demeure par un duc d'avoir à se justifier des accusations formulées par des journalistes irresponsables [1] ; et la même semaine, tout le pays — l'Angleterre moderne, notre Angleterre du XXe siècle — est placardé d'affiches portant ces mots : « Prenez garde à Haldane. »

---

[1] « Cette manière grossière de reprendre Lord Haldane quand, après un long silence, il a pris la parole dans la Chambre Haute du parlement britannique pour parler de la réforme de l'éducation, une question où il fait autorité dans le monde entier, lui vaudra des sympathie dans d'autres pays encore que le sien » (*New-York Times*).

Au commencement de la crise, en 1914, les affiches du même journal (placardées d'un bout à l'autre du pays) portaient une inscription très différente. Ce n'était pas : « Prenez garde à Haldane », mais « Au diable la Serbie. »

Ce n'est pas une bonne excuse que d'alléguer qu'on n'a pas le temps d'approfondir ces questions. On devrait n'avoir ni le temps ni l'envie de lire des journaux ignobles. L'existence même de pareils journaux, qui pourraient à peine exister dans une société cultivée et qui prospèrent d'une manière excessive dans la nôtre, suffit à condamner le grand public. Les personnes qui achètent et lisent ces journaux ignorants et qui se laissent égarer par eux nous révèlent la cause de tout ce qui paralyse nos efforts et fait de nous de stupides insulaires. Au lieu de marcher avec le progrès, le grand public de ce pays est le défenseur de l'obscurantisme.

L'homme moyen est souvent d'un très bon naturel ; dans sa sphère spéciale, il peut être capable et même intelligent ; mais il manque d'idées, il se laisse mener par ses préjugés, et non seulement il exprime des opinions décousues, mais souvent il agit en vertu de ces opinions dans des questions qui échappent à sa compétence. Il reproche aux libéraux de n'avoir pas, pour empêcher la guerre, adopté les mesures que précisément il ne cesse de condamner chez les Allemands. Il dénonce les promoteurs de guerre allemands avec la sincérité et le mépris dont il a paralysé les efforts de ceux qui, dans son pays, travaillaient pour la paix. Il accuse les classes

ouvrières de son pays de manquer de discipline et ne voit dans la discipline du peuple allemand qu'une lâcheté servile. Il invoque toujours la loi et condamne la violence, mais il encourageait l'Ulster à s'armer contre la loi de son propre pays, fût-ce avec le concours de l'Allemagne. Il loue la loyauté de l'Afrique du Sud, à qui il refusait de se gouverner elle-même, et il exprime son horreur quand l'Irlande se révolte, alors qu'il a réussi à l'empêcher jusqu'ici de se gouverner elle-même [1]. Il maudit le chancelier allemand qui appelle chiffon de papier un traité solennel, mais il pousse une minorité irlandaise à déchirer une loi du Parlement. Il supplie Lord Kitchener de sauver le pays, et le moment d'après il voudrait le faire fusiller pour incompétence. Il discrédite le ministère de la guerre, le département de l'aviation et le gouvernement, ce qui émeut nos alliés et encourage nos ennemis, et en même temps il demande que la propagande montre aux pays étrangers que l'Angleterre a pris toute sa part de la lutte. Il est persuadé que les classes ouvrières sont portées à l'ivrognerie et à la paresse, dépourvues d'honnêteté et de tout sens patriotique, et il voudrait empêcher Lord Haldane d'améliorer notre système d'éducation. Il ne croit pas que notre système d'éducation ait besoin d'amélioration, parce qu'un gentilhomme a dit à la Chambre des Lords que les Anglais ont fait preuve de bravoure et d'adresse sur le champ de bataille. Il déclare sa

[1] Cf. Appendice, Note B.

conviction absolue que l'Anglais, à tous égards, l'emporte sur l'Allemand, mais il voudrait élever une barrière douanière contre l'invasion du marché anglais par le commerce allemand. Il salue un politicien travailliste d'Australie comme un génie envoyé du ciel, mais, dans son propre pays, il ne saurait pendre assez tôt l' « agitateur ». Il a couvert de calomnies et d'injures le vénérable pasteur qui a déclaré au commencement de la guerre que des femmes de la rue empoisonnaient les soldats ; mais quand le mal a été fait il a demandé à grands cris la suppression du trafic illégal de la cocaïne. Il a considéré les clubs de nuit et les music-halls comme des maux nécessaires, jusqu'au jour où ils ont porté atteinte aux forces des soldats qu'il payait pour sa défense. A ses yeux tout mal est nécessaire, jusqu'au moment où sa sûreté ou sa bourse sont menaçées. Il ignore tout de la littérature, de l'art, de la science, de la nature et des autres nations. Il n'a aucun sentiment de ce qui est beau et aucun respect pour ce qui est saint. Il vit dans une villa qui est une honte pour l'architecture, entouré de meubles qui sont un crime contre l'esthétique, et il est si entièrement satisfait de sa manière de s'habiller, de manger, de se conduire et d'élever sa famille que quiconque règle sa vie sur d'autres principes lui semble un imposteur ou un poseur. Et parce que son fils ne prend pas la fuite sur le champ de bataille, il croit que son fils satisfait à toutes les exigences de la vie moderne.

C'est l'existence de cet Anglais content de soi et

de second ordre, qu'on retrouve dans toutes les classes de la communauté, la plus haute comme la plus basse, qui menace d'une manière extrêmement grave le développement de notre grandeur nationale. N'était l'influence silencieuse de l'Anglais cultivé, juste, ayant de la modestie et le sentiment de l'honneur, qui est peut-être le plus beau et qui est en tout cas le plus agréable représentant de la race humaine, n'était l'ardeur du parti travailliste et n'était l'enthousiasme pour les réformes morales qui caractérise le mouvement féministe, tous ceux qui connaissent les conditions intellectuelles de ce pays pourraient presque désespérer de son avenir. En effet, malgré les admirables qualités du caractère anglais, qualités séculaires de gravité inébranlable et de noble simplicité, qui se manifestent dans les circonstances difficiles et qui n'abandonneront jamais le plus ignorant et le dernier d'entre nous chaque fois qu'il s'agira de faire preuve de courage et d'endurance, quiconque a étudié la littérature, le théâtre, la musique, la morale et les manières de la période contemporaine conviendra qu'en tant que nation nous ne sommes pas à la hauteur des lourdes nécessités de l'âge dans lequel la destinée nous a appelés à jouer un rôle décisif. Même cette grande guerre n'a pas réussi à rendre la nation dans son ensemble raisonnable, sérieuse et désintéressée. Il y a encore parmi nous, non seulement de la légèreté et de la frivolité, mais un égoïsme arrogant et une ignorance sans vergogne.

Cependant beaucoup de nos qualités sont si

belles et si magnifiques que si nous pouvons arriver à comprendre, comme les meilleurs de la nation l'ont fait dès le début, le caractère véritable et durable de cette terrible lutte contre les puissances centrales, nous aurons à cœur d'accomplir la tâche difficile qui nous incombe dès maintenant, savoir la reconstruction de ce que la guerre détruit chaque jour aussi bien dans l'Angleterre non envahie que dans les territoires envahis de France, de Pologne, de Serbie et de Belgique : l'édifice moral de la civilisation. Que nous ayons cette grande tâche à cœur et la volonté de l'accomplir — les talents nécessaires se manifesteront aussitôt, car aucune nation n'est composée de meilleurs éléments (1).

Cette guerre est d'ordre moral. Pour tous ceux qui étudient l'histoire et la philosophie, elle n'est qu'un épisode de la lutte éternelle de ces deux puissances spirituelles que nous appelons l'ignorance et le savoir, le mal et le bien, la haine et l'amour. C'est l'éruption d'un volcan dont les flammes cachées et assoupies ont été nourries par les pensées, les paroles et les actions de l'humanité depuis la première génération du monde. Nous, les hommes de la présente génération, qui avions pour nous mettre en garde et pour nous instruire une longue et désastreuse histoire, et alors qu'il est en notre pouvoir d'apaiser, d'étouffer et d'anéantir les flammes infernales, nous sommes de toutes les générations la plus coupable. C'est notre génération qui, plus que

(1) Cf. Appendice, Note C.

toutes lés autres, a nourri le volcan. Nous aurions pu laisser s'apaiser peu à peu les anciens foyers du mal, mais au lieu de cela nous avons jeté aux démons invisibles de la haine, du carnage et de la mort toutes les pensées et toutes les paroles qui étaient les plus propres à amener le malheur sur nos enfants. Et maintenant, pendant que nos enfants combattent pour nous, souffrent pour nous, saignent et meurent pour nous, les Allemands chantent leur hymne de haine et les Anglais projettent la destruction du commerce allemand. Nous n'avons pas encore compris la grande leçon de cette guerre.

Du point de vue économique, il est permis d'appeler cette guerre une lutte entre l'Angleterre et l'Allemagne — « entre les deux Empires qui, justement *parce qu*'ils sont tous deux les héritiers du dieu Odin, sont condamnés à cette formidable lutte » (Cramb). Mais il y a un Dieu plus grand qu'Odin, un Dieu qu'un Allemand plus noble que Treitschke s'est efforcé de suivre dans la marche mystérieuse de l'humanité vers la vérité, la beauté et la bonté : c'est le Dieu d'Amour. Quiconque voit plus loin que la surface des choses, quiconque sait que l'industrialisme, la course aux profits, l'augmentation des revenus et la grandeur impériale ne peuvent être le but de l'Absolu, comprendra qu'il s'agit d'une lutte — à mort — entre l'Esprit du Bien et l'Esprit du Mal. Si l'on étudie avec crainte et respect les manifestations de cette guerre colossale, on ne parlera pas à la légère d'une lutte entre l'Angleterre et l'Allemagne pour le commerce mon-

cial, mais d'une lutte entre le Christ de Russie et le Satan de Prusse.

Les Anglais ont à peine commencé à comprendre, je crois, que de toutes les nations du monde la Russie, seule, a gardé « *le secret du Christ* ». Les nations latines se sont appliquées à maintenir les formes et la discipline de la religion. Les nations protestantes ont fait des efforts magnifiques pour la défense de la morale. Mais seule, la Russie a su garder la flamme sacrée de la simplicité inestimable dont le Christ a enrichi la race humaine. La Russie croit, avant toute chose, que Dieu est Amour. Ce n'est pas un vain mot pour elle. C'est le centre ardent de sa vie. Et parce qu'elle croit que Dieu est Amour, elle croit que tous les hommes sont destinés à devenir les enfants de Dieu, que toutes les nations et toutes les races de la terre formeront un jour une grande fraternité. L'enseignement de la Russie n'est pas : Fais cela, mais : Aime. Elle se consume dans la joie et la beauté d'aimer, et prête peu d'attention à la moralité. Si un homme aime Dieu, il sera bon. Chercher à être bon en dehors de cet amour, c'est arriver à un pauvre résultat, à un résultat qui pourra être mauvais et même repoussant. Tandis que ceux qui aiment, qui s'attachent à l'idéal d'amour, qui pensent à l'amour et qui rêvent d'amour, qui ont faim et soif d'amour, qui noient leur âme dans la pensée de l'amour absolu, il leur sera impossible de se conduire d'une manière mesquine ou avec bassesse.

Bernhardi déclare qu'Allemagne signifie lutte et

guerre. « Il est fou, disait Frédéric le Grand, et la nation est folle qui, ayant le pouvoir de frapper ses ennemis à l'improviste, ne frappe pas un coup mortel. » Que répond l'Angleterre à cette profession de foi satanique ? Lord Roberts a dit : « L'Allemagne frappe quand l'heure de l'Allemagne a sonné... C'est une excellente politique. C'est ou ce devrait être la politique de toute nation préparée à jouer un grand rôle dans l'histoire. » Or, que dit Satan : « Toutes ces choses je te les donnerai si tu veux te mettre à genoux devant moi et m'adorer. » Et que dit la Russie ? : « Tsargrad (Constantinople) ne peut pas être séparée de l'idée du Royaume de Dieu. »

La Russie qui a fait plus de guerres qu'aucune autre puissance pour la libération des petits peuples, qui seule a résisté aux Turcs, oppresseurs d'humbles races chrétiennes, qui a émancipé la Bulgarie, qui a tenu tête à Napoléon, et qui a refusé de voir la Serbie humiliée — cette grande Russie, qui fut un jour elle-même la plus oppressée et la plus persécutée des petits peuples, a toujours lutté pour proclamer de Constantinople (Tsargrad — la Ville des Villes), l'hégémonie des enfants de Dieu et la paix du monde [1].

Comparez l'arrogance satanique de Bernhardi avec le vœu chrétien d'un grand Russe, le prince Trubetzkoy. Le prince dit : « L'humanité unie par « l'esprit de Dieu est un seul tout qui devient sem-

---

(1) « Elle a droit à la gratitude du monde » (Professeur MORFILL, d'Oxford).

« blable à Dieu — c'est la plus haute expression de
« la volonté divine et c'est ce qui doit se réaliser un
« jour dans le monde...

« Mais pour le moment l'humanité est en lam-
« beaux ; l'humanité ne forme plus un tout. Les
« nations luttent contre les nations ; même leurs
« *credos* sont en guerre. Ramener à l'unité l'hu-
« manité et toute la création — c'est pour cela
« que brûlent les cœurs de ceux qui ont vu l'Es-
« prit...

« Constantin comprit que la Rome païenne ré-
« gnait sur les nations en son propre nom. Il désira
« que sa ville fondât sa puissance sur l'union des
« nations en Christ... Placée à la bifurcation des
« grands chemins des nations, « Sophie » a précisé-
« ment la signification qui devrait unir toutes les
« nations et servir de point de départ à la constitu-
« tion du royaume uni... Or, pourquoi Sainte-Sophie
« est-elle tombée entre les mains des Turcs ?...
« Parce que l'Empire chrétien perdit sa spiritua-
« lité et que la véritable « Sophia » ne vit plus
« dans les âmes chrétiennes. La perte matérielle
« du Temple et sa conquête par les Turcs ne fu-
« rent que le symbole d'une perte idéale et spiri-
« tuelle...

« Ce n'est que comme libératrice et soutien des
« petites nations que la Russie peut obtenir Cons-
« tantinople et les détroits. On ne peut y voir que
« la dernière étape dans la libération des peuples.
« C'est seulement au nom de cette libération uni-
« verselle que la Russie a le droit de recevoir la

« couronne de Tsargrad... C'est pourquoi elle doit « triompher de son propre égoïsme national et « trouver en elle-même une force spirituelle plus « élevée que celle des nations qu'elle combat...

« « Sophia » est l'image de Dieu dans l'individu « et dans l'humanité. Celui qui porte cette image « dans son âme et qui la voit dans tout individu et « dans toute nation ne peut supporter la moindre « atteinte à la dignité humaine. Toute injustice « contre l'humanité soulève la colère dans le cœur « de celui qui comprend pieusement « Sophia ». Si « la Russie est disposée à souffrir pour cette cause, « si elle est prête à de grandes actions, cela prouve « qu'elle a élevé dans son âme un autel à « Sophia »... « Tôt ou tard nous entendrons ce chant : *Christ « s'est levé,* retentir dans le Temple lui-même. « Sainte-Sophie qui vit dans l'âme du peuple « conduira jusque-là les armées russes. Alors l'hymne « de la Sainte Résurrection annoncera le grand « jour de la libération des nations » [1].

Les Anglais, j'ose le croire, n'ont pas encore compris la grandeur de l'événement dont nous approchons — l'occupation de Constantinople par les Russes. Cela ne signifie rien moins qu'une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité. Cela signifie un monde nouveau. Et nous sommes appelés, nous, plus qu'aucune autre nation, par la Russie elle-

---

[1] Prince Eugène Trubetzkoy dans *Le Réveil de la Russie* (*The Re-Awakeming of Russia*), par le professeur J. Y. Simpson (Ed. Constable). Cf. Appendice, Note L.

même, à contribuer à la fondation du royaume chrétien. Sommes-nous prêts ? Le sommes-nous d'esprit, de cœur et d'âme ? C'est à nous qui sommes à une extrémité de l'Europe, ainsi que l'a dit M. Sazonoff, et qui régnons sur les mers du monde, et c'est à la Russie, qui est à l'autre extrémité de l'Europe, avec ses millions de paysans, de reprendre pied parmi les ruines économiques causées par la guerre ; puis ce sera notre tâche en vertu de notre gravité morale et ce sera la tâche de la Russie, forte de sa vision spirituelle, de proclamer d'une seule voix à toutes les nations de la terre, y compris l'Allemagne, que c'en est fait de la haine, de la cupidité et de la guerre. Jamais à aucune nation ne s'est offerte une occasion aussi belle de se manifester que celle qui s'offre aujourd'hui d'une manière pressante à l'Empire britannique.

Il n'y a pas longtemps un des ministres du cabinet de coalition, un unioniste, m'a dit que *le résultat suprême de la guerre est la repentance de l'Allemagne.* Cette parole profonde est à la base d'un jugement équitable sur cette grande guerre. Même si nous détruisons les armées des puissances centrales, si nous envahissons leurs territoires et si nous imposons nos conditions, même alors nous n'aurons pas encore obtenu la vraie victoire ; les vraies compensations pour toutes nos souffrances et pour toutes les pertes cruelles que nous aurons éprouvées resteront à obtenir. La seule victoire qui puisse rendre glorieuse aux yeux de nos enfants cette lutte affreuse de forces physiques est la victoire qui amènera

l'Allemagne à repentance. Nous ne combattons pas pour tirer vengeance d'un ennemi battu, mais pour détruire le mal en Allemagne et pour y délivrer le bien. Nous ne combattons pas pour laisser le monde tel que nous l'avons trouvé, mais pour que les guerres meurtrières ne soient plus possibles. Et nous ne pouvons espérer d'atteindre ce but qu'en nous repentant de toutes les dispositions de notre âme qui tendent aux ténèbres, à l'ignorance, au mal, à la haine, et en encourageant toutes celles qui tendent à la lumière, au savoir, à la bonté, et à l'amour. Nous avons le devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider l'Allemagne à chasser la folie de la violence prussienne et à revenir à ce noble idéalisme qui fut autrefois sa gloire et une bénédiction pour l'humanité.

L'étude de l'histoire politique qui aboutit à cette guerre mondiale de 1914 devrait nous aider au moins à acquérir le sang-froid indispensable à qui veut aborder l'étude de cette guerre spirituelle avec quelque confiance dans la victoire.

L'Allemagne, disait Matthew Arnold, est une nation qui n'a jamais réellement vécu. Et Mommsen s'écriait en 1903 : « Nous ne sommes plus de libres citoyens. » Malheureux peuple dont les poètes et les philosophes ont dit plus de mal que ses ennemis ! Depuis 1870, comme a dit un jour Lord Haldane, la France a eu sa revanche. L'Allemagne a absorbé, non pas ce qu'il y a de meilleur dans l'esprit gaulois, mais ce qu'il y a de pire. L'Allemagne a dégénéré et elle n'a pas la délicatesse de l'esprit français pour

la maintenir forte ; et avec sa nature extrêmement sensible, qui l'a toujours exposée aux illusions, elle est tombée de la sobriété et de la puissance dans la luxure et la faiblesse. Un de ses historiens d'Amérique a dit, avant 1914, qu'il était *généralement reconnu* en Allemagne qu'en cas de guerre, heureuse ou malheureuse, l'Allemagne deviendrait une république (1).

Avant de procéder à l'étude de cette histoire, qu'on me permette d'insister encore sur l'importance vitale qu'il y a à penser juste. La vérité et la morale sont de même essence. Un homme qui s'enivre peut être plus repoussant que son voisin qui pense mal, mais il n'est pas si dangereux pour l'État. Il est immoral d'accepter comme vrai ce que notre raison n'a pas examiné et il est extrêmement immoral d'avancer comme vraie, de chercher à faire aimer et à répandre une opinion ou une idée quand nous ne sommes pas entièrement et raisonnablement convaincus de sa vérité. Le vice est un péché contre le corps, une pensée relâchée est un péché contre la raison. Dieu n'est pas seulement Beauté et Bonté, Il est aussi Vérité. Nous allons contre la Volonté divine quand nous prenons parti

---

(1) De toutes les nations l'Allemagne est la moins démocratique et la plus snob. Malgré son respect de la culture, le professeur n'est pas admis sur pied d'égalité dans la société des Junkers. Les lecteurs de *Werther* se souviennent de la scène où le héros est renvoyé d'un salon en considération de sa naissance, ce qui faillit lui déchirer le cœur. Le même abîme sépare aujourd'hui encore la classe des propriétaires, des professeurs de la culture. En Russie, au contraire, le professeur le plus éminent, le premier penseur peut-être de l'Empire, est un prince, Eugène Trubetzkoy.

dans le royaume spirituel de l'opinion pour des idées qui ne sont pas des idées vraies. Quels que soient son origine ou son but, la vie est développement. Nous avançons, nous changeons et nous devenons. Si nous ne nous éloignons pas de l'ignorance, si nous ne quittons pas nos vêtements de préjugés, si nous ne devenons pas chaque jour plus justes et plus vrais, nous sommes un obstacle à la fonction de la vie et nous pouvons être coupables d'un grand péché. C'est notre devoir impérieux, quoi qu'il doive en résulter pour les convenances sociales, pour notre popularité ou notre bien-être, de nous placer résolument du côté de la vérité dans le conflit moral du monde. C'est seulement quand nous sommes profondément convaincus que la vérité est aussi importante que la bonté, c'est seulement quand il nous répugne autant de garder une opinion fausse que de commettre une action honteuse, c'est seulement quand nous avons consciemment faim et soif d'une exactitude scrupuleuse dans ce que nous pensons, voulons et désirons, c'est seulement alors que nous pouvons nous appeler des êtres raisonnables et moraux.

« Le savoir, dit M. Clutton-Brock dans *The Ultimate Belief* (*La foi suprême*), est toujours un moyen et le but c'est la vérité ; c'est pourquoi sans le désir de la vérité, le savoir est semblable à la technique d'un art qu'on emploierait à des fins non artistiques, par exemple à gagner de l'argent — et le résultat dans les deux cas est absurde. » Les Allemands, dit-il, ne pourraient pas être si dociles dans

ce qu'ils croient « s'ils n'avaient pas été dressés à croire ce qui est commode plutôt que ce qui est vrai ». Romain Rolland a dit que de toutes les fautes de l'impérialisme prussien, la pire et la plus ignoble est d'avoir caché ses crimes au peuple.





CHAPITRE PREMIER

ÉDOUARD VII HOMME D'ÉTAT

J'ai entendu critiquer l'article bien connu de Sir Sidney Lee sur Edouard VII, paru dans le *Dictionary of National Biography*, par un homme qui a vécu pendant de nombreuses années dans l'intimité du roi et qui le connaissait, comme souverain et comme individu, beaucoup mieux certainement que n'importe quel autre de ses biographes.

Grâce à cette critique, il est possible de se faire, d'après l'article de Sir Sidney Lee, qui autrement pourrait, je crois, induire gravement en erreur, une image très sûre de la personnalité du roi Edouard et une idée précise du rôle qu'il a joué dans la politique de son temps. Les conclusions auxquelles on arrive par cette voie concordent, en substance, avec les opinions d'autres personnes de ma connaissance qui ont joui de l'amitié du roi et comme, en outre, elles concordent d'une manière générale avec les vues exprimées par Lord Esher dans son essai sur

The Influence of King Edward, je me sens autorisé à croire que le jugement qu'on va lire sur « le roi charmeur », selon l'expression de Lord Rosebery, sera confirmé par l'histoire.

Edouard VII était un type achevé d'homme du monde. Il avait très peu de préjugés ; il était éloigné de tout fanatisme ; il prenait plaisir à être aimable et à charmer. Ce n'était pas un savant, il n'avait pas un goût très prononcé pour la beauté artistique et il était peu enthousiaste des œuvres littéraires écrites dans les langues qu'il parlait admirablement bien. Mais il n'est pas vrai qu' « à part les journaux il ne lut pour ainsi dire rien dans ses années de maturité », comme Sir Sidney Lee voudrait nous le faire croire, et il est absolument faux de dire que « sa légèreté naturelle, les plaisirs de société auxquels il s'adonnait volontiers et les intérêts qu'il avait en dehors de la politique déjouaient efficacement l'influence déprimante des affaires publiques ». Il fut un roi consciencieux. Depuis l'instant où il monta sur le trône, jusqu'au jour de sa mort, il se fit un devoir de suivre les affaires publiques avec sympathie et intelligence, et dans les limites de sa fonction constitutionnelle il n'est pas douteux qu'il travailla rigoureusement à ce qu'il considérait, en son âme et conscience, comme la prospérité de son peuple et le bonheur du monde.

Il fut un des meilleurs causeurs d'Europe, grâce à une mémoire bien ordonnée et à une puissance d'intuition très remarquable. « En sa présence, dit Lord Esher, tout ce qui dans le savoir n'était qu'informa-

tion tendait à passer au rang de choses sans importance. Lord Beaconsfield avait remarqué une qualité très semblable dans la conversation de la reine Victoria. » Le roi Edouard, dit la même autorité, appartenait « sans aucun doute à la catégorie du grand ». Peut-être serait-il plus exact de dire qu'il y avait en lui beaucoup d'éléments de grandeur, et plus sage d'insister sur ce qu'il y avait d'attrayant dans cette remarquable personnalité.

Lord Esher ne dit rien de l'humour du roi, de son persiflage, de son esprit, de son amour de la plaisanterie. Cependant cette disposition qui rappelle beaucoup Henri VIII est un des traits essentiels de son caractère. Dans sa jeunesse cela n'alla pas sans quelque dureté ou même de cruauté, mais à mesure que les années passèrent il ne resta plus que la bonne humeur spontanée d'une nature franche et cordiale. Il employait volontiers la plaisanterie pour mettre ses ministres de bonne humeur et parfois en société, d'un joli mot, il arrêtait les pédants et les importants. Il aimait à s'entourer de gens lestes à comprendre une plaisanterie et qui savaient raconter une histoire amusante sans ennuyer [1].

---

[1] Le roi était très difficile sur les choses de la toilette et cela l'amusait que ses ministres de la marine et de la guerre, Lord Fisher et Lord Haldane fussent notoirement indifférents à ces choses. Lord Fisher m'a raconté que le roi le pressa un jour d'acheter un complet pour faire des visites à la campagne, se moquant sans pitié de l'habit de vieille serge bleue dans lequel on le voyait toujours apparaître. Lord Haldane arriva un jour en feutre brun de forme et de qualité convenables, mais d'une antiquité assez prononcée. « Ah ! s'écria le roi, s'adressant aux personnes qui l'entouraient, le voilà avec le chapeau que lui a légué Gœthe ! »

Les défauts du roi n'étaient ni nombreux ni graves. Il avait beaucoup de qualités et de grandes qualités. Il aimait à rendre les gens heureux et il était parfaitement à son aise dans toutes sortes de compagnies. La douleur et la souffrance lui inspiraient une grande sympathie. Il désirait d'améliorer les mauvaises conditions de la vie humaine. Et un instinct presque infaillible lui faisait toujours trouver le vrai remède. Il allait droit au cœur d'une question alors que des personnes plus habiles tâtonnaient encore tout autour. Il se frayait un passage au travers des difficultés de la diplomatie officielle et entrait en contact, dès qu'il le pouvait, avec les personnes et avec la vie. Il avait foi en la possibilité de résoudre les problèmes à table et cherchait toujours à aborder les gens querelleurs loin de la froide région de la controverse, dans l'atmosphère plus chaude et plus généreuse de l'hospitalité. Il avait l'art d'amener des personnes ennemies à apprécier leurs mérites réciproques. Il était d'un courage à toute épreuve, il faisait face à la situation la plus difficile et la plus désagréable avec tant de bonne grâce qu'on aurait pu croire qu'il appelait l'épreuve afin de manifester son habileté. Jamais rien ne l'intimida. Il avait une foi illimitée en l'humanité, en son bon sens et en sa bonté. Il croyait qu'avec du temps et du tact tous les problèmes de la politique et de la diplomatie pouvaient être résolus par l'honnêteté des hommes qui travaillaient, non pas pour des fins égoïstes, mais pour la paix et le bonheur de l'humanité. Il n'y avait rien chez lui de mé-

diocre ou d'étroit et il avait, à un degré très considérable, un esprit international.

Parmi les questions politiques, trois surtout le passionnaient : la réforme des habitations, l'éducation et la paix. Ces trois questions, si l'on y réfléchit, sont à la base du bonheur social. Il alla droit à l'essentiel. Il savait que des hommes et des femmes ne pouvaient être ni heureux ni en bonne santé dans des habitations comme celles de la grande majorité des habitants des Iles-Britanniques. Il savait aussi, qu'avec toutes ses magnifiques qualités, la démocratie anglaise est la moins instruite des principales démocraties européennes ; et il comprenait que l'ignorance et la sottise sont les plus grands ennemis de ce pays. Il savait enfin que si les flammes des haines nationales étaient avivées par des politiciens et des journalistes, l'Europe s'embraserait.

Edouard VII fit des efforts sincères pour encourager la réforme des habitations, améliorer notre système d'éducation nationale et amener les nations du monde à vivre dans la concorde. Ces trois questions l'intéressaient profondément, et la dernière finit par prendre le pas sur les deux autres dans ses préoccupations. Si son pouvoir politique avait été plus considérable et s'il avait vécu quelques années de plus, il est très possible que le grand projet d'éducation nationale qui fut le rêve de Lord Haldane et qui fut ébauché dans le Budget de 1914, serait maintenant en voie d'exécution.

C'est une erreur de croire qu'Edouard VII est l'auteur de l'entente avec la France, mais c'en est

une beaucoup plus grande encore que de croire qu'il s'efforça de l'orienter contre l'Allemagne. Tous ses biographes sérieux sont d'accord sur ce point et tous ses amis que j'ai consultés conviennent qu'il ajouta seulement sa bonne grâce naturelle à la diplomatie de ses ministres unionistes et libéraux qui cherchaient à établir de meilleurs rapports avec la France. Il ne prit pas l'initiative de l'entente, mais il lui prêta l'aide très efficace de son influence personnelle. Et il est plus ou moins admis par la plupart des hommes qui eurent à s'occuper de politique étrangère pendant cette période que l'influence du roi, son charme personnel et son urbanité facilitèrent beaucoup la tâche des diplomates.

Quand le roi alla à Réval, en juin 1980, ce ne fut pas pour attirer la Russie dans une alliance dirigée contre l'Allemagne, comme quelques personnes l'ont supposé, mais simplement pour calmer, par un témoignage d'amitié et d'affection, le ressentiment très naturel qu'avait inspiré à certaines personnes, en Russie, l'attitude de la Grande-Bretagne pendant la guerre russo-japonaise. Il donna une preuve très caractéristique de sa bonne grâce et de son tact en refusant l'escorte imposante dont l'amirauté voulait faire accompagner le yacht royal ; son but n'était pas d'éblouir la Russie, mais de l'apaiser. Il ne fut escorté que par deux petits croiseurs — dont le tirant d'eau était cependant trop considérable pour le canal de Kiel, par lequel le roi devait passer, si bien que deux autres croiseurs durent l'attendre devant Kiel, où le prince Henri de Prusse

représentait l'empereur ; mais ce fut un impair de l'amirauté, le roi n'y était pour rien. Une personne qui fit le voyage avec le roi et qui assista au premier déjeuner à Réval, m'a dit qu'elle n'oublierait jamais la gêne et la contrainte qui régnèrent pendant le repas et qui se dissipèrent peu à peu grâce à la patience infinie du roi, à son tact, au charme irrésistible de ses manières et de sa personne. La partie qui avait commencé d'une manière si malencontreuse, se termina par une promenade bras dessus bras dessous des deux souverains sur le pont pavoisé, pendant que des applaudissements venaient du port où une grande foule était amassée.

Le roi poursuivait exactement le même but en allant en Russie que lors de ses voyages à Paris, à Cronberg, à Ischl. Ce but c'était la paix du monde. Il cherchait à seconder, par sa présence et son amitié, les efforts de ses ministres qui, eux aussi, aspiraient à la paix du monde. S'il alla à Paris dans ce dessein, il n'alla pas dans un autre dessein chez l'empereur d'Allemagne à Cronberg, et chez l'empereur d'Autriche à Ischl. Il désirait montrer à ces souverains, par la courtoisie d'une visite et par sa chaude bienveillance au cours de ces visites, qu'il approuvait ses ministres et aspirait à la paix du monde. Il est absurde de penser qu'il se risqua à prendre l'initiative d'une orientation diplomatique, mais il est tout aussi absurde de supposer que ses visites ne poursuivaient pas un but noble et sérieux. Il était persuadé qu'avec de la loyauté, de la patience et du tact une entente était tout aussi pos-

sible avec l'Allemagne et l'Autriche, qu'avec la Russie et la France.

Lord Esher a exposé l'attitude du roi vis-à-vis de l'Allemagne dans les termes les plus clairs : « Les absurdes campagnes de presse menées en « Grande-Bretagne et en Allemagne par des pa- « triotes honnêtes, mais ignorants et aveugles, l'at- « tristaient et l'inquiétaient. Il n'aimait pas l'exa- « gération et détestait les semeurs de discorde. Il « était singulièrement libre des préjugés insulaires. « Il ne cédait jamais, ne fût-ce qu'un instant, à un « sentiment de panique et restait impassible devant « les déclamations retentissantes de ceux qui ne « voyaient que des menaces sinistres dans le ren- « forcément légitime des armements des grandes « puissances. D'autre part, personne n'était plus « convaincu que lui que les forces défensives de « son pays devaient être augmentées par tous les « moyens, car il comprenait que mettre l'Empire « britannique à l'abri de toute attaque c'était le « meilleur moyen de sauvegarder cette paix de « l'Europe qui fut la principale préoccupation de « ses dernières années.

« Le roi Edouard était trop clairvoyant, son sa- « voir était trop profond, et il avait une vue trop « aiguë des conditions de la rivalité commerciale « en Europe, pour ne pas comprendre la vraie si- « gnification des efforts que faisaient l'empereur « d'Allemagne et le peuple allemand pour agrandir « la flotte allemande et étendre le champ de l'en- « treprise coloniale allemande. Il était en relation

« avec d'éminents hommes d'affaires de toutes les « nationalités et il avait intimement conscience « qu'un changement se produisait, que la lutte du « commerce international pour les marchés rempla- « çait lentement, mais sûrement, les rivalités na- « tionales quelque peu vaines des années immédia- « tement postérieures à l'établissement de l'Empire « d'Allemagne et du Royaume d'Italie...

« Personne ne pouvait être longtemps dans le « voisinage du roi Edouard sans découvrir qu'il « aimait l'Allemagne et le peuple allemand. Personne « ne pouvait voir ensemble le roi et l'empereur « sans remarquer que, malgré une différence de « tempérament et une divergence d'idéals, il y avait, « entre les deux hommes, une curieuse ressemblance « dans leurs rapports et, non seulement un respect « mutuel, mais une réelle admiration.

« Quelques personnes se souviennent qu'en jan- « vier 1910, le roi parla avec une émotion grave de « la lettre chaleureuse qu'il avait écrite à l'empe- « reur à l'occasion de son anniversaire, pour lui « exprimer son vif désir que l'Allemagne et l'Angle- « terre travaillent toujours d'un commun accord « dans l'intérêt de la paix européenne, que leurs « efforts réunis pouvaient toujours garantir. » [1]

Lord Esher l'établit nettement, l'ambition d'Edouard VII fut de faire entrer l'Allemagne dans l'Entente de la France, de la Russie et de la Grande-

---

[1] *L'influence du roi Edouard*, par le vicomte Esher, p. 54-56 (Ed. John Murray).

Bretagne. « Le nom d'Edouard VII, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, doit être associé à cette politique libérale, progressiste et pourtant éminemment conservatrice, à cette politique de tendances noblement pacifiques, désintéressée et préoccupée de l'avenir de l'humanité, dont il assura le triomphe partiel s'il n'en prit pas l'initiative. »

L'idée populaire d'après laquelle le roi Edouard était un stratégiste politique qui chercha à isoler l'Allemagne et à la circonvenir d'ennemis est aussi fausse et monstrueuse que celle que Sir Sidney Lee semble vouloir suggérer, à savoir que le roi aimait trop ses plaisirs et sa tranquillité pour se laisser importuner par les affaires fastidieuses du monde. Il était, par dessus tout, un roi consciencieux, un roi intelligent et un roi sérieux.

« Non seulement les conseillers privés et les ci-
« toyens de Londres qui assistèrent à la cérémonie
« du 23 janvier 1902, au Banqueting Hall du palais
« Saint-James, furent saisis l'admiration par les
« nobles paroles — écrites spontanément de la
« main même du roi — par lesquelles il annonçait
« sa résolution de travailler, jusqu'à son dernier
« souffle, pour le bien et le progrès de son peuple,
« mais ceux qui l'approchèrent de plus près et qui,
« les jours suivants, furent en contact étroit avec
« les travaux d'État, à mesure qu'ils s'accumu-
« laient à Marlborough House, comprirent immédia-
« tement que le pays venait d'acquérir, en la
« personne d'Edouard VII, un grand monarque.

« La vie qu'il avait menée jusque-là ne lui avait

« pas donné l'occasion de concentrer son énergie ;
« elle avait été remplie de ce qu'on appelle ses frivolités et de ce que les hommes, toujours prévenus « et quelquefois insincères, appellent de vaines cé« rémonies. Mais bien loin que cette vie ait été un « obstacle à son rôle de roi, le caractère purement « humain de cette vie avait laissé son âme intacte « et l'avait extraordinairement bien préparé à ré« soudre le plus grave problème qui puisse se poser « à un souverain, c'est à savoir le problème éternel « de tirer un bon parti de la moyenne des hommes.

« Peu de souverains ont égalé et certainement « aucun n'a jamais surpassé le roi Edouard dans « l'art de manier les contemporains, non pas avec « adresse, car le mot implique une idée fâcheuse, « mais avec une grâce élégante qui passe l'intelli« gence. » (1)

Prétendre ou insinuer qu'il ne prit pas au sérieux son rôle de roi, qu'il ne s'efforça pas de travailler pour son peuple, selon son engagement, « jusqu'à son dernier souffle », c'est trahir la mémoire du plus admirable et du meilleur des rois. Il s'efforça avec persévérance et avec une réelle sympathie d'accomplir son vœu, de servir son peuple, et de laisser au monde, comme legs suprême, l'espoir de la paix européenne.

« Personne, dit Lord Esher, et le fait est notoire, personne ne pouvait être longtemps dans le voisinage du roi Edouard sans découvrir qu'il aimait

(1) *L'influence du roi Edouard*, *op. cit.*, p. 40-41.

l'Allemagne et le peuple allemand. » Demandons-nous ce qu'il voyait d'aimable et d'attrayant en Allemagne et dans le peuple allemand.

S'il avait été un philosophe ou un homme passionné de musique, nous comprendrions sans peine pourquoi il aimait l'Allemagne et le peuple allemand. Mais comme il vécut en dehors des « frontières de la culture », nous devons conclure que le peuple allemand l'attira par quelque chose de simple et d'humain et qu'il trouva en Allemagne quelque chose qui le délassait et le réconfortait. Cela n'aurait rien d'étonnant ou de remarquable pour un voyageur anglais, si les horreurs de la guerre ne nous faisaient pas penser à l'Allemagne avec répugnance et aux Allemands avec dégoût. D'autres Anglais que le roi Edouard ont aimé l'Allemagne et le peuple allemand. Chaque année une foule de personnes raffinées de notre pays sont allées chercher en Allemagne quelque chose qu'elles ne trouvaient pas ici et sont revenues avec d'agréables souvenirs de chez les Allemands [1]. Avant la guerre, personne n'aurait été condamné, même par le plus ignorant de nos journaux, pour avoir appelé l'Allemagne sa patrie spirituelle. L'Allemagne, on peut le dire, est la patrie spirituelle de tous les philosophes et de tous les idéalistes.

Le roi Edouard voyait ce que les Allemands avaient de bon aussi bien que ce qu'ils avaient de mauvais. Il aimait le bon ordre de leurs villes, leur

---

[1] Cf. Appendice, Note D.

genre de vie simple, leur remarquable activité, leur respect pour le développement des esprits, pour l'instruction et l'autorité. Il n'aimait pas leur susceptibilité, leur vantardise et leur arrogance. Les journalistes allemands qui faisaient métier de sonner l'alarme lui semblaient aussi malfaisants que leurs confrères des bords de la Tamise. Et il détestait la suffisance et l'insolente vanité du caporalisme allemand.

Mais le roi voyait loin dans le monde et il avait le regard pénétrant. Il savait qu'on ne peut pas contenir un pays très intelligent de soixante ou soixante-dix millions d'habitants. De plus, il était assez sage et assez tolérant pour croire que le contact avec une nation aussi laborieuse, industrieuse et disciplinée serait bon pour les autres peuples. Quand il vit se réaliser l'entente de son pays avec ses anciens ennemis, la Russie et la France (entente qui provoquait tout récemment encore la haine et le mépris de notre presse chauvine), sa politique s'appliqua à persuader à l'Allemagne ainsi isolée et mise en péril, d'entrer dans l'alliance des grandes puissances pour la paix du monde. On ne saurait le proclamer avec trop d'énergie ni trop le répéter partout, Edouard VII n'a jamais suggéré, ni encouragé l'isolement de l'Allemagne ; il n'y a jamais songé un seul instant. Sa nature le poussait, non pas à détruire, mais à construire. Il avait si peu l'esprit militaire qu'il n'avait aucune foi en des avantages moraux ou matériels procurés par la victoire de la force physique. Il avait la certitude,

dit Lord Esher, qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, « la victoire de l'une des deux nations serait un désastre pour toutes les deux ». La bataille lui répugnait. La seule idée d'un arbitrage par le sabre lui faisait horreur. Il considérait un conflit armé entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne comme une des plus terribles calamités qui pussent frapper le monde.

Palmerston a dit : « L'Angleterre et l'Allemagne ont un intérêt naturel et direct à se faciliter réciproquement le développement de leur richesse, de leur unité et de leur force, et les progrès moraux ou matériels de l'un des deux pays ne devraient inspirer aucun sentiment de jalousie aux hommes éclairés des deux pays. » Et tous les hommes d'État conservateurs de quelque importance, y compris M. Joseph Chamberlain, ont dit la même chose.

Tel fut le sage point de vue du roi Edouard et l'ambition la plus chère à son cœur, vers la fin de sa vie, fut d'amener les hommes éclairés des deux pays à adopter ce point de vue. Il désirait de tout son cœur imposer silence aux « absurdes campagnes de presse menées en Grande-Bretagne et en Allemagne par des patriotes honnêtes, mais ignorants et aveugles », car ces campagnes « l'attristaient et l'inquiétaient » ; et de tout son cœur aussi il désirait attirer à la fin l'Empire allemand dans l'alliance de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne pour le bonheur de toutes les nations et le bon gouvernement du monde.

Ce noble projet d'un noble roi fut déjoué dans

les deux pays par des forces qui aiment les ténèbres plutôt que la lumière et à qui manquent aussi bien la générosité du cœur que la clarté de l'esprit. Il y avait des hommes en Allemagne qui ne voulaient pas croire à la sincérité du roi Eeouard. Ils affirmaient que la politique traditionnelle de l'Angleterre est d'exciter les autres puissances à combattre contre la puissance qui menace le plus sérieusement sa propre suprématie commerciale et ils voyaient dans l'entente de la Grande-Bretagne avec la Russie et la France la preuve irréfutable que l'Angleterre méditait la destruction de l'Allemagne [1]. Et il y avait des hommes en Angleterre qui refusaient de croire que l'Allemagne désirât l'amitié de leur pays ; ils ignoraient les socialistes, les philosophes et le parti allemand de la paix, et ils affirmaient que des incendiaires comme Bernhardi parlaient au nom de l'Allemagne tout entière. Ces hommes dans les deux pays déjouèrent la politique du roi Edouard. Au lieu d'insister sur ce qu'il y avait de bon dans les deux pays, au lieu de provoquer la sympathie pour les excellentes qualités des deux peuples, ils s'attachèrent avec une exagération hystérique à ce qui était mauvais, de second ordre et suspect chez le voisin, répétant sans cesse que derrière toutes les courtoisies de la diplomatie et tous les trompe-l'œil des imposteurs pacifistes se cachait la volonté implacable de faire la guerre.

---

[1] Un diplomate russe dit un jour au professeur J. Y. Simpson : « L'Angleterre n'a jamais fait une alliance *permanente.* »

Il y avait un homme qui, plus que tous les autres ministres, avait gagné la confiance du roi Edouard par sa sagesse, ses conceptions et sa faculté d'organisation. Cet homme c'était Lord Haldane. Sir Sidney Lee dit du roi : « Son attitude vis-à-vis d'une initiative était toujours conditionnée dans une large mesure par l'intérêt qu'il portait à celui qui l'avait prise et son amitié pour M. Haldane, le ministre de la guerre qui créa l'armée territoriale, contribua beaucoup à lui faire prendre sous son patronage personnel l'armée territoriale. » Après avoir mentionné quelques ministres du cabinet de 1905 que le roi aimait, Sir Sidney Lee dit : « M. Haldane, ministre de la guerre, dont le tempérament généreux, la compréhension magistrale de la vie allemande et le savoir lui étaient très sympathique, devint rapidement *persona grata.* Il avait moins de points de contact avec les autres ministres et il n'eut guère avec eux que des relations officielles. »

Feu Lord Redesdale, qui non seulement fut un ami du roi, mais encore un observateur très perspicace et un connaisseur sûr des affaires publiques, nous parle aussi, dans ses *Mémoires*, des rapports du roi avec Lord Haldane. Le passage mérite d'être cité, et médité par les nombreuses personnes qui ont accepté comme juste et vrai tout ce que des journaux ignorants et injurieux déversaient d'opprobres sur Lord Haldane. Dans le premier volume de ses *Mémoires* (p. 184), Lord Redesdale parle du grand intérêt que le roi portait à la politique intérieure et rappelle à titre d'exemple l'appui qu'il

donna à Lord Haldane pour son projet d'armée territoriale : « Les Territoriaux ont noblement prouvé « leur raison d'être et justifié la confiance que le « roi avait en son grand ministre de la guerre. « J'ai eu le privilège de lire une lettre écrite par « un de nos plus grands généraux qui se trouvent « au front. Il serait difficile d'imaginer un plus bel « hommage à Lord Haldane et à son administration « du War Office. Il est généralement reconnu au- « jourd'hui que sans lui et sans les mesures dont il « prit l'initiative, notre position au commencement « de la guerre aurait été très différente de ce qu'elle « a été. Il nous permit d'envoyer un corps expédi- « tionnaire qui, s'il n'était pas de force à enfoncer « les armées allemandes, était digne de l'Angle- « terre. Attendons la suite. Je ne tiens pas registre « pour Lord Haldane et je ne commettrai pas l'im- « pertinence de porter un jugement sur son œuvre. « Il est trop grand et il peut se permettre de laisser « les résultats parler pour lui. »

Sir Sidney Lee risque d'induire en erreur quand il dit que Lord Haldane « devint rapidement *persona grata* ». Cette phrase, prise avec son contexte, signifie que le roi ne se rencontra pas avec son ministre avant 1905. En réalité, Lord Haldane entretenait des relations de cordiale intimité avec le roi quand celui-ci était encore le prince de Galles. Cette intimité commença longtemps avant que Lord Haldane fût ministre, à propos d'une question à laquelle tous deux prenaient le plus grand intérêt : la question de l'éducation.

En 1898, alors que les unionistes étaient au pouvoir, Lord Haldane travaillait d'accord avec son ami et adversaire politique, M. Arthur Balfour, à sauver la loi sur l'université de Londres (London University Act). Ce fait qui est peu connu en dehors des cercles politiques cause une agréable surprise. Il prouve que dans la lutte artificielle et souvent déshonnête des partis politiques, il y a dans les deux camps des hommes prêts à unir leurs efforts, à entreprendre des tâches ingrates, à ne s'épargner aucune peine, afin de sauver des accidents de la lutte des partis ce qu'ils croient être le bien de la communauté.

Appuyé par des hommes qui se passionnaient pour la question de l'éducation, comme M. Cecil Rhodes, Lord Haldane faisait, à cette même époque, des efforts gigantesques pour fonder à Londres une Ecole technique qui pût rivaliser avec la fameuse Ecole de Charlottenbourg. C'est pendant qu'il cherchait un emplacement pour son École, après avoir réuni d'énormes sommes d'argent, qu'il entra pour la première fois en rapport avec le futur Edouard VII. Le Prince de Galles fit mander M. Haldane, dont les discours sur la nécessité de créer des universités provinciales et des Écoles techniques commençaient à attirer l'attention, et s'informa si l'Institut impérial, qui se trouvait alors dans une situation difficile, ne conviendrait pas à l'université de Londres.

Cette discussion permit aux deux hommes de se rapprocher et quand, plus tard, M. Haldane aborda la question d'un emplacement pour la nouvelle

Ecole impériale de Science et de Technologie, leur intimité devint plus étroite. Avant l'année 1905, c'est-à-dire avant que M. Haldane devînt ministre, les deux hommes étaient constamment ensemble — preuve certaine, si Sir Sidney Lee en veut une, qu'Edouard VII s'intéressait assidûment aux affaires publiques. Quand le roi monta sur le trône, c'est à la suite de son intervention personnelle auprès de Lord Salisbury que M. Haldane, membre du parlement et du parti de l'opposition, devint conseiller privé. Unionistes et libéraux, tout le monde savait, à cette époque, que M. Haldane était souvent à Buckingham Palace, à Windsor, à Balmoral, et que le roi inscrivait souvent son nom sur la liste des personnes qu'il désirait avoir à dîner ou pour un week-end.

Ce qu'on sait moins et ce qui surprendra peut-être quelques-uns des diffamateurs de Lord Haldane, c'est que le roi Edouard lui-même désirait que Lord Haldane entrât au War Office. Nous verrons, dans le prochain chapitre, comment Lord Haldane répondit à la confiance que lui témoignait le sage souverain ; pour le moment il convient de dire encore un mot des rapports de ces deux hommes dans le domaine des affaires étrangères.

Pendant la visite de l'empereur d'Allemagne, en novembre 1907, Lord Haldane fut l'hôte d'Edouard VII au palais de Windsor. Le ministre de la guerre était le confident intime du roi pour la politique étrangère ; il était l'ami intime du ministre des affaires étrangères, Sir Edouard Grey,

et il était plus au courant que n'importe quel autre Anglais, de la situation politique en Allemagne. Edouard VII espérait ardemment qu'au cours des festivités de Windsor son ministre de confiance arriverait à écarter de l'esprit de ses hôtes allemands le malheureux élément de suspicion et de défiance qui seul, croyait-il, empêchait les deux pays de s'entendre.

L'ambassadeur de France connaissait cet espoir d'Edouard VII et il n'y avait pas un ministre dans le cabinet, pas un homme d'État du parti de l'opposition qui ne désirât le succès de Lord Haldane. L'histoire dira un jour qu'il s'en fallut de bien peu que cet « éminent homme d'État » ne réussît dans sa tâche difficile, qu'il s'en fallut de bien peu que les quelques journées de Windsor n'assurassent la paix du monde. Qu'il suffise de dire ici qu'il parvint à désabuser de grands personnages d'Allemagne, qu'il les délivra de l'idée que l'Angleterre aspirait à encercler l'Allemagne, et qu'il mérita les remerciements du roi et la gratitude des hommes d'État des pays alliés pour le grand pas qu'il avait fait faire vers la paix de l'Europe.

Edouard VII croyait que ce qui menaçait réellement son pays ce n'était pas l'ambition militaire de l'Allemagne, mais la meilleure éducation de la moyenne des citoyens allemands. Il espérait et il croyait que la diplomatie pourrait satisfaire le désir d'expansion orientale de l'Allemagne et il évitait, avec le plus grand soin, de donner l'impression que la Grande-Bretagne trouvât rien d'anormal ou d'ini-

mical dans cette ambition allemande. Ce qu'il craignait réellement c'était l'intelligence pénétrante, la persévérance inlassable et le sérieux opiniâtre de la moyenne des citoyens allemands ; et il était attiré par Lord Haldane, avant tout, en raison de leur commun enthousiasme pour la réforme du système de l'éducation nationale.

Cependant il n'échappait pas au roi qu'un certain état d'esprit en Allemagne était, à tout le moins, une menace pour la paix du monde. Il voyait la lenteur de l'œuvre diplomatique, il comprenait que la guerre pouvait brusquement surgir des compromis et des accords destinés à assurer la paix. Il était, à certains égards, un grand optimiste, mais il ne fut jamais un sot. C'est pourquoi il en arriva à considérer comme essentiel que la flotte et l'armée britanniques fussent amenées au plus haut point de perfection. « Personne, a dit Lord Esher, n'était plus convaincu que lui que les forces défensives de son pays devaient être augmentées par tous les moyens. » Sir Sidney Lee voudrait nous faire croire qu'il ne s'intéressait à la flotte et à l'armée qu'en considération de Lord Haldane et de Lord Fisher. C'est une grave erreur. Il est parfaitement exact que le roi n'entendait rien aux choses militaires et navales, mais Lord Haldane et Lord Fisher m'ont dit tous deux à diverses reprises, Lord Fisher dans les termes les plus énergiques, combien ils devaient à l'intérêt constant et sympathique manifesté par le roi.

Il y eut un temps où Lord Fisher n'avait guère

d'autre ami au monde que le roi et où, sans le roi, il lui aurait été presque impossible de mener à bien sa révolution navale. Et c'est sur le désir exprès du roi que Lord Haldane entra au War Office, parce que l'ardeur, le sérieux, la persévérance et le génie organisateur de ce ministre lui inspiraient confiance. Le roi n'était pas du métier et, bien entendu, il ne pouvait pas s'occuper des détails infinis qui incombent aux ministres chargés de l'organisation navale et militaire ; mais il savait si bien dans quelle grave situation se trouvaient l'amirauté et le War Office (ainsi que nous le verrons plus tard) et il se préoccupait tellement de la sécurité des Iles-Britanniques, qu'il appuya de tout son pouvoir les deux hommes les plus capables à ses yeux de mettre un ordre efficace dans le chaos et le gâchis.

La politique d'Edouard VII tendit à préparer la défense du pays et à écarter tout ce qui pouvait faire obstacle à la paix du monde. Il comprit que l'Allemagne était la plus grande menace à la paix du monde, non qu'elle fût plus méchante ou plus avide que d'autres nations, mais parce qu'elle était entrée dans le monde cent ans trop tard. Mais il croyait à la possibilité d'éviter la guerre par la sincérité, la probité, la sympathie, par le concours des bonnes volontés, par un désir loyal et cordial de paix. Il ne désespéra jamais de ses semblables.

Telle fut la politique d'Edouard VII, la même que celle de son père, du baron Stockmar et de Lord Palmerston. C'était la politique d'un homme bon, sage et clairvoyant. Et c'était la politique la

meilleure, la plus sûre et la plus digne du pays dont il était le souverain. Si elle échoua, ce n'est pas la faute du roi, et l'échec ne prouve pas qu'elle fût mauvaise. Elle aurait pu réussir et si elle avait réussi l'Europe ne serait pas, à l'heure actuelle, inondée de sang et de larmes, et en ruines. Que ceux qui critiquent cette politique songent à la dévastation de l'Europe et se demandent, en leur âme et conscience, s'ils n'ont aucune part de responsabilité dans cet effroyable amoncellement de souffrances et de morts. Et qu'ils ne perdent pas courage, qu'ils ne désespèrent pas, ceux qui ont suivi cette politique avec un enthousiasme d'idéalistes et une sagesse d'hommes sains et honnêtes, mais qu'ils continuent à voir, dans cette politique du roi défunt, le seul espoir raisonnable d'une paix mondiale durable au sortir de cette guerre.

Ce que j'ai voulu établir dans le présent chapitre c'est qu'il y a des hommes dans notre pays dont la criminelle culpabilité n'est seconde qu'à celle du parti de la guerre allemand, mais que l'Angleterre peut dire, en toute vérité, que par l'intermédiaire du roi et de ses plus fidèles serviteurs, elle a fait d'énergiques et patients efforts pour écarter les horreurs de la guerre et pour enlever à la puissance qui, par sa tardive entrée dans la politique mondiale, menaçait le plus sérieusement la paix du monde, jusqu'au dernier motif de suspicion et d'inquiétude. Je puis dire aussi avec assurance que la Russie et la France désiraient également la paix et approuvaient également la politique de l'Angleterre. Ni la

France ni la Russie ne voulaient la guerre, ni la France ni la Russie ne se considéraient comme alliées pour la destruction de l'Allemagne, ni la France ni la Russie n'auraient donné leur appui à une attaque injustifiée de l'Angleterre contre l'Allemagne.

Il n'y avait dans le monde qu'une menace de guerre, et cette menace venait de l'Empire allemand qui grandissait en population, en prospérité et en inquiétude. Ceux qui, en Allemagne, prêchaient que la France, la Russie et la Grande-Bretagne entouraient l'Allemagne d'un cercle d'acier, accroissaient cette menace ; et ceux qui, en Angleterre, ne perdaient jamais une occasion d'insinuer que la France, la Russie et la Grande-Bretagne étaient alliées contre l'Allemagne, faisaient le jeu du parti de la guerre allemand.

La guerre a éclaté parce que ni l'Allemagne ni l'Angleterre n'avaient confiance en leur honnêteté réciproque. Elle éclata malgré les efforts désespérés que fit M. de Bethman-Hollweg pour éviter la guerre et malgré les efforts héroïques que fit le gouvernement britannique jusqu'à la dernière heure pour convaincre le parti de la guerre allemand que la Grande-Bretagne désirait passionnément la paix.

Le grand public d'Allemagne et d'Angleterre a fait de l'Europe un chaos. La guerre est le châtiment gigantesque d'une pensée faussée.



CHAPITRE II

LA MACHINE DE GUERRE BRITANNIQUE

Lord Esher nous dit avec l'autorité qu'il a en la matière que personne n'était plus convaincu qu'Edouard VII que les forces défensives du pays devaient être augmentées par tous les moyens. Si donc c'est sur le désir du roi que Lord Haldane devint ministre de la guerre à la fin de 1905, nous avons le droit de conclure que le roi, qui savait découvrir les talents et les caractères, avait reconnu en Lord Haldane l'homme qui rendrait l'armée britannique puissante et prête à toute éventualité.

Si l'on songe que le feld-maréchal Lord French, qui était mieux placé que personne pour porter un jugement, a déclaré en 1912, quand Lord Haldane eut activé son œuvre, que cet « éminent homme d'État », comme il l'appela dans la suite, avait « entrepris et mis au point une machine de bataille et un système de défense nationale comme ce pays n'en avait jamais eu auparavant », si l'on songe

qu'une autorité militaire de la valeur du général Knox, dans son livre *The Flaw in our Armour* (le défaut de notre cuirasse), appelle Lord Haldane, son adversaire politique, « le plus grand ministre de la guerre que nous ayons eu depuis le temps de Cardwell » ; si l'on songe qu'un critique militaire aussi consciencieux que Lord Sydenham déclare que notre pays n'est jamais entré en guerre avec une meilleure préparation qu'en août 1914 ; si l'on songe qu'un anti-Allemand aussi absolu que M. Arnold White, qui depuis a insulté Lord Haldane, disait, en 1909, que son œuvre « le consacre comme un des plus grands esprits de notre époque » ; si l'on songe qu'un organe technique du mérite de la *United Service Gazette* disait, en août 1914, que Lord Haldane était « le plus capable des ministres de la guerre que l'Angleterre ait jamais eus » — nous avons le droit de conclure qu'il serait, non seulement impertinent, comme Lord Redesdale l'a dit, mais encore absolument superflu de chercher à justifier en quelque mesure que ce soit, l'œuvre de Lord Haldane comme ministre de la guerre.

Et pourtant des personnes très nombreuses en Grande-Bretagne croient que Lord Haldane a trahi l'armée britannique. Comment est-ce possible ? Comment toutes ces personnes arrivent-elles à une conclusion si étonnante, qui est en contradiction absolue avec celle que des experts, comme Lord French, ont énoncée publiquement ? La réponse est que les seuls journaux qu'ils lisent leur ont dit de penser de cette façon.

Mais que penseront de leurs autorités ces personnes abusées quand elles apprendront que ces mêmes autorités portaient, en 1912, presque le même jugement sur l'œuvre de Lord Haldane au War Office que celui que Lord French avait le courage et l'honneur de porter en 1916 ? Quelle confiance pourront-elles garder en l'intelligence, la sincérité et l'honneur de journaux qui, deux ans après avoir acclamé un ministre comme l'un des plus grands génies organisateurs qui aient jamais servi le roi et le pays, poussent des clameurs indécentes, non seulement pour le faire démissionner, mais pour l'empêcher d'ouvrir la bouche en public ?

Je ne ferai pas au lecteur l'injure de citer les plus bas et les plus immoraux de ces journaux qui ont tant d'influence sur le jugement, non seulement des commis et des demoiselles de magasin, mais aussi des gentlemen de Kensington et des dames de la Ligue Primrose (1). Il me suffira de citer deux journaux qui sont si respectables et si conscients de leur situation dans le monde qu'ils n'en sont pas encore à considérer qu'un sou le numéro serait un prix en rapport avec les services qu'ils rendent chaque jour au pays — je citerai le *Times* et le *Morning Post.*

Le 12 juillet 1912, le correspondant militaire du *Times* disait de Lord Haldane : « Il a fait de l'état-major une puissance dans l'armée et dans tout l'Empire. Il a achevé l'organisation du corps expéditionnaire et lui a assuré des réserves. Il a créé l'armée territoriale et le corps des élèves officiers. Il a été

(1) Ligue conservatrice fondée en souvenir de Disraëli.

l'ami et le conseiller des citoyens qui, par leur énergie et leur enthousiasme, ont fondé la National Reserve. »

Dans un article de tête du même journal on lit que les changements que Lord Haldane « a effectués dans notre système militaire, du moins en ce qui concerne les troupes auxiliaires, ont été si grands qu'on peut dire qu'il les a renouvelées par la base... Au total nous tendons à croire que dans ses grandes lignes son œuvre durera. Sa marque propre est d'être susceptible de développement ». Et l'éditorial formule le jugement suivant : « Comme homme d'État Lord Haldane a fait du bon travail pour ce pays dans des circonstances particulièrement difficiles. »

Le 25 mars 1911, le *Morning Post* déclare dans un éditorial : « Comme ministre de la guerre, il a fait plus en cinq ans qu'aucun de ses prédécesseurs depuis Cardwell. Il trouva l'armée dans une grande confusion ; elle s'était dévelopée d'une manière sporadique suivant les fluctuations de l'intérêt que le peuple portait à la défense nationale. Il a organisé l'armée. Cela représente un grand travail. »

Telle était l'opinion de deux respectables journaux conservateurs pendant les années 1911-1912. Ces deux respectables journaux conservateurs, depuis que la guerre a éclaté, ont crié haro sur Lord Haldane avec le *Daily Mail*, l'*Evening News*, le *Daily Express*, et avec le plus grand triomphe de la classe moyenne anglaise, *John Bull.*

Avant de demander à Lord Haldane de prendre sa propre défense, je voudrais prier le lecteur d'examiner les chefs d'accusation. On accuse cet « émi-

nent homme d'État », ce « ministre de la guerre le plus capable que l'Angleterre ait jamais eu », cet homme que son œuvre « consacre comme un des plus grands esprits de notre époque », on l'accuse d'avoir trahi la confiance de son souverain, l'armée et le peuple britanniques.

Lord Haldane est accusé devant l'opinion publique : 1° d'avoir réduit l'armée régulière ; 2° d'avoir réduit l'artillerie ; 3° d'avoir aboli la milice ; et enfin 4° crime grave entre tous, d'avoir fait de l'opposition à la campagne que le grand soldat Lord Roberts menait pour le service national. Nous examinerons à leur place les autres accusations, jusqu'à celle de trahison dans le domaine diplomatique. Nous nous bornons, pour le moment, à examiner les accusations énumérées plus haut, d'après lesquelles, comme nous l'avons dit, Lord Haldane aurait trompé son roi et son pays.

1° Quand Lord Haldane entra en fonctions, les troupes qui constituent ce qu'on appelle le corps expéditionnaire britannique et qui sont nos troupes de terre les plus impotantes, comptaient 80.000 hommes. Quand il eut achevé sa tâche, elles comptaient 170.000 hommes. Nous voyons donc qu'au lieu de réduire, Lord Haldane a plus que doublé les troupes de terre les plus importantes de la couronne. Nous verrons, en outre, que Lord Haldane avait donné à cette grande armée une cohésion et une discipline qui jamais n'avaient existé jusqu'alors dans l'armée britannique et qui, non seulement la rendirent aussi puissante et entraînée que

le roi le désirait, mais qui en firent, comme dit Lord French, la plus belle armée que le soleil ait jamais éclairée. Et nous verrons enfin que jusque dans les moindres détails, de l'organisation sanitaire jusqu'à celle à peine moins importante des services de transport, cette armée avait été si bien préparée par notre «éminent homme d'État» qu'à l'étonnement du monde entier elle fut transportée, armes et bagages, avec une précision mathématique et sans le plus petit accident, des rivages d'Angleterre aux champs de bataille de France. Loin de diminuer la puissance de l'armée régulière, Lord Haldane l'a plus que doublée et en la doublant il la rendit infiniment plus efficace qu'elle n'avait jamais été auparavant. Lord French l'a dit et les termes méritent d'être répétés : « Il a entrepris et mis au point une machine de bataille et un système de défense nationale comme ce pays n'en avait jamais eu auparavant. »

Cette première accusation, d'après laquelle Lord Haldane aurait réduit l'armée régulière, a son origine, que je ne puis m'empêcher de croire malveillante, dans le fait qu'il licencia certains bataillons afin d'augmenter l'efficacité de la nouvelle machine de combat. Si le lecteur ne perd pas de vue que l'œuvre accomplie par Lord Haldane au ministère de la guerre ne fut pas une réforme, mais une véritable révolution, il verra d'autant plus vite l'absurdité de cette accusation. Faisons une comparaison. Supposons qu'un architecte soit chargé de transformer un amas confus de maisons en un seul

édifice ; supposons que de tous ces vieux bâtiments dispersés au hasard il doive faire un seul bâtiment muni de tous les perfectionnements de la science moderne ; supposons qu'il ait l'obligation d'employer les briques des vieilles maisons, parce qu'on ne peut pas s'en procurer d'autres, soit en faisant appel aux bonnes volontés, soit en ayant recours à la contrainte dans le délai fixé (or le temps est, dans le cas en question, une des clauses essentielles du contrat). Que doit faire l'architecte ? La seule manière de procéder est de démolir les vieilles habitations, d'assortir les briques, d'écarter celles qui ne peuvent pas servir à la nouvelle construction et de les remplacer par d'autres matériaux qui font défaut, mais sont indispensables au nouvel édifice. De cette manière, la science du métier lui permettra de construire un nouvel édifice qui rendra de beaucoup plus grands services que les anciens bâtiments.

C'est de cette manière que Lord Haldane se débarrassa de huit bataillons. Ils étaient inutiles pour le nouveau corps expéditionnaire. Ils ne pouvaient pas s'adapter à cette machine parfaite d'attaque immédiate. En se débarrassant d'eux, il fut en mesure de renforcer l'artillerie, la cavalerie et les services auxiliaires indispensables à la mobilisation très rapide d'une armée qui, par les effectifs et la valeur militaire était deux fois plus grande que tous les corps expéditionnaires antérieurs. Sous le nouveau régime, les réserves disponibles, en cas de mobilisation, passèrent de 85.000 à 135.000, si bien que, même en tenant compte des 22.000 hommes qu'il

est accusé d'avoir enlevés à l'armée — et c'étaient, pour la plupart, des troupes inutiles d'outre-mer qui n'ajoutaient rien à nos forces de combat — les forces disponibles, en cas de mobilisation, augmentèrent dans d'importantes proportions. Dans son livre sur *The British Army of To-day* (l'armée britannique d'aujourd'hui), le capitaine Atteridge, écrivain indépendant et critique militaire très averti, estime que les troupes disponibles dans l'éventualité d'une guerre sérieuse augmentèrent dans la proportion de 100 0/0.

2° La question de l'artillerie a été examinée par les experts, c'est-à-dire par l'état-major, qui a décidé que le corps expéditionnaire avait besoin de 66 batteries d'artillerie à cheval et de campagne. Afin d'éviter toute erreur et parce qu'il comprenait l'importance de l'artillerie dans la guerre moderne, Lord Haldane fit porter le nombre des batteries, qui n'était que de 42 en 1905, à 72, et finalement à 81. Cette augmentation de l'artillerie consista en nouveaux obusiers qui rendirent les plus grands services au corps expéditionnaire et à l'*armée française qui était entièrement dépourvue de canons lourd au début de la guerre.* Un expert dit dans le *Daily Chronicle*, dont les nouvelles de guerre ont toujours été extrêmement sûres et dignes, dès le début de la guerre : « L'artillerie n'a jamais été diminuée d'une seule batterie. » Le même expert continue en ces termes : « Au contraire, le nombre des batteries capables de partir en campagne a été augmenté. Dans la nouvelle organisation, on réduisit et précisa le

nombre des batteries destinées à l'exercice, si bien qu'on put mettre en campagne 72 batteries au lieu de 42, sans compter l'artillerie des Indes et des colonies. Parmi toutes les absurdités qui ont été répétées par des personnes mal informées, il n'en est point de plus absurde que de prétendre que la R. H. A. et la R. F. A. [1] ont été réduites. L'artillerie a, au contraire, été augmentée dans das les réformes qui ont été exposées. »

On pourrait en dire beaucoup plus sur ce chef d'accusation, mais l'homme raisonnable qui a été égaré jusqu'ici par ses journaux est déjà un peu démonté d'entendre dire (peut-être pour la première fois), qu'un grand soldat comme Lord French a appelé l'œuvre de Lord Haldane une machine de combat telle que ce pays n'en avait jamais eu une auparavant. Il lui suffira de savoir que, pour l'artillerie comme pour l'armée régulière, les « réductions » de Lord Haldane sont, en réalité, de très importantes *augmentations*, qui ont, par surcroît, le mérite d'un rendement beaucoup plus considérable.

3° Lord Haldane a supprimé la milice destinée au service intérieur, afin de pourvoir à l'énorme consommation d'effectifs de la guerre moderne, car il prévoyait l'avenir, tandis que ses critiques ne pensaient qu'au moyen de renverser le gouvernement. Lord Haldane se débarrassa d'une troupe qui était dépourvue de toute organisation de guerre et qui ne se recrutait qu'en vue du service intérieur. Il la

---

(1) L'artillerie royale à cheval et l'artillerie royale de campagne.

remplaça par la Special Reserve, ce qui lui valut les éloges du correspondant militaire du *Times.* La Special Reserve est destinée au service à l'extérieur et constitue une des parties les plus importantes de notre organisation de guerre. On peut dire, sans exagération, que sans la valeur exceptionnelle du corps expéditionnaire britannique, soutenu comme il l'a été par la Special Reserve, l'hiver 1914 aurait trouvé les armées allemandes campant le long des côtes de France et serrant Calais aussi solidement qu'Anvers dans leurs griffes de fer.

4° Le dernier chef d'accusation est celui auquel toutes les personnes portées à la violence semblent attacher le plus d'importance. On accuse Lord Haldane de s'être opposé à la campagne de Lord Roberts en faveur du service national. Tous ceux qui croient que le service national aurait prévenu la guerre ou nous aurait donné la victoire en peu de mois, sont naturellement enclins à conclure que Lord Haldane a manqué, de la manière la plus honteuse, à son devoir de ministre de la guerre.

Les journaux que lisent ces personnes se contentent de leur dire que Lord Haldane « rebuffa », ou « réprimanda », ou « insulta » Lord Roberts. Or, si l'on considère l'immense prestige de Lord Roberts et le fait que la Grande-Bretagne venait de sortir humiliée aux yeux de l'Europe d'une guerre prolongée contre un petit peuple, on conviendra que Lord Roberts eut des pouvoirs exceptionnels au War Office, beaucoup plus considérables que ceux de Lord Haldane ; mais il laissa l'armée « dans un

état de confusion et de faiblesse ». Les journaux donc disent à leurs lecteurs que Lord Haldane, le plus grand ministre de la guerre depuis Cardwell, repoussa le projet de Lord Roberts (qui, lui, ne réforma rien du tout pendant son règne au War Office), et c'est pour cette raison qu'ils voudraient le faire pendre ; mais ils ne disent pas à leurs lecteurs pourquoi le dit projet fut repoussé.

Lord Haldane connaissait très bien Lord Roberts. Il avait une grande admiration pour lui comme chef et il portait à l'homme une vive affection ; il ne l'a jamais insulté. Dans le fait, contrairement à sa manière habituelle, il employa des expressions d'affectueuse considération pour l'éminent soldat, lors de son premier discours à la Chambre des Lords. Mais en sa qualité d'homme d'État, de grand organisateur, de ministre responsable devant le pays de la valeur de l'armée britannique, il critiqua la ligue en faveur du service national (National Service League) avec la vigueur qui convenait, et en accomplissant ce devoir, il est certain qu'il blessa des gens.

C'est à l'attitude de Lord Haldane dans la question du service national que j'attribue les attaques honteuses dont il fut l'objet dès 1914. Je n'aurai pas si mauvaise opinion de mes compatriotes induits en erreur que de voir l'origine de cette campagne sauvage et sans scrupules dans le mépris de la philosophie et de la littérature. Je me refuse à croire que les masses ont été embrigadées pour renverser ce grand ministre, ce grand savant, ce gentleman paisible, digne et noble, simplement parce qu'il a

dit à un professeur allemand, pendant un dîner à Londres, qu'il regardait presque l'Allemagne (celle de Gœthe, de Hegel, de Lotze) comme sa patrie spirituelle. Et je ne puis me résoudre à croire que ces attaques grossières, ces calomnies basses, venimeuses et dignes de valets, dont on souille la gloire d'un grand serviteur du pays, qu'on insinue ou qu'on murmure ici et là et qu'aujourd'hui le vulgaire ébruite impunément à tort et à travers, sans vergogne et sans pitié, je me refuse à croire qu'elles proviennent du fait que Lord Haldane est allé à Berlin dans l'espoir de conjurer une conflagration européenne.

Il est plus raisonnable et plus charitable pour mes compatriotes mal élevés de supposer que tous ces chuchotements abjects proviennent d'une source moins méprisable. Après avoir entendu injurier Lord Haldane chez un grand nombre de particuliers, je suis arrivé à la conclusion que la croisade qu'on fait pour l'anéantir et le chasser de la vie publique a son origine dans l'attitude qu'il adopta comme ministre de la guerre dans la question du service national.

C'est une belle idée et une idée juste que celle du service national considéré comme un devoir de tous les citoyens envers l'État et un devoir qui ne se limite pas au service militaire. Or, il se trouve que Lord Haldane a préconisé cette idée longtemps avant qu'elle fût renfermée dans les étroites limites du service militaire ; il encouragea cette idée que le service national devait faire partie de l'éducation

des jeunes gens. C'est l'application limitée de cette grande idée qu'il repoussa, sur le conseil, comme nous le verrons, de ses experts militaires. Il a toujours été d'avis que tout homme a des devoirs envers l'État qui lui assure résidence et sécurité et c'est au nom de cette conviction qu'il fit appel aux jeunes gens de toutes les classes du pays quand il créa l'armée territoriale. Dans tous ses discours sur le devoir national on retrouve cette idée que tout homme a un devoir vis-à-vis de l'État dont il devrait avoir les traditions dans le sang et dont la prospérité devrait être sa première préoccupation de citoyen.

Lord Haldane estimait que sous le régime du service volontaire une organisation bien conçue, mise au point et susceptible d'extension, pourrait faire face en cas de besoin à toutes les exigences du moment, sans mettre en péril ces grandes armées de professionnels que la Grande-Bretagne doit absolument entretenir au loin dans son vaste Empire. Or, il est évident qu'il y a bien quelque chose à dire en faveur de cette opinion, si l'on considère que plus de cinq millions de soldats se sont engagés volontairement pour cette guerre et que derrière cette formidable armée une organisation formidable a été créée avec le concours spontané de millions de travailleurs, hommes et femmes, docteurs, hommes d'affaires, ouvriers fabriquant des munitions, tous volontaires. Lord Haldane, ne l'oublions jamais, a créé cette organisation bien conçue, mise au point et susceptible d'extension.

Des hommes de bon sens et de jugement sont convaincus que le service national aurait considérablement développé dans le pays le sens de la discipline (qui est un facteur extrêmement important). Ils déplorent, comme tout le monde doit le faire, le vilain caractère que les foules ont révélé pendant les conflits industriels, l'effroyable intempérance qui continue à déshonorer les grands centres de l'industrie, le relâchement, l'incurie et la grossièreté dont font trop souvent preuve les jeunes gens des grandes villes. Et comme c'est à juste titre qu'ils déplorent ces choses, ils en arrivent à une conclusion qui n'est pas sans valeur, à savoir que le service obligatoire marquerait un progrès moral pour le pays. Mais ils n'accusent pas Lord Haldane de trahison, bien qu'ils regrettent profondément qu'il n'ait pas adopté le service national pendant les six prodigieuses années où il a révolutionné le ministère de la guerre.

Qu'on me permette d'attirer l'attention des personnes qui soutiennent cette opinion sur un fait essentiel dans la présente discussion. Le ministre de la guerre d'Edouard VII avait pour mission de créer par tous les moyens une armée puissante et prête à toutes les éventualités ; le développement de la moralité ne le regardait en rien. En sa qualité de ministre de la guerre il n'avait qu'un devoir et qu'une obligation : créer une armée capable de faire respecter la parole de son souverain. Son devoir, c'était d'adopter les moyens qu'il considérait comme les meilleurs pour résoudre un problème militaire très compliqué ; c'était d'organiser la meilleure

armée possible avec l'argent que l'État lui confiait. Et du moment que, de l'avis même de Lord French, il a entrepris et mis au point une machine de bataille et un système de défense nationale comme ce pays n'en avait jamais eu auparavant, nous sommes obligés de conclure, il n'y a pas d'échappatoire, que Lord Haldane fit honneur à la confiance de son maître et accomplit son devoir envers le pays.

Si Lord Haldane n'adopta pas le service obligatoire, ou la conscription, ou le service national, nous pouvons en conclure qu'il avait d'excellentes raisons pour ne pas le faire ; et une étude même sommaire de la question nous prouverait que la conclusion est juste. Lord Haldane ne se refusa pas à examiner l'éventualité du service national. Au contraire, après avoir constitué un état-major général qui comprenait les plus fortes têtes de l'armée (et c'est là une de ses œuvres les plus utiles comme ministre de la guerre), il pria ses conseillers militaires d'étudier l'idée du service national et de faire un rapport dans le plus bref délai. A cette époque, celle de l'incident d'Agadir, toute l'organisation militaire était reprise en considération. Après mûre réflexion, l'état-major général de l'armée britannique renonça au service national. Il y renonça pour de solides raisons militaires que le ministre de la guerre d'Edouard VII examina avec toute sa pénétrante attention. Le projet fut définitivement abandonné parce qu'il aurait complètement débilité, troublé, et probablement détruit notre organisation de guerre. Pendant le passage d'un système à l'autre, il y

aurait eu une longue et dangereuse période de confusion qui aurait été extrêmement tentante pour un ennemi jaloux. En un temps de paix assurée on aurait pu faire l'essai, mais alors que l'Europe était dans un état d'inquiétude politique incessante, on ne pouvait songer à un pareil changement sans s'exposer au plus grave danger. Nous le verrons clairement quand j'en viendrai à citer les paroles mêmes de Lord Haldane sur cette question [1].

Il est curieux et intéressant que Lord Haldane soit accusé, après de longues années, du même crime, en ce qui concerne son administration du War Office, qu'en son temps Lord Fisher, cet autre ami et serviteur d'Edouard VII, pour son administration de l'amirauté. Ces deux hommes, envers qui le pays a une dette infinie de gratitude, ont voulu obéir à leur roi et rendre aussi puissantes et efficaces que possible les armes de la couronne ; ils se sont débarrassés des non-valeurs pour que la force soit augmentée. Lord Fisher a été injurié dans tout le pays par des ennemis qui n'étaient qu'un peu moins mal intentionnés que ceux qui, aujourd'hui, injurient Lord Haldane, et cela parce qu'il a éliminé quelques bateaux dans le dessein de construire une flotte incomparablement supérieure à toutes celles que le pays avait eues jusque-là. Mais personne n'ose dire que Lord Fisher a diminué la flotte. Or, de même que Lord Fisher a éliminé quelques vieux bateaux, Lord Haldane a éliminé quelques médiocres

(1) Cf. Appendice, Note E.

bataillons formés à l'occasion de la guerre sud-africaine, et il l'a fait dans le dessein d'augmenter et de renforcer le corps expéditionnaire. Cependant ses ennemis, moins scrupuleux que ceux de Lord Fisher, s'acharnent sur ce licenciement de quelques bataillons. Ils répètent jour après jour et semaine après semaine aux personnes crédules, jusqu'à ce que cela devienne une niaiserie indiscutable, que Lord Haldane a réduit l'armée. Pourquoi cette rancune, pourquoi ce venin, pourquoi cette déloyauté ? C'est, je crois, parce que Lord Haldane a fait échouer le plan sur lequel la classe moyenne comptait pour maintenir en place les classes ouvrières. Et Lord Haldane n'a fait échouer ce plan que sur le conseil motivé de gens du métier qui déclarèrent que, dans les circonstances présentes, c'était la plus dangereuse aventure dans laquelle le pays pût s'engager.

Peu de personnes comprennent, je crois, quels grands progrès l'armée britannique a faits au cours des dix ou douze dernières années. Avant l'arrivée de Lord Haldane au War Office, l'armée était gouvernée par ce qu'on peut appeler la pensée du feld-maréchal — héritage du temps du duc de Cambridge. Les feld-maréchaux venaient et s'en allaient sans que leur succession changeât grand'chose à la confusion du War Office. Le système avait ses avantages, mais ce n'était pas la pensée militaire qui régnait. On avait des idées du plus haut intérêt sur la discipline, les ornements d'une tunique écarlate et la tenue digne d'un officier britannique ; mais on ne savait rien de la science de la guerre. Les affreux

scandales de la guerre de Crimée se répétèrent pendant la guerre sud-africaine ; et après la guerre sud-africaine, pour mettre les choses en ordre définitivement, le gouvernement conservateur installa un nouveau feld-maréchal au War Office. Mais, comme un critique nous le dit, quand le parti libéral vint au pouvoir à la fin de 1905, l'armée britannique était « dans un état de confusion et de faiblesse » ; ou, selon l'expression d'un autre critique, « il y avait beaucoup de graves défauts dans le système de notre armée ». Ce même critique ajoute : « Le défaut capital était l'absence de toute organisation de guerre. Or, une organisation de guerre n'est possible que si les plans détaillés ont été faits et les précautions nécessaires prises en temps de paix, de manière à ce qu'il ne soit pas nécessaire de changer l'organisation ou d'improviser une organisation quand la guerre éclate. Ce fut le grand principe que Moltke établit il y a soixante ans et qui est à la base de toute efficacité militaire. »

Ce grand principe, *inconnu jusqu'alors au ministère de la guerre britannique* a été introduit et mis en pratique par Lord Haldane. Il créa un département d'études et de recherches ; il groupa autour de lui les meilleurs officiers de l'armée. C'est en étroite union avec cette élite de gens du métier qu'il transforma en six ans toute l'armée britannique en une organisation de guerre étonnante de perfection et qu'il appuya cette incomparable armée de professionnels sur la Special Reserve et l'armée territoriale. Dans le bref espace de six années, Lord

Haldane a créé un état-major impérial, et un corps expéditionnaire qui a pu contenir l'élite des armées allemandes ; il a transformé la vieille milice destinée au service intérieur en une partie intégrante de l'armée britannique — la Special Reserve ; il a fondé un corps d'élèves officiers [1] (Officer's Training Corps) ; il a transformé le corps impopulaire et en décadence des Volontaires en florissante Territoriale ; il a veillé à ce que jusque dans les moindres détails, sans négliger l'organisation sanitaire, l'armée britannique fût une arme de guerre d'une efficacité absolue.

Tous ces faits ne pouvaient être mieux exposés qu'ils ne l'ont été dans la *Fortnightly Review* au début de 1916. L'auteur compare certaines déclarations de M. Arnold Forster, après la guerre des Boers, avec la situation militaire en août 1914. M. Arnold Forster disait : « Sous le régime actuel, pas un régiment, pas une batteire, pas un bataillon ne sont capables d'entrer en campagne. » Il nous a fallu six mois pour lever une armée de 146.000 hommes. « Il n'y avait pas assez de canons

---

(1) M. Maurice Barrès, le distingué académicien, visitant Oxford lors de son séjour en Angleterre, a exprimé son admiration pour l'esprit de l'université. Il nous dit dans ses articles « L'Angleterre pendant la guerre », la réponse qu'il reçut : « Oui, me répondent ces Messieurs, cette guerre a montré de la façon la plus éclatante ce que nos universités peuvent fournir à la nation dans la plus grande crise de son histoire. Nos jeunes gens furent les officiers de cette guerre. Grâce à Lord Haldane (celui-là qui était ministre au moment de la déclaration de guerre), il y avait dans chaque université un noyau de jeunes étudiants qui étudiaient sérieusement l'art militaire. Ils formèrent le cadre pour la grande armée Kitchener. Sans eux, comment aurait-on pu former un cerveau et une direction aux armées britanniques ? »

dans le pays pour les batteries en campagne... Ce que le pays a pu faire de mieux, ça a été d'envoyer successivement dans l'Afrique du Sud de petits détachements d'hommes, dont beaucoup étaient à peine exercés et la plupart insuffisamment équipés. » Et l'auteur conclut son exposé des efforts tentés pour remédier à cet effroyable état de choses par ces mots qui sont à retenir : « Le gouvernement insensé et sans vigueur de M. Balfour a quitté le pouvoir en laissant l'armée britannique dans un état de confusion et de faiblesse. Nous avons eu de la chance que l'Allemagne ne nous ait pas attaqués à ce moment. »

L'exposé des événements postérieurs est si excellent que je prends la liberté de citer quelques pages du même article, et j'ajoute que si on prêtait plus d'attention dans ce pays aux périodiques comme la *Fortnightly Review*, on se laisserait moins facilement tromper et on se trouverait moins souvent dans cet état d'esprit où on est à la merci des journaux et de leurs nouvelles tendancieuses. Après avoir parlé de la confusion et de la faiblesse où furent laissées l'armée britannique par le dernier gouvernement à la fin de 1905, l'auteur continue en ces termes :

« C'est dans ces circonstances que le gouvernement libéral vint au pouvoir. Si c'est un secret, « du moins c'en est un qui peut être divulgué au- « jourd'hui sans indiscrétion, le roi était très in- « quiet de l'état de l'armée et mécontent de celui « de la flotte. Les relations internationales sur le

« continent étaient telles qu'on pouvait entrevoir
« l'ombre de la présente guerre. On comprenait
« qu'en cas d'hostilités, ni la flotte ni l'armée bri-
« tanniques n'étaient prêtes. Depuis la mort du roi
« on se demande quelle part il a eue dans la forma-
« tion de la double Entente. On admet, à tout le
« moins, que par son charme personnel et par son
« coup d'œil d'homme d'État, il contribua puissam-
« ment à aplanir les différends qui, pendant tant
« d'années, nous avaient séparés de la France. Mais
« il fit davantage. Du jour où le parti libéral obtint
« une immense majorité, le roi résolut de ne reculer
« devant aucun effort tendant à la réforme de la
« flotte et de l'armée, afin qu'en cas de besoin nous
« fussions en mesure de jouer notre rôle dans toute
« guerre que l'avenir pourrait nous réserver. Il ne
« cessa jamais de soutenir Lord Fisher qui, par une
« série de réformes et malgré des critiques acharnées
« et une opposition sans scrupule, déplaça notre
« centre d'influence navale du sud vers les eaux du
« nord, donna au pays de nouveaux navires adaptés
« aux conditions modernes, des officiers et des ma-
« telots au courant des dernières méthodes scienti-
« fiques de la guerre sur mer et un système de
« rapide mobilisation navale.

« Lord Fisher prit l'initiative de la réforme na-
« vale peu avant le changement de gouvernement ;
« il poursuivit son œuvre sous le nouveau gouverne-
« ment avec l'appui du roi. L'organisation de l'ar-
« mée était encore dans un état lamentable. Notre
« situation était pire qu'au début de la guerre sud-

« africaine. Que pouvait faire le roi en sa qualité « de souverain constitutionnel ? Parmi ceux à qui « on était sûr de voir attribuer un portefeuille par « le premier ministre, il y avait M. Haldane (aujour-« d'hui Lord Haldane) qui, non seulement connais-« sait l'Allemagne, mais parlait et lisait l'allemand. « Il était particulièrement bien placé pour étudier « le système militaire allemand et s'en inspirer pour « perfectionner le système britannique. Le roi sug-« géra au nouveau premier ministre qu'il faudrait « prier Lord Haldane d'accepter le portefeuille de « la guerre. Le conseil fut écouté. Lord Haldane « doit avoir compris qu'il acceptait une tâche in-« grate. Là où Lord Lansdowne, Lord Midleton et « M. Arnold Forster avaient échoué, pouvait-il es-« pérer de réussir ? Le ministère de la guerre était « dans un état chaotique ; il n'y avait pas d'état-« major général ; il n'y avait pas d'organisation de « guerre ; les Volontaires diminuaient rapidement « en nombre sinon en valeur. Pour répondre au « désir de son souverain et assuré du concours de « ses collègues, Lord Haldane accepta de remplir « les fonctions que M. Cardwell avait remplies pour « le bien du pays plusieurs années auparavant, sous « un gouvernement libéral.

« Ce n'est pas le moment et d'ailleurs nous n'avons « aucune envie d'entreprendre une explication tech-« nique de l'œuvre exécutée par Lord Haldane. « Mais une chose doit être dite : il comprit qu'il « fallait, avant tout, un état-major. Une pareille « institution n'avait jamais existé dans ce pays. Il

« la créa. Puis, appuyé par l'état-major, il aborda « les problèmes l'un après l'autre. On était décidé « à ne plus jamais laisser l'armée dans un état si « défectueux que le pays en fût réduit à expédier « successivement et au milieu d'une terreur panique « de petits détachements de troupes insuffisam- « ment organisées et dont l'équipement laissait à « désirer. Lord Haldane eut la bonne fortune de « compter au nombre de ses conseillers le feld- « maréchal Sir William Nicholson et d'autres offi- « ciers distingués qui travaillèrent avec lui de tout « leur cœur et avec un dévouement absolu. Le prin- « cipe historique qui servit de base à la nouvelle « organisation militaire fut que la flotte devait être « la première ligne de défense d'un pays composé « d'îles et d'un Empire maritime. Avant de savoir « que la destinée le conduirait au War Office, Lord « Haldane s'était fait, dans ses discours, d'accord « avec M. Asquith et Sir Edouard Grey, l'avocat « d'une flotte puissante. « Les deux choses les plus « nécessaires à ce pays, disait-il un jour, sont un « peuple instruit et une flotte invincible. » De fait, « *Lord Haldane fut le premier homme d'Etat qui* « *préconisa publiquement la formation d'une « es-* « *cadre de la mer du Nord » à un moment où presque* « *tout nouveau navire de la flotte britannique était* « *concentré dans la Méditerranée et où on ne voyait* « *que très rarement dans la mer du Nord un bâtiment* « *de guerre battant pavillon blanc* (1). Dans une

---

(1) C'est moi qui souligne. H. B. Le pavillon blanc est le drapeau de la flotte de guerre.

« assemblée à la Cité que beaucoup d'hommes « d'affaires peuvent se rappeler, Lord Haldane « attira l'attention sur les mesures navales que « prenait l'Allemagne et déclara d'une manière « pressante que l'Angleterre ne pouvait pas conti- « nuer à ignorer le nouveau danger. Il s'adressait à « des gens non convertis qui restèrent non convertis. « Le pays ne comprenait pas le danger et le gou- « vernement unioniste alors au pouvoir, pas davan- « tage. Pourtant Lord Haldane avait raison, ainsi « que les événements l'ont prouvé. Partant de ce « principe que notre suprématie navale devait être « maintenue incontestable vis-à-vis de l'Allemagne « et de toute autre puissance et connaissant l'œuvre « de Lord Fisher, Lord Haldane et ses conseillers « entreprirent la réorganisation de l'armée. Une « foule confuse de régiments fut transformée en une « armée. Ici on développa et là on réduisit certains « éléments, afin que toutes les parties s'accordent « ensemble, et ainsi fut réalisé le projet d'un « corps expéditionnaire qui comptait, non pas « 40.000 hommes, mais 160.000 hommes.

« On comprenait que le développement que pre- « nait la flotte allemande et l'efficacité de son orga- « nisation augmentaient le danger d'une invasion. « Les Volontaires, tels qu'ils existaient alors, étaient « un assemblage de compagnies composées d'hommes « mal exercés, sans organisation de campagne et « sans équipement convenable. C'était une troupe « manifestement impropre à la défense du pays et « sans utilité pour une autre destination. Dans des

« circonstances très difficiles on procéda à une
« réorganisation. On donna une nouvelle impulsion
« au patriotisme des jeunes hommes ; on fit appel
« à leur esprit de sacrifice. Une armée de campagne
« pour la défense du pays fut organisée et entraînée
« comme jamais une armée de volontaires ne l'avait
« été nulle part dans le monde. Lord Haldane et
« ses conseillers avaient confiance en la nation et
« les événements ont montré que leur confiance
« n'était pas mal placée. Qui ose se moquer aujour-
« d'hui de la Territoriale ?

« Ainsi pendant la période relativement courte
« où Lord Haldane fut au War Office, le corps
« expéditionnaire fut constitué, les Volontaires de-
« vinrent les Territoriaux, un état-major impérial
« et un corps d'élèves officiers furent créés et les
« méthodes d'exercice furent perfectionnées. Tout
« cela fut mené à bien avec une rapidité prodigieuse
« et l'essentiel de la tâche était achevé quand Lord
« Haldane quitta le War Office pour devenir Lord
« Chancelier. Pendant la dernière période de son
« administration, le feld-maréchal vicomte French
« était chef d'état-major et principal conseiller du
« secrétaire d'État à la guerre. Le soir du jour où
« Lord Haldane quitta le pouvoir, Lord French par-
« lant à la Cité dit :

« Lord Haldane entra au ministère de la guerre à une
« époque très critique où la plupart des grands problèmes
« de la défense nationale attendaient une solution et
« semblaient presque impossibles à résoudre avec les

« moyens que le pays mettait à la disposition des auto-
« rités militaires.

« *Aux yeux de plusieurs la tâche était presque surhu-
« maine.* Mais la haute pensée, l'activité et l'impertur-
« babilité de Lord Haldane triomphèrent de toutes les
« difficultés et quand il quitta l'armée je crois avoir le
« droit de dire qu'il avait entrepris et mis au point une
« machine de bataille et un système de défense nationale
« comme ce pays n'en avait jamais eu auparavant ;
« jamais, dans le passé, on n'avait si bien satisfait aux
« exigences du moment. »

« Le correspondant militaire du *Times* signala, le
« lendemain matin, le changement survenu au War
« Office et, quatre jours plus tard, revint à l'œuvre
« accomplie par Lord Haldane. Dans ce dernier
« article il rappela où les choses en étaient, en dé-
« cembre 1915, quand les libéraux revinrent au
« pouvoir :

« La nation et l'armée étaient dans le découragement
« et le désespoir d'avoir vu les efforts inutiles qu'on avait
« faits pour profiter de la leçon de la campagne sud-afri-
« caine. Le recrutement était en pleine confusion par
« suite des changements apportés coup sur coup aux
« conditions du service entre les années 1902 et 1905...
« La distribution des troupes auxiliaires alors exis-
« tantes, leur manque d'homogénéité, le manque d'états-
« majors et d'artillerie de campagne, l'insuffisance des
« services administratifs, tels étaient les facteurs qui
« s'opposaient à toute tentative sérieuse d'organisation
« scientifique en vue de la guerre ou d'entraînement
« méthodique en temps de paix.

« Quant à la milice elle avait été libérée de toute obli-
« gation de fournir des détachements à l'armée régulière
« en temps de guerre. La vieille milice avait été abolie,

« si bien qu'on pouvait être sûr que l'armée régulière se
« trouverait une fois de plus, à bref délai, dans une si-
« tuation périlleuse et dépourvue de réserves comme
« lors de la guerre de Crimée. Pour ajouter aux diffi-
« cultés que rencontrait le ministre de la guerre, le parti
« qui l'emporta à une écrasante majorité aux élections
de janvier 1906 s'engagea formellement à faire des éco-
« nomies sur toute la ligne, particulièrement en matière
« de dépenses militaires.

« Pendant les six dernières années l'état-major et
« l'administration du War Office se sont préoccupés,
« avant tout, de tenir le corps expéditionnaire prêt à
« une action immédiate outre-mer, et le sentiment de
« confiance qui prévaut de nouveau dans l'armée est la
« meilleur preuve que le succès est venu couronner les
« efforts. »

« La guerre devait bientôt mettre à l'épreuve la
« nouvelle organisation. Quel a été le résultat ? On
« n'a pas vu venir les événements longtemps d'avan-
« cer comme ce fut le cas avant l'ouverture des
« hostilités dans l'Afrique du Sud. Jusqu'à la veille
« de l'envoi de l'ultimatum britannique on n'a pas
« su quelle tournure prendraient les choses entre
« l'Angleterre et l'Allemagne. En sa qualité de mi-
« nistre des affaires étrangères, Sir Edouard Grey
« avait fait comprendre clairement que le gouver-
« nement français savait exactement ce que nous
« pouvions et ce que nous ne pouvions pas faire en
« cas de guerre. Nous n'avions pris aucun engage-
« ment. Nous pouvions jeter dans la balance notre
« flotte et notre corps expéditionnaire, qui, grâce
« au nouveau régime, était devenu un instrument
« de guerre d'une efficacité sans égale. Par son inva-

« sion de la Belgique, l'Allemagne fit pencher la « balance. Soudain la nation, qui peu de jours avant « ne croyait pas à la probabilité de la guerre, se « trouva impliquée dans un grand conflit européen.

« Le délai fixé par l'ultimatum expira le 4 août. « Le pays fut laissé dans l'ignorance des mesures « militaires qu'on prenait, sauf qu'il apprit la no« mination du feld-maréchal comte Kitchener « comme ministre de la guerre, au moment où on « parlait de l'intervention probable de l'armée en « Irlande. Le 16 août, la veille du jour où le gou« vernement belge dut se refugier à Anvers, on « apprit la nouvelle sensationnelle que le corps « expéditionnaire tout entier — non pas « 40.000 hommes, mais 160.000 — avait débarqué « en France sans le moindre accident [1]. Cinq jours « plus tard, il achevait sa concentration et occupait « les positions qui lui avaient été assignées sur la « ligne de Condé à Mons.

« C'est ainsi que l'œuvre de Lord Haldane et de « ses conseillers fut mise à l'épreuve. *Jamais jus« qu'alors aucun pays n'avait transporté une armée si « nombreuse en si peu de temps.* L'exploit accompli « par la flotte, la marine marchande et l'armée bou« leversa complètement les calculs que l'état-major « allemand avait faits avec le concours de ses agents « dans notre pays. Les événements ont prouvé que

---

[1] Il n'est pas sûr que la sixième division eût déjà été expédiée à la date du 16 août ; elle a été mobilisée le 3 août, en même temps que les autres divisions qu'elle suivit à quelques jours de distance, à l'heure que Lord Kitchener jugea la plus opportune. H. B.

« le vicomte French, commandant en chef du corps « expéditionnaire, parlait en connaissance de cause « quand il déclarait, quelques années plus tôt, que « Lord Haldane, pendant son passage au pou- « voir, avait « entrepris et mis au point une machine « de bataille et un système de défense nationale » comme ce pays n'en avait jamais eu auparavant. » « Si jamais une armée entra en campagne « équipée « jusqu'au dernier bouton », avec une intendance et « des services sanitaires irréprochables et munie de « tout le nécessaire, c'est bien le corps expédition- « naire qui franchit la Manche comme un coup de « foudre et vint bouleverser les plans de l'Allemagne. « Quel aurait été le sort de la République française, « à l'heure décisive, si l'armée britannique s'était « trouvée dans l'état où elle se trouvait lors de la « guerre sud-africaine, ou si elle était restée dans « l'état encore plus chaotique où Lord Haldane la « trouva quand il entra au ministère de la guerre ? « Cette armée était petite par le nombre — mais plus « de quatre fois plus grande que toutes celles que le « pays avait organisées jusque-là et tenues prêtes à « entrer en campagne. Et tels étaient son matériel « et son organisation qu'elle fut en mesure de sauver « la civilisation du sort qui la menaçait. Le corps « expéditionnaire britannique lancé contre les ar- « mées allemandes fit pencher la balance au moment « critique [1].

---

[1] Dans un autre chapitre nous verrons que le corps expéditionnaire britannique apporta un concours précieux aux armées fran-

« Mais ce n'est pas tout. Grâce au nouveau sys-
« tème inauguré par Lord Haldane, celui qui s'est
« révélé dans ces circonstances difficiles un incom-
« parable agent recruteur, Lord Kitchener put lever
« des nouvelles armées. Si le recrutement des nou-
« velles armées se fit si facilement, une partie de
« l'honneur en revient à Lord Haldane. L'histoire
« des guerres n'offre pas d'exemple comparable pour
« le patriotisme et la faculté d'organisation à l'effort
« qui a été fait après qu'on eut compris quel était
« l'enjeu de cette guerre. Les recrues affluèrent et
« les autorités militaires surent tirer parti d'une
« abondance admirable de ressources pour organiser
« les armées qui devaient conjurer le danger — les
« armées de l'Europe en péril. Notre pays était mal
« préparé à l'effort que nécessitait l'équipement de
« ces nouvelles armées. Sans rival sur mer, sa capa-
« cité de fabrication en matière de munitions pour
« l'armée était et avait toujours été strictement
« limitée en considération de notre faible effort mili-
« taire. Cependant, dix-huit mois après le début de
« la guerre le premier ministre pouvait déclarer que,
« malgré les nombreuses pertes éprouvées, le pays
« n'avait pas moins d'*un million et demi* d'hommes
« sur les différents théâtres de la guerre. Considérez
« ce chiffre ! Comparez-le avec ceux du passé, aux
« heures les plus terribles de notre histoire. Nous
« n'avions que 30.000 hommes à Waterloo ! Devons-

çaises en leur prêtant quelques canons de gros calibre dont elles étaient complètement dépourvues. H. B.

« nous rougir de notre génération ? Et que penser
« de ces Jérémies qui nous disaient à la veille de la
« guerre que notre Angleterre était en décadence,
« que nous ne pourrions exercer aucune influence
« si la guerre venait à éclater sur le continent ?
« Quand le premier ministre déclara qu'il y avait
« un million et demi d'hommes sur les différents
« fronts, il devait y avoir en outre dans le pays en-
« viron un million et demi d'hommes déjà entraînés
« ou à l'entraînement. Et pas un seul conscrit parmi
« eux ! Le recrutement de ces nouvelles armées,
« leur entraînement, leur équipement, leur trans-
« port sur les champs de bataille, leur ravitaillement,
« les combats qu'elles ont livrés partout où elles ont
« affronté l'ennemi, sont autant de triomphes sans
« précédent dans l'histoire de notre race ou de n'im-
« porte quelle autre race. »

Il n'y a rien à ajouter. Pour toutes les personnes honnêtes, pour toutes celles qui sont disposées à se laisser convaincre, pour toutes celles qui comprennent que c'est un devoir de soutenir des opinions justes et sincères, il est indiscutable : 1° qu'Edouard VII, tout en aspirant à la paix, ne perdit pas de vue l'éventualité de la guerre ; 2° qu'il ne se trompa pas en accordant sa confiance et son amitié à Lord Fisher et à Lord Haldane ; 3° que sur terre aussi bien que sur mer le pays a rempli avec une fidélité absolue ses obligations envers ses alliés ; et 4° que l'armée britannique du mois d'août 1914, qui par deux fois brisa l'élan furieux des légions allemandes, non seulement a conquis des lauriers


Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

impérissables, mais en donnant à la France le temps de mobiliser toute son armée et d'apporter à sa stratégie les changements nécessités par l'invasion allemande en Belgique, a sauvé, non seulement la France, mais l'Angleterre et peut-être le monde entier d'une calamité que peu de personnes peuvent imaginer.

Et maintenant je cède la parole à Lord Haldane. Je ne m'excuse pas d'imprimer un de ses discours presque au complet, parce que c'est un discours très sage et très noble et qui donnera à réfléchir au grand public et parce que je ne pense pas qu'un seul mot de ce discours très important et très instructif ait jamais été imprimé dans les journaux qui fournissent le vulgaire en Grande-Bretagne d'opinions politiques. Le lecteur qui se demande déjà avec effarement pourquoi son journal ne lui a rien dit de l'hommage que Lord French a rendu à l'œuvre unique de ce ministre de la guerre, et qui est encore abasourdi de savoir que loin d'avoir réduit l'armée britannique, Lord Haldane a augmenté dans des proportions énormes son efficacité de combat, méditera ce fait étrange que le discours qu'il va lire n'a jamais été imprimé dans son journal qui ne manquait pas de place sans doute pour les assassinats, les divorces et la mode et qui trouvait toujours de la place pour égarer l'opinion de ses lecteurs.

Lord Haldane a parlé sur le devoir national, le 5 juillet 1915, dans une assemblée à laquelle le premier ministre (M. Asquith) adressa le message suivant :

« Lord Haldane est le plus vieil ami politique et « personnel que j'aie au monde. Pendant près de « trente-cinq ans nous avons été unis dans une inti- « mité étroite et ininterrompue. Nous avons tra- « vaillé ensemble et combattu côte à côte, à travers « les vicissitudes de la fortune, pour ce que nous « avons cru être de grandes et nobles causes. Aussi « loin que je me souvienne, il n'y a jamais eu entre « nous plus que l'ombre passagère d'une différence « d'opinion et toujours nous avons tendu au même « idéal. Je n'arriverai jamais à dire tout ce que je « dois à l'étendue de ses vues, à la variété de ses « connaissances, à l'acuité de son sens politique et, « par dessus tout, à sa loyauté désintéressée et à « son dévouement. Il a été donné à peu d'hommes « de rencontrer et de garder un tel ami.

« Mais à part et au-dessus de ces personnalités, « je désire rappeler que l'œuvre qu'il a accomplie « comme fonctionnaire de l'État dans des sphères « très diverses est, à mes yeux, une valeur inesti- « mable. Juriste profond et accompli, il a soutenu « dignement les meilleures traditions de la chan- « cellerie de la Chambre des Lords. *Inter arma silent* « *leges*. Et maintenant que nous sommes engagés « dans la plus grande guerre de notre histoire, dans « la plus grande guerre du monde, je voudrais que « mes compatriotes se persuadent que c'est grâce à « lui plus qu'à personne d'autre que notre armée « s'est trouvée prête à entreprendre la mission qu'on « lui a confiée.

« L'armée territoriale qui gagne ses lauriers et se

« couvre de gloire sur tous les théâtres de la guerre « est sa création. L'œuvre magnifique qu'accomplit « l'état-major est en grande partie le résultat de « son initiative et de son influence. Les efforts pa- « tients et discrets poursuivis pendant de longues « années sous sa direction et à son instigation, « portent aujourd'hui leurs fruits et ajoutent chaque « jour de nouveaux chapitres aux glorieuses an- « nales de l'armée britannique.

« Je saisis l'occasion de réfuter une affirmation « qu'on me dit avoir encore quelque créance dans « certains milieux — à savoir qu'au début de la « guerre Lord Haldane demanda à rentrer au War « Office ou en manifesta le désir.

« Il n'y a pas un mot de vrai dans ce racontar. « J'étais moi-même, à cette époque, secrétaire « d'État et Lord Haldane a eu l'obligeance de m'ai- « der, pendant quelques jours, à faire face à un « travail accablant. Il a été partisan, dès le premier « jour et avec ardeur, de la nomination de Lord « Kitchener.

« Qu'on me permette d'ajouter que personne, à « notre époque, n'a apporté une contribution plus « féconde et plus durable que la sienne à la réorga- « nisation de l'éducation nationale dans son sens le « meilleur et le plus large ; c'est une réforme qu'a « déjà beaucoup fait et qui, développée et complé- « tée, fera beaucoup plus encore pour mettre ce « pays en mesure de jouer toujours mieux son rôle « parmi les rivalités grandissantes des peuples du « monde.

« Vous faites bien, ce soir, de lui rendre hommage
« et je prédis avec une confiance absolue que l'hom-
« mage que vous rendez à son caractère et à ses
« services sera ratifié par l'histoire et par la posté-
« rité. »

Lord Haldane parla en ces termes :

« ...J'ai retrouvé les accents de Job et de Jérémie
« dans une partie de la presse. J'approuve entière-
« ment qu'on réveille la nation. Nous avons été apa-
« thiques et inconscients et tous ceux qui ont attiré
« notre attention sur la réalité des dangers et qui
« nous ont fait réfléchir ont rendu un service au
« pays. Mais il peut arriver qu'on exagère et qu'on
« produise un découragement excessif. La situation
« est assez sérieuse sans que nous l'aggravions.

« Qu'on me permette de poser une question :
« Sommes-nous la seule nation qui ait été prise à
« l'improviste par les événements et qui, dans ce
« sens, ait manqué de préparation ? Quand j'exa-
« mine une situation comme celle où nous sommes,
« je cherche toujours à suivre l'exemple des grands
« chefs militaires qui devraient être nos guides en
« pareilles circonstances — des hommes tels qu'Han-
« nibal et Napoléon qui s'efforçaient toujours de
« regarder par dessus les remparts de l'ennemi et de
« connaître ses pensées.

« Si nous pouvions lire les pensées de l'état-major
« allemand, qu'apprendrions-nous en ce moment ?
« Nous ne pouvons faire que des conjectures, mais
« ils doivent avoir leurs Jobs et leurs Jérémies.
« L'Allemagne était-elle préparée à trouver sa

« vieille alliée l'Italie parmi ses ennemis ? Etait-
« elle préparée à voir ses méthodes critiquées par
« la grande majorité du public des États-Unis ?
« Etait-elle préparée à voir son commerce et ses
« croiseurs armés chassés des mers par la flotte bri-
« tannique ? Savait-elle que les Indes rivaliseraient
« de fidélité et de générosité avec ses autres enne-
« mies ? Savait-elle que l'Islam, à part la Turquie,
« resterait neutre ? Avait-elle pensé que le général
« Botha mènerait les Hollandais à la victoire en
« Afrique du Sud et que le Japon lui enlèverait ra-
« pidement ses possessions d'Extrême-Orient ? Si
« quelques-uns des chefs du grand état-major alle-
« mand avaient songé à ces choses, ils auraient pro-
« bablement dit : « Le coup est trop risqué, malgré
« notre armée magnifique. »

« Qu'on ne s'imagine pas que je cherche le moins
« du monde à atténuer la gravité de la situation.
« Les armées des empires centraux ne sont pas seu-
« lement d'une puissance extraordinaire, elles sont,
« en outre, supérieurement bien organisées. Le pro-
« blème que nous avons à résoudre est le suivant :
« la situation étant connue, que devons-nous faire ?
« Il y a un fait simple dont nous devons partir, c'est
« que si l'on considère les puissances, les plus direc-
« tement intéressées, les Alliés ont à organiser, en
« vue de la guerre, une population de 280 millions
« de personnes contre une population de 120 mil-
« lions.

« C'est un facteur important, si nous savons en
« tirer le meilleur parti ; et la question est de savoir

« comment nous en tirerons parti, car si nous y
« réussissons, nous gagnons cette guerre. Ce n'est
« pas seulement d'hommes que nous avons besoin
« pour atteindre ce but ; ce n'est pas seulement de
« munitions et ce n'est pas seulement d'argent. Il y
« a un livre que j'aimais beaucoup quand j'étais au
« War Office il y a trois ans. Peu d'entre vous le
« connaissent probablement. Il fut écrit trois ans
« avant la guerre de 1870 par un brillant soldat de
« France, le colonel Ardant du Picq, si je ne me
« trompe, qui fut tué à Metz. C'est un livre sur le
« facteur moral en temps de guerre intitulé : *Etudes*
« *sur le combat.*

« Dans ce livre, l'auteur montre l'effet du facteur
« moral qui, je crois, a été le principe fondamental
« du magnifique état-major de nos alliés de France.
« Il ne s'agit pas seulement d'effectifs, de munitions
« et de ressources, ni seulement d'énergie, bien qu'elle
« soit absolument essentielle ; il s'agit d'énergie sou-
« mise à une *direction.* C'est-à-dire qu'il faut une
« organisation ; or l'organisation exige une pensée
« et fait appel aux facultés de l'esprit. Nous avons
« pour tâche de créer une organisation, des res-
« sources, des munitions, d'amener des hommes sur
« le champ de bataille — et de ne les y amener qu'en
« vertu de cette direction suprême. Il doit y avoir
« une pensée dirigeante, si l'on veut s'assurer cette
« force morale stable qui vient de la certitude du
« but à atteindre et que seule peut donner une pen-
« sée suivie jointe à une volonté. Et c'est ici que la
« nation intervient.

« Nous désirons que la nation concentre toutes « ses pensées sur le but à atteindre, car c'est la « condition essentielle d'une force stable, non pas « seulement pour nous, mais pour chacune de nos « alliés. Telle est la proposition fondamentale que « je voudrais développer ce soir. Et maintenant « considérons les difficultés qui nous font obstacle. « La principale source de confusion et de reproches « réside dans le fait que nous ne sommes pas par « nature ou d'habitude, une nation réfléchie. Le « grand Matthew Arnold l'a dit, il y a longtemps, en « termes qui trouvent leur application aujourd'hui, « dans un livre intitulé : *Friendship's Garland.* Dans « ce livre, publié il y a plus de quarante ans, Mat- « thew Arnold appelle son pays à la réflexion. Mais « on ne peut pas changer une nation en un jour et « on ne peut pas, quand le moment difficile est « arrivé, développer chez l'homme ce que l'*habitude* « *de la réflexion* aurait produit sans peine. C'est un « point où nos ennemis ont quelque avantage sur « nous.

« D'autre part, notre nation a de grandes capa- « cités de réflexion, dans certains domaines. Il y a « la flotte britannique. C'est une organisation mo- « dèle, mais elle dépend d'une tradition aussi vieille « que notre histoire et qui a toujours été des nôtres. « En ce qui concerne la flotte, la pensée de la nation « a su se concentrer. Pour l'armée, cela n'alla jamais « aussi facilement et pourtant on a fait, dans ce « domaine, des choses très remarquables.

« Je vais parler d'une de ces choses. J'en puis

« parler librement parce que, bien qu'elle date de
« mon passage au pouvoir, elle est l'œuvre d'un
« homme avec qui j'ai collaboré, mais à qui j'ai
« laissé carte blanche. Il s'agit du remarquable ser-
« vice sanitaire de l'armée organisé pour la pre-
« mière fois en liaison avec l'armée territoriale et
« qui a produit des résultats si extraordinaires que
« les Allemands, à ce qu'on m'a dit, font tous leurs
« efforts pour nous imiter. Il s'agit de l'organisa-
« tion sanitaire de l'armée telle qu'elle a été créée
« par le médecin en chef, Sir Alfred Keogh.

« Il est bon que nous nous rappelions cet exemple,
« car il nous prouve ce que peut faire en un espace
« de temps relativement court, un homme qui sait
« ce qu'il veut et qui se met à l'œuvre. Messieurs,
« on pourrait citer d'autres exemples. On a critiqué
« récemment le Comité de Défense impériale. Or,
« je sais le travail qu'a accompli ce Comité. J'en ai
« fait partie sous la présidence de Sir Henry Camp-
« bell-Bannerman, puis sous celle du premier mi-
« nistre actuel et je puis vous le dire : que nous
« ayons pensé juste ou faux, nous avons beaucoup
« pensé au Comité de Défense impériale.

« Le Comité de Défense impériale devait, avant
« tout, poser le principe fondamental de la défense
« du pays. Le problème était facile à résoudre en
« cas d'une attaque de l'Allemagne contre nous
« seuls. Nous avions une flotte deux fois plus forte
« que la flotte allemande et, à part les réserves de
« l'armée territoriale, nous avions un corps expédi-
« tionnaire qui mettait toute invasion en Grande-

« Bretagne hors de question. Mais il va sans dire « que nous ne devions pas nous borner à envisager « une guerre entre l'Allemagne et nous.

« Nous savions, en outre, qu'en cas d'une attaque « dirigée contre nous seulement, nous avions un « autre avantage encore sur l'ennemi. En Alle- « magne, le service dans l'armée et dans la flotte « est obligatoire ; les fils et les frères, les oncles, les « neveux et les pères sont enlevés à leurs affaires, « dont ils ne peuvent rester éloignés longtemps sans « causer un grave préjudice au pays. Sous le régime « britannique, au contraire, grâce à une flotte et à « une armée de professionnels, la guerre peut durer « une douzaine d'années.

« Mais ce fut toujours un des principes du Comité « de Défense impériale de refuser de limiter la ques- « tion à une question de défense nationale. Nous « savions que d'autres pays créaient de grandes « flottes ; nous comprenions que nous devions exa- « miner attentivement quel serait notre rôle si nous « étions entraînés dans une guerre continentale. « Or, Messieurs, le Comité de Défense impériale « avait à choisir entre trois solutions. On pouvait « développer le système existant. Notre armée per- « manente et très bien exercée était petite en com- « paraison des vastes armées continentales, mais « très grande si l'on songe aux effectifs que celles-ci « pouvaient envoyer et maintenir au loin pendant « une longue durée. On pouvait renforcer cette armée « de professionnels *en organisant derrière elle l'ar- « mée territoriale.* Ou bien, deuxième solution, on

« pouvait instituer le service obligatoire et créer
« une armée de défense nationale, en prévoyant une
« courte période d'instruction et sans obligation
« pour les soldats de servir hors du pays. Je ne puis
« que vous répéter les paroles des experts du Comité
« de Défense qui écartèrent cette solution : « Elle
« n'est appropriée à aucune fin. Nous pouvons, sans
« elle, assurer la défense du pays. Mais nous ne
« sommes pas sûrs, avec une armée levée unique-
« ment en vue de la défense du pays, de pouvoir
« remplir notre tâche éventuelle sur le continent. »

« J'ai entendu prétendre que sous le régime de la
« conscription nous aurions pu avoir 600.000 hommes
« au lieu de 150.000. Messieurs, il n'est pas vrai que
« nous n'ayons eu que 150.000 hommes à expédier
« sur le continent. Nous avons, en ce moment, plus
« de 600.000 hommes en France, sans compter toutes
« nos autres troupes dans le reste du monde. C'est
« pourquoi, indépendamment d'autres graves incon-
« vénients, nous avons repoussé cette solution parce
« que nous ne pensions pas qu'elle pût être aussi
« efficace que le service volontaire.

« Nous nous rendons parfaitement compte des
« inconvénients du service volontaire à certains
« égards, mais nous devions envisager la défense de
« l'Empire aussi bien que celle de nos côtes, et il
« fallait renoncer à constituer ce corps expédition-
« naire reconnu nécessaire par nos experts si l'on
« cherchait à mêler la conscription avec le service
« volontaire. C'est ce qui nous amena à envisager la
« troisième solution. J'eus à examiner les différentes

« solutions avec toute l'attention dont je suis ca-
« pable et j'envisageai aussi la levée d'une armée
« continentale de 2 millions d'hommes, dont la pé-
« riode d'instruction aurait été de deux ans. Il fallait
« en effet tenir compte (c'était mon devoir de ne
« rien négliger) de l'augmentation des armements
« sur le continent. Mais une difficulté très grave se
« présentait. La situation pouvait s'aggraver et
« devenir extrêmement périlleuse. Le proverbe dit
« qu'on ne change pas les chevaux pendant qu'on
« traverse la rivière. Pour lever une pareille armée,
« même si l'on avait obtenu le consentement de la
« nation en 1912 ou en 1906, il aurait fallu une gé-
« nération.

« Il a fallu au moins deux générations pour orga-
« niser les grandes armées du continent. Comment
« aurions-nous pu en organiser une, étant donné le
« temps dont nous disposions ? Même si nous avions
« été prêts en dix ou quinze années c'eût été trop
« tard. Du moment qu'on ne pouvait pas créer cette
« armée instantanément, d'un coup de baguette,
« nous nous serions trouvés dans une situation pleine
« de périls. En effet, notre armée de professionnels
« aurait cessé d'exister avant que l'autre fût en état
« de rendre des services et l'ennemi aurait eu de
« bonnes raisons pour choisir son heure et atta-
« quer.

« A cette époque, les armées russes n'étaient pas
« organisées comme elles le sont aujourd'hui. Les
« armées françaises non plus. Et nous aurions été
« à la merci, comme tout le monde, de l'armée alle-

« mande. Une autre difficulté encore s'opposait à de
« projet.

« Il y avait alors en Allemagne au moins trois
« partis. Il y avait le gros de la nation, très sem-
« blable, à certains égards, aux gens de chez nous,
« mais étranger à la politique et, pour cette raison,
« obligé de suivre le gouvernement au moindre
« signe. Il y avait, à l'autre extrême, le parti de la
« guerre, l'état-major et les « Junkers ». Ce parti
« travaillait à la guerre en préparant une machine
« formidable ; il faisait des efforts incessants pour
« persuader à la nation allemande qu'il serait op-
« portun d'employer cette machine. Entre ces deux
« partis et tenant la balance égale il y avait un troi-
« sième parti, celui des classes moyennes ; ce der-
« nier parti comprenait beaucoup de diplomates et
« un grand nombre d'hommes d'affaires. Il était
« très puissant et ne désirait pas la guerre — du
« moins pour le moment. Il voulait, à tout prix, que
« l'Allemagne soit plus riche et plus forte avant de
« s'embarquer dans une politique d'aventures et,
« par dessus tout, il voulait développer la prospérité
« matérielle de l'Allemagne.

« Or, un soupçon était enraciné au cœur de ce
« parti et je crois que, d'une manière générale, nous
« ne nous en sommes pas rendus compte. Nous ne
« sommes pas un peuple imaginatif et il ne nous
« était pas possible de concevoir qu'on pût supposer
« contrairement à toute vérité, que nous complo-
« tions avec la France et la Russie l'encerclement
« de l'Allemagne et son écrasement. Et pourtant

« c'était une superstition largement répandue en « Allemagne et que le parti de la guerre faisait tout « pour entretenir ; il recueillait et propageait tous « les discours et tous les articles d'origine britan- « nique qui semblaient justifier cette pernicieuse « erreur. Peut-être comprendrez-vous pourquoi j'ai « cru devoir m'appliquer toujours à faire des dis- « cours amicaux.

« Je connais un peu l'Allemagne. Quand vint le « mois d'août, l'année dernière, je savais la signifi- « cation de ce qui était arrivé malgré tous nos « efforts. Dès l'instant où le parti de la guerre l'em- « porta en Allemagne et tira l'épée, ce fut pour moi « une question qui dépassait de beaucoup la Bel- « gique et je déclarait: « Nous combattons pour « notre existence. » Je n'eus pas un doute sur la né- « cessité, pour nous, de prendre part à la guerre. Si « nous étions restés en dehors de la bataille, alors « que le parti de la guerre devenait tout puissant « en Allemagne, je crois que notre dernière heure « serait bientôt venue. Mais laissons cela. Vous « voyez quel était notre principe fondamental : une « grande flotte et un corps expéditionnaire parfai- « tement organisé, s'appuyant sur une armée terri- « riale et capable de défendre nos intérêts en cas « de besoin hors du pays. Nous ne voulions pas être « dominés par l'Allemagne et nous devions prendre « les mesures nécessaires pour prévenir cette domi- « nation. Il nous fallait une flotte puissante et une « armée telle que je l'ai décrite ; c'est le principe « qui a dirigé notre action. J'ajouterai seulement

« qu'une grande quantité d'absurdités ont été
« écrites par des personnes qui semblent avoir très
« peu de jugement.

« Il reste à savoir si nous avons eu raison et si
« nous avons agi de manière à atteindre notre but.
« Je suis très sûr qu'aucune autre politique ne nous
« aurait mis en meilleure posture et non moins sûr
« que toute autre politique nous aurait mis en plus
« mauvaise posture. On ne peut pas changer les
« chevaux au milieu de la rivière et nous avons été
« au milieu de la rivière pendant les quinze der-
« nières années.

« Et maintenant permettez-moi d'aborder une
« question importante qui fut soulevée en 1912.
« Cette année-là un fait nouveau vint nous sur-
« prendre désagréablement. Il était connu dans la
« presse et dans le public en général, mais il se trouva
« que je fus renseigné de bonne heure. L'Allemagne
« introduisait une nouvelle loi sur la flotte, ce qui
« signifiait une augmentation considérable de ces
« forces navales. Le fait fut communiqué à mes
« collègues et immédiatement nous prîmes des me-
« sures. M. Mac Kenna prit ses dispositions dans
« son budget et M. Churchill put augmenter et pré-
« parer la flotte britannique en vue de la guerre,
« au point qu'elle se trouva vis-à-vis de la flotte
« allemande dans la proportion de deux à un. C'est
« une réponse aux gens qui prétendent qu'on n'a
« rien fait. Loin de moi l'idée de vouloir suggérer
« qu'à la lumière des choses que nous savons main-
« tenant, nous n'aurions pas pu examiner s'il n'était

8

« pas possible de faire davantage, mais je ne suis « pas sûr que nous fussions arrivés à des conclusions « différentes. Le pays ne pouvait faire que ce qu'il « pouvait. Nous aurions tous pu être mieux prépa- « rés par d'autres moyens dont je n'ai pas parlé, « mais nous n'aurions pas pu l'être beaucoup mieux « dans le sens que j'ai dit.

« Messieurs, la difficulté que nous avons à sur- « monter provient de notre caractère national. Nous « nous contentons des choses telles qu'elles sont. « Nous avons beaucoup d'énergie et beaucoup de « ressources. Aucun homme n'est plus à son aise à « une place déterminée qu'un citoyen de l'Empire « britannique. Mais, d'une manière générale, il n'a « pas beaucoup réfléchi à l'avance. Eh ! bien, quand « je regarde en arrière, la campagne la plus difficile « à mener ce n'est pas celle qui concerne l'armée, « ni celle qui concerne la flotte (celle-ci est facile), « c'est celle qui cherche à amener les gens à l'habi- « tude de la réflexion.

« Depuis 1898 je fais campagne en faveur de l'ins- « truction. Mon ami et ancien collègue, M. Pease, « qui a plus fait qu'aucun autre ministre de l'ins- « truction publique dans cette voie, sait combien il « est difficile d'éveiller l'intérêt du pays en matière « d'instruction. Ce n'est pas que rien n'ait été fait. « Non seulement M. Pease a effectué de précieuses « réformes, mais depuis 1898, dix nouvelles univer- « sités ont été créées dans le pays. Leur influence a « rayonné dans toutes les directions et si elles ne « nous avaient donné que le corps des élèves offi-

« ciers (Officer's Training Corps) elles nous auraient
« rendu un service dont nous pourrions être recon-
« naissants aujourd'hui.

« La campagne en faveur de l'instruction n'est
« qu'un exemple des difficultés extraordinaires
« qu'ont à surmonter tous ceux qui cherchent à ré-
« veiller ce pays avant qu'il se soit enfin décidé à
« l'organiser. Les efforts du ministère de l'instruc-
« tion, l'application de la science à l'industrie et
« toutes les questions qu'on agite en ce moment
« auraient été beaucoup plus faciles à résoudre si
« nous avions commencé, il y a quinze ans, à penser
« à ces choses et à y appliquer notre esprit.

« Mais je ne vous ai pas convoqués ici pour que
« nous nous lamentions ensemble. Mes yeux sont
« fixés sur l'avenir immédiat et sur celui qui suivra
« et je voudrais vous prier instamment de colla-
« borer avec moi. Je crois que nous pouvons faire
« beaucoup pendant cette guerre. Nous pouvons
« remporter la victoire si l'effort national est orga-
« nisé comme il faut. Nous et nos alliés nous avons
« de splendides occasions de travailler en commun ;
« nous devons veiller à nous répartir la tâche équita-
« blement et à faire tous, chacun à sa manière, tout
« ce que nous pouvons.

« Il y a trois ans, quand j'étais au War Office, et
« pendant les années antérieures, le nouvel état-
« major général qui comprenait quelques-uns des
« plus brillants généraux qui combattent actuelle-
« ment au front, m'a enseigné plusieurs choses. Il
« m'a enseigné que des conceptions claires étaient

« absolument essentielles au succès. A la guerre on
« doit savoir exactement ce qu'on désire accomplir
« si on veut réussir. Nous avons en ce moment le
« choix entre deux méthodes pour battre l'ennemi et
« la question dont tout dépend est de savoir si nous
« avons une conception parfaitement claire et dis-
« tincte de ces deux méthodes et si nous ne les
« confondons pas, parce que si nous les confondons,
« non seulement l'énergie nous fera défaut, mais
« nous tomberons assis entre deux sièges.

« Une méthode dont on parle consiste à déverser
« des troupes en Allemagne. Or, l'Allemagne a une
« puissante armée très bien organisée, et tout un
« réseau de chemins de fer stratégiques, c'est pour-
« quoi il est très difficile d'envahir l'Allemagne et
« de l'écraser, si l'on n'a pas au préalable usé les
« forces de l'ennemi. C'est ici qu'intervient la supé-
« riorité du nombre (une population de 280 millions
« de personnes contre une population de 120 mil-
« lions), et c'est cette supériorité qui nous permet
« de nous faire une conception claire de la situation.
« Voilà ce qui doit pénétrer dans la pensée natio-
« nale et de chacun en particulier pour qu'il en ré-
« sulte une action efficace.

« Si l'on choisit la méthode d'usure, on doit
« comprendre à quoi elle engage et s'y préparer dès
« maintenant. Ici, il est nécessaire de dire un mot
« d'avertissement. On ne doit pas lancer en avant
« des brigades isolées et accomplir ce que je puis
« appeler des exploits de feux d'artifice. On ne doit
« pas sacrifier des hommes pour la conquête de po-

« sitions qu'on n'a ni l'intention ni le pouvoir de
« garder. On doit économiser ses forces et travailler
« à l'épuisement d'un ennemi qui cherche à nous
« épuiser. On doit préparer ses positions, ses tran-
« chées et son artillerie en vue du but qu'on s'est
« fixé et on doit se concentrer sur ces préparatifs
« quelque temps que cela puisse demander. Le
« temps n'est jamais trop long si le résultat espéré
« est atteint. La méthode d'usure sera peut-être
« consacrée par cette guerre. Je ne fais pas de la
« théorie. Je n'ai pas à exprimer des opinions mili-
« taires, j'exprime seulement des opinions sur des
« questions qui relèvent du bon sens, et chaque allié
« doit remplir son rôle. La France remplit le sien
« d'une manière splendide et les Russes remplissent
« un rôle qu'on ne comprend pas assez.

« En vérité, nous ne sommes pas une nation ré-
« fléchie. Je vois qu'on propose de mobiliser les
« hommes de science et jusqu'à la Royal Society.
« Certes, personne n'a insisté avec plus de force que
« moi sur la nécessité de la science et sur son appli-
« cation à l'industrie... Mais mobiliser la science en
« thèse générale, c'est mobiliser une foule et une
« foule d'hommes de science n'est pas beaucoup plus
« utile qu'une foule de soldats. De quoi s'agit-il ?
« De déterminer les problèmes qu'on désire voir
« résolus, de faire appel aux hommes les plus ca-
« pables de les résoudre, de mettre ces hommes en
« rapport avec les experts militaires et navals, parce
« qu'ils doivent tenir compte de leurs décisions,
« en un mot de tout organiser aussi soigneuse-

« ment qu'on le fait tous les jours en affaires...

« Avant de terminer je voudrais dire un ou deux « mots, non seulement de la guerre, mais aussi de « la paix. Je ne parle pas des conditions de paix. Je « n'ai pas l'intention de discuter cette question, je « parle de la situation dans laquelle nous nous trou- « verons après la guerre.

« Veillons à ne pas être aussi mal préparés à la « paix que nous l'avons été à certaines exigences « de la guerre. Que nous arrivera-t-il ? Il nous res- « tera peu de capitaux. Les affaires auront une ten- « dance à se déplacer vers les États-Unis et nous « aurons à trouver de l'emploi pour un grand nombre « de soldats revenus de la guerre. Veillons à ce que « notre pays ne devienne pas, dans la mer du Nord, « une grande île de mécontents. On peut faire beau- « coup en abordant le problème de bonne heure. Si « nous y pensons dès maintenant, nous pouvons « faire beaucoup.

« Il y aura des temps difficiles. Beaucoup de « choses seront changées. Nous aurons à reconstruire « l'édifice de notre richesse et de notre prospérité. « Il sera essentiel que nos industriels aient pensé « d'avance à la situation et nous devrions penser, « d'une manière systématique et scientifique à l'or- « ganisation du travail. Un grand nombre d'ou- « vriers qui fabriquent des munitions seront sans « travail et les industriels ne seront pas assez réor- « ganisés pour leur en fournir.

« Le War Office et le ministère du commerce étu- « dient le problème, mais il est si vaste que nous

« devrions y penser nous aussi — tout le pays. Ceci « m'amène à un autre problème. Le 26 juin dernier, « deux mois environ avant la guerre, je suis venu ici « pour parler avec M. Lloyd George de questions « relatives au budget. Nous avons développé des « vues qui, sans être exprimées dans le texte du Bill, « y étaient contenues implicitement. Nous avons « parlé de l'amélioration de la race. Le budget « comportait un système d'instruction nationale et, « en outre, quelque chose qui est d'une importance « vitale en ce moment. — Une grande autorité en « la matière est ici présent, mon ami, M. Herbert « Samuel, qui était alors président du conseil de « salubrité publique. M. Samuel, ses experts et le « département de l'instruction avaient établi que « 10 0/0 des nouveau-nés mouraient au cours des « douze premiers mois et que 15 0/0 des enfants qui « auraient pu naître viables mouraient avant de « venir au jour. Or, presque tout ce déchet de « 25 0/0 peut être sauvé (et il est encore plus consi- « dérable si on examine de près les statistiques). Le « problème est urgent, surtout si on considère que « le taux des naissances est en baisse.

« Je suis loin de méconnaître la nécessité de faire « toutes les économies possibles. Mais prenons garde « à n'être pas ménagers des bouts de chandelles et « dépensiers en fortes sommes. Ces réformes sont « aussi vitales que l'approvisionnement en muni- « tions de guerre. Nous ne devons pas nous en « écarter. Qu'on se mette au travail et qu'on veille « à ce que ces réformes que j'ai mentionnées et indi-

« quées soient faites, et soient faites immédiate-
« ment !...

« Je ne vous ai donné que quelques exemples
« entre mille. Les problèmes abondent. Quelle est
« la leçon qui s'en dégage ? Nous ne devons pas
« seulement nous tourner vers le gouvernement ;
« nous devons nous organiser nous-mêmes. Les indi-
« vidus aussi doivent penser et travailler, parce
« qu'ils joueront un rôle immense dans quelques-
« unes des questions sociales dont j'ai parlé. Nous
« devons apprendre à penser et à agir comme nous
« n'avons encore jamais ni pensé ni agi. Alors il se
« trouvera peut-être que cette guerre qui nous a
« réveillés de notre assoupissement aura été une
« bénédiction. Du moins tirons le meilleur parti de
« l'occasion qui s'offre à nous. Dans l'état de lé-
« thargie où nous étions tombés nous avions besoin
« d'un réveil intellectuel et moral. Peut-être est-il
« venu ! Ah ! Messieurs, notre pensée individuelle
« ne doit pas être seulement la pensée de la nation,
« mais de la nation réveillée. Nos chefs ne peuvent
« pas tout faire et nous ne devons pas leur laisser
« toute la tâche. Chacun de nous est individuelle-
« ment responsable devant le pays et doit faire tout
« ce qu'il peut pour sauver le pays dans cette crise
« la plus grave qu'il ait traversée depuis de nom-
« breuses générations. Nous soutenons un gouver-
« nement qui est, en réalité, un gouvernement de
« salut public. Ne perdons pas courage. Ne nous
« détournons pas du grand effort à faire. Puisqu'il
« s'impose, faisons-le tourner à notre avantage.

« Persuadons-nous que les événements peuvent
« faire de nous une race et peuvent nous sauver de
« l'indifférence où nous étions tombés. »

Au cours de sa réponse à un vote de remerciements, Lord Haldane a dit :

« Messieurs, je suis profondément ému. J'ai tou-
« jours senti qu'il me manquait certains dons néces-
« saires à l'homme politique. Je ne suis pas orateur.
« Je ne sais pas soulever de grands auditoires. Ma
« vie politique a été, à certains égards, une vie soli-
« taire et elle l'aurait été davantage encore si je
« n'avais eu des amis dévoués. Mais pendant ces
« longues années je me suis efforcé de penser, avec
« toute l'attention dont je suis capable, et de mûrir
« des idées qui pouvaient porter des fruits. Et voici
« que ce soir, grâce à votre attitude généreuse et à
« la bienveillance de votre accueil, je sens que ma
« vie n'a pas été perdue. Vous l'avez couronnée
« d'une récompense et je vous en suis reconnais-
« sant. »

Est-il possible de lire ce discours paisible et serein, si plein de sagesse, de modestie et de pensée sans en conclure qu'il eût été préférable pour un pays, comme la Grande-Bretagne, d'écouter plus souvent et avec plus d'empressement un tel homme, plutôt que d'obéir à des sentiments indisciplinés et de prêter l'oreille avec tant d'avidité aux propos déclamatoires des démagogues et d'une presse hystérique et sans conscience ? Dans ce discours d'un grand ministre je trouve un bon sens qui n'exagère rien, une sagesse pratique, une pensée tranquille et

disciplinée, toutes choses qui expliquent à mes yeux la confiance que lui avait témoignée ce roi clairvoyant qui « n'aimait pas l'exagération et qui détestait les semeurs de discorde. »

Lord Haldane est retourné à ses premières amours, le droit [1]. On peut le voir siéger chaque jour, depuis le matin de bonne heure jusque tard dans l'après-midi. Il prend une part importante aux délibérations des deux tribunaux suprêmes de l'Empire — la Chambre des Lords qui est la cour d'appel pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande, et la commission judiciaire du Conseil privé qui, au nom du souverain, prononce en dernière instance pour le reste de l'Empire. La Chambre des Lords est restée inchangée en tant qu'institution judiciaire et le vœu de Lord Haldane n'a pas été exaucé quant à la forme. Mais, en réalité, il a été exaucé. En qualité de Lord Chancelier, Lord Haldane renforça, grâce à une loi qu'il fit voter, le corps des *Law Lords* qui siègent dans des cours distinctes, mais sont interchangeables. Par cette loi il ajouta au corps des juges deux *Law Lords* remarquables par leur savoir et leur talent. En outre, il obtint de deux autre juristes éminents qu'ils acceptent la pairie et consacrent leur vie, sans rémunération, à cette grande œuvre.

Lord Haldane s'est occupé avec un soin tout particulier de la commission judiciaire. C'est là qu'il siège aujourd'hui, interprétant les constitutions des Dominions et des Colonies qui constituent l'Empire,

---

(1) Cf. Appendice, Note F.

dont la Commission judiciaire du Conseil privé est un des liens essentiels. Elle impose respect et inspire confiance aux 400 millions de sujets du roi. Ces sujets qui appartiennent à toutes les nationalités et à toutes les races obéissent à toutes espèces de constitutions, depuis celles de l'Occident, fondées sur les coutumes de la vieille France, jusqu'à celles de l'Extrême-Orient, fondées sur les Shastras et les traditions de l'Inde. Dans cet Empire du roi-empereur le nom de Lord Haldane est hautement respecté, parce qu'il a beaucoup contribué à tenir la balance égale entre le gouvernement et les indigènes.

A propos du tribunal suprême de la Downing Street, dont l'entrée a si pauvre mine, on raconte une histoire que je veux sauver de l'oubli. Dans le nord de l'Inde un voyageur trouva une tribu montagnarde assemblée pour un sacrifice religieux : « A quel dieu, demanda le voyageur, offrez-vous votre sacrifice » ? — « Nous ne savons pas ses mystères, lui répondit-on, mais c'est un dieu si grand et si puissant qu'il a obligé le Raj britannique (le gouvernement de Calcutta) à nous rendre le territoire qu'il nous avait pris. Nous savons son nom et nous célébrons sa justice par un sacrifice : c'est la commission judiciaire du Conseil privé. »

Un membre de la famille de Lord Haldane m'a raconté une anecdote curieuse sur son enfance. Sa vieille nourrice écossaise le mena voir, à l'âge de six ans, la Chambre des Lords alors en vacances. Elle lui fit traverser la salle et demanda au sur-

veillant la permission d'asseoir le petit garçon sur le sac de laine. De retour à la maison elle raconta au maître d'hôtel de la famille ce qu'elle avait fait et ajouta : « Un jour cet enfant pourra s'y asseoir de plein droit ! — Oui, madame Ferguson, mais vous ne serez plus de ce monde. » Il avait raison. La vieille nourrice, à laquelle Lord Haldane resta attaché jusqu'à sa mort, s'en alla dans l'autre monde avant qu'il eût vaillamment atteint le but qu'elle avait ambitionné pour lui.





CHAPITRE III

LES MISSIONS DE LORD HALDANE EN ALLEMAGNE [1]

LE gouvernement libéral, dit M. Oliver [2], arriva au pouvoir en automne 1905 », ce qui n'est pas très exact. « Les ministres, continue-t-il, eurent à peine le temps de se mettre au courant des affaires de leurs différents ministères avant l'agression brutale de l'Allemagne. » Puis, avec la complaisance d'un bon conservateur (lui dont le gouvernement, objet de dérision presque universelle, venait de se retirer en laissant le War Office dans un état

(1) La réponse faite récemment par M. Asquith à la Chambre des Communes, montre qu'il faut renoncer à avoir un compte rendu détaillé des conversations de Berlin avant la fin de la guerre. Ce qui dans ce chapitre, se rapporte à la substance de ces conversation provient de sources diverses, allemandes aussi bien qu'anglaisess. Cependant comme l'exactitude en pareille matière est de la plus haute importance, j'ai cru devoir communiquer ce chapitre à Lord Haldane en le priant de le revoir. Il m'autorise à dire qu' « il n'est inexact en aucun point ».

(2) *Op. cit.*

de « confusion et de faiblesse »), il suggère que l'agression allemande fut due au fait qu'un gouvernement libéral était arrivé au pouvoir !

« C'est un fait hautement significatif, dit-il, continuant sa complaisante insinuation, qu'au commencement de 1906, quelques mois seulement après son arrivée au pouvoir [1], Sir Henry Campbell-Bannerman dut envisager la perspective d'une guerre européenne » — et remarquez ce qui suit immédiatement, dans la même phrase, sans le moindre souci d'atténuer la contradiction — « d'une guerre européenne qui ne fut évitée que quand notre ministre des affaires étrangères » — c'est-à-dire Sir Edouard Grey, avec l'entier assentiment de ses collègues libéraux — « fit clairement comprendre à l'Allemagne que la Grande-Bretagne se rangerait aux côtés de la France ».

Je désire traiter M. Oliver avec courtoisie et avec respect. Il est sincère, il est courageux et il écrit comme un gentleman. Son principal tort, me semble-t-il, est de s'être risqué à écrire un livre sur un sujet extrêmement grave, et à une époque où le bon renom de la Grande-Bretagne est pour elle d'un prix inestimable, sans être sûr des faits et sans veiller avec le plus grand soin à ne pas leur faire violence. Or, sur ce point, il me semble que M. Oliver a traité ses lecteurs avec une désinvolture répréhensible. En effet, immédiatement après avoir déclaré que la Grande-Bretagne fit une réponse énergique à

---

[1] En réalité ce fut dans le courant du mois suivant.

« l'avertissement » de l'Allemagne, il ajoute : « La réponse britannique renouvelait des protestations d'amicale confiance ! » Et il cite en note cette phrase empruntée au livre de M. J. A. Spender (*Foundations of British Policy*) : « C'était l'opinion générale à ce moment que seul l'appui donné à la France par le gouvernement britannique conjura la catastrophe. »

Qu'on me permette de dire à M. Oliver et à ses nombreux disciples, à cette armée de personnes intelligentes qui, fascinées et hypnotisées par le charme d'un style alerte ont accepté tous les faits rapportés par M. Oliver et toutes les conclusions qu'il en tirait, qu'on me permette de leur dire l'histoire vraie de ce que M. Oliver a appelé les *avertissements* de l'Allemagne, l'histoire des trois principaux avertissements — celui de 1906, celui de 1908 et celui de 1911.

L' « *Avertissement* » *de* 1906

Le Gouvernement libéral se constitua non sans quelque difficulté en décembre 1905. Les dissentiments provoqués dans le parti par la guerre sud-africaine étaient apaisés, mais il en restait quelque chose. Les partisans de Sir Henry Campbell-Bannerman et les partisans de Lord Rosebery, parmi lesquels il y avait M. Asquith, Sir Edouard Grey et M. Haldane (trois amis intimes) — ne s'entendaient que pour redouter la menace du protectionnisme. Lord Rosebery n'entra pas au pouvoir, mais les trois hommes du Nord qui représentaient le mieux la force, la dignité et l'éloquence de l'impérialisme

libéral acceptèrent l'offre de Sir Henry Campbelle-Bannerman. Sir Edouard Grey devint ministre des affaires étrangères, M. Asquith entra au Trésor et, sur le désir exprès d'Edouard VII, M. Haldane entra au War Office [1]. Ainsi dans ce gouvernement libéral, qui à en croire M. Oliver invita pour ainsi dire l'Allemagne à une agression, il y avait trois des plus grandes intelligences de la Chambre des Communes, trois hommes dont les principes impérialistes résolus, mais rationnels, devaient être bien connus à l'ambassade d'Allemagne à Londres, sinon aux hommes d'État de la Wilhelmstrasse, trois hommes enfin qui n'avaient jamais prononcé une seule parole qui pût faire croire à la pusillanimité ou à la trahison d'engagements internationaux.

Au début de janvier les relations entre la France et l'Allemagne étaient très tendues. Les Allemands qui, en matière de politique étrangère, ont la susceptibilité d'un parvenu, se sentirent atteints dans leur dignité par le ministre français des affaires étrangères. Ils demandèrent avec insistance la démission de M. Delcassé. Très naturellement la France commença à s'inquiéter de cette manifestation des sentiments allemands et la question de l'appui britannique se posa. Si la France était attaquée par sa voisine, la Grande-Bretagne lui prêterait-elle aide avec son armée aussi bien qu'avec sa flotte, c'est-à-dire une armée britannique débarquerait-elle en France et une armée de combien d'hommes ?

---

[1] Sir Henry Campbell-Bannermann a dit un jour : « Personne d'autre n'y voulait toucher, même avec des pincettes. »

Le ministre des affaires étrangères ne voulut pas prendre d'engagement qui liât indûment son pays. Mais il s'entendit avec le ministre de la guerre et, avec l'assentiment du premier ministre, M. Haldane, organisa au War Office une conférence de ses conseillers militaires avec l'état-major français. On fit comprendre, avec toute la clarté possible, qu'en aucun cas la Grande-Bretagne ne prêterait son appui à une attaque non provoquée contre l'Allemagne, mais les experts militaires furent chargés d'étudier de quelle manière les deux pays amis pourraient le mieux unir leur action dans l'éventualité d'une attaque de l'Allemagne contre la France. Chacun gardant sa liberté d'action, il s'agissait d'examiner quelles éventualités militaires pouvaient se produire. Le ministre de la guerre fit quelque chose de plus. Il chargea ses généraux de faire une enquête approfondie sur notre situation militaire et de déterminer dans leur rapport quels effectifs au maximum nous pouvions débarquer en France en cas de nécessité et en combien de temps le débarquement pouvait s'effectuer.

C'est de cette façon qu'en pleines élections générales et à peine installé dans son ministère, M. Haldane répondit au *premier avertissement* de l'Allemagne. M. Oliver ne pourra guère suggérer qu'il eût pu faire davantage s'il considère que M. Haldane, venant après un gouvernement conservateur, avait trouvé l'armée britannique dans un état « de confusion et de faiblesse ». Ceux qui ont des sentiments ardents comme M. Oliver se seraient peut-être

contentés de lancer cette pauvre armée à la tête de l'Allemagne ou même de pousser des cris, pleins d'une belle indignation de music-hall — ce qui n'eût guère profité à l'armée britannique, ni à la France, ni à l'Empire britannique. L'œuvre de M. Haldane, au contraire, rendit les services les plus grands à l'armée britannique et à la France. Le chaos de l'armée fut organisée en une machine de combat telle que ce pays n'en avait jamais eu une auparavant.

L'enquête des généraux eut, cela va sans dire, un résultat des plus inquiétants. Une très petite armée seulement aurait pu être envoyée en France à cette époque, peut-être 80.000 hommes, et seulement avec un retard qui eût été fatal. Cet effrayant état de choses, nous pouvons dire que ce fut l'un des principaux legs des chefs politiques de M. Oliver au ministre de la guerre et nous pouvons dire aussi que c'est cet effrayant état de choses que le ministre de la guerre sut dominer d'une manière si complète, si triomphante et si impitoyable — à la grande satisfaction de ses généraux.

Lord Haldane comprit immédiatement qu'une *rapide mobilisation* était la condition première de la guerre moderne. Les Allemands avaient découvert ce secret. Il s'appliqua à répondre à la méthode de Moltke par la méthode de Moltke. Les Allemands l'ont accusé depuis de leur avoir volé ce secret au cours de sa visite amicale de 1906. Mais la vérité est que quiconque a pris la peine d'étudier la science militaire sait qu'une rapide mobilisation est la clé

de toute la question de la guerre moderne. Il n'en est pas moins significatif que ce soit un civil, Lord Haldane, qui ait initié l'armée britannique à ce secret. C'est lui qui révolutionna la science militaire de la Grande-Bretagne, qui mit un terme à l'incohérence, qui créa de plus grandes unités et les organisa en une armée qui pouvait se mettre en mouvement dans le plus bref délai. Nous verrons plus tard à quel point cette révolution fut couronnée de succès et comment, entreprise en 1906, elle sauva l'Europe en automne 1914.

Mais le ministre de la guerre ne borna pas là son effort pendant ces jours périlleux. Fidèle à son maître plein de sagesse et à ses propres principes les plus élevés, tandis qu'il s'appliquait à organiser efficacement ce qui n'était que confusion et faiblesse, Lord Haldane s'efforça de toute sa pensée et de toute son âme à améliorer nos relations avec l'Allemagne. A la lumière des événements qui ont suivi, les Allemands considèrent aujourd'hui cette admirable politique de Lord Haldane comme la fourberie du plus aimable, du plus souple, du plus habile et du plus déloyal des fourbes du roi Edouard ; mais la vérité est tout autre. Il s'agit de l'effort sincère que fit un homme très sage et d'une loyauté absolue pour sauver la paix de l'Europe. Et s'il est certain que cet effort nous permit de mettre de l'ordre dans notre maison et de nous entendre avec la France, d'autre part il n'eut jamais pour but de gagner du temps et il n'a jamais servi une politique offensive.

Avant de rapporter ce que Lord Haldane a fait

dans le dessein d'améliorer nos relations avec l'Allemagne, il est peut-être opportun de donner au lecteur un aperçu de la vie du ministre, puisque la diffamation et la calomnie ont été jusqu'à l'attaquer dans son honneur familial, affirmant, entre autres choses, qu'il avait du sang allemand dans les veines.

Richard Burdon Haldane est né le 30 juillet 1856. Son père, Robert Haldane de Cloan, gentleman écossais, avait épousé Mary E. B. Sanderson, la sœur de l'ami de Darwin, Sir John B. Sanderson. C'est une vieille famille qui remonte jusqu'au XIIIe siècle. Depuis ce temps, il y a toujours eu des Haldane à Gleneagles et le propriétaire actuel de Gleneagles, Lord Camperdown, est un Haldane par la ligne des femmes. Au nombre des alliés illustres de la famille Haldane, il y a l'amiral Duncan, le héros de Camperdown et Sir Ralph Abercromby d'Aboukir. Deux grands-oncles de Lord Haldane occupent une grande place dans l'histoire religieuse d'Ecosse et de Suisse. Par sa mère, il descend du fameux Lord Eldon, qui fut Lord Chancelier, et dont le frère, Lord Stowell, fut un juriste émérite. Un des frères de Lord Haldane, le Dr J. S. Haldane d'Oxford, est un physiologue de réputation européenne. C'est lui qui a fourni à l'armée des masques contre les gaz asphyxiants, mais ce n'est là qu'un épisode dans une vie tout entière consacrée à la science. Son œuvre a été de la plus grande utilité pour les mineurs et les services qu'il a rendus à l'amirauté britannique aussi bien avant que pendant la guerre, ont été d'une importance considé-

rable pour le pays. Un autre frère, Sir William Haldane, est bien connu à Edimbourg et commissaire de la couronne pour l'Ecosse. La sœur de Lord Haldane, Elizabeth Haldane, doctoresse en droit, a traduit Hegel et écrit la biographie de Descartes. Elle joue un rôle des plus actifs dans la direction du mouvement féministe. La mère de cette famille distinguée compte de nombreux amis parmi les personnes en vue du pays ; elle jouit encore d'une excellente mémoire à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Je dois avouer que c'est quand je pense à cette belle et vénérable aïeule que mon indignation est la plus profonde contre ces grossiers journalistes (dont bien peu seraient admis à la table d'un homme d'éducation) qui ont cherché à déshonorer le plus distingué de ses enfants.

A l'âge de 17 ans, Richard Haldane alla, pendant le semestre d'été, à l'université de Gœttingue, sur le conseil de M. Blackie, professeur de grec à l'université d'Edimbourg [1]. Cet original professeur de grec qui enseignait tout, excepté le grec, fondait les plus grandes espérances sur son élève et désirait le voir subir l'influence du célèbre professeur de philophie, Hermann Lotze. Richard Haldane, en qui on

---

[1] Un célèbre professeur de l'université d'Edimbourg m'a fait remarquer que l'Ecosse a toujours entretenu des relations intellectuelles beaucoup plus étroites avec le continent que l'Angleterre. Il y a des siècles que l'Ecosse et la France sont amies. Carlyle fut le premier interprète britannique de la pensée allemande. Et c'est grâce à ses relations avec l'Allemagne que l'Ecosse a vu l'esprit religieux se développer chez elle beaucoup plus rapidement qu'en Angleterre. La condition intellectuelle des églises écossaises est très élevée et l'ancienne étroitesse dogmatique a pratiquement disparu.

sent, comme chez Aristote, le liseur infatigable, s'intéressait à la littérature allemande tout comme les irréprochables patriotes qui s'appellent Carlyle, Coleridge, Matthew Arnold et le professeur Cramb (il s'intéressa aussi beaucoup à la littérature française) ; et il désirait, lui aussi, étudier la philosophie sous l'égide de Lotze. Longtemps après il a parlé de ce noble maître dans un de ces discours aux étudiants qui ont été si utiles et si féconds :

« Il y a trente-six ans j'ai eu à choisir entre Oxford et une université allemande et j'ai choisi Gœttingue, parce que Lotze y était. Je n'avais alors que dix-sept ans, j'étais à peine un jeune homme. J'ai toujours présent à la mémoire le désarroi moral et intellectuel que j'éprouvai au début de mon séjour dans la vieille ville universitaire du Hanovre. A cette époque, la ville de Gœttingue était pleine de grands hommes. Gauss, Riemann et Weber étaient morts, mais Woehler était là et Benfey et Sauppe et von jhering et Ritschl, qui passaient alors pour les représentants les plus illustres en Allemagne de la science, des lettres classiques, de la jurisprudence et de la théologie. Mais celui qui dominait tous les autres était mon vieux maître, Hermann Lotze. J'ai eu le privilège, moi qui n'étais qu'un gamin, de le voir souvent dans son cabinet de travail et de suivre ses cours et jusqu'à la fin de ma vie je garderai l'impression profonde qu'il m'a faite par sa puissance intellectuelle jointe à son élévation morale... Je me suis souvent demandé si Browning n'avait pas été à Gœttingue avant d'écrire *Christmas Eve*

(Veillée de Noël) et si c'est à Lotze qu'il pensait quand il raconta comment l'esprit le mena de place en place jusqu'à ce qu'enfin il se trouva

Alone by the entrance door
Of a sort of temple—perhaps a college,
Like nothing I ever saw before
At home in England to my knowledge...
Is it Halle, Weimar, Cassel, Frankfort
Or Gottingen, I have to thank for't ?
It may be Gottingen — most likely.

Puis il décrit son entrée dans l'auditoire ; il s'assied parmi les étudiants et le professeur arrive :

I felt at once as if there ran
A shoot of love from my heart to the man...
Who stood surveying his auditory
With a wan, pure look, well-nigh celestial,
Those blue eyes had surveyed so much,
While under the foot they could not smutch
Lay all the fleshly and bestial (1). — »

On peut voir quelques-uns des résultats de ses études à Gœttingue dans les deux volumes intitlés : *The Pathway to Reality* qui contiennent les leçons qu'il fit, sous les auspices de la fondation Gifford, à l'université de Saint-Andrews, de 1902 à 1904. Ces leçons de philosophie montrent l'influence de Kant et de Hegel sur son esprit et de Lotze sur son caractère ; elles sont pleines de préoccupations morales,

(1) *Universities and National Life, by Lord Haldane,* p. 26 sq. (Ed. John Murray).

inspirées par l'idéalisme le plus élevé et témoignent d'un courage sans défaillance au service de la vérité.

A son retour en Angleterre il continua ses études universitaires à Edimbourg. Au concours ouvert à toutes les universités d'Ecosse, il gagna la bourse Ferguson de 1876 et prit son grade de docteur *summa cum laude.* C'était le temps où Hutchison Stirling révélait Hegel au public anglais et où T. H. Green, à Oxford, et Edouard Caird, à Glasgow, commençaient à provoquer l'enthousiasme des étudiants britanniques pour la philosophie allemande. A la fin de 1879 il se présenta à la barre. Dix ans plus tard il devint « avocat du Banc de la Reine » mais depuis longtemps déjà il s'était fait un nom parmi les juristes du jour. En 1885, il entra au Parlement comme représentant libéral du comté de Haddington et ses électeurs lui restèrent fidèles pendant les vingt-cinq années de sa carrière à la Chambre des Communes, bien qu'il n'ait jamais été l'homme d'un chef politique et qu'il ait toujours gardé son entière liberté de jugement dans la lutte des partis. Un gouvernement conservateur était au pouvoir quand il entra au parlement et comme il n'a jamais été intolérant il travailla en étroite collaboration avec ce gouvernement conservateur à la transformation de l'université de Londres, qui ne se borna plus à faire passer des examens, mais devint une université où l'on enseignait. Dix ans plus tard, un autre gouvernement lui confia la présidence de la Commission royale des études universitaires à Londres. Cette Commission siégeait pendant quatre

ans et comme l'enthousiasme de M. Haldane pour la cause de l'éducation ne faiblit jamais, il s'arrangea à garder cette présidence, même quand il fut ministre de la guerre en 1906, et Lord Chancelier en 1911. Personne n'a fait plus que lui en Grande-Bretagne pour encourager le mouvement universitaire et pour perfectionner notre système d'éducation.

Il se fit connaître d'emblée comme un grand juriste, un travailleur acharné, un politicien d'un désintéressement et d'une honorabilité absolus et, par dessus tout, comme un champion ardent de la pensée claire et d'un progrès rationnel. Il a défini sa conception du libéralisme dans la préface d'un recueil d'allocutions intitulé : *Education and Empire* :

« Il y a un libéralisme que quelques-uns d'entre nous croient être le libéralisme de l'avenir. La foi qu il a faite sienne ne peut pas rester immobile, mais doit avancer en même temps que les besoins des nouvelles générations. Aujourd hui, au commencement du xxe siècle, nous devons préserver notre grande situation commerciale et, avec elle, le grand Empire que les grands hommes du passé ont conquis et nous ont transmis. Cet Empire est un dépôt sacré sur lequel nous devons veiller afin que nos descendants puissent être fiers de nous comme nous sommes fiers de nos ancêtres. Ce devoir impérieux que nous avons à remplir demande un effort. Il ne s'agit pas de fanfaronner sur l'avant-scène du monde, ni de rester assis les bras croisés sur un tas de pous-

sière. L effort doit porter sur une claire conception des choses et sur une activité qui soit en même temps sans hâte et incessante. La concurrence monte autour de nous comme une marée. Si nous voulons conserver le patrimoine que nos ancêtres ont conquis dans les temps qui ont précédé cette concurrence, il est avant tout nécessaire que nous nous fassions une idée précise de la constitution que nous avons en commun avec nos colonies et qui nous unit à elles. »

Ce libéralisme qui est peut-être celui de tous les hommes instruits de ce pays, à quelque parti qu'ils appartiennent, n'est pas le libéralisme du fumoir, du club ou des comités locaux. Lord Haldane, pas plus que M. Arthur Balfour, n'a jamais recherché la popularité. Il a des amis, de grands et vrais amis, dont les plus chers sont des hommes politiques, Sir Edouard Grey, M. Asquith et M. Balfour. Tous ceux qui ont travaillé avec lui, de Lord French à M. Sidney Webb, ont été sous le charme de son caractère naturel et ouvert, de sa probité, de sa bonne humeur, de son indifférence à la popularité facile et de sa grandeur intellectuelle ; mais il n eut jamais une foule de courtisans à ses talons. Il était trop occupé pour s'embarrasser de pareilles préoccupations.

Il passa souvent ses vacances en Allemagne. Avec le professeur Hume Brown il allait se plonger dans le souvenir de Gœthe, dans le souvenir de ce noble esprit, de ce profond penseur, de ce poète sublime qui aura toujours des admirateurs dans ce pays, avec ou sans la permission de notre public. C'est de cette façon que Lord Haldane entretint sa connaissance

de la langue allemande, approfondit son amour pour Gœthe et étendit son étude de la philosophie allemande ; mais c'est aussi de cette façon qu'il se familiarisa avec le changement qui s'opérait dans l'âme allemande. Les transformations psychologiques de l'Allemagne moderne, il les connaissait mieux que personne dans ce pays, mieux peut-être que personne au monde, c'est pourquoi, dès 1906, c'est-à-dire dès qu'il vint à savoir dans quel état effrayant se trouvait l'armée britannique, il comprit que seule une politique de prudence, de tact et de vigilance incessante pourrait conjurer une catastrophe.

L'admiration de Lord Haldane pour la littérature allemande était partagée, mais avec infiniment moins de discernement, par feu le professeur J. A. Cramb, ce prophète ardent de la force. M. Cramb nous dit que « Gœthe est peut-être, en littérature, l'artiste le plus sérieux depuis Sophocle » et que « parmi les fils de l'homme aucun n'a fait des efforts dans un dessein plus élevé pour deviner, fût-ce obscurément, le lien qui existe entre la Multitude et l'Unique et pour justifier ainsi les voies de Dieu et celles de l'homme». Il nous dit encore que « dans les annales de la pensée allemande il n'est pas une seule période qui ne soit illuminée par une œuvre remarquable ou puissante ». Et il ajoute :

« Il n'existe pas d'autre miroir aussi pur de l'âme d'une nation que la littérature allemande. D'âge en âge elle a un parfum de terre allemande et tout le pays avec ses rivières, ses montagnes, ses vallées lui donne quelque chose. Au XVIe siècle, elle

est dans les châteaux de la Thuringe ; au XVIe siècle, la Saxe donne le ton à la littérature de la Réforme et aux hymnes ; l'art varié de la Silésie l'emporte au XVIIe siècle comme celui de la Souabe au XVIIIe. Berlin est la patrie du romantisme ; le fatalisme de Vienne et de Munich succède à la « Jeune Allemagne », et au XXe siècle c'est de nouveau Berlin qui est en tête — et d'une des plus grandes littératures mondiales » (1).

Le professeur J. A. Cramb a un grand mépris pour l'ignorance anglaise. « Il y a quelques semaines, dit-il, le directeur d'une de nos grandes écoles exhuma une lettre de Gladstone dans laquelle cet éminent homme politique jette un blâme sur toute la littérature allemande... Ce qui est étonnant, c'est qu'au XXe siècle il se soit trouvé un Anglais qui, ayant exhumé un pareil jugement, n'ait pas eu la pudeur de le replonger immédiatement dans l'oubli. Au lieu de cela il s'empresse de le publier dans le *Times* et pas une fois seulement, mais dans deux numéros. La publication de cette lettre discrédite en même temps l'auteur de la lettre, celui qui l'a exhumée, la presse et la nation. » M. Cramb espère — et Lord Northcliffe devrait prendre en considération cet espoir du grand militariste anglais — qu' « au cours des prochaines décades il se constituera peu à peu en Angleterre une opinion cultivée qui rendra impossible le brutal énoncé de jugements semblables par un éminent homme politique, à

(1) Cf. Appendice, Note G.

cause du ridicule auquel il s'exposerait, et inimaginable leur ratification par le directeur d'une de nos grandes écoles ».

Citons encore ce passage du professeur Cramb : « L'Allemagne a une des plus grandes et des plus profondes poésies qui soient — et pourtant combien d'Anglais en connaissent les hauts lieux, combien ont accès à ses merveilles sacrées ? Depuis le déclin d'Alexandrie il n'y a pas eu de groupe d'audacieux penseurs comparables à ceux de l'Allemagne de la fin du XVIIIe et du commencement du XIXe siècle, et pour la plupart des hommes et des femmes d'Angleterre la *Critique de la raison pure* et la *Logique* de Hegel sont lettre close autant que les *Ennéades* de Plotin. »

Si un militariste anglais qui put à peine contenir ses sentiments d'adoration le jour où, dans une rue de Berlin, il vit Treitschke enlever « son chapeau gris de feutre mou » (la journée, en effet, était chaude), si un pareil adorateur du militarisme, de la lutte et de la guerre, si un homme qui déteste à ce point le libéralisme et le pacifisme peut exprimer son admiration pour la littérature allemande, assurément Lord Haldane, dont le mépris pour l'école Treitschke a son origine dans une solide éducation classique et dans ce que Sainte-Beuve appelle une inaltérable égalité d'âme, peut être autorisé à reconnaître sa dette de reconnaissance spirituelle envers les maîtres vrais et durables de la culture allemande.

Instruit par la crise marocaine, Lord Haldane fit

plusieurs discours, dont l'un en allemand aux Allemands de Londres. Son but était de mettre un terme à la susceptibilité allemande pendant qu'avec ses généraux il travaillait nuit et jour à sauver l'armée britannique de « la confusion et de la faiblesse ». Ces discours sages, modérés et dignes d'un homme d'État attirèrent l'attention en Allemagne et, en 1906, l'année même de la crise, Lord Haldane, en qualité de ministre de la guerre de la Grande-Bretagne, alla à Berlin où il fut l'hôte de l'Empereur pendant les manœuvres de septembre de l'armée allemande. Déjà Lord Midleton, un de ses prédécesseurs conservateurs, avait reçu pareille invitation, mais bien que ce projet de visite ait rencontré quelques difficultés, le roi, le premier ministre et Sir Edouard Grey furent d'avis que l'invitation devait être acceptée. La seule crainte du roi fut que Lord Haldane, qui débutait au War Office, ne se sentît pas tout à fait à son aise en Allemagne parmi des soldats de métier. Mais le ministre qui vit le roi à Marienbad [1] avant d'aller à Berlin put rassurer Sa Majesté sur ce point avec beaucoup de bonne humeur et c'est avec les meilleurs souhaits de tout le monde, du roi surtout, qu'il se mit en route pour Berlin, accompagné par

[1] A Marienbad Lord Haldane rencontra aussi le prince Ferdinand de Bulgarie. On raconte, à propos de cette rencontre, une anecdote amusante. Ferdinand désirait discuter un grand coup dont il avait plein l'esprit. Mais le roi ne voulut rien savoir et attendit en monarque constitutionnel l'arrivée de son ministre. Quand Lord Haldane arriva, il le laissa seul avec Ferdinand. Lord Haldane qui n'avait pas reçu d'instructions du Foreign Office au sujet des Balkans se mit aussitôt à parler de chimie et il ne parla pas d'autre chose jusqu'au moment où le roi ouvrit la porte et le fit sortir. Le roi racontait toujours cette anecdote avec un grand plaisir.

le colonel Ellison, qui avait été secrétaire du *Esher Committee* au ministère de la Guerre et qui était très bien renseigné sur les armées des puissances étrangères. A l'aide d'informations publiques et privées, britanniques et étrangères, je vais tâcher de raconter cette importante visite à Berlin.

Le ministre britannique fut reçu en grande cérémonie à son arrivée à la gare et escorté à son hôtel par un détachement de la garde. Plusieurs fonctionnaires et deux officiers de l'état-major général furent attachés à sa personne et il fut installé, avec le colonel Ellison, dans une suite de chambres que l'empereur réserve à ses hôtes. L'atmosphère était correcte mais froide ; les journaux furent polis, mais non cordiaux et, d'une manière générale, la réception de notre ministre semble avoir exprimé très exactement les sentiments qui caractérisaient alors les relations anglo-allemandes — incertitude et suspicion.

Le lendemain, l'empereur arriva de Potsdam pour présenter un nouveau drapeau à ses troupes et Lord Haldane qui avait au préalable rendu visite à l'ambassade de France et au ministère de la guerre reçut de lui, à cette cérémonie, un salut de bienvenue. Le jour suivant, à la grande parade où Lord Haldane se rendit en simples habits de civil, l'empereur le chercha et le visage resplendissant d'orgueil, parla de sa splendide armée. La scène fut assez impressionnante. La foule des Berlinois se pressait sur le terrain de la parade ; aux places réservées on voyait les représentants des puissances étrangères,

la plupart en uniforme et beaucoup accompagnés de dames ; et au milieu de sa magnifique armée, entouré de ses princes et de ses généraux et monté sur un grand cheval brillamment harnaché, le petit homme au visage pâle et au bras atrophié qui, entre ses mains tour à tour tremblantes de peur et menaçantes de colère, tient la paix et la guerre. Tout à coup on vit cette figure centrale se détacher de ses soldats, galoper dans la direction des spectateurs et retenir son cheval devant une voiture où un civil se tenait debout, en chapeau haut de forme et en redingote : M. Haldane, ministre de la guerre d'Angleterre. C'était un hommage presque sans précédent et de bon augure pour les espérances du parti de la paix. La scène fut photographiée. Le Kaiser se pencha du haut de son grand cheval et en présence d'une foule considérable, sans baisser la voix, demanda à M. Haldane ce qu'il deviendrait sans cette grande armée, placé comme il l'était entre la Russie et la France. Il s'excusa avec bonne humeur de cette remarque, puisque la France était l'alliée de la Grande-Bretagne et M. Haldane répondit aussi avec bonne humeur, disant qu'il aimerait mieux être derrière cette armée qu'en face d'elle. Cet incident fut remarqué par de nombreuses personnes et des dames qui se trouvaient dans des voitures voisines se hâtèrent de prendre des instantanés de la scène. On l'interpréta comme un hommage public du Kaiser à l'Angleterre.

Le soir Lord Haldane, accompagné par le colonel Ellison, dîna au château où il rencontra le chance-

lier, prince de Bülow. Instruit par Sir Edouard Grey de ce qu'il était opportun de dire, Lord Haldane paraît avoir produit sur le chancelier allemand une bonne impression — l'impression que la Grande-Bretagne aspirait à de meilleurs rapports avec l'Allemagne, que la Grande-Bretagne comprenait que leur réalisation ne pouvait pas être précipitée, et que la loyauté de la Grande-Bretagne envers l'entente avec la France était infrangible. Après le dîner il vit l'empereur en tête à tête et l'empereur dut certainement conclure de cette conversation, qui fut brève et amicale, que Lord Haldane représentait sincèrement et honnêtement la pensée du roi Edouard. A cette époque l'empereur était fermement persuadé que Delcassé avait cherché à attirer l'Angleterre dans une guerre contre l'Allemagne au sujet du Maroc, mais il recherchait néanmoins l'amitié de la France. Quant à l'Angleterre, il avait foi en ses bonnes intentions.

Comme preuve de cette confiance l'empereur facilita très généreusement à Lord Haldane l'étude du travail du ministère allemand de la guerre. Accompagné par le colonel Ellison, notre ministre se rendit, jour après jour, au ministère de la guerre dans le Tiergarten. Le chef de l'état-major, Moltke, fut d'une entière franchise envers les deux représentants de la Grande-Bretagne et non seulement il leur permit de voir le mécanisme de la machine de guerre allemande, mais, en outre, il discuta la situation politique avec Lord Haldane sans la moindre amertume. D'après M. Wile, Moltke était un chrétien

scientiste et appartenait, ainsi que le Dr von Bethmann-Hollweg, au parti de la paix. Je parlerai plus loin en détail de l'attitude du prince de Bülow.

La visite de Lord Haldane à Berlin fut très utile à la Grande-Bretagne. Tout d'abord elle nous donna le temps d'arracher l'armée britannique à son état de « confusion et de faiblesse » ; elle fournit aux deux représentants de la Grande-Bretagne plusieurs idées extrêmement précieuses pour le perfectionnement du War Office et elle contribua à établir de beaucoup meilleures relations avec l'Allemagne. Il est vrai qu'une partie de la presse allemande montra de l'inquiétude et désapprouva les visites de Lord Haldane au grand état-major, donnant à entendre assez clairement que derrière cette visite polie et indiscrète du ministre britannique « Oncle Europe » tissait ses intrigues le long des frontières d'Allemagne. Mais il n'est pas douteux que la plupart des gens en Allemagne firent bon accueil à cette visite et il n'y a pas le moindre doute qu'elle fit un plaisir immense à l'Empereur, qui se tenait entre le parti de la guerre et celui de la paix. Il est à peine besoin de dire qu'Edouard VII fut aussi heureux du succès de Lord Haldane que le premier ministre et le ministre des affaires étrangères.

Toute l'argumentation de M. Oliver [1] est viciée par cette première affirmation que la diplomatie allemande, d'une sagesse, d'une puissance et d'une science infinies, trompait le reste de l'Europe et, en

---

[1] *Ordeal by battle*, 3e partie.

particulier, jetait de la poudre aux yeux de la Grande-Bretagne. Alors pourquoi, au nom du ciel, aurait-elle été extravagante et insensée au point de donner à l'Angleterre *six avertissements*, dont le premier fut celui de 1906 — et des avertissements si énergiques que la sottise grossière d'hommes comme Edouard VII, Sir Edouard Grey et Lord Haldane qui ne les ont pas compris, fait presque perdre patience à M. Oliver ? Pourquoi, au nom du ciel, l'Allemagne eût-elle été si stupide ?

Tâchons d'être plus raisonnables. Au lieu de voir dans les six incidents mentionnés par M. Oliver six *avertissements* délibérés d'une puissance machiavélique (quand Machiavel a-t-il jamais été aussi aimable ?) regardons-les comme des exemples de nervosité et d'anxiété, comme les symptômes d'un manque d'empire sur soi-même. De ce point de vue toute la politique de l'Allemagne s'explique et devient conséquente. Et, dès lors, il n'y a plus besoin d'ajouter des notes et d'ouvrir des parenthèses pour souligner une contradiction ou crier à l'absurdité. La thèse entière peut être établie sans les interruptions et les inconvénients d'une violente antithèse.

Le jeune Empire d'Allemagne, avec sa population de 65 millions d'habitants, se trouvait, pour la première fois, entouré par 170 millions de Russes et quelque 40 millions de Français qui étaient arrivés à une entente politique. L'empereur aimait à répéter qu'il n'avait pas d'Himalaya entre lui et la Russie et, d'autre part, il tenait que la guerre

de 1870 avait laissé au cœur de la France un désir de revanche qui n'avait pas encore cessé d'influencer sa politique étrangère. Il parla de ces deux questions en toute franchise à plusieurs personnes — j'en connais très bien quelques-unes. L'entente franco-russe était une menace qui ne pouvait pas être ignorée. Forcée par cette situation menaçante de veiller attentivement à son armement, l'Allemagne fit des efforts prodigieux pour augmenter l'efficacité de sa machine de guerre. La figure incertaine et un peu effacée d'Edouard VII derrière l'entente franco-russe était une cause de plus de malaise. Du moment que l'Allemagne ne voulait pas entendre parler de désarmement, elle n'avait pas autre chose à faire qu'à augmenter ses forces de terre et de mer.

Demandons-nous maintenant comment l'Allemagne pouvait le mieux arriver à savoir ce que ces grandes puissances pensaient véritablement de sa position dans le monde. Qu'est-ce qu'il y avait derrière la politesse de la diplomatie ? (et la diplomatie, pour le dire en passant, n'était pas toujours polie envers l'Allemagne.) Nous pouvons nous représenter comment l'anxiété et la suspicion augmentaient chaque fois que les trois puissances agissaient sans consulter l'Allemagne. La meilleure manière assurément de prouver ses intentions véritables était d'affirmer de temps en temps le droit de l'Allemagne à être consultée par cette association de puissances dans leurs arrangements et leurs accords, chaque fois que les intérêts commerciaux de l'Alle-

magne, sans grand effort d'imagination, pourraient être invoqués. De cette manière elle pourrait au moins voir quelle pensée anime l'Entente.

Dès la fondation de l'Entente deux parties grandirent rapidement en Allemagne et se développèrent en deux camps rigoureusement distincts. Le premier, mené par les Junkers, avait toutes les sympathies de l'armée : c'était le parti de la guerre. Ce parti de la guerre refusait de croire qu'Edouard VII fût un pacificateur et était persuadé, comme beaucoup de personnes de chez nous, que notre aimable roi était le diplomate le plus pénétrant et le plus dangereux d'Europe. Il était aussi furieux contre le parti de la paix allemand que les anti-allemands de chez nous contre notre parti de la paix. Il rageait de voir le Kaiser et les marchands stupides se laisser duper si facilement par le roi d'Angleterre. Il considérait Lord Haldane comme un python et le Kaiser comme un lapin. Il demandait que son suprême et tout-puissant maître de la guerre cessât d'être un *lepus timidus* et sauvât son pays de la menace grandissante d'une invasion. La Russie et la France se préparaient et l'Angleterre se proposait de laisser ces deux puissances faire pour son compte œuvre de massacre pendant qu'elle-même s'engraisserait de profits industriels et que sa flotte fermerait le cercle autour de l'Allemagne ; et en attendant, elle cherchait purement et simplement à endormir l'Allemagne par des missions et des ambassades sous couleur d'amitié. Le parti de la guerre voyait tout cela aussi clairement que M. Oliver voit

des avertissements dans les à-coups de la politique allemande.

Le parti de la paix, d'autre part, était disposé à avoir confiance en Edouard VII. L'idée de la guerre lui faisait horreur ; il comprenait que la guerre est une folie et il désirait arriver à une entente avec l'Angleterre afin de délivrer les frontières du pays de la menace franco-russe. Il prêchait que la guerre est une erreur économique et un crime. Il préconisait la conquête des marchés du monde par le développement de l'instruction. Il désirait ne pas être dérangé dans la jouissance des revenus considérables que lui valait un commerce toujours plus prospère. Ce parti comprenait quelques-uns des premiers hommes d'Allemagne et la majorité de la nation.

Derrière ces deux principaux partis, il y en avait deux autres. Derrière le parti de la paix grandissait la social-démocratie qui proclamait chaque fois que la police la laissait parler que les armements du parti de la guerre non seulement opprimaient les salariés, mais constituaient une provocation. Et derrière le parti de la guerre pour qui la guerre était le moyen de défense le plus efficace et le plus rapide, il y avait ceux qui, pour ainsi dire, ivres d'impérialisme et assez semblables à nos plus violents caporalistes, éprouvaient un dégoût sans fond pour les socialistes, méprisaient les marchands d'un mépris immense et poussaient des clameurs en l'honneur et à la gloire du pangermanisme. Ce parti qui, dans la suite, réussit à déchaîner la guerre était très puissant et

dépourvu de toute espèce de scrupules, mais il ne fut jamais un parti nombreux. Le correspondant particulier du *Daily Mail* à Berlin l'a dit : « Je doute qu'en Allemagne un homme sur dix mille ait jamais entendu parler de Bernhardi avant le mois d'août 1914. »

Au milieu de cette Allemagne alarmée et divisée qui venait seulement de prendre conscience d'elle-même et d'arriver au rang de grande puissance, un homme (ayant du sang anglais dans les veines) avait le pouvoir de choisir entre la paix et la guerre. Un jour son conseiller était un prince de Bülow ; tout de suite après c'était un Dr von Bethmann-Hollweg. Un jour il lisait qu'Edouard VII avait reçu un accueil triomphal à Paris ; le lendemain il apprenait qu'une assemblée de socialistes allemands avait condamné les armements. Il avait des amis parmi ses maréchaux et ses généraux ; il en avait parmi ses banquiers et ses marchands. A peine était-il informé des sentiments de l'armée qu'il apprenait l'opinion d'hommes d'affaires comme M. Ballin. Pour cet homme étrange, impulsif et assez capable, pour cet homme remarquable qui avait entre ses mains la paix et la guerre, qui se croyait responsable devant Dieu de la prospérité de son peuple et qui était assiégé par les champions des deux grands partis de l'Empire, il y avait une question primordiale et unique à laquelle il devait répondre : *pouvait-il se fier à Edouard VII ?*

Edouard VII représentait-il vraiment l'esprit de l'Angleterre ? Sir Edouard Grey était-il le repré-

sentant sincère de la diplomatie britannique ? Lord Haldane parlait-il en toute vérité quand il disait que l'Angleterre désirait améliorer ses relations avec l'Allemagne et n'appuierait pas la Russie et la France dans une attaque non provoquée contre l'Allemagne ? Ces questions hantaient l'*empereur, dont l'esprit a toujours été en proie à une obsession*, et jusqu'à l'été de 1913, c'est-à-dire pendant sept ans, il y répondit en somme d'une manière favorable à l'Angleterre. Tant que vécut Edouard VII il n'y eut pas de guerre. Pendant sept ans on vécut en Europe comme s'il n'y avait point d'autocrates pour décider si les hommes seraient massacrés, les champs dévastés et les cœurs brisés ; comme s'il n'y avait pas de diplomates pour poser des mines sous le foyer des bonheurs domestiques, pendant qu'ils souriaient et se serraient la main traîtreusement autour d'un tapis vert ; comme si les hommes avaient cessé d'être des sauvages et des pirates pour devenir des êtres moraux et raisonnables. Sept années de paix heureuse pour les hommes, pour le paysan de Saxe content de son sort et pour le brave fermier d'Ecosse, mais sept années d'insomnies, d'attente et de crainte anxieuse pour les diplomates d'Europe.

Lord Haldane contribua à convaincre l'empereur qu'il pouvait avoir confiance en la Grande-Bretagne. Quand il revint en Angleterre, en 1906, la tension entre les deux pays avait sensiblement diminué et il était persuadé qu'aussi longtemps que le parti de la paix resterait le maître en Allemagne il n'y aurait

pas de guerre. Et il se mit à l'œuvre comme aucun ministre britannique ne l'avait fait avant lui. Malgré les adversaires qu'il rencontra dans son propre parti, et dont quelques-uns sont aujourd'hui des héros nationaux, il prépara une machine de combat et un système de défense nationale comme ce pays n'en avait point eu auparavant, *pour le cas où le parti de la guerre prendrait le dessus en Allemagne.*

L' « *Avertissement* » *de* 1908

Il est indiscutable que s'il était de la plus grande importance pour l'Angleterre de préserver la paix du monde, aucune politique ne pouvait être plus sage, aucune ne donnait de plus grandes espérances que celle qui tendait à maintenir au pouvoir en Allemagne le parti de la paix.

Ce fut la politique de Sir Edouard Grey et ce fut la seule politique anglo-allemande qu'ait encouragée Edouard VII, qui détestait les semeurs de discorde. Le roi était très bien renseigné sur ces questions ; il connaissait jusqu'aux moindres incidents de la visite de Haldane à Berlin et il désirait, par sa courtoisie envers l'empereur, renforcer la bonne impression produite par son ministre. Comme Lord Haldane, il était persuadé que si jamais un soupçon fournissait au parti de la guerre un prétexte pour s'emparer du pouvoir, c'en était fait de la paix européenne.

Mais que le lecteur prenne garde de confondre ce parti de la guerre avec les fanatiques du pangerma-

nisme qui ne faisaient qu'applaudir par derrière. Le parti de la guerre se composait d'hommes de mérite et de sang-froid qui estimaient qu'en remettant d'année en année *une guerre défensive*, l'empereur rendait de plus en plus incertaine l'issue d'un conflit avec la France et la Russie, et peut-être la Grande-Bretagne, car l'entente de ces puissances était d'année en année plus étroite et ils tenaient pour assuré qu'un jour elles tomberaient sur l'Allemagne.

Sir Edouard Grey, secondé loyalement par son souverain, s'efforça de tenir éloigné du pouvoir ce parti — qui avait plus d'un argument à invoquer pour sa défense. Et les efforts de Sir Edouard Grey étaient parfaitement connus et entièrement approuvés, aussi bien à Paris qu'à Petrograd. Pas une fois que, je sache, Sir Edouard Grey n'a fait une démarche, même d'importance secondaire, sans consulter la Russie et la France. Ses efforts, on le comprendra sans peine, ne furent pas facilités par les journalistes et toutes les personnes qui répandaient systématiquement dans le pays la rumeur mensongère et malfaisante que la politique de la Grande-Bretagne, imaginée par Edouard VII, était d'encercler l'Allemagne en attendant l'heure de lui tomber dessus et de la détruire. Mais malgré ces semeurs de discorde, Sir Edouard Grey, avec le concours loyal et fidèle de Lord Haldane, s'appliqua de tout son cœur et de toute sa pensée à conjurer la guerre. C'est-à-dire qu'il ne manqua pas une occasion de chercher à convaincre l'Allemagne que notre désir

de paix était sincère, que nous n'appuierions jamais une attaque non provoquée contre elle et que nous étions tout disposés à travailler de concert avec elle en Europe et en Asie. Mais pendant ces conversations des ministres des affaires étrangères, les attachés navals et militaires, les fonctionnaires et les journalistes des deux pays murmuraient à leurs amis que la guerre était inévitable.

En novembre 1907, l'empereur d'Allemagne fit visite à Edouard VII au château de Windsor. Il amena avec lui le baron de Schœn, qui avait succédé à M. de Tschirsky comme ministre des affaires étrangères, et son ministre de la guerre, le général von Einem. Les journaux du monde, toujours prêts à s'exciter et à soupçonner dès qu'il s'agissait des relations anglo-allemandes, se hâtèrent de conclure, du seul caractère de l'escorte impériale, que cette visite était plus qu'un acte de courtoisie. Ils avaient raison. Mais peu d'entre eux devinèrent à cette époque que la paix européenne fut tout près d'être assurée pour une génération pendant les brillants et mystérieux banquets du château de Windsor. Dans la suite une partie de la vérité fut divulguée, mais toute la vérité n'est pas encore connue. Nous pouvons cependant donner au lecteur une idée de ce qui s'est passé. Sir Edouard Grey était au château pour la réception de l'empereur. Après le départ de Sir Edouard Grey, Lord Haldane resta au château comme ministre de service. Il y eut d'importantes conversations dont l'objet dépassait une entente d'ordre général entre les deux pays. Il

semble certain, d'après ce qui fut révélé quelques mois plus tard, que l'Empereur d'Allemagne s'intéressait moins aux banquets officiels, aux représentations théâtrales et à la pompe brillante de la Cour de son oncle qu'à son projet du chemin de fer de Bagdad. Assisté de deux de ses ministres, de son ambassadeur et de ses gardes casqués, le représentant de comerce impulsif, ardent et rêveur de l'Empire allemand combattait parmi l'éclat des fêtes pour assurer à son pays un chemin à travers les antiques pâturages de la Perse. Les belles dames attentives aux diamants de leurs rivales et les gentilshommes d'Angleterre, quelque peu importunés par l'étiquette, ne se doutaient guère que le personnage central de la parade ne s'abandonnait qu'en apparence à la gaieté environnante et aux plaisirs du moment et qu'il n'était heureux que parce qu'un de ses rêves semblait près de se réaliser.

Il semble qu'on soit arrivé à un accord verbal au sujet du chemin de fer de Bagdad pendant ces jours de festivités. Apparemment, la Grande-Bretagne déclara qu'elle était disposée à voir l'empereur d'Allemagne mener à bien son projet, pourvu que les intérêts manifestes de la Grande-Bretagne fussent sauvegardés et que l'Entente, sans oublier la Russie, fût consultée avant la ratification d'un accord. Les événements postérieurs montrent clairement que la Grande-Bretagne et l'Allemagne arrivèrent à un accord de ce genre au cours des conversations sans caractère officiel de Windsor. L'empereur aurait son chemin de fer.

Cette affaire peut sembler insignifiante au lecteur, mais, en réalité, elle avait une importance considérable. Elle montra à l'empereur que notre attitude n'était pas hostile et elle aurait pu lui montrer, s'il avait été assez sage pour le voir, qu'une porte était ouverte par où l'Allemagne pouvait entrer dans l'Entente. Pour autant que j'en puis juger il n'était pas personnellement opposé à la proposition d'une conférence de l'Allemagne avec les autres puissances de l'Entente, bien qu'il eût préféré sans doute que l'accord fût conclu entre l'Angleterre et l'Allemagne. Cela n'est pas difficile à comprendre. Il s'irritait de ne pouvoir faire un pas dans le monde sans consulter au préalable les autres grandes puissances. Où qu'il se tournât, excepté dans les régions les moins désirables de l'Afrique, il rencontrait de l'opposition et se heurtait à des barrières. Mais à moins que je ne sois tout à fait mal informé, il se montra disposé, dans cette occasion, à prendre part à une conférence de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne.

Mais l'empereur, comme nous le verrons, avait compté sans son chancelier. Dans son impatience à avoir son chemin de fer et à sentir que l'influence allemande s'étendait en Orient, il avait oublié que la politique du prince de Bülow cherchait à affaiblir et non à consolider l'Entente. Dans son désir presque fiévreux d'avoir son chemin de fer, il s'était imaginé être un monarque absolu.

J'ai de bonnes raisons pour dire qu'Edouard VII fut enchanté du résultat de la visite de Guillaume II

à Windsor et ceux qui étaient dans l'entourage du roi à cette époque peuvent témoigner que sa satisfaction allait presque jusqu'à l'enthousiasme. Le ministre en qui il avait mis sa confiance et qui préparait déjà au War Office une grande machine de combat avait si bien mené cette affaire diplomatique que l'empereur d'Allemagne était semblable à un écolier par les sentiments qu'il témoigna à son oncle et que tout semblait joyeux comme la cloche qui sonne pour un mariage.

Pour la première fois depuis que les relations étaient tendues entre l'Allemagne et l'Angleterre un sentiment de confiance semble exister entre les deux pays. On eût dit que l'empereur avait pris définitivement le parti de se fier à la parole d'Edouard VII et de secouer l'obsession d'un accord franco-russe. Il montra une gaieté extrême, parla à tout venant de ses heureuses négociations au sujet de son chemin de fer et fit plusieurs suggestions qui augmenteraient, croyait-il, la force et la sécurité de la Grande-Bretagne.

L'année suivante se produisit ce que M. Oliver appelle le *second avertissement*. Les belles promesses des négociations de Windsor s'évanouirent en automne 1908 et, une fois de plus, les deux nations recommencèrent à discuter fébrilement la question des armements. Qu'était-il arrivé ? L'explication est assez simple. Le prince de Bülow avait quelque confiance en l'Angleterre et à l'occasion (comme j'ai des raisons personnelles de le savoir) il chercha à améliorer les relations entre l'Angleterre et l'Alle-

magne, mais il se défiait de l'Entente. Le comte Bernstorff me permettra de dire, j'espère, qu'il fut vivement pressé à cette époque par le prince de Bülow de rapprocher les deux pays et qu'il fit de grands efforts pour se conformer à ces instructions. Un séjour que je fis à Berlin me convainquit de deux choses, d'abord que l'alliance franco-russe mettait l'Allemagne dans un état de nervosité extrême et secondement qu'on avait de graves soupçons au sujet de l'attitude de l'Angleterre envers l'Allemagne. Or, le prince de Bülow se donna beaucoup de peine pour convaincre tous les Anglais qu'il rencontrait, qu'il désirait arriver à une entente avec l'Angleterre — mais il me parut qu'il cherchait en même temps à détacher l'Angleterre de la Russie et de la France. Les Allemands n'ont jamais douté qu'ils viendraient à bout de la Russie et de la France ; ce qu'ils craignaient c'était que l'Angleterre ne fût attirée, peut-être malgré elle, par la France, dans une guerre contre l'Allemagne. Les diplomates allemands sont peut-être les plus sots du monde, mais ils sont assez intelligents pour comprendre que la diplomatie française est sans égale pour la rapidité de son coup d'œil et ses lumineuses inspirations.

Il semble que le prince de Bülow ait cru pouvoir se fier à l'Angleterre prise isolément, mais non pas à l'Angleterre de l'Entente. Il semble avoir pensé que l'Angleterre aspirait sincèrement à la paix et à des relations amicales avec l'Allemagne, mais que ses engagements vis-à-vis de la France et de la

Russie pourraient l'entraîner dans une guerre contre l'Allemagne. Telle est l'explication de son différend avec l'empereur. Il me paraît avoir fait de grands efforts pour améliorer les relations anglo-allemandes et pour affaiblir l'Entente. De toute façon, sa politique tendait à ne rien faire qui pût renforcer l'Entente et une conférence au sujet du chemin de fer de Bagdad à laquelle prendraient part la Russie et la France lui semblait devoir augmenter dans des proportions énormes la menace de l'Entente contre la paix allemande. Sollicité d'un côté par le prince de Bülow et de l'autre par le baron de Schœn, nous pouvons nous représenter le cruel embarras de l'empereur. Il s'efforça de sauver le résultat des négociations de Windsor, mais à la fin, après des mois de discussions (il n'était pas très populaire à ce moment dans son pays), il céda aux instances de son habile chancelier.

Quel fut le résultat inévitable ? Le simple fait que la Grande-Bretagne refusa d'entrer en conférence sans la Russie et la France tendait à donner raison au chancelier. Cela lui permit de déclarer catégoriquement au baron de Schœn : « Je vous l'avais bien dit ! » et de faire la même déclaration, sous une forme plus polie, à son maître royal et impérial. L'empereur ne pouvait se défendre de cette conclusion inévitable. Il continuait à avoir foi en la parole d'Edouard VII, mais pour le cas où cette parole serait trompeuse et où l'Entente attendait l'heure de déclarer une guerre à mort à l'Allemagne, il devait augmenter ses moyens de défense.

cette mission difficile entre toutes. On fit venir Sir Edouard Goschen, ambassadeur britannique à Berlin, et après qu'on eut discuté le projet avec lui, Lord Haldane, en qualité de simple particulier qui s'intéressait aux questions d'éducation, se mit en route pour l'Allemagne. Son frère bien connu, le Dr J. S. Haldane, d'Oxford, qui connaissait l'Allemagne et s'intéressait aussi aux questions d'éducation, l'accompagnait en qualité de secrétaire privé.

Cette visite suscita tant d'espérances en Allemagne que quand la nouvelle arriva à la Bourse de Berlin, où elle s'accrédita un moment, que la visite de Lord Haldane n'avait aucun caractère politique, il y eut une chute immédiate des valeurs.

Lord Haldane arriva à Berlin le 8 février 1912. Il n'y avait cette fois ni garde d'honneur, ni cérémonie, ni suite impériale de chambres à sa disposition. Lord Haldane arrivait en simple particulier. L'automobile de Sir Edouard Goschen l'attendait à la gare, ainsi qu'un grand nombre de journalistes. Il fut conduit à l'hôtel Bristol où des chambres avaient été retenues. Le même matin il eut une conversation à l'ambassade de la Grande-Bretagne avec le chancelier allemand. Le lendemain, guetté par les journalistes, il eut une entrevue avec l'empereur qu'accompagnait l'amiral de Tirpitz. Le troisième jour, toujours suivi par les journalistes qui rapportaient chacun de ses mouvements, il revit le chancelier. Il s'entretint, en outre, avec de nombreux hauts fonctionnaires et pendant toute la durée de sa visite, et même après, les journaux alle-

mands ne parlèrent guère d'autre chose que des relations anglo-allemandes.

La *Vossische Zeitung* fut assez favorable : « L'Angleterre, dit-elle, a empêché l'Allemagne d'aller de l'avant, mais cela ne lui a procuré aucun avantage. Le plaisir qu'on prend à l'infortune d'autrui ne profite pas. » Mais elle ajoutait : « Nous ferons bon accueil à ces Anglais qui viennent chercher notre amitié ; nous les saluerons avec une estime sympathique. » La *Post* déclara que la politique anglaise avait forcé l'Allemagne à augmenter ses armements. Les *Neueste Nachrichten* de Berlin mirent en garde avec violence le gouvernement allemand contre la diplomatie anglaise et déclarèrent : « Il n'y a qu'un moyen d'assurer notre avenir et la paix du monde : c'est d'augmenter énergiquement et en tous points les forces de notre armée. »

Les journaux français montrèrent de l'intérêt, mais avec réserve. D'une manière générale leur attitude fut la même que celle du *Daily Graphic* de Londres que l'un d'entre eux cita en l'approuvant. Si les gouvernements britannique et allemand, disait le journal londonien, estiment que le moment est venu de négocier un accord anglo-allemand, « l'Angleterre ne pouvait pas confier le soin d'un pareil rapprochement à une personnalité plus habile et plus sympathique que Lord Haldane ; il n'y a pas d'Anglais qui connaisse l'Allemagne mieux que lui, ni qui inspire plus de confiance au peuple allemand : il est au premier rang de nos hommes d'État. S'il devait y avoir une entente, personne ne saurait

mieux que lui sauvegarder nos intérêts. Mais l'heure est-elle aussi opportune que le négociateur ? »

Moins d'une semaine après la visite de Lord Haldane à Berlin, le 14 février, Lord Lansdowne dit à la Chambre des Lords : « Il est déplorable que ces « malentendus et ces appréhensions puissent exister « et il est du devoir de tous les hommes raisonnables « de s'appliquer à les dissiper. Tous les efforts que « fera dans ce sens le gouvernement de Sa Majesté « seront secondés, j'en suis convaincu, par ceux qui, « sur d'autres questions, sont les adversaires du « gouvernement... Qu'il me soit permis de dire, « en présence du ministre de la guerre (Lord Haldane), que s'il a pu, par son récent voyage à Berlin, contribuer tant soit peu à produire un résultat « si désirable, s'il est revenu avec quelque chose « qui ressemble à une branche d'olivier à sa boutonnière, les membres de l'opposition le féliciteront « aussi chaleureusement que ses amis politiques. »

M. Bonar Law, parlant le même jour à la Chambre des Communes, dit entre autres : « ...Personne dans « cette assemblée n'aspire plus ardemment que moi « à une entente avec l'Allemagne et personne ne « verrait avec plus d'horreur éclater une guerre « entre l'Angleterre et l'Allemagne. Je suis certain « que le ministre des affaires étrangères désire aussi « ardemment que moi qu'on arrive à une entente « avec l'Allemagne. »

Et quand un nouvel ambassadeur d'Allemagne arriva quatre mois plus tard, le *Times* salua sa venue en ces termes : « Les traits caractéristiques de nos

« relations avec le grand Empire que le baron « Marschall de Biberstein vient représenter sont si « évidents, que nous pouvons à peine supposer qu'il « ne les saisira pas immédiatement : il n'a qu'à « songer aux déclarations que nos principaux « hommes d'État n'ont cessé de faire depuis dix ans. « Ces déclarations ont toutes le même caractère. « Elles révèlent toutes dans les termes les plus clairs « et les plus directs notre désir sincère d'entretenir « les meilleurs rapports avec nos voisins d'Alle- « magne. Aucune personne connaissant l'Angleterre « ne peut douter de la sincérité de ce désir et tous « les Anglais qui connaissent l'Allemagne sont as- « surés que la grande majorité du peuple allemand « est animée des mêmes sentiments. »

Il est hors de doute que les deux partis politiques d'Angleterre désiraient entretenir de bonne relations avec l'Allemagne ; ils formaient tous deux les vœux les plus sincères pour le succès de la mission de Lord Haldane. Et d'après le *Times* il n'était pas douteux pour les Anglais, en général, que *la grande majorité du peuple allemand*, non pas seulement quelques Allemands, ni seulement quelques pacifistes et quelques commerçants opportunistes, mais *la grande majorité dupeuple allemand* désirait vivre dans les meilleurs termes avec les voisins d'Angleterre (1).

(1) C'est l'opinion qu'a exprimée à diverses reprises et d'une manière catégorique le correspondant berlinois du *Daily Mail.* Dans *The Assault*, par exemple, il dit : « Personne ne pourra jamais me convaincre que plus d'un million et demi d'Allemands *grosso modo* désiraient vraiment la guerre. »

A ce moment, le lecteur voudra bien le remarquer, on n'insultait pas encore Lord Haldane pour avoir été à Berlin dans le dessein d'améliorer les relations anglo-allemandes et le temps n'était pa- encore venu de dire que « l'Allemagne » avait toujours désiré la guerre et n'avait cessé de tromper pendant des années nos ridicules ministres. La comparaison entre le langage des journaux d'alors et leur langage d'aujourd'hui rappelle la curieuse volte-face dont parle Matthew Arnold dans *Friendship's Garland.* Un jour le *Times* dénonça avec une violence légitime une brochure française qui prétendait que l'exécution des traités n'est pas obligatoire ; ce sont là, disait-il, « les rêves d'un agitateur exprimés dans la langue d'un académicien ». Or, peu de temps après le même journal justifia en ces termes l'action de la Sardaigne dans la guerre de l'indépendance italienne : « C'est très irrégulier, c'est contraire à toutes les formes diplomatiques... Oui, mais il y a des cas extrêmes en dehors de toute loi et il y a des lois qui existaient avant même que la société ait pris forme. » — Le chancelier allemand s'exprima sensiblement de la même manière pour justifier l'invasion de la Belgique. « Le roi Victor-Emmanuel et son sagace conseiller, ajoutait le *Times*, ont réussi, parce qu'ils se sont souvenus que la fortune favorise les audacieux. » La presse britannique a-t-elle fait des progrès en morale et en logique depuis cette époque ? Que celui qui lit un journal avec attention réponde (1).

(1) L'extraordinaire sérénité avec laquelle nous faisons volte-face

Quel était le but et quel fut le résultat de la mission de Lord Haldane en Allemagne, au mois de février 1912 ?

Le but de cette mission, comme nous le savons maintenant, était de déterminer pourquoi les bonnes relations entre les deux pays s'étaient gâtées et de donner au gouvernement allemand l'assurance que rien n'était changé à la politique de bonne volonté qui avait caractérisé le règne d'Edouard VII. C'est Berlin, nous ne devons pas l'oublier, qui a pris l'initiative de cette mission. Le gouvernement allemand désirait engager la conversation directement avec le gouvernement anglais et dissiper les malentendus. En réponse à cette invitation, Lord Haldane fut envoyé à Berlin, non pas pour conclure un traité, mais simplement pour éclaircir l'atmosphère à la faveur de conversations franches et amicales.

La confiance la plus bienveillante régna dès le premier entretien de Lord Haldane avec le chancelier. Le Dr de Bethmann-Hollweg déclara avec une loyauté absolue que depuis deux ans et demi le but de sa politique avait été d'arriver à une entente avec l'Angleterre. Le Dr de Bethmann-Hollweg, dit le correspondant berlinois du *Daily Mail*, « est un apôtre sincère de la paix et de l'amitié anglo-allemande ». Le même correspondant parle de sa « singulière noblesse de pensée et de sa rude intégrité ».

---

fait croire aux étrangers que nous sommes ou d'une stupidité singulière ou d'une extrême hypocrisie. Pendant une semaine nous crions « Au diable la Serbie » et peu de temps après : « Pas de bêlement pacifique. » Cela dépasse la plupart des étrangers.

Tous ceux qui connaissent tant soit peu les affaires d'Allemagne savent très bien que ce jugement est juste. Le Dr de Bethmann-Hollweg était un ami sincère de la paix ; comme M. Sazonoff le dit et comme tout le monde le sait, il ne désirait pas la guerre (1).

Lord Haldane fit clairement entendre au chancelier que la Triple Alliance avait donné à l'Allemagne une puissance formidable et que toute augmentation de ses forces de combat était une grave question pour les autres puissances. Pour autant que nous le sachions, Lord Haldane ne discuta pas le droit de l'Allemagne d'augmenter ses armements, mais on sait qu'il demanda au chancelier d'examiner si une augmentation de la flotte allemande, que suivrait incontestablement une augmentation double de la flotte anglaise, pouvait faciliter l'établissement de relations amicales entre les deux pays. Toutes les négociations tournèrent autour de cette question. Le chancelier soumit une proposition afin de voir jusqu'où il pouvait aller en offrant de répartir la construction des vaisseaux allemands sur un certain nombre d'années. En même temps, il rappela une proposition qu'il avait déjà faite au gouvernement britannique sur la question de l'atti-

(1) La chute morale du chancelier impérial, son mépris des traités et sa brutalité sans scrupule à l'égard de la Belgique ne peuvent s'expliquer que par les violentes nécessités du nationalisme allemand. Son cas est destiné, je crois, à devenir historique. En quelques heures un homme connu pour sa droiture et ses intentions pacifiques, un homme d'une culture réelle et d'une ferme bonté, a été transformé, par les exigences de son pays, en un bandit, un prévaricateur et un menteur.

tude de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne dans l'éventualité d'une guerre. Cette proposition, nous le savons maintenant, consistait en un engagement de neutralité absolue ; les deux parties s'engageaient à n'entrer jamais dans une alliance dirigée contre l'une d'entre elles. Lord Haldane souleva les objections qu'imposaient les termes de la formule allemande et suggéra la contre-proposition du gouvernement britannique : les deux pays s'interdisaient toute attaque agressive et non provoquée, comme aussi toute alliance, toute convention navale ou militaire et tout dessein tendant à une agression et à une attaque sans provocation. Mais cette contre-proposition était trop vaste au gré du chancelier.

Lord Haldane a donné une interview au correspondant londonien du *Chicago Daily News*, le 7 mars 1915. Il résulte de cette interview (qui fut donnée, comme on l'a déclaré publiquement, sur le désir du premier ministre et de Sir Edouard Grey, qui en revirent le texte) qu'on divulgua en partie les pourparlers que l'envoyé britannique avait eus avec le chancelier allemand et l'empereur. Cette information fut complétée dans la suite par des comptes rendus officiels et semi-officiels de Berlin [1]. A la lumière de ces divers renseignements il apparaît que Lord Haldane fit clairement comprendre qu'en sa qualité de représentant du gouvernement bri-

---

[1] On trouvera l'exposé du point de vue allemand sur ces négociations et leur développement postérieur dans la dernière édition du livre récent du comte de Reventlow relatif à la politique étrangère allemande de 1888 à 1914.

tannique il ne pouvait engager la conversation qu'à la condition que tout essai de rapprochement avec l'Allemagne serait subordonné au respect absolu des ententes anglo-française et anglo-russe. Il déclara qu'il ne faudrait pas compter sur la neutralité britannique au cas où la France serait attaquée ou la neutralité de la Belgique violée et que si l'Allemagne augmentait sa flotte nous construirions deux navires pour chaque navire qu'elle construirait. Quand, peu de temps après, l'Allemagne adopta une nouvelle loi sur la flotte, l'Angleterre se mit immédiatement à l'œuvre ainsi que le prouvent le budget de la marine britannique, où les dépenses passèrent de 35 à 51 millions, et les discussions du Parlement. Il n'y eut aucun délai et il n'est pas douteux que Lord Haldane communiqua à ses collègues et au Comité de la Défense impériale les précieuses informations qu'il avait recueillies à Berlin, où il se procura un avant projet de la nouvelle loi sur la flotte allemande qui fut promulguée plus tard. On gardait encore l'espoir que l'Allemagne modifierait sa politique en considération des franches déclarations faites par Lord Haldane pendant son séjour à Berlin et de l'assurance que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre intention d'entrer dans une alliance agressive contre l'Allemagne. Mais Lord Haldane conservait une inquiétude, car il ne savait pas si le pacifique chancelier maintiendrait son ascendant et si le parti de la guerre n'insisterait pas sur une augmentation de la flotte. Tout en signalant à l'Allemagne les graves conséquences

qu'entraînerait une pareille politique navale, il refusa immédiatement et avec fermeté la proposition du chancelier qui consistait en un eugagement réciproque de neutralité sans condition. Cet engagement nous aurait, en effet, empêchés de remplir nos obligations contractuelles ; en outre, il nous aurait fait faillir au devoir de défendre nos propres intérêts en protégeant contre une occupation ennemie les côtes du nord de la France.

La situation ne fut aggravée en rien par ces conversations avec le chancelier ; au contraire, il devint bientôt évident que les amis de la paix en Allemagne se rendaient compte de la bonne tournure que les événements avaient prise. On comprit que Lord Haldane avait fait entendre clairement au chancelier que la Grande-Bretagne augmenterait l'impôt sur le revenu plutôt que de compromettre son absolue sécurité sur mer, mais que, d'autre part, il avait fait entendre non moins clairement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre intention de prêter son appui à une agression de la France et de la Russie.

La conversation avec l'empereur et l'amiral de Tirpitz eut un résultat encore plus heureux. L'empereur désirait conclure un accord avec l'Angleterre et pour arriver à ses fins il finit par se montrer disposé à différer l'exécution de son programme naval. L'amiral de Tirpitz n'était pas tout à fait aussi bien disposé, mais Lord Haldane ayant déclaré qu'un accord qui laisserait subsister une rivalité dans la construction des navires ne ferait aucune espèce

d'impression en Angleterre, l'empereur se prononça contre son amiral. Il n'est pas douteux qu'à cette époque l'empereur appartenait au parti de la paix ; il portait encore, fût-ce avec quelque négligence et gaucherie, le manteau d'Edouard VII le Pacificateur. Et le fait que l'Allemagne allégea son programme naval d'un navire de guerre montre que l'empereur, à cette époque, n'était pas encore complètement sous la domination de l'amiral de Tirpitz [1].

Berlin se mit à espérer. Ceux qui étaient dans le secret répandirent la bonne nouvelle que l'Allemagne et l'Angleterre approchaient d'un accord et que les nuages qui assombrissaient l'Europe commençaient à se dissiper. Lord Haldane put faire une visite à l'ambassade de France sans que la bonne humeur berlinoise en prît ombrage. Aucun Allemand qui ne fût pas le premier venu ne croyait que l'Angleterre dût rompre avec la France ou la Russie ; quant aux hommes d'État allemands ils ne s'attendaient pas à une entente avec l'Angleterre. Mais les obstacles qui s'opposaient à une détente semblaient surmontés ; la paix semblait assurée.

Le Dr de Bethmann-Hollweg était connu comme un ami de la paix. Il déclara un jour à un de ses amis de Berlin que c'était « le rêve de sa vie » d'arriver à un accord avec l'Angleterre. Quelques personnes sa-

---

(1) Nous verrons tout à l'heure dans une remarquable déclaration du comte de Reventlow qu'à la suite de la visite de Lord Haldane, l'Allemagne ne renonça pas à la construction d'*un* navire de guerre, mais de *quatre*.

vaient en Allemagne qu'après l'incident d'Agadir la paix n'avait été maintenue que grâce aux efforts du chancelier, avec le concours, il est vrai, de l'empereur et sans oublier M. Jules Cambon. Il faut le répéter jusqu'à ce que cela entre dans les cerveaux anglais, le Dr de Bethmann-Hollweg était un ami de la paix — un homme qui se détournait des risque-tout du parti de la guerre et qui détestait de tout son cœur l'absurdité du rêve pangermaniste. Quand la guerre éclata, il renonça à ses principes, abandonna l'honneur au vent et pour défendre son pays cessa de défendre la morale. Mais il est absolument incontestable que jusqu'au jour où le nationalisme détruisit son âme, dans l'épreuve de la guerre, cet homme lutta pour la paix.

Lord Haldane arriva à la conclusion que la guerre pourrait être considérée comme improbable tant que le Dr de Bethmann-Hollweg serait chancelier et maître de la situation ; mais il ne semble pas que l'amiral de Tirpitz lui ait fait une impression aussi favorable ni que l'activité du parti de la guerre l'ait pleinement rassuré. Il vit quelques-uns de ses amis allemands pendant son séjour à Berlin et sans doute apprit par eux, sinon par le chancelier lui-même, que de puissantes influences travaillaient à empêcher un accord avec l'Angleterre.

« Lord Haldane, dit l'étonnant M. Oliver, aurait été mieux inspiré... en n'allant jamais à Berlin. » On lui fit entendre clairement que « l'Allemagne voulait, sans être gênée, imposer sa suprématie à l'Europe. C'est pourquoi Lord Haldane revint bre-

douille de voyage... » De tels mots n'auraient jamais pu être écrits si M. Oliver avait pris la peine de vérifier les faits, comme le demandait la gravité de la question. Il est profondément regrettable que de tels mots lancés à la légère tiennent lieu d'histoire en Angleterre à un si nombreux public.

Il est intéressant de savoir, et je puis m'en porter garant, que l'empereur de Russie exprima son extrême satisfaction du succès de la visite de Lord Haldane à Berlin. L'empereur de Russie était et est encore entièrement dévoué à la paix. Il exprima spontanément sa satisfaction en homme de bien qui se réjouissait de voir renaître la confiance entre les grandes puissances. Si certains journaux français se montrèrent inquiets au début sur le véritable caractère de cette mission, ils ne tardèrent pas à se rassurer quand on eut l'assurance formelle que Lord Haldane avait fait entendre clairement à Berlin que la Grande-Bretagne ne voulait rien savoir d'une proposition qui entraînerait sa neutralité absolue vis-à-vis de l'Allemagne. La Russie et la France se montrèrent heureuses de cet effort destiné à faire renaître la confiance.

Il n'est pas seulement fantaisiste, mais c'est le comble de l'absurdité que de suggérer que le gouvernement allemand ne luttait pas pour la paix à cette époque. L'empereur voulait la paix, le chancelier voulait la paix et le correspondant berlinois du *Daily Mail* nous assure que le ministre des affaires étrangères, M. Kiderlen-Wæchter, aspirait de toutes ses forces à un rapprochement avec l'An-

gleterre. Il va sans dire que le parti de la guerre travaillait pour la guerre ; mais le gouvernement responsable du pays travaillait avec ardeur pour la paix.

Les relations entre le ministre des affaires étrangères de Londres et celui de Berlin s'étaient sensiblement améliorées. Mais le chancelier n'avait pas été en mesure de promettre à l'Angleterre une limitation dans la construction des navires et les deux nations n'étaient pas arrivées à s'entendre sur les termes d'une formule de neutralité [1].

Au retour de Lord Haldane en Angleterre, l'activité extraordinaire de M. Winston Churchill à l'amirauté, loin d'être arrêtée, augmenta. Nous aurions pensé que n'importe qui en aurait conclu que Lord Haldane avait rapporté de Berlin certains renseignements qui confirmaient ses vues sur la politique allemande, à savoir qu'une vigilance incessante était nécessaire dans nos relations avec cette puissance. Ceux qui étudient les événements avec soin et qui savent quels grands changements sont survenus à l'amirauté doivent avoir été amusés quand ils ont lu dans leurs journaux, deux ans plus tard, que Lord Haldane était revenu de Berlin, en 1912, avec de la poudre aux yeux. Lord Haldane est revenu de Berlin avec la nouvelle loi sur la flotte allemande

[1] Ce qui contribue à rendre les négociations avec l'Allemagne très difficiles, c'est qu'elle a trois ministères des affaires étrangères. Très souvent on néglige ce fait important. Le chancelier impérial a son ministère des affaires étrangères ; le secrétaire d'État dirige le ministère des affaires étrangères à proprement parler ; enfin l'empereur a son état-major personnel de diplomates qui constituent un ministère des affaires étrangères particulier.

dans sa poche et avec la certitude qu'un parti dangereux travaillait contre le chancelier.

Comme par le passé tout dépendait du maintien au pouvoir du parti de la paix. Le fait que le Dr de Bethmann-Hollweg ne résistait qu'avec peine à l'amiral de Tirpitz signifiait clairement que le parti de la guerre étendait son influence. Il signifiait pour Lord Haldane que le prince de Bülow exerçait une pression et que l'amiral de Tirpitz commençait à dominer l'empereur. Comme tous les autres ministres du cabinet et comme tous les politiciens responsables, il comprit qu'il n'y avait que deux choses à faire : rendre plus fortes la flotte et l'armée, et ne faire aucun discours, ne prendre aucune mesure qui pussent autoriser le parti de la guerre en Allemagne à réclamer les rênes du pouvoir.

Nous allons voir maintenant ce que les Allemands pensent de Lord Haldane. Le simple fait que la haine de l'Angleterre est la plus violente passion de l'Allemagne aurait pu avertir nos journaux que les missions de Lord Haldane ont été très utiles, mais manifestement l'esprit de parti les aveugle et les empêche de comprendre la signification de cette passion. Si le lecteur veut prendre la peine de se placer au point de vue allemand pendant un moment, il se fera des missions de Lord Haldane une idée plus juste.

Dans la dernière édition de son récent livre sur la politique étrangère de l'Allemagne (*Deutschland's Auswärtige Politik*, 1888-1914, 3e éd.), le comte Reventlow, se plaçant au point de vue de l'Allemagne

officielle, apporte beaucoup de renseignements inédits sur les deux visites de Lord Haldane à Berlin. Il apparaît que le comte Reventlow eut accès aux sources officielles d'information et je risque l'opinion que l'amiral de Tirpitz lui confia tout ce qu'il avait sur le cœur. Le portrait qu'il trace de Lord Haldane n'est pas moins inexact que celui qu'en tracent ses ennemis dans notre pays. Mais il est inexact dans un sens très différent. Tandis que les ennemis de Lord Haldane le représentent comme un homme qui s'est laissé flatter et duper par l'Allemagne, il est au contraire représenté par le comte Reventlow comme un Machiavel qui a flatté et trompé l'Allemagne innocente et confiante : « Le gouvernement allemand voyait en lui un ami sincère de la paix et de l'Empire allemand. Il s'est révélé tout le contraire. »

Tout d'abord le comte Reventlow rend compte de la visite de Lord Haldane à l'empereur, en 1906. Sir Ed. Grey, nous dit-on, s'était déclaré prêt à travailler à l'amélioration des relations anglo-allemandes si l'Allemagne consentait à ne plus créer de difficultés à la France au sujet du Maroc : « Pour inaugurer la nouvelle politique une personne était toute désignée, c'était Lord Haldane qui, dans la suite, fut si connu en Allemagne comme le promoteur de l'amitié et de la bonne intelligence entre l'Angleterre et l'Allemagne. En 1906 il était ministre de la guerre et avait entrepris la réorganisation de l'armée britannique. Il était de ceux qui, dans le cabinet britannique, non seulement connais-

saient les termes et le but des conversations et des conventions militaires anglo-franco-belges, mais qui y avaient joué un rôle prépondérant. Il s'était fait un devoir personnel de créer une organisation qui permît d'envoyer sur le continent, en cas de guerre, le corps expéditionnaire le plus nombreux dans le plus bref délai possible. Afin de résoudre ce problème que les conditions de l'armée britannique rendaient particulièrement difficile, Haldane réussit à obtenir du gouvernement allemand la permission d'étudier à Berlin le système militaire de l'Allemagne, avec l'aide des autorités allemandes. On crut pouvoir donner cette permission sans danger et on l'accorda volontiers en raison des dispositions plus amicales dont l'Angleterre semblait faire preuve. C'est ainsi que le ministre de la guerre britannique eut l'occasion, qui n'a pas souvent été offerte au ministre de la guerre d'un pays étranger, de connaître à fond le système militaire de l'Allemagne et aux meilleures sources. Il s'est trouvé que cela a été d'une très grande importance pour la Grande-Bretagne et pour son alliée la France, qui, toutes deux, regardaient l'Allemagne comme leur future ennemie. En outre, par son étude du système militaire allemand, Haldane acquit de précieuses connaissances, grâce auxquelles il put organiser le corps expéditionnaire britannique qui devait combattre dans la guerre à venir contre les troupes allemandes. De retour en Angleterre il fit des discours où il déclarait que les relations avec l'Allemagne étaient améliorées. En Allemagne régnait

13

comme toujours en pareils cas, une espérance tranquille et confiante. On croyait qu'il n'y avait eu entre les deux pays que quelques malentendus que le calme et la bonne volonté dissiperaient sans peine, exception faite des chauvins des deux pays qui, pour des raisons individuelles et industrielles, étaient animés de sentiments violents et mauvais. » (1)

« Les connaissances et l'expérience, dit le comte Reventlow, dont profita Lord Háldane lors de sa visite à Berlin, portèrent leurs fruits. » Assurément ! Mais il est ridicule de dire, comme il le fait, que l'attitude de Lord Haldane fut inamicale ou qu'elle cachait de sinistres desseins. Les Allemands savaient que l'Angleterre voyait avec appréhension la France en péril et que son propre intérêt ne lui permettait pas de rester simple spectatrice si l'on essayait de démembrer la France. Mais il n'est pas vrai qu'il y ait eu, soit à cette époque soit plus tard, la moindre convention militaire ou la moindre alliance secrète. Il n'y a jamais eu autre chose qu'un désir d'étudier la situation qui résulterait pour la France et la Belgique du fait d'une attaque allemande ; cette étude était nécessaire si l'Angleterre voulait être prête à toute éventualité.

Le comte Reventlow accuse Edouard VII et ses ministres d'avoir voulu encercler l'Allemagne : une telle intention n'a jamais existé. Ce fut un des malentendus que Lord Haldane s'efforça de dissiper

(1) P. 295.

lors de son second voyage à Berlin. Le comte Reventlow s'attarde longuement à ce qu'il appelle la « mission » de Lord Haldane à Berlin, en 1912, et à ses conséquences. Il cite le discours déjà signalé que fit Lord Haldane en 1915, au National Liberal Club, et l'oppose aux paroles du chancelier allemand. Ce dernier déclara, dans un discours au Reichstag, que Lord Haldane lui avait assuré, en 1912, que « le cabinet anglais désirait sincèrement arriver à un accord ». Le comte Reventlow estime que ce soi-disant désir sincère n'était qu'une figure de rhétorique. Grâce à un travail de plusieurs années, fondé en grande partie sur ce qu'il avait appris en Allemagne, en 1906, Lord Haldane avait « puissamment réorganisé l'armée britannique et, en perticulier, le corps expéditionnaire », ce qui constituait une menace grave pour l'Allemagne, puisqu'elle avait maintenant la perspective d'être attaquée par des troupes organisées comme les siennes, et de flanc si ses propres troupes poussaient leur avance. Cependant Lord Haldane osa revenir, en 1912, se poser en ami fidèle de l'Allemagne. On eut confiance en lui comme il le demandait. Il fut fâcheusement impressionné, d'après le témoignage du chancelier impérial, quand il apprit qu'on allait adopter une nouvelle loi sur la flotte allemande, et le comte Reventlow qui ne ménage pas ses critiques au chancelier impérial, l'accuse de s'être montré trop accommodant. L'amirauté allemande, invoquant la crise marocaine de 1911, insistait à cette époque sur une augmentation de la flotte allemande. Elle demandait

la construction de six navires de guerre, sans compter les croiseurs cuirassés, mais, toujours d'après le témoignage du chancelier, Lord Haldane objecta qu'il était inopportun, aussi bien pour l'Allemagne que pour la Grande-Bretagne, de s'engager en fait de construction de navires dans une course de vitesse, et Lord Haldane fut écouté. Son insistance eut pour effet que la nouvelle loi sur la flotte qui passa peu de temps après, au mois de mars, ne prévoyait la construction que de trois navires de guerre et encore d'eux d'entre eux seulement devaient être achevés dans un délai précis, la construction du troisième étant remise à une époque indéterminée. Il résulta de cette modification et de quelques autres, dit le comte Reventlow, que la flotte n'acquit presque rien en fait de grands navires cuirassés dont elle avait tant besoin .« *Pendant la visite de Lord Haldane le programme naval fut réduit de plus de moitié* » (1). Malgré ce succès Lord Haldane refusa d'accepter la proposition allemande qui consistait en un engagement de neutralité absolue des deux pays en cas de guerre, et partit pour Londres après avoir proposé une formule limitée à l'établissement de bonnes relations, formule que Sir Ed. Grey proposa officiellement dans la suite. A partir de ce moment les négociations passèrent aux mains de l'ambassadeur d'Allemagne à Londres et du secrétaire d'État des affaires étrangères britanniques. Ces deux diplomates engagèrent des pourparlers

(1) P. 428.

sur diverses questions que Lord Haldane avait abordées sans faire de propositions fermes et détaillées. Parmi ces questions il y avait celle du chemin de fer de Bagdad et l'extension du traité relatif à la baie de Delagoa, passé entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne en 1898. D'après le comte Reventlow, le premier ministre et Sir Ed. Grey avaient donné à entendre, en décembre 1911, que la Grande-Bretagne ne désirait pas empêcher l'expansion allemande dans l'Afrique centrale. Lord Haldane s'entretint de la question avec le chancelier allemand, mais seulement en passant. La conversation fut continuée à Londres par l'ambassadeur d'Allemagne et Sir Ed. Grey. Mais l'accord de 1898 avait été basé sur l'idée que les colonies portugaises seraient un jour à vendre et bien des choses s'étaient passées entre temps. En effet, du vivant d'Edouard VII le gouvernement britannique ayant prêté son concours financier au Portugal, il en résulta que les colonies de ce pays ne seraient vraisemblablement jamais à vendre. Cependant les colonies portugaises d'Afrique allaient avoir besoin d'argent pour développer leur commerce. La question des chemins de fer deviendrait très importante. Ainsi la Grande-Bretagne et l'Allemagne auraient intérêt à s'entendre pour la répartition des sphères d'influence : « Voilà à peu près ce que le gouvernement britannique voulait faire croire et espérer à Berlin et il y réussit. Dans le courant de 1913 l'accord avait déjà été conclu depuis quelque temps et signé par les représentants des deux pays, mais le

public allemand croyait que les négociations continuaient et il était dans l'attente du résultat. Il ne comprenait pas pourquoi le résultat tardait tant à se montrer et n'arrivait pas à s'expliquer le silence du gouvernement allemand. La vérité était que les négociations ayant été conclues et signées, le gouvernement britannique avait demandé qu'elles fussent tenues secrètes. Le moment n'était pas propice. Il fallait d'abord que la pénétration allemande dans les colonies portugaises fît des progrès, appuyée par le capital allemand, afin de créer de véritables « intérêts » allemands. Ainsi l'accord était condamné à rester dans un tiroir comme un trésor précieux mais inutilisable. Aujourd'hui il est impossible de douter plus longtemps que ces négociations ne furent engagées et que cet accord ne fut conclu que dans le dessein d'arrêter l'Allemagne et en même temps de faire envisager au gouvernement allemand une coopération étroite avec la Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique désirait convaincre l'Allemagne de sa bonne volonté et de ses intentions pacifiques afin de gagner du temps pour ses projets en Orient et de permettre à la Russie d'achever ses armements » (1).

Ce résit est, bien entendu, un travestissement des faits tels qu'ils se sont réellement passés, ainsi que Sir Ed. Grey ne manquera pas de le montrer au moment opportun. On remarquera que le comte Reventlow ne reproche pas à Lord Haldane d'avoir

(1) P. 434.

été mêlé à ces négociations particulières, bien qu'il l'accuse d'avoir jeté de la poudre aux yeux de l'Allemagne au cours des conversations diplomatiques antérieures.

L'histoire prononcera son verdict sur l'accusation par laquelle le comte Reventlow termine son apologie de 477 pages : « C'est la convoitise de la Grande-Bretagne, désireuse d'étendre son empire et son commerce qui l'a conduite à organiser le monde et à le mettre en branle dans le dessein de provoquer une guerre à mort contre un peuple pacifique » (1).

En 1912, la situation était la suivante : malgré une légère amélioration des relations entre la Downing Street et la Wilhelmstrasse, certaines personnes avaient le sentiment, dans les deux pays, qu'un mot provocateur ou un geste pourrait déchaîner la guerre sur l'Europe. Le gouvernement britannique avait fait de son mieux. La tête du gouvernement] allemand et d'autres hauts personnages d'Allemagne avaient fait de leur mieux. Mais les soupçons n'avaient pas été dissipés. La défiance, la jalousie et la crainte étaient toujours à l'œuvre et ces vils sentiments qu'on décore de grands noms quand ils sont au service des empires commençaient à s'exprimer avec moins de retenue et plus de hardiesse dans les journaux des deux pays, répandant toujours davantage l'anxiété parmi les peuples pour la plus grande satisfaction des Allemands et des Anglais qui désiraient la guerre et qui ont toujours

(1) P. 477.

cru que la guerre est inévitable.

Tout honnête homme qui se reporte à ce temps passé et qui interroge scrupuleusement sa conscience — songeant que des milliers et des centaines de milliers de jeunes hommes ont été massacrés, mutilés, sont devenus aveugles et fous et que des milliers et des centaines de milliers de personnes ont perdu dans cette guerre ce qu'elles avaient de plus cher au monde — tout honnête homme, dis-je, qui se reporte à cette année 1912 ne peut que remercier Dieu s'il a lutté pour la paix et s'il n'a pas été de ceux qui parlaient à la légère et exprimaient des sentiments de haine.

« En employant des épithètes injurieuses, dit Sir Thomas Browne, nous nous faisons tort les uns aux autres et par une logique sans charité nous attribuons à tous ce qui n'est le fait que de quelques-uns. » Il nous prévient que « d'un seul mot nous faisons mille victimes et d'un seul coup nous assassinons l'honneur d'une nation ». Quand il surprend les autres en faute il se contente d'un avertissement ou d'une remontrance, « car l'outrage égare des natures nobles et capables de bonté qui pourraient être rappelées sans peine à la vertu ; et nous devrions tous être les défenseurs de la bonté jusqu à la protéger contre les puissances du mal et jusqu'à soutenir la cause de la vérité outragée. »

Dostoïevsky, dans un beau passage qui commence ainsi : « Chaque jour, à chaque heure, à chaque minute, faites le tour de vous-même et veillez sur vous-même et prenez garde que votre image soit toujours

décente », Dostoïevsky nous dit qu'en passant près d'un enfant avec un visage renfrogné et de noires pensées nous pouvons graver dans son « cœur sans défense » quelque chose qui grandira et peut-être lui fera du mal.

D'un seul mot nous faisons mille victimes. Quelle inscription pour les bureaux de la presse d'Europe !





CHAPITRE IV

LES DERNIERS EFFORTS POUR LA PAIX

La Grande-Bretagne était parfaitement préparée en 1912 à tenir tous ses engagements ; elle y était mieux préparée que tous ses alliés, et quand les hostilités éclatèrent en 1914, elle seule se trouva en mesure d'appuyer instantanément par la force chacune de ses paroles. Il est donc contraire à la raison de dire que le gouvernement britannique a été pris par surprise ou de prétendre, comme quelques personnes sans vergogne ont l'audace de le faire, que Lord Haldane n'a pas suffisamment averti ses collègues du danger imminent.

Parce que Lord Haldane et ses collègues firent des discours dans le dessein de fortifier le parti de la paix en Allemagne, c'est-à-dire de conjurer la guerre, des personnes stupides et mal intentionnées en concluent qu'on n'a pas fait de préparatifs en vue d'un conflit par les armes. Ces préparatifs avaient déjà été faits. Il n'y avait rien d'autre à

faire qu'à être sur ses gardes et à attendre l'heure si l'heure devait venir. Tout homme raisonnable comprendra que si nos ministres avaient fait des discours provocants, le Dr de Bethmann-Hollweg (qui ne désirait pas la guerre, d'après le témoignage de M. Sazonoff) aurait été destitué. Le parti de la guerre faisait tout son possible pour provoquer cette destitution. Le prince héritier faisait le fanfaron, manifestait ouvertement son impatience à l'égard de son père et du chancelier. L'amiral de Tirpitz cherchait à imposer sa politique, et à l'arrière-plan se tenait le prince de Bülow qui avait toujours redouté l'Entente, qui observait les moindres mouvements sur l'échiquier européen et qui, dans les milieux influents de l'opinion allemande, critiquait la diplomatie du chancelier.

L'idée que l'Allemagne n'aurait jamais fait la guerre si elle avait été absolument certaine de l'intervention britannique doit être examinée avec le plus grand soin avant d'être tenue pour vraie. Il semble probable que l'Allemagne n'aurait pas risqué une guerre contre la France et la Russie si elle avait été certaine que la Grande-Bretagne soutiendrait ses alliés, et tant qu'elle en a été absolument certaine elle s'est abstenue de la guerre. Lord Haldane à Berlin et Sir Ed. Grey à Londres firent comprendre si catégoriquement que la Grande-Bretagne ne permettrait pas que la France soit attaquée, que c'était là un postulat invariable, la condition absolue et *sine qua non* d'un accord avec l'Allemagne, que l'Allemagne se retint tant qu'il n'y eut rien qui

empêchât la Grande-Bretagne de tenir parole.

De 1912 à 1914 la paix fut maintenue, et pourtant l'Allemagne savait avec quel zèle l'Angleterre et ses alliés travaillaient au perfectionnement de leur organisation de guerre — avec un zèle qui provoqua une activité extraordinaire de la part du parti de la guerre en Allemagne. Parce qu'elle savait que Lord Haldane était homme de parole, l'Allemagne n'osa pas attaquer la Russie ou la France. Défiante, inquiète, pleine de doute et d'angoisse, elle voyait les préparatifs que faisaient la Russie et la France en vue d'une guerre éventuelle, mais à cause de l'Angleterre elle ne troublait pas la paix. L'accord établi par Lord Haldane et le Dr de Bethmann-Hollweg avait donc été bon à quelque chose. Deux années s'étaient écoulées depuis ces conversations et la paix durait toujours.

Essayons de nous représenter les choses telles qu'elles apparaissent aux Allemands. La France avait consenti un emprunt à la Russie à certaines conditions d'une grande importance militaire : la Russie devait construire des chemins de fer menant à la frontière allemande et cette frontière devait être fortifiée. La France avait répondu par une loi militaire à la nouvelle loi militaire allemande. La Grande-Bretagne, pour faire honneur à ses engagements, avait fait de sa petite mais admirable nouvelle armée, un corps expéditionnaire d'une efficacité incomparable et elle faisait de gigantesques efforts pour augmenter sa flotte déjà d'une puissance écrasante.

Sans doute, à notre point de vue, toutes les mesures étaient justifiées ; puisqu'elles étaient dues exclusivement aux provocations allemandes. Mais pour les Allemands situés au milieu de l'orage et surtout pour ceux d'entre eux qui se défiaient de l'Angleterre et qui croyaient qu'un jour, dans l'intérêt de son commerce, elle déchaînerait la guerre sur le continent, ces préparatifs formidables ne pouvaient qu'augmenter la défiance et l'effroi.

Le gouvernement britannique qui avait beaucoup d'autres conseillers à part Lord Haldane, mais qui n'en avait pas de plus sage ni de plus digne de confiance, croyait le parti de la paix prépondérant en Allemagne et espérait que ce parti pourrait maintenir sa prépondérance si la politique britannique faisait un double effort — si elle déclarait invariablement qu'en aucun cas la Grande-Bretagne ne permettrait que la France ou la Russie soient attaquées de gaieté de cœur et si elle donnait l'assurance sincère que la Grande-Bretagne, dans son désir d'entretenir des relations amicales avec l'Allemagne, ne se prêterait à aucune agression de la part de ses alliés. Tout en faisant ces deux déclarations avec simplicité, mais avec la fermeté d'une intention sincère, la Grande-Bretagne en silence et d'une manière incessante augmenta ses forces de combat sur terre et sur mer.

Cette politique était-elle fausse ? A-t-elle réellement fait faillite ? Ce fut la politique d'Edouard VII, celle à laquelle il consacra son règne ; ce fut la politique du parti conservateur et du parti libéral. Il

n'était venu à personne l'idée de la discuter. Il y eut une proposition du service obligatoire qui n'émanait pas des partis politiques. Cette proposition aurait complètement désorganisé notre système militaire en un moment critique et aurait pu plonger tout le pays dans un grand conflit industriel. Mais aucun parti responsable n'a jamais mis en doute la sagesse du gouvernement britannique exprimant son désir d'entretenir des relations amicales avec l'Allemagne et sa détermination d'être aux côtés de la France et de la Russie en cas d'attaque injustifiée.

Il n'était venu à l'idée de personne de dire que cette politique fût fausse et depuis le commencement de la guerre aucune personne ayant quelque bon sens ou quelque importance ne l'a prétendu. Cette politique d'ailleurs a-t-elle fait faillite ? Elle n'a fait faillite que quand intervint dans l'état de choses existant un changement si radical que les Allemands doutèrent, non pas de la volonté ou de la loyauté de l'Angleterre, mais doutèrent qu'elle fût capable de tenir ses engagements, c'est-à-dire qu'elle fît faillite quand certains personnages d'Angleterre et du nord de l'Irlande firent venir des fusils d'Allemagne, semèrent la révolte parmi les troupes du roi et proclamèrent ouvertement qu'il serait fait opposition, fût-ce par la guerre civile, à une loi du parlement britannique. Jusqu'à cette heure, funeste et impardonnable entre toutes dans l'histoire moderne de l'Angleterre constitutionnelle, les hobereaux d'Allemagne n'osèrent pas courir le risque d'une guerre européenne. Tant qu'on put croire que

l'Angleterre, avant toute autre considération, appuierait la France dans l'éventualité d'une agression, l'Allemagne se retint. Mais *aussitôt* que l'Angleterre se trouva absorbée par une crise intérieure d'une extrême gravité, l'Allemagne frappa de toutes ses forces (1).

En 1912 mourut Marschall von Biberstein. Il avait succédé , à Londres, à Metternich et était peut-être le plus habile des Allemands. Il fut remplacé par le prince Lichnowsky. C'était un homme d'un commerce extrêmement agréable, mais un ambassadeur assez médiocre. Sa femme, qui aimait beaucoup notre pays, se fit de nombreux amis dans la haute société anglaise. Il n'y a pas de raison de douter que la venue du prince Lichnowsky n'ait été une preuve du désir de l'empereur et du chancelier

(1) Lord Derby lui-même, en août 1916, a admis que le parti unioniste envisageait, en 1914, la possibilité de la guerre civile. Parlant à une assemblée dans le comté de Lancastre, il a dit : « J'ai une entière confiance en Sir Ed. Carson. Il y a deux ans quand le Home Rule semblait devoir déchaîner la guerre civile, ce fut Sir Ed. Carson qui soumit le cas aux habitants du comté de Lancastre... J'avais confiance en lui — et aujourd'hui j'ai confiance en lui aveuglément — et je crois que ce qu'il cherchait à accomplir aurait été pour le bien du pays et de l'Empire tout entier.

» Je voudrais que vous voyiez les choses telles qu'elles sont et non telles qu'elles étaient, car la différence est très considérable. Quelle était la situation avant la guerre ? Pour remporter la victoire les unionistes de l'Ulster devaient payer et se battre pour l'Ulster. N'y a-t-il pas quelque chose de changé dans le pays depuis cette époque ? On trouverait sans doute encore de l'argent, mais une chose est absolument certaine : quand viendra le jour de la paix victorieuse on n'obtiendra pas des hommes de ce pays qu'ils s'engagent dans une guerre civile. Si nous sommes sincères nous reconnaîtrons probablement qu'il y a peu d'années nous considérions tous les nationalistes comme des rebelles au pays. J'ose dire qu'aucune personne ayant un peu de bonne foi ne penserait de même aujourd'hui. »

d'améliorer les relations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

A cette époque Lord Haldane succéda à Lord Lorebrun en qualité de grand chancelier d'Angleterre, distinction que certains des meilleurs juges du pays, des hommes comme Lord Halsbury, Tory inflexible, avaient désirée pour lui en 1905. Il quitta le War Office emportant non seulement les hommages que lui rendirent des soldats du mérite de Lord French, mais les lauriers que lui décernèrent tous les journaux, dont quelques-uns n'ont cessé de couvrir son nom d'infamie depuis 1914.

A partir de cette époque Lord Haldane eut moins à s'occuper de politique étrangère et ne retourna pas en Allemagne. Il avait laissé l'armée dans un état de grande perfection et amélioré nos relations avec l'Allemagne ; il était libre désormais de consacrer son grand talent à ses nouvelles et absorbantes fonctions. Son plus vieil et plus intime ami, Sir Ed. Grey, avait heureusement conduit les négociations relatives à la guerre balkanique. Le ciel diplomatique n'était pas sans nuages, mais l'inquiétant ambassadeur d'Allemagne était mort ; le parti de la paix était toujours prépondérant en Allemagne, et nos grands alliés, la France et la Russie, se sentaient plus rassurés qu'ils ne l'avaient été depuis longtemps.

Cependant dans la politique intérieure d'Angleterre un état d'esprit se manifesta peu à peu qui changea toute l'atmosphère de l'Europe. L'Europe savait que notre individualisme ardent nous expo-

sait à tout moment aux inconvénients et aux dangers de grands conflits industriels ; mais l'Europe ne savait pas et ne s'était jamais douté qu'une nation aussi dévouée aux habitudes constitutionnelles et si fière d'être la mère du parlementarisme pourrait jamais recourir à la guerre civile pour résister à la loi. Pendant toute l'année 1913, la lutte fut menée pour et contre le Home Rule avec une violence, une grossièreté et un manque de raison qui auraient déshonoré une société de bas étage. Des hommes d'État, à la Chambre des Communes, traitèrent de menteur le plus distingué des ministres. Un homme qui avait fait sa fortune dans le barreau et qui avait occupé un haut emploi dans l'administration lança à la tête de ses adversaires les épithètes les plus injurieuses de l'argot. La Chambre des Communes se déshonora par une médiocrité de pensée, une étroitesse de sentiment et une bassesse de caractère comme on en voit rarement dans les plus jeunes parlements des nations les moins civilisées. Et derrière tout ce tumulte de Westminster il y avait le délire furieux, frénétique et inconscient d'une presse qui avait été la victime d'un même délire, quoique à un degré moindre, lorsqu'on avait parlé d'accorder à l'Afrique du Sud de se gouverner par elle-même. Or, ce fut pendant ce temps que l'empereur d'Allemagne passa, non pas corps et âme, mais nerveusement au parti de la guerre.

Au cours de l'été 1913 un état d'esprit nouveau se manifesta à Berlin. Le Dr de Bethmann-Hollweg

resta en place, parce qu'il convenait à l'empereur de l'y laisser, mais les gens du monde, les politiciens et les journaux savaient que l'empereur commençait à trouver qu'il serait sage de frapper un coup à droite et à gauche avant que ses voisins ne soient devenus trop forts. Seule la crainte de l'Angleterre le retenait encore. C'est alors que l'entourage de l'empereur commença à le circonvenir, menant une campagne perfide et audacieuse pour le convaincre d'abord que l'Angleterre était l'inspiratrice de l'Entente menaçante et ensuite que cette même Angleterre perverse et lâche était décadente, indisciplinée et dégénérée.

Que le Dr de Bethmann-Hollweg, disait-on, s'efforce de maintenir des bonnes relations entre les deux pays : c'est une tâche non seulement inoffensive, mais très utile et qui convient à un esprit aussi faible et sentimental. Mais que le grand maître de la guerre écoute la voix de l'Autriche — elle lui dit cette voix, comme si un ange de Dieu lui parlait à l'oreille, que le péril slave qui menace l'Autriche le menace lui aussi. Et que le grand maître de la guerre prenne en considération les conseils de ses généraux les plus grands, les plus sûrs et les plus fidèles ; ils disent qu'il serait prudent d'attaquer la Russie maintenant et que, dans deux ans, ce serait trop tard. Et que le grand maître de la guerre réfléchisse à l'opinion de ses hommes d'État ; ils disent qu'un descendant de Frédéric le Grand n'attendrait pas l'heure de ses ennemis jaloux, mais tirerait l'épée à l'heure de son choix pour la sûreté,

l'honneur, la gloire et la prospérité de la patrie.

J'avoue que jamais autocrate ne s'est trouvé dans une position plus difficile que celle où se trouvait l'empereur. S'il tardait à agir il verrait peut-être son empire brusquement attaqué de deux côtés à la fois, tandis que s'il choisissait son heure pour frapper un coup décisif et sûr, non seulement il détruirait les ennemis qui menaçaient ses frontières, mais il ajouterait à la grandeur et à la gloire des Hohenzollern.

Au printemps de 1914 se produisit l'incident de Curragh. Le commandant en chef donna certains ordres avec plus ou moins de tact, ce n'est pas la question. C'étaient les ordres d'un officier supérieur ; ils ne furent pas acceptés par ses subordonnés. Les dames dans les salons londoniens se montrèrent aussi enthousiastes de cet acte de mutinerie que les grands et les petits journaux qui représentaient les intérêts des classes privilégiées. Des cris de joie s'élevèrent. Où qu'on allât les gens ne caquetaient pas d'autre chose. Les scandales ministériels se multiplièrent, la bêtise méchante s'empara des scandales où étaient impliquées des femmes de ministres et la perspective de renverser un gouvernement dévoué aux réformes sociales inspirait une joie féroce, impie et bruyante. La plus haute société de Londres exultait et se frottait les mains avec un plaisir indicible. Les radicaux avaient déclaré que la révolte de l'Ulster était un « bluff » — depuis l'incident de Curragh, il leur fallait trouver un autre mot. Il ne s'agissait pas d'un bluff, puisqu'on allait avoir la

guerre civile ! On parlait de l'anarchie comme si c'était une partie de plaisir.

Pour ces nigauds, pour la lie de la société ploutocratique et pour les journaux, soutiens de la loi et de l'ordre, l'incident de Curragh signifiait la chute prochaine des infâmes radicaux, l'effondrement du plus odieux des démagogues, M. Lloyd George, et la défaite sociale d'une dame, la femme d'un ministre, plus détestée qu'aucune autre personne à Londres. Il signifiait autre chose pour le ministre des affaires étrangères, Sir Ed. Grey, et pour Lord Haldane, président de la Chambre des Lords.

Pour Sir Ed. Grey, l'incident de Curragh et les passions qu'il déchaîna signifiaient qu'il fallait observer l'Allemagne plus attentivement que jamais. Certaines personnes en Angleterre et dans le nord de l'Irlande firent une importante commande de fusils en Allemagne. On dit que le Gouvernement allemand fit évacuer le canal de Kiel pour permettre au vapeur *Fanny*, qui emportait de Hambourg les fusils allemands, de se glisser dans la mer du Nord en contournant le Danemark et d'échapper à la flotte britannique. *Pourquoi le gouvernement allemand s'intéressait-il aux Orangistes d'Irlande* ? Tandis que le gouvernement allemand manifestait ainsi ses sympathies aux volontaires de l'Ulster, la France était troublée par la découverte de la mauvaise administration de son matériel de guerre, par le fait que son nouveau système de service militaire ne fonctionnait pas encore et par la fâcheuse tournure que prenaient les choses en Angleterre.

On peut se demander si le corps expéditionnaire fut suivi d'aussi près pendant les deux années où Lord Haldane ne dirigea pas le War Office, mais la machine elle-même était dans l'état de perfection où le grand ministre l'avait laissée et ses relations avec l'amirauté n'auraient pas pu être meilleures. Il ne manquait rien pour mettre cette machine en mouvement instantanément. Cependant il eût été préférable pour le pays que le ministre qui l'avait créée fût chargé de la manœuvrer avec le concours des hommes de métier dont il avait éprouvé les capacités.

Au mois de juillet de cette année fatale, la guerre est déclanchée. Sir Ed. Grey habitait dans la maison de ville de Lord Haldane, à Queen Anne's Gate, pendant les jours terribles où, en proie à une angoisse indicible, il lutta pour la paix [1]. George V, fidèle à ses ministres et à la mémoire de son père, fit tout ce qui était en son pouvoir pour faire entendre raison à l'empereur d'Allemagne. Mais, désormais, tout effort était vain. L'empereur était devenu l'instrument du parti de la guerre et la paix abandonna l'Europe.

Le professeur Holland Rose a répondu aux critiques d'un neutre favorable aux Alliés qui prétendait que l'Allemagne n'aurait pas osé faire la guerre si elle avait été absolument sûre que l'Angleterre

[1] De nombreux ambassadeurs se rendirent fréquemment à la maison de Lord Haldane et beaucoup de journaux en conclurent que c'était le Lord Chancelier, surchargé de travail, qui dirigeait la diplomatie du pays, alors que ces ambassadeurs allaient voir le ministre des affaires étrangères.

ne resterait pas à l'écart. Il a répondu également à l'affirmation du Dr de Bethmann-Hollweg que la France et la Russie « n'auraient jamais répondu par un défi à l'Allemagne si elles n'avaient pas compté sur l'appui de la Grande-Bretagne ». Cette réponse du professeur Holland Rose, qui parut le 3 août 1916, dans le *Daily Chronicle*, est si admirable que je me permettrai d'en citer la plus grande partie, me bornant à faire remarquer un fait étrange. Bien que le professeur Rose l'eût sous les yeux il n'a pas parlé de la déclaration récente et significative de M. Sazonoff, que j'ai signalée dans le chapitre précédent — à savoir que le Dr de Bethmann-Hollweg ne désirait pas la guerre. Cette déclaration, pour autant que je sache, a complètement échappé à l'attention du public anglais. Voici la réponse du professeur Rose :

« Ces deux accusations s'effondrent quand on les « met en regard des faits, ainsi que je chercherai à « le prouver brièvement en m'appuyant sur la cor- « respondance officielle des gouvernements britan- « nique et français. L'Angleterre ne fit rien pour « encourager la France et la Russie : cela résulte « clairement des dépêches britanniques, 6 et 17, « qui montrent que les gouvernements français et « russe s'efforcèrent, les 24 et 25 juillet, d'amener « l'Angleterre à proclamer sa solidarité avec eux « dans le différend austro-serbe. L'ambassadeur bri- « tannique à Petrograd, Sir G. Buchanan, refusa « et le vicomte Grey confirma son refus (no 24). « La France et la Russie déplorèrent alors notre

« attitude indépendante qui, selon eux, impliquait « un risque de guerre ; mais quoi qu'il en soit, leurs « regrets prouvent que nous n'étions aucunement « engagés vis-à-vis d'eux et que nous entendions « persister dans notre politique indépendante. « Même le 1er août, quand on s'attendait d'heure « en heure à voir l'Allemagne et l'Autriche attaquer « la Russie et la France, le vicomte Grey donna « l'assurance à l'ambassadeur allemand, prince « Lichnowsky, que « nous étions encore libres et « que nous considérions quelle serait notre atti- « tude ». Cette dépêche (n° 123) prouve que ce fut « la neutralité belge (sur laquelle l'Allemagne re- « fusa de donner aucune assurance — voir la dé- « pêche n° 122) qui seule causa au gouvernement « britannique une inquiétude poignante pour l'ave- « nir immédiat, une inquiétude qu'il ne cacha pas « au gouvernement allemand.

« Ces faits suffisent à réfuter l'accusation d'après « laquelle la Grande-Bretagne aurait encouragé la « France et la Russie à « défier » l'Allemagne. Mais « il reste l'autre accusation, à savoir que le gouver- « ment britannique, par son pacifisme excessif, « leurra l'Allemagne et causa sa perte, et que notre « politique se couvrit d'un manteau de paix pour « préparer le coup de poignard du 4 août. Cette « théorie a séduit certains esprits, même dans notre « pays. Mais concorde-t-elle avec les faits ? Voici « les faits : le 24 et le 25 juillet, Sir G. Buchanan et « le vicomte Grey avertirent la France et la Russie « qu'elles ne devaient pas compter sur le concours

« britannique, mais, d'autre part, notre gouverne-
« ment fit entendre clairement, le 27 juillet, que
« l'Allemagne et l'Autriche ne devaient pas compter
« sur notre neutralité dans tous les cas. Ce même
« jour, il se produisit un fait très significatif : la
« grande flotte assemblée à Portland d'où elle de-
« vait se disperser pour les manœuvres, reçut un
« contre-ordre. Le vicomte Grey croyait que cette
« mesure ferait une grande impression (nos 47, 48),
« et pour la nouvelle école de « Realpolitik », toute
« puissante à Berlin, ce fait doit avoir eu plus de
« poids que des avertissements oraux, même offi-
« ciels.

« Mais des avertissements oraux furent également
« donnés ce même jour. Le vicomte Grey avertit
« l'ambassadeur d'Autriche que les conséquences
« de l'action menaçante de l'Autriche contre la
« Serbie « seraient incalculables ». Il déclara aussi
« au prince Lichnowsky que cette action « pourrait
« faire intervenir d'autres puissances et provoquer
« la plus grande guerre qu'on ait jamais vue »,mais
« qu'il resterait en contact avec l'Allemagne tant
« qu'elle « travaillerait pour maintenir la paix ».
« En outre des avertissements furent donnés à l'am-
« bassadeur allemand par Sir Arthur Nicholson,
« sous-secrétaire d'État permanent aux affaires
« étrangères. Malheureusement les termes qu'il em-
« ploya ne sont pas connus et s'il existe au Foreign
« Office une note officielle relative à cette conver-
« sation, il serait utile de la publier. Mais on connaît
« la teneur de cette conversation grâce au rapport

« que le chargé d'affaires français à Londres fit à
« son gouvernement : « Sir Arthur Nicholson m'a
« dit que, cependant, le prince Lichnowsky ne pou-
« vait, après la conversation qu'il a eue avec lui
« aujourd'hui, conserver aucun doute sur la liberté
« qu'entendait garder le gouvernement britannique
« d'intervenir, au cas où il le jugerait utile ». Le
« chargé d'affaires rapporte aussi les avertissements
« du vicomte Grey à l'ambassadeur d'Allemagne
« (*Livre Jaune français*, nos 63, 66).

« A la lumière de ces faits (renforcés par le fait
« que la grande flotte britannique était tenue prête),
« comment est-il possible de prétendre que notre
« Foreign Office laissa l'Allemagne dans une igno-
« rance complète ? Assurément il ne parla pas sur
« le ton tranchant et brutal qui anime plus d'un
« conseil municipal. La diplomatie est toujours po-
« lie et la politesse a aidé à traverser pacifiquement
« bien des crises. D'ailleurs il n'y eut rien jusqu'au
« 27 juillet qui justifiât un langage menaçant de la
« part de la Grande-Bretagne. Le différend austro-
« serbe ne nous concernait pas directement. Cepen-
« dant dès le début (c'est-à-dire dès le 23 juillet),
« le vicomte Grey ayant discerné la menace d'un
« conflit beaucoup plus vaste, s'était efforcé de la
« conjurer en proposant que la France et la Grande-
« Bretagne cherchent à modérer le ressentiment
« de la Russie pendant que l'Allemagne et l'Italie
« calmeraient l'Autriche. Le 27 juillet, le prince
« Lichnowsky lui donna cette assurance : « Le gou-
« vernement allemand accepte en principe la mé-

« diation des quatre puissances entre l'Autriche et « la Russie ». Ce n'est que le 28 juillet que la situa- « tion devint presque désespérée. Ce jour-là, l'Au- « triche déclara la guerre à la Serbie et l'Allemagne « déclina la suggestion du vicomte Grey tendant à « une médiation des quatre puissances. Le fait que « les empires centraux prirent simultanément des « décisions qui mettaient gravement en dan- « ger la paix du monde semble prouver qu'ils « n'avaient cessé d'agir de concert et prouve, « en tout cas, qu'ils étaient résolus à ignorer les « sérieux avertissements que leurs ambassadeurs « avaient reçus du gouvernement britannique le « 27 juillet.

« En outre, quand le vicomte Grey donna à en- « tendre à l'Allemagne qu'il accueillerait favorable- « ment ses propositions de paix bien qu'elle re- « poussât les siennes, l'Allemagne ne fit pas de pro- « positions. On ne pouvait manifester plus claire- « ment l'intention d'ignorer le gouvernement bri- « tannique et de traiter ses propositions avec dé- « dain. Il ne peut y avoir doute que sur ce point : « les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche in- « formèrent-ils suffisamment leurs gouvernements « des avertissements du Foreign Office ? Les termes « du télégramme de Sa Majesté George V à l'em- « pereur, le 1er août, prouvent que Lichnowsky ou « bien se méprit sur le sens des paroles du vicomte « Grey ou bien qu'il n'informa pas exactement son « gouvernement de la situation (*Livre Jaune fran- « çais*, Appendice II).

« Certaines considérations d'ordre plus général « s'opposaient encore à ce qu'on tînt à Londres un « langage menaçant. Tout d'abord un ministre « constitutionnel doit être très sûr de l'appui du « parlement et de la nation pour tenir un langage « tant soit peu menaçant. Or, le parlement et la « nation étaient peu disposés à prendre des mesures « rigoureuses dans une question qui concernait « avant tout la Serbie, l'Autriche et la Russie. Un « journal qui s'est distingué depuis par son patrio- « tisme enflammé portait alors cette manchette : « Au diable la Serbie »,et si on n'avait pas entendu « son appel passionné il aurait ajouté : « Au diable « Grey ». D'autres considérations encore plus im- « portantes imposaient la prudence. Au moment où « des grèves étaient près d'éclater en Grande-Bre- « tagne et où une guerre civile était imminente en « Irlande, un ministre des affaires étrangères qui « aurait fait du bluff vis-à-vis de deux puissants « empires militaires armés jusqu'aux dents et su- « rexcités, aurait mérité d'être mis en accusation, « et assurément ceux qui reprochent aujourd'hui au « vicomte Grey son « manque de franchise » auraient « été les premiers à se récrier contre une politique « de menaces impuissantes. Les accusations lan- « cées contre lui pendant les débats du 3 août, alors « même qu'il y allait de l'indépendance de la Bel- « gique, trahissent les sentiments d'une grande par- « tie de la Chambre. Il fut sage assurément de ne « pas se poser en arbitre du continent. Un homme « d'État qui tient le langage de Palmerston doit

« avoir le parlement et la nation de Palmerston
« derrière lui.

« Les critiques qui affirment que la guerre aurait
« été évitée si, du 24 au 27 juillet, le vicomte Grey
« avait assaisonné ses dépêches d'invectives, ad-
« mettent qu'il savait une grande guerre européenne
« inévitable. Or, il ne savait rien de pareil. La crise
« ne semblait pas plus graves que celles de 1909 et
« de 1913 qui tiraient aussi leur origine des affaires
« balkaniques. Sa politique avait largement contri-
« bué à résoudre la crise de 1913. Pourquoi ne réus-
« sirait-elle pas en 1914 ? Il espérait y arriver en
« proposant, le 24 juillet, que l'Allemagne, la
« France, l'Italie et la Grande-Bretagne « agissent
« simultanément en faveur de la paix à Vienne et
« à Petrograd », proposition qui fut immédiatement
« acceptée par la France, la Russie et l'Italie. Il
« poursuivit sa politique de conciliation jusqu'au
« 28 juillet, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'Au-
« triche et l'Allemagne la déjouèrent. Mais avant
« cette date comment aurait-il pu mencaer ces deux
« puissances ? Il était tenu de tenter une concilia-
« tion jusqu'à un refus des empires centraux, qui
« prirent ainsi sur eux toute la responsabilité de
« l'échec des efforts pacifiques. Accesoirement, sa
« politique avait l'avantage de faciliter une nou-
« velle orientation de la politique italienne. Le ca-
« binet de Rome ne se rattachait à la Triplice que
« pour autant qu'elle avait un caractère défensif ;
« du moment qu'elle prenait un caractère offensif,
« le cabinet de Rome pouvait reprendre sa liberté.

« Or, l'Autriche, constamment soutenue par l'Alle-
« magne, se montra de plus en plus agressive entre
« les 23 et 28 juillet. L'Italie désapprouva énergi-
« quement cette attitude. Mais si les empires cen-
« traux s'étaient trouvés entre le 25 et le 27 juillet
« en présence d'une déclaration faite en commun
« par la Russie, la France et la Grande-Bretagne,
« ils auraient pu la représenter à leur alliée, jus-
« qu'alors incertaine, comme une menace délibérée
« qui lui imposait le devoir de se ranger à leurs
« côtés. Il est très douteux que l'Italie eût pu hono-
« rablement refuser. Il lui aurait été extrêmement
« difficile de prendre la décision qu'elle prit le
« 1er août de ne pas soutenir l'Autriche. Ceux qui
« clament que le vicomte Grey aurait dû ranger à
« temps l'Angleterre aux côtés de la Russie et de
« la France oublient que cette politique aurait
« probablement rangé l'Italie aux côtés de l'Au-
« triche et de l'Allemagne. L'attitude défensive du
« Foreign Office était, en réalité, beaucoup plus
« efficace que l'attitude offensive adoptée par l'Au-
« triche et l'Allemagne. La politique de Vienne et
« de Berlin brisa la Triplice. La politique de Londres
« resserra la Triple Entente et lui permit de se déve-
« lopper en la plus grande et la plus solide ligue de
« tous les temps.

« Ce n'est pas tout. Le 4 août 1914 l'Allemagne
« a-t-elle eu si peu d'égards que ce soit pour les re-
« montrances britanniques au sujet de la violation
« de la neutralité belge ? M. Zimmermann déclara
« à l'ambassadeur britannique, Sir Ed. Goschen,

« que l'Allemagne « était dans l'impossibilité de « donner les assurances requises ni ce soir, ni aucun « autre soir ». Ce refus presque méprisant donne la « mesure du respect de l'Allemagne pour ses propres « obligations internationales et pour nos efforts « tendant à lui faire respecter ces obligations. Si « elle a fait fi de notre protestation le 4 août, même « au risque de nous compter au nombre de ses enne- « mis, a-t-on lieu de supposer qu'elle aurait prêté « la moindre attention à un avertissement que nous « aurions pu lui donner entre le 24 et le 27 juillet ? « L'hypothèse que nous aurions pu à ce moment « conjurer la guerre est en contradiction absolue « avec les faits connus. En réalité, plus on examine « attentivement la diplomatie britannique, plus elle « apparaît digne de l'éloge que lui a décerné M. Sto- « well, professeur à l'université de Columbia (New- « York), qui a dit que c'était « une des gloires de « l'Angleterre et un modèle pour les générations à « venir. »

L'histoire des négociations qui précédèrent immédiatement la guerre ne saurait être résumée d'une manière plus juste et plus accablante. La Grande-Bretagne ne poussa pas la Russie et la France à la guerre. Elle ne laissa pas non plus l'Allemagne dans le doute quant à la politique qu'elle suivrait dans le cas où l'Allemagne adopterait une attitude agressive vis-à-vis de la Russie ou de la France. Ces choses ne peuvent pas être niées, pas plus que les lois de la nature ou les propositions d'Euclide.

Dès lors comment expliquer la rage et la fureur

de la nation allemande presque tout entière chaque fois que le nom de l'Angleterre est prononcé ? Ce serait folie de supposer que cette haine est feinte ou qu'elle est inintelligente ou qu'elle n'est qu'ignoble hypocrisie. Elle est si profonde, si générale et si intense qu'elle doit avoir quelque explication rationnelle. Un peuple tout entier ne devient pas fou soudainement et ne se transforme pas tout d'un coup en hypocrite accompli. Il y a beaucoup d'hypocrites en Allemagne et beaucoup d'Allemands sont fous de fureur. Mais il y a des Allemands qui ne sont ni fous ni hypocrites et dont la haine de l'Angleterre est tout aussi passionnée que celle de ceux qui feignent et de ceux qui ne sont qu'hystériques. Comment l'expliquer ?

Laissons de côté les fanatiques du pangermanisme et considérons le cas intéressant et typique de l'empereur d'Allemagne. Guillaume II, entouré d'ennemis, a enfin décidé de faire une guerre défensive rapide et foudroyante. Une année après le début des hostilités il a dit : « Devant Dieu et devant l'histoire ma conscience est tranquille. Je n'ai pas voulu cette guerre. » Il fallait frapper la France et au bout d'une ou deux semaines la laisser inanimée et sanglante pour se tourner vers l'est : les cohortes bien exercées du maître de la guerre disperseraient comme un troupeau les légions russes en désordre, les légions du péril slave. Une fois la Russie humiliée, brisée et matée, la maître de la guerre pourrait de nouveau respirer ; quant à la France, qui certainement ne pardonnerait jamais à l'Angleterre, elle ne

le troublerait pas de sitôt dans ses rêves. Il s'agissait de tomber sur l'ennemi comme une cataracte. Et quand ses frontières seraient dégagées, l'Entente démembrée et le reste du monde tremblant devant la puissance de l'Allemagne, qu'est-ce qui arrêterait l'expansion allemande vers l'Orient ? L'Autriche serait sa vassale, la Belgique était déjà à sa merci et il ne ferait de la Turquie qu'une bouchée. C'était une guerre défensive, mais dans une guerre défensive, quand les ennemis qui menacent notre paix sont vaincus, on a le droit d'élargir sa place au soleil. Assurément tant que la France ne serait pas tombée à genoux et tant que la Russie, hurlant de douleur, n'aurait pas été refoulée bien au delà de la Pologne, l'Empire allemand ne pourrait pas se sentir en sûreté. Il y avait derrière le parti de la guerre des personnes qui faisaient des rêves plus féroces encore, mais je suis convaincu que la plupart des Allemands se représentaient la guerre de cette façon. Ils voulaient respirer librement. Ils voulaient être délivrés du péril slave et de la menace de l'Entente. L'empereur ne partit pas en guerre semblable à un superbe conquérant du monde dont les plans étaient tout faits et dont la route glorieuse resplendit au soleil. Il partit en guerre comme un homme irritable et frappé d'épouvante qui a fini par prendre un parti en tremblant et qui court le hasard d'une aventure formidable. Il partit en guerre attestant que ses ennemis lui imposaient la guerre et ses discours à son peuple rappelaient en même temps le langage de Cromwell

De même que Lord Haldane et Lord Fisher travaillaient activement à augmenter les forces de combat de la Grande-Bretagne *pour le cas* où l'Allemagne nous tromperait, de même l'Allemagne *pour le cas* où l'Entente la tromperait. Et tandis que les puissances de l'Entente augmentaient leurs forces sans bruit et sans fièvre, l'Allemagne le faisait dans une atmosphère de terreur panique.

Qu'on me permette de dire ici quelques mots de l'empereur d'Allemagne, puisqu'aussi bien le sort de l'Europe dépendait de lui en grande partie. S'il est possible de se faire de lui une idée un peu exacte, nous risquerons moins de nous égarer dans la question des causes de la guerre.

Je me rappelle les reproches de M. W. Stead quelques mois avant sa mort sur le *Titanic*, parce que j'avais accusé l'empereur de diminuer l'idée de Dieu par ses continuelles allusions à l'Etre Suprême dans des discours qui m'indignaient par leur sauvagerie et leur férocité. Je me rappelle que j'avais cité dans mon article la parole de Mach : « C'est un grand mot que le nom de Dieu. » Cela me faisait horreur de penser que le Kaiser, une tête de mort sur son képi, abusait de ce grand mot et faisait de la religion un objet de moquerie pour le vulgaire. M. Stead me reprocha très vivement mon article qui trahissait, disait-il, une ignorance absolue de la personnalité de l'empereur. L'empereur, selon lui, gémissait en secret sur la condition morale des Allemands, convaincu qu'il aurait à répondre de l'âme de son peuple devant le tribunal

de Dieu. Il avait reçu de ses ancêtres un peuple simple, économe, paisible et craignant Dieu, un peuple remarquable dans le monde par sa sobriété, sa sincérité, son indifférence pour les entraînements passagers, son mépris du luxe et de l'ostentation, par le sentimentalisme foncier de ses poètes et l'idéalisme de ses philosophes. Mais l'empereur voyait, comme tous les visiteurs de l'Allemagne moderne, qu'un changement, presque une révolution, s'opérait dans son peuple. Le luxe était devenu la passion des classes commerçantes, l'athéisme et le socialisme envahissaient la démocratie et toute la nation poussait l'imitation des autres peuples jusqu'à la manie. M. Stead m'a assuré que l'empereur lui-même lui avait dit qu'il gémissait sur la condition morale de ses sujets, qu'il ne manquait pas une occasion de leur rappeler le noble souvenir de leurs puissants ancêtres et qu'il tremblait à la pensée qu'il aurait un jour à répondre à cette question de Dieu : « Qu'as-tu fait de mon peuple allemand ? »

Telle fut l'impression produite sur M. Stead par l'empereur d'Allemagne. J'ai recueilli le témoignage d'autres personnes qui ont eu de nombreuses occasions d'étudier le Kaiser de près dans la vie sociale ; ce n'étaient pas des personnes à qui il eût ouvert son âme, mais comme on l'a dit, une lettre ne montre pas seulement le caractère de celui qui l'a écrite, mais encore le caractère de celui à qui elle est adressée. Le Kaiser est un homme impressionnable et changeant, qui s'émeut et s'excite facile-

ment, un homme qui passe en un moment d'une extrême sérénité à un désespoir sans fond. Quand il est content (et il est accessible à la flatterie), il montre au monde le visage le plus joyeux,; il rit et plaisante avec toute la gaieté d'un écolier à qui on a fait la surprise d'un jour de congé ; mais quand quelque chose vient à le déprimer, il est maussade, morose et à l'occasion vindicatif.

Dès sa jeunesse il a toujours été troublé d'apparitions. Il est de ces hommes comme il y en a beaucoup dont on peut dire, sans exagération, qu'ils ne sauraient être heureux sans une hantise qui les assombrisse et occupe leur esprit. Le Kaiser a été dominé, dès sa jeunesse, par de ces craintes obsédantes. Trois surtout ont marqué son règne : la première est la crainte du socialisme ; la seconde est la crainte de la Chine et de l'Orient — ou comme on dit du péril jaune — qui régna sur son esprit et le terrorisa pendant des années ; et enfin la dernières et la plus violente de toutes, la crainte de la Russie ou du péril slave.

En 1908, cette dernière obsession commençait seulement à prendre forme et ascendant sur lui. Elle n'était pas encore assez forte pour que le parti de la guerre pût s'en servir pour agir sur les sentiments du maître de la guerre, mais elle exerçait déjà son influence secrète et parfois le troublait en rêve. Il avait cessé de craindre l'invasion de l'Europe entière par des hordes innombrables de Chinois. La Chine était devenue pour lui un marché utile et une

scène de parade impériale ; il aimait à penser qu'il était le protecteur désigné par Dieu de ces millions de jaunes et le premier apôtre de la culture allemande auprès de ces pauvres païens. Mais tandis qu'il était plein de ces rêves agréables et romantiques, l'ombre d'une autre crainte commençait à troubler la paix de son âme. Ces Russes barbares, ces Cosaques méprisés et détestés, ces Moscovites incultes qui fourmillaient par millions aux frontières de la Prusse, de quel côté allaient-ils diriger leur expansion ? Le péril slave existait depuis des années pour son voisin d'Autriche. C'est le péril slave qui avait jeté l'Autriche dans ses bras, réglé et dominé la diplomatie autrichienne à l'exclusion de toute autre préoccupation. Mais pour lui, roi de Prusse, ce péril slave n'avait été que la crainte d'un frère cadet ; il était en mesure de veiller sur l'Autriche ; le Tsar de Russie n'avait qu'à se bien tenir s'il ne voulait être réduit en poussière. Le péril slave n'inspirait encore aucune terreur au maître de la guerre.

C'est en 1908 que le prince de Bülow semble avoir commencé à empoisonner l'esprit du Kaiser avec la crainte du péril slave. Cet homme d'État était d'avis qu'il ne fallait rien faire qui pût rapprocher la Russie, la France et l'Angleterre. La meilleure politique, selon lui, était de traiter la France en égale dans les petites affaires ; de traiter l'Angleterre comme une amie plus ou moins bien intentionnée, mais opportuniste ; d'ignorer la Russie autant que possible et de la traiter dans les confé-

rences avec les autres puissances en nation trop barbare et trop peu civilisée pour que des gens qui se respectent s'associent avec elle ou aient confiance en sa parole. Rien ne m'a plus frappé ,au cours de mes récents voyages en Europe et en Amérique, que la défiance presque passionnée qu'inspirait partout la Russie. Les personnes animées des sentiments les plus amicaux à notre égard et à l'égard de la France secouaient la tête en parlant de notre alliance avec la Russie — et pourtant la Russie, tous ceux qui connaissent l'histoire le savent, a soutenu plus de guerres qu'aucune autre puissance pour la délivrance des petites nations. Le prince de Bülow savait parfaitement bien que la Russie est une nation raffinée, douce et pacifique entre toutes ; il savait que ses ressources infinies offraient un admirable champ d'exploitation aux Allemands méthodiques ; en tenant la Russie aussi éloignée que possible de l'influence française, il jouait le rôle le plus sage que pût jouer un homme d'État allemand soupçonneux, parce que s'il atteignait son but, non seulement il diminuait le danger d'une attaque franco-russe, mais il réservait à ses laborieux compatriotes le profit exclusif de l'exploitation des ressources de la Russie.

Il semble évident à la lumière des événements postérieurs que le prince de Bülow voyait d'un plus ou moins bon œil son maître royal se lier d'amitié avec Edouard VII, tandis que toute sa politique tendait à dissocier l'Entente, dont la menace le préoccupait au plus haut degré. Dans ce dessein il risqua la

guerre au sujet de la Perse ; il risqua la faveur de son maître en désapprouvant publiquement ses discours qui ne pouvaient avoir pour effet que de renforcer l'Entente et, finalement, il lassa la patience de son maître impulsif. L'empereur se débarrassa de lui l'année qui suivit la faillite des négociations au sujet du chemin de fer de Bagdad (1909) ; cette faillite causa à l'empereur une déception douloureuse. Après le départ du prince de Bülow, Guillaume II qui avait été en bons termes avec Edouard VII, son oncle, pendant tout ce temps, appela auprès de lui un chancelier qui était disposé à accepter définitivement l'existence de l'Entente et qui était un ami beaucoup plus décidé de la paix que le prince de Bülow. Le Dr von Bethmann-Hollweg devint le cinquième chancelier de l'Empire allemand. C'était, nous assure le correspondant berlinois du *Daily Mail*, « un apôtre sincère de la paix et de l'amitié anglo-allemande ».

La mort d'Edouard VII émut le monde entier comme jamais la mort d'un monarque n'avait ému le monde dans tout le cours de l'histoire. Le monde était en paix, mais le vœu suprême d'Edouard VII n'avait pas été exaucé. L'Allemagne, en effet, restait en dehors de l'Entente — soupçonneuse, nerveuse, autoritaire et à l'occasion provocante. Cependant, bien que sa force fût considérable, elle ne chercha querelle ni à la Russie ni à la France et se conduisit très correctement envers l'Angleterre. Edouard VII avait aidé à maintenir la paix du monde ; il avait été un vrai pacificateur — mais il

n'avait pas réussi à délivrer de la crainte de la guerre sa chère Europe, dont il connaissait, aimait et appréciait tous les pays.

A la mort du roi les relations diplomatiques des grandes puissances étaient correctes, mais derrière les relations diplomatiques la haine et la jalousie, la suspicion et la crainte travaillaient de toutes leurs forces mauvaises à ensevelir la tombe du grand pacificateur sous les ruines de l'Europe. En Allemagne le parti de la guerre observait l'Entente avec une crainte haineuse et défiante et chez les nations de l'Entente il y avait beaucoup de personnes qui voyaient dans les préparatifs fiévreux que faisait l'Allemagne pour être plus forte que l'Entente une frénésie de domination mondiale. Malgré toutes ses aimables qualités et malgré le concours de ses ministres éminents et dévoués, Edouard VII ne réussit pas à guérir l'esprit allemand d'un petit défaut assez pitoyable, cette défiance d'autrui qui fait qu'un parvenu ne sait pas se conduire et qui dispose à la guerre une nation présomptueuse.

L' « Avertissement » de 1911

Avant d'examiner le plus grave de tous ces « avertissements » je dois prier le lecteur de se défaire de la conviction entretenue par ses journaux que la politique allemande désira, projeta et déchaîna la terrible guerre de 1914. Je voudrais prier le lecteur d'aborder cette question avec un esprit

aussi libre de préjugés que possible, et de se dire qu'il est plus conforme à la raison de chercher la vérité que d'accepter sans contrôle les jugements tout faits d'autres personnes. Et afin de préparer le lecteur à une telle recherche, je voudrais le prier de lire avec le plus grand soin la déclaration faite en juin de cette année (1916) par M. Sazonoff, qui était alors ministre des affaires étrangères de Russie. De tous les hommes publics que j'aie jamais rencontrés, M. Sazonoff est le plus affable, le plus raffiné, le plus profondément religieux et le plus charmeur. Il a été sans conteste, depuis vingt ans, le meilleur ami de notre pays en Russie. Son horreur pour ce qu'il y a de pire dans le caractère prussien va jusqu'au dégoût et son amour pour ce qu'il y a de meilleur dans le caractère anglais va jusqu'à l'enthousiasme. L'histoire se souviendra peut-être comme d'un fait curieux qu'au début de cette catastrophe formidable que nous appelons la guerre mondiale, il y avait aux deux extrémités de l'Europe et dirigeant les affaires étrangères de leur pays, deux hommes pour qui le mysticisme religieux occupait une place centrale dans la vie. Sir Edouard Grey qui aime la musique avec amour passe un jour par semaine dans une solitude complète à méditer dans les bois et les champs. Il ne voit personne, ne prononce pas une parole et vide son esprit des affaires du monde pour accueillir les forces qui viennent de la communion avec l'invisible et l'éternel. De même M. Sazonoff est un homme qui aime la nature avec un enthousiasme religieux et il est

profondément convaincu de la proximité du monde spirituel.

Voici un passage de la très importante déclaration dont je viens de parler :

« En cherchant à se disculper aux yeux de ses « compatriotes, le Dr von Bethmann-Hollweg, dans « un zèle excessif, a été plus loin que tout ce qu'il « avait dit jusqu'alors. Le chancelier a dit entre « autres choses que la Grande-Bretagne, la France « et la Russie avaient été étroitement unies dans « une alliance dirigée contre l'Allemagne. Seuls les « Allemands pouvaient croire une assertion aussi « absurde. En réalité, le chancelier impérial sait « aussi bien que moi qu'avant la guerre aucun pacte « n'unissait la Russie, la France et l'Angleterre. « M. von Bethmann-Hollweg prétend que la France « et la Russie n'auraient jamais osé répondre par « un défi à l'Allemagne si elles n'avaient pas été « sûres du concours britannique. En réalité, les « choses se passèrent tout autrement. Malgré leurs « sentiments absolument pacifiques, la France et la « Russie décidèrent de mettre un terme à l'arro- « gance de l'Allemagne et de la mettre dans l'impos- « sibilité, une fois pour toutes, de fouler aux pieds « les terres de ses voisins. La brutale politique de « l'Allemagne eut pour résultat que la Triple En- « tente qui, pendant longtemps, n'avait pas eu de « forme déterminée, devint une puissante alliance « politique ayant pour but de défendre les droits « et les intérêts de ses membres et de maintenir la « paix de l'Europe.

« M. de Bethmann-Hollweg accuse la Russie d'avoir « déchaîné la guerre par sa mobilisation précipitée. « Or, le chancelier évite soigneusement de dire que « la mobilisation russe n'eut lieu qu'après la mobi- « lisation autrichienne et après la mobilisation d'une « partie importante de l'armée allemande. En outre, « le monde entier se souvient de l'annonce préma- « turée de la mobilisation russe qu'a faite au peuple « allemand le *Lokalanzeiger*.

« Je suis disposé à admettre que M. de Bethmann- « Hollweg ne désirait pas la guerre et qu'il n'en fut « pas le promoteur immédiat, mais de nombreuses « personnes, dans l'entourage du chancelier, dési- « raient la guerre avec ardeur. L'ultimatum à la « Serbie fut rédigé sous l'influence directe d'un « éminent diplomate allemand et il fut soumis à « l'approbation de Guillaume II à l'insu du chef de « la politique étrangère d'Allemagne. Ce fait prouve « que M. de Bethmann-Hollweg n'était pas maître « dans sa propre maison, mais, d'autre part, il est « difficile d'admettre que le chancelier n'ait pas été « au courant des intrigues des ennemis de la paix « européenne et qu'il les ait complètement ignorées. « La guerre actuelle est due exclusivement au « chancre du pangermanisme qui a rongé l'Alle- « magne pendant vingt ans et qui, maintenant, a « atteint ses organes vitaux. »

Aucun homme d'État des pays belligérants n'a fait de déclaration plus importante que celle-ci sur les origines de cette guerre. Qu'on l'examine attentivement et tout s'explique — on comprend aussitôt

pourquoi l'Allemagne prétend avec une telle unanimité qu'elle soutient une guerre défensive, on comprend la violence stupéfiante et la haine effrénée du Kaiser et de tous ses sujets à l'égard de l'Angleterre.

Tout d'abord nous avons ces mots : « Malgré leurs sentiments absolument pacifiques, la France et la Russie décidèrent de mettre un terme à l'arrogance de l'Allemagne et de la mettre dans l'impossibilité, une fois pour toutes, de fouler aux pieds les terres de ses voisines. » Et pour finir nous avons ces mots : « *Je suis disposé à admettre que M. de Bethmann-Hollweg ne désirait pas la guerre et qu'il n'en fut pas le promoteur immédiat*, mais de nombreuses personnes dans l'entourage du chancelier désiraient la guerre avec ardeur. »

En d'autres termes, il y avait deux partis en Allemagne, un parti de la guerre et un parti de la paix. Le parti de la guerre finit, non par arriver au pouvoir, mais par s'en emparer brusquement, résolu à frapper la Russie et la France pendant que l'Allemagne était plus forte que les deux grands pays qui bordaient ses frontières. Quant à la France et à la Russie, elles décidèrent de mettre un terme à la menace perpétuelle d'une agression allemande.

C'est là toute l'histoire de la guerre. Et qu'est-ce qui est en cause ? Une faiblesse humaine — la suspicion. L'Allemagne soupçonnait la Russie et la France ; la Russie et la France soupçonnaient l'Allemagne. Aucune des deux parties n'avait confiance en l'autre. Et, en fin de compte, quand la suspicion

eut écrasé les trois pays sous un effroyable fardeau de dettes, ils décidèrent de mettre un terme à l'incertitude, à l'anxiété et à la crainte d'une ruine financière par une guerre à mort.

M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'empereur d'Allemagne, *ne désirait pas la guerre et n'en fut pas le promoteur immédiat...* Que le lecteur veuille bien se rappeler cette déclaration énergique et fondamentale en lisant l'histoire des efforts que fit l'Angleterre pour préserver la paix de l'Europe.

En 1911, l'empereur d'Allemagne vint à Londres faire visite à George V qui suivait scrupuleusement les traces de son père et, monarque constitutionnel, désirait sincèrement la paix du monde. L'empereur reçut le meilleur accueil qu'il ait jamais reçu en Angleterre ; il fut fêté par les Anglais à l'égal d'un héros. Il fit des discours d'un caractère extrêmement amical, se montra à la foule dans les rues et, contrairement à son habitude, s'efforça d'être simple, sans affectation et aimable. Quelques-uns d'entre nous crurent qu'il avait le désir sincère de porter dorénavant sur la scène du monde le manteau de son oncle défunt — Edouard le Pacificateur. Entre autres actes de cordiale simplicité, il signifia à Lord Haldane qui devait recevoir à déjeuner quelques généraux allemands, qu'il aimerait être de la partie et quand Lord Haldane lui demanda avec qui il lui serait agréable de se rencontrer, il répondit qu'il lui serait agréable de se rencontrer avec des personnes dont il avait peu de chances de faire la connaissance par ailleurs. Ce déjeuner attira l'attention des jour-

naux. On remarquait parmi les invités : Lord Kitchener, Lord Curzon, Lord Morley, l'amiral Sir Arthur Wilson, M. A. Spender et M. Ramsay Macdonald, le chef du Labour party. L'empereur d'Allemagne, renonçant à ses grands airs, se montra d'une humeur agréable et fit, pour autant que je suis renseigné, une bonne impression sur les invités.

A son départ d'Angleterre les journaux étaient pleins de bons vœux et de félicitations. Tout ce que nos hommes politiques, à commencer par Lord Lansdowne, M. Cecil Rhodes, M. Joseph Chamberlain et M. Bonar Law, avaient dit à l'avantage de l'empereur et de son peuple, semblait se vérifier. Même les journaux de Lord Northcliffe semblèrent sans méfiance jusqu'à la date du 17 octobre 1913, où l'un d'entre eux s'exprimait ainsi : « Nous reconnaissons tous en l'empereur un parfait gentleman dont la parole vaut mieux que l'engagement de beaucoup d'autres, un hôte que nous sommes toujours heureux d'accueillir et tristes de voir partir, un prince dont les ambitions sont fondées sur un aussi bon droit que les nôtres. »

En cette même année 1911, le correspondant berlinois du *Daily Mail* fit, dans une des revues illustrées les plus populaires de Lord Northcliffe, une description enthousaiste de l'empereur, parlant de « son profond attachement pour l'Angleterre et les Anglais » et protestant qu' « aucune des innombrables insinuations dirigées contre le Kaiser ne lui cause plus d'impatience et de chagrin que celle qui prétend faire de lui un ennemi de l'Angleterre... Ce

fut son rêve, dès sa jeunesse, que l'Angleterre et l'Allemagne marchent côte à côte ».

Et pourtant après la magnifique réception de Londres, en juillet de la même année, il se produisit ce que M. Oliver appelle le « quatrième et retentissant avertissement de l'Allemagne». Le croiseur allemand *Panthère* apparut soudain à Agadir comme pour insulter à la France et la provoquer. Peut-être se proposait-on de voir jusqu'à quel point l'Angleterre était engagée vis-à-vis de la France, l'Angleterre qui venait de se montrer si bien disposée à l'égard de l'Allemagne. S'il en fut ainsi la réponse ne tarda pas à venir. Trois semaines plus tard, dans un discours mémorable prononcé à la Mansion House ([1]), M. Lloyd George annonça au milieu du plus grand enthousiasme que l'Angleterre ne permettrait pas que la France soit attaquée par une autre puissance. Ce discours, qu'on veuille bien le remarquer, n'aurait pas pu retentir avec un pareil accent de conviction si l'organisation militaire du pays n'avait pas été en très bonne voie. Lord Haldane était en mesure d'envoyer un corps expéditionnaire sur le continent, et comme il se rendait parfaitement compte que la situation était menaçante, il fit cesser les manœuvres d'usage et consacra tout l'argent qu'elles coûtaient à compléter les préparatifs d'une mobilisation immédiate — ce qui n'échappa pas à l'attention de l'Allemagne. D'ailleurs l'Allemagne eut connaissance des conférences qui

---

([1]) Maison du lord-maire à Londres.

eurent lieu sous le gouvernement de Lord Haldane entre les états-majors français et britannique.

Le péril fut conjuré grâce en partie à l'action vigoureuse du gouvernement britannique, mais c'en était fait des bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. La Grande-Bretagne devint défiante à l'extrême et le parti de la guerre allemand exerça une grande influence sur le sentiment national en répétant sur tous les tons : « Je vous l'avais bien dit ! » Le Kaiser se trouva attaqué de tous les côtés par les partisans de la guerre. Ils lui représentèrent que c'était se suicider que d'avoir encore confiance en l'Angleterre, que l'Angleterre excitait par derrière la France et la Russie tant qu'elle pouvait à attaquer l'Allemagne, qu'il était vain de rêver la dissociation de l'Entente, que l'Entente était bien, comme ils l'avaient toujours dit, l'instrument d'Edouard VII pour l'écrasement de l'Allemagne. C'était un raisonnement logique, mais contraire à toute vérité [1].

[1] Le correspondant particulier du *Times* à Amsterdam envoya l'information suivante à son journal, le 31 juillet 1916 : « Le comte Reventlow s'adressant à une nombreuse assemblée à Munich a parlé du développement des relations anglo-allemandes. Il a dit que l'amiral de Tirpitz avait bien compris que les desseins de l'Angleterre et de l'Allemagne se contrecarraient. Il a dit que pendant douze ou treize ans la politique anglaise avait cherché à constituer une coalition continentale pour l'anéantissement de l'Empire allemand. Il ne doute pas que l'Angleterre n'ait voulu et préparé cette guerre de propos délibéré et qu'elle ne fasse tout son possible pour arriver à ses fins. Ce n'est pas avec l'Angleterre, mais contre elle, a-t-il dit, que nous obtiendrons la sécurité qui est indispensable à la force du peuple allemand. Ne nous faisons pas d'illusions. L'Angleterre est encore intacte. La catastrophe financière de l'Angleterre dont on parle tant n'aura pas lieu. Nous ne devons poursuivre qu'un but dans cette guerre et comme il y va de notre vie nous pouvons et voulons faire la guerre à outrance. »

L'empereur résista à ces représentations. Il envoya un message privé à un de nos ministres (pas à Lord Haldane) par l'intermédiaire d'un ami personnel qu'il avait en Angleterre. Dans ce message, il se disait affligé du nuage qui assombrissait les relations anglo-allemandes et suggérait que les deux gouvernements engagent des pourparlers. L'initiative vint d'Allemagne. M. Ballin, qui était un partisan de la paix et qui avait toutes les raisons de l'être, contribua à faire connaître les vues de l'empereur à notre ministre, et ce fut, en partie du moins, grâce à son influence et à son désir évident de conjurer la guerre (qui, heureuse ou non sur terre, aurait infailliblement détruit sa prospérité d'armateur) que Sir Edouard Grey se reprit à espérer le rétablissement de bonnes relations avec l'Angleterre.

On pensa que le meilleur moyen d'établir ces bonnes relations serait d'envoyer à Berlin un ministre qui fût à même de dire avec autorité que nous étions déterminés à soutenir la France et qui, en outre, fût à même de découvrir ce qui se passait dans les esprits d'Allemagne. Au lieu de recourir aux moyens habituels de communication diplomatique, ce qui aurait pu augmenter les soupçons du Kaiser et provoquer de sa part une rebuffade, le gouvernement décida avec beaucoup de sagesse d'envoyer un ministre qui savait l'allemand à la perfection, qui connaissait personnellement l'empereur et ses principaux ministres et qui était au courant des travaux du ministère britannique des affaires étrangères. Lord Haldane fut choisi pour

et de Falstaff. C'est dans ces dispositions d'esprit qu'il fut dès le commencement.

M. Frédéric Wile, correspondant berlinois du *Daily Mail* fait un récit des derniers jours de paix en termes qui ne donnent pas à entendre que « l'Allemagne », animée d'une impatience belliqueuse, ait préparé et machiné la guerre. Au sujet du fatal conseil de guerre réuni à Potsdam, le 29 juillet, il dit dans *The Assault* :

« Les détails précis de ce conseil n'ont jamais « transpiré. Je crois qu'on en peut dire une chose « avec certitude : ce ne fut pas un conseil où régna « l'harmonie et qui finalement vota la guerre. Quoi « qu'il en soit, au début il était divisé en deux « camps qui se trouvaient en désaccord absolu. « Quelque répugnance que le monde ait à le croire, « le « parti de la paix » ou ce qui en restait avait, « dit-on, à sa tête, l'empereur lui-même. Bethmann- « Hollweg défendit le point de vue de son maître « impérial, à savoir qu'il ne fallait recourir à la « guerre qu'à la dernière extrémité... Falkenhayn et « Tirpitz étaient favorables à la guerre. L'Alle- « magne était prête ; ses adversaires ne l'étaient « pas ; l'issue était évidente. Moltke fit des ré- « serves. Il est chrétien scientiste et d'ailleurs « pacifique par tempérament. »

M. Wile rapporte en ces termes l'arrivée du Kaiser à Berlin, le vendredi 31 juillet : « Le maître de la « guerre au casque de cuivre... était la personnifica- « tion de la gravité... Il ne semblait pas un homme « heureux et il était loin d'avoir cet air superbe que

« je m'étais toujours attendu à lui voir au milieu « du délire de la guerre. C'était, à ne s'y pas trom- « per, un empereur anxieux qui entrait dans sa « capitale en cette après-midi d'immortelle mé- « moire. »

L'après-midi du 1er août « passa au milieu d'une « angoisse presque insupportable. La foule, dans « une attente anxieuse » se pressait *Unter den Lin-* « *den* et dans le *Lustgarten* qui entoure le château. « Elle était en proie à la terreur plus qu'à la fer- « veur guerrière. Il était six heures. Le carillon « plaintif de la cathédrale appela les gens au service « d'intercession ordonné par l'empereur ce même « jour. Il y avait de la solennité dans l'air. On sa- « vait maintenant que la réponse de la Russie... « signifiait la guerre et non la paix. La confirmation « ne se fit pas longtemps attendre... Le sort en était « jeté. On rapporta que l'empereur, après avoir « signé l'ordre de mobilisation qui signifiait la « guerre, s'adressant à Moltke, à Falkenhayn et au « reste de la clique militaire, dit : « Messieurs, vous « vivrez assez longtemps pour le regretter. »

M. Wile raconte l'anecdote suivante dont il ga- rantit l'authenticité : « Je puis garantir la parfaite « exactitude d'un fait antérieur à la guerre et resté « jusqu'ici inédit, qui justifie mes doutes sur la « responsabilité immédiate de l'empereur, s'il ne « l'absout pas d'avoir donné son acquiescement et, « par là, son appui au parti de la guerre. Dans « l'après-midi du samedi 1er août 1914, la femme « du lieutenant général Helmuth von Moltke, qui

« était alors chef du grand état-major allemand, « fit une visite à Berlin dans une famille que je ne « nommerai pas. « Ach, quelle journée j'ai passée, Kinder ! dit-elle. Mon mari est revenu à la maison « juste avant mon départ. Il s'est jeté sur un ca- « napé éreinté, abîmé de fatigue, en m'expliquant « qu'il venait de faire pendant trois jours le travail « le plus dur qu'il ait jamais fait dans toute sa vie — « il a aidé à amener le Kaiser à signer l'ordre de « mobilisation. »

Qu'on examine les deux mots offensif et défensif pour voir ce qu'on en peut tirer. Les Anglais firent-ils en Egypte, dans l'Afrique du Sud et dans l'Himalaya des guerres offensives ou défensives ? Quand Lord Roberts partit pour Kandahar, menait-il une campagne offensive ou défensive ? Quand Lord Kitchener se mit en route à travers le désert d'Arabie, entreprenait-il une guerre offensive ou défensive ? Et quand Sir Redvers Buller débarqua en Afrique du Sud, était-il à la tête d'une expédition offensive ou défensive ? Dans chacun de ces cas nous ne manquons pas de répondre avec confiance que notre pays menait une guerre défensive. L'empereur d'Allemagne de même, persuadé que le péril slave qui menaçait l'Autriche le menaçait lui aussi, croyait et croit encore faire une guerre défensive.

La fureur du parti de la guerre contre notre pays n'est difficile à comprendre que pour ceux d'entre nous qui n'ont cessé d'accuser le gouvernement et de calomnier nos classes ouvrières. La rage de la Prusse envers l'Angleterre est la rage du joueur déçu,

déjoué et ruiné. L'entrée de l'Angleterre sur le champ de bataille a mis un terme aux espoirs allemands. Dès l'instant où notre diplomatie fit clairement comprendre à l'Allemagne que nous interviendrions si elle violait la neutralité belge, l'âme prussienne fut remplie de l'amertume la plus amère et quand, le 4 août, nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne une tempête de rage s'abattit sur nous comme il ne s'en était jamais vu entre nations.

Et pourtant M. Oliver a l'audace de dire dans *Ordeal by battle* que l'Allemagne ne nous déteste que parce qu'elle nous méprise ! La littérature tout entière n'offre pas, que je sache, d'exemple de préjugé plus éclatant que cette affirmation solennellement faite par un homme qui s'est assis à sa table pour écrire un livre sur sa marotte à l'heure où les piliers de la civilisation chancelaient et où le sol de l'Europe ruisselait de sang. Qu'on me permette de citer les paroles mêmes de M. Oliver :

« Ce n'est pas un paradoxe, mais une simple « constatation de fait que de dire que le principal « grief de l'Allemagne contre nous a été que nous « n'étions pas préparés à résister à son attaque. Sa « haine qui nous a causé et qui nous cause encore « tant de stupeur était fondée sur le plus solide des « fondements — le manque de respect. »

Qu'on veuille bien remarquer que ces mots ont été écrits après des batailles qui ont couvert les armes britanniques d'une gloire inconnue jusqu'à ce jour — après des batailles où les soldats britanniques ont brisé pour jamais les rêves conquérants

de l'Allemagne. La cigarette aux lèvres, impassible au milieu de ses soldats incomparables, Lord French a contenu les légions de la plus puissante machine de guerre que le monde ait jamais connue, il les a contenues, il les a mises en pièces coup sur coup et, pour finir, il les a repoussées chancelantes loin des côtes de France. Au moment où M. Oliver écrivait, les mers du monde avaient été débarrassées du commerce allemand. Nos navires de guerre et notre marine marchande allaient où il leur plaisait. Les colonies de l'Allemagne tombaient en notre pouvoir, et la France se préparait dans le calme et sans précipitation à regagner le terrain perdu et à aller de l'avant.

M. Oliver tombe dans la même erreur que feu le professeur Cramb, il confond la fureur de la jalousie avec la froide passion qu'est le mépris. Frédéric le Grand a dit : « Tout dépend pour l'homme du moment où il vient au monde. Bien que je sois venu trop tard, je ne le regrette pas : j'ai vu Voltaire... » Cramb comprit que l'Allemagne était venue trop tard, mais il prit le dépit et la colère qu'elle éprouvait à notre égard pour le mépris d'une âme supérieure. Si l'on examine l'œuvre de Treitschke on s'aperçoit que ses sentiments à l'égard de l'Angleterre sont beaucoup trop ardents et même frénétiques pour être inspirés par un mépris sincère. Assurément une juste indignation peut altérer le mépris, mais le mépris n'écume pas, ne tape pas du pied, ne gesticule pas et ne dit pas des bêtises.

Nous connaissons maintenant le vrai sentiment

de l'Allemagne à notre égard. Tant que nous aspirions à la paix nous étions le malandrin qui s'est retiré des affaires, fortune faite, et qui s'est mis sous la protection de la police. Mais dès que nous eûmes mis en mouvement notre flotte puissante et armé 5 millions de libres citoyens, nous devînmes des tyrans inhumains. On feignait le mépris pour le malandrin retiré des affaires, tandis que la crainte de l'agent de police est réelle et sincère.

Nos propres militaristes ne sont pas plus conséquents. Le professeur Cramb, par exemple, a pour le pacifisme des sentiments de fureur fanatique. Il ne croit pas que l'humanité puisse jamais échapper ou doive désirer d'échapper à la fatalité de la guerre. Il serre Bernhardi contre son cœur parce qu'à la question : « Qu'est-ce que l'Allemagne ? » ce soldat répond : « C'est la lutte, c'est la guerre ». Cependant nous lisons dans *Germany and England* : « Le premier roulement de tonnerre qui annonce l'approche du terrible orage, l'approche de la guerre. » Pourquoi « terrible » ? Si le pacifisme est méprisable, pourquoi ne pas dire *magnifique*, ou *délicieux*, ou *bienfaisant ?* Et pourquoi, quand la guerre éclate et qu'elle est accompagnée par ces horribles excès et les atrocités qui ont *toujours* accompagné la guerre, pourquoi nos militaristes sont-ils les premiers à hurler contre l'inhumanité de la nation guerrière qu'ils n'ont cessé de citer en exemple à notre admiration ?

Les Allemands, nous a-t-on dit, aimaient cette sentence de Nietzsche : « L'homme, après tout, ne

désire pas réellement le bonheur, excepté l'Anglais. » Cette sentence place adroitement l'Anglais « en dehors de l'humanité ». Mais dès que l'Anglais, un peu fatigué de ces railleries, entreprend de rendre l'Allemagne très malheureuse, plus malheureuse qu'elle ne l'avait jamais été, au lieu de nous remercier, au lieu d'exprimer à notre pays des sentiments de gratitude et d'amour, les guerriers d'Allemagne éclatent presque de haine. Il n'y a pas moyen de contenter un militariste.

On a accusé l'Angleterre d'être nonchalante, lâche et dégénérée : ce n'est pas le moment de discuter ces accusations. L'histoire trouvera à la fin des œuvres de Treitschke, des pamphlets de Bernhardi et des conférences névrosiques du pauvre professeur Cramb, une sentence simple et décisive écrite par le plus grand historien qui ait jamais vécu : — Ce n'est pas vrai (*signé*) : THOMAS D'AQUIN.

Qu'un homme qui est dans son bon sens puisse écrire gravement, à l'heure tragique où l'Angleterre sauve son alliée sur le sol étranger, que nous n'étions pas préparés à résister à l'attaque de l'Allemagne, cela passe ma compréhension ; mais qu'il pousse la folie au point de dire que l'Allemagne — qui a été saignée, meurtrie et rompue par nos troupes, qui grince des dents de rage contre nous, qui a été frustrée de toutes ses illusions à cause de nous — dire que cette Allemagne écumante de colère, vociférante et devenue folle, nous détestait parce qu'elle ne pouvait pas nous respecter, c'est tellement stupéfiant et effarant qu'il n'y a rien à répondre et qu'il

faut s'en souvenir comme d'un monument de monomanie.

Je voudrais prier M. Oliver et ceux qui partagent ses opinions de lire ce qu'un correspondant particulier du *Times* disait, le 3 août 1916, des incomparables troupes britanniques : « C'est presque un « lien commun que de dire que notre premier corps « expéditionnaire était probablement, de toutes les « armées de même grandeur, la plus belle que le « monde ait jamais vue. Nos alliés le reconnaissent « et nos ennemis le reconnaîtront. La France ou « l'Allemagne auraient pu peut-être choisir parmi « leurs millions de soldats et constituer avec les « troupes d'élite une même armée, méprisable par « le nombre et d'un courage invincible, mais une « pareille armée n'existait pas et n'a jamais existé.

« Certaines personnes craignent que la majesté « de la nouvelle armée ne fasse oublier la splendeur « de l'ancienne. Il n'y a pas de danger que cela « arrive. L'ancienne armée ne cessera jamais d'être « honorée. C'est son exemple et son œuvre qui ont « permis à la nouvelle armée d'être ce qu'elle s'est « révélée. »

Ce fut l'arrivée sur le champ de bataille du corps expéditionnaire britannique, créé par un homme que M. Oliver insulte sans vergogne, qui apprit aux Allemands comme rien ne pouvait le leur apprendre à cette époque, à part la flotte britannique, que leur guerre défensive était bien, en réalité, une guerre défensive et qui les éprouverait jusqu'à l'âme. M. Venizelos déclara, dit-on, que l'Allemagne avait

été battue sur la Marne, mais qu'il lui faudrait deux ans pour le comprendre.

Loin de nous mépriser l'Allemagne nous craignait plus que tout au monde. Sans doute quelques fanatiques s'efforcèrent de prouver que nous étions décadents, de même que chez nous il y eut des gens qui tâchèrent de prouver que l'Allemagne était dissolue et son armée surmenée. Mais les Allemands de sang-froid comprenaient que de toutes les puissances que l'Allemagne devait craindre, l'Angleterre était la plus redoutable et qu'avant de songer à la domination du monde il lui fallait affronter « l'invincible courage britannique qui n'est jamais aussi tranquille et opiniâtre que vers la fin d'une journée incertaine et meurtrière ».

La rage de l'empereur, la rage des pacifistes allemands, des pasteurs, des professeurs et des politiciens a été causée par les sarcasmes du parti de la guerre : « Nous vous l'avions bien dit ! » L'Allemagne croit maintenant, presque comme un seul homme, qu'Edouard VII, en effet, fit le plan de l'encercler et qu'en effet il machina la triple attaque que ni la puissance prussienne, elle le comprit tout de suite, ni le courage prussien, ni même la brutalité prussienne ne pourraient à la longue repousser[1].

Il est probable que l'Allemagne n'aurait jamais risqué une attaque contre la Russie et la France si elle avait été absolument sûre que la Grande-Bretagne s'en mêlerait. Elle courut le risque parce

---

[1] Cf. Appendice, note H.

qu'elle croyait la Grande-Bretagne engagée dans les difficultés irlandaises au point de ne pas pouvoir remplir ses engagements sur le continent. Parce que la Grande-Bretagne a écarté la folie d'une guerre civile et pris sa place aux côtés de la France, l'Allemagne croit que la fin suprême de notre politique étrangère était la destruction de sa prospérité commerciale.

Dans le prochain chapitre je m'efforcerai de donner au lecteur une idée du rôle joué par la Grande-Bretagne dans cette guerre pour la liberté de l'humanité et le respect des lois internationales. Ce rôle magnifique et glorieux ne doit pas nous faire oublier que la diplomatie digne, loyale et énergique de la Grande-Bretagne, tout en envisageant l'éventualité de la guerre, a travaillé sans peur et sans reproche au maintien de la paix du monde. Ce n'est qu'en insistant inlassablement sur ce fait historique que nous pouvons défendre la mémoire d'un noble roi et réveiller la conscience des meilleurs d'entre les Allemands.





CHAPITRE V

PARS BRITANNICA

Rien n'a été aussi remarquable dans ce pays pendant la première semaine d'août 1914 que la dignité tranquille et la confiance silencieuse de la nation britannique. On n'assista pas à une explosion de sentiments violents comme celle qui affligea tous nos amis à l'époque de la guerre sud-africaine. Tranquillement et avec un grave sang-froid, ce grand peuple intrépide se mit en devoir de combattre la plus terrible machine de guerre du monde et de résister à la plus redoutable menace qui eût jamais été faite à la liberté individuelle. Il n'y eut ni exaltation ni panique.

Celui qui aurait parcouru l'Angleterre à cette époque n'aurait pu s'empêcher d'être fier de son pays. La nation tout entière semblait revêtue d'une dignité admirable et une gravité presque religieuse se révélait jusque dans les circonstances extérieures de la vie quotidienne. Les hideuses haines de

classes et les rancunes de partis qui nous avaient déshonorés pendant si longtemps cessèrent d'un coup. Si l'empereur d'Allemagne pouvait proclamer qu'il avait toute la nation derrière lui et que désormais il ne connaissait plus que les Allemands, le roi d'Angleterre aurait pu dire, s'il avait été d'humeur à se vanter ou s'il avait jugé opportun de proclamer l'évidence que l'Empire britannique tout entier avait un seul cœur et une seule pensée.

Telle fut pendant quelques jours l'attitude admirable de la Grande-Bretagne en face d'une guerre désastreuse. L'État prit la direction des chemins de fer. La flotte royale, mobilisée en silence, imposa sa suprématie incontestable sur les mers du monde. Le corps expéditionnaire fut transporté en France avec tous ses services auxiliaires sans un accroc et sans un accident. Le corps médical de l'armée royale, organisé depuis longtemps, fonctionna en Angleterre et en France. De toutes les classes de la nation une armée innombrable vint offrir spontanément ses services à l'État. Et enfin, réconfort glorieux et émouvant, les lointains Dominions, les princes hindous et, tout près de nous, les Irlandais, cruellement éprouvés, déposèrent immédiatement le sabre de leurs jeunes hommes aux pieds du souverain britannique. Un tel spectacle, sans précédent dans l'histoire du monde, était bien fait pour inspirer des sentiments de dignité et de confiance. L'esprit de l'Empire britannique se trouvait justifié aux yeux de l'humanité tout entière.

Cependant un changement se produisit dans l'es-

prit de la nation avant que la gloire de la Grande-Bretagne eût frappé d'étonnement l'âme du monde. Les hommes de chez nous qui ne sauraient être heureux ou se sentir véritablement utiles à l'État tant qu'ils n'ont pas un râteau à fumier entre les mains, commencèrent une œuvre mauvaise et déprimante de censeurs. Leur premier objet fut de ruiner le crédit du gouvernement. S'agissait-il pour eux de régler de vieux comptes politiques ou tremblaient-ils vraiment à la pensée des soldats prussiens envahissant leurs bureaux, on ne sait pas. Ce qui est certain c'est qu'on fit une vaste conspiration pour renverser le gouvernement. Afin d'inspirer à la nation les sentiments qu'ils voulaient, et de la disposer à l'excitation, à l'hystérie, à une activité bruyante et importune, ces gens s'attaquèrent de toutes leurs forces malfaisantes à la confiance publique.

Parmi ceux qui prirent part à cette conspiration il y avait quelques honnêtes patriotes. Ils croyaient le parti libéral incapable de conduire une grande guerre européenne. Ils savaient que des dissentions avaient éclaté au sein du cabinet sur l'intervention anglaise dans la guerre et qu'il en était résulté des démissions. On peut excuser le désir de ces meilleurs d'entre les unionistes d'avoir voulu renverser le gouvernement libéral, mais au point de vue moral comme au point de vue politique, les méthodes qu'ils ont adoptées sont impardonnables. Pour renverser le gouvernement on a mené une campagne de calomnie contre quelques-uns des ministres les plus capables du roi.

Cette campagne de calomnie qui était aussi basse que traîtresse s'en prit particulièrement au Lord Chancelier. De tous les ministres c'est lui que détestaient le plus les fanatiques du service obligatoire. Il avait osé résister à Lord Roberts. Il avait mis en lambeaux l'argumentation des partisans de la conscription. C'était son crime capital. C'est lui, plus qu'aucun autre (parce qu'il y voyait une admirable occasion d'améliorer l'éducation nationale) qui sut soustraire aux chicanes ecclésiastiques le Bill relatif à la séparation de l'Église anglicane du pays de Galles, pour le transporter loin des attaques mesquines sur le terrain de la grande politique. Chaque fois que la rhétorique vigoureuse, mais assez brusque et un peu négligée de M. Lloyd George avait fourni un prétexte aux injures ironiques de l'opposition sur les démagogues et la haine des classes, on voyait apparaître sur la scène Lord Haldane qui, avec l'autorité que lui donnaient sa culture et son coud d'œil d'homme d'État, révélait à ses compatriotes l'esprit véritable du libéralisme, c'est-à-dire l'action rationnelle de l'esprit humain à la recherche des méthodes de perfectionnement et des voies du progrès. Ces crimes, cependant, auraient pu être oubliés et pardonnés. Mais qui aurait pu pardonner le scandale du service obligatoire ? Il était détesté par les scribes d'une opposition politique pour avoir refusé, sur le conseil des officiers les plus capables du pays, de suivre l'avis de Lord Roberts dans la question du service national.

Il est important de répéter ici ce que j'ai déjà

dit : le service national fut repoussé par Lord Haldane après qu'il eut entendu ses conseillers militaires. *Ils ne voulurent rien savoir du service national.* Ils déclarèrent, après mûre réflexion, que l'adoption du service national aurait désorganisé l'armée et qu'il en serait résulté une dangereuse confusion dont un ennemi aurait pu profiter pour nous attaquer. Ils repoussèrent le service national pour concentrer tous leurs efforts sur le renforcement de l'armée qu'un gouvernement précédent avait laissé dans un état de confusion et de faiblesse notoires.

Il est difficile de rapporter ce qui se passa dans la suite sans éprouver la plus vive indignation, en même temps qu'un sentiment de honte extrême. Le premier ministre, qui observe toujours la plus grande réserve, a déclaré, en août 1914, que si la Grande-Bretagne était préparée à la guerre elle le devait à Lord Haldane plus qu'à personne. Lord French avait déjà dit de lui qu'il avait entrepris et mis au point une machine de combat et un système de défense nationale comme ce pays n'en avait jamais eu auparavant. Le *Times* et le *Morning Post* lui avaient offert, en pleine lutte de partis, leur tribut d'éloges et de gratitude. Edouard VII lui avait confié la réalisation de son idéal politique le plus cher. On le savait lié d'une étroite amitié avec Sir Ed. Grey dont il avait été l'hôte et le soutien fidèle pendant les jours d'agonie qui précédèrent la déclaration de guerre. Personne n'avait jamais osé attaquer son caractère. Son dévouement désintéressé au pays était hors de question, de même que sa

culture, son intégrité et son extraordinaire puissance d'organisation. Ses discours sur l'éducation, sur la paix et sur la politique mondiale avaient attiré l'attention des hommes éclairés de tous les pays dans les deux mondes. Il était le premier citoyen du pays, grand homme d'État, écrivain distingué. Il avait été lord recteur d'une de nos principales universités et il était chancelier d'une autre. Il comptait au nombre de ses amis personnels les chefs unionistes les plus capables et il était un des rares hommes de la politique contemporaine que la boue des controverses de partis eût épargné — mais tout cela ne lui servit à rien.

Il fallait trouver une excuse à la panique, il fallait un bouc émissaire : il fut choisi. Les plus grands ennemis de l'Angleterre (c'est-à-dire ceux qui égarent les masses) crièrent haro sur Lord Haldane. Il avait été ministre de la guerre. Il avait rebuté Lord Roberts. Il avait reçu l'empereur d'Allemagne dans sa maison. Il était connu, depuis des années, comme un admirateur fervent de ce que la littérature allemande a produit de plus élevé et de plus noble. Apparemment on ne pouvait pas faire tomber M. Asquith en ce moment, bien qu'il eût beaucoup d'ennemis ; d'autre part, le public tenait Sir Ed. Grey pour un homme d'honneur. Mais que savait-on de Lord Haldane et qu'importait au public et aux masses d'Angleterre ce serviteur silencieux et dévoué de la juste raison et de la volonté de Dieu ?

Qu'importait qu'il eût été le ministre libéral favori d'Edouard VII ? Il ne l'avait pas crié sur les

toits et le public n'en savait rien. Qu'importait que Lord French lui eût rendu le témoignage que l'on sait ? Le public a la mémoire courte — sinon c'est avec dérision qu'on accueillerait les articles de tête de nos journaux. Qu'importait que Lord Haldane eût fait pour la cause de l'éducation nationale infiniment plus que personne dans le pays ? Comme si le public, comme si notre grand public se souciait le moins du monde d'éducation !

C'est alors que se produisit le fait le plus triste, le plus honteux et le plus inquiétant de l'histoire contemporaine : une bande de journalistes ignorants, sans principes et sans vergogne, forcèrent à la retraite l'homme d'État qui, plus que tout autre, avait justifié la confiance d'Edouard VII et sauvé le pays des hordes prussiennes. En présence de toutes les nations, de nos alliés et de nos ennemis, nous avons permis que cet homme de bien, que ce grand homme, que ce sage fût traîné au ruisseau par ceux qui tirent leur pain du ruisseau.

On a osé dire, au moment même où sa machine de combat sauvait les côtes de France et brisait le rêve de l'Allemagne conquérante, que Lord Haldane était un frère illégitime du Kaiser, qu'il était marié clandestinement en Allemagne, qu'il entretenait une correspondance avec des Allemands et qu'étant parfaitement renseigné sur les intentions guerrières de l'Allemagne, il avait délibérément caché ce qu'il savait à ses collègues du cabinet. Tout ce qu'on peut imaginer de mesquin, de bas, d'ignoble et de déshonorant, on l'a dit ou insinué contre le Lord

Chancelier d'Angleterre. Les journaux qui avaient déposé des lauriers à ses pieds deux ans auparavant se mirent à le souiller de boue. Le journal qui avait fait afficher dans toutes les villes du pays son cri immonde : « Au diable la Serbie », commença à parler du bon Dièu et à vilipender Lord Haldane. Même M. Oliver, s'il n'est pas descendu si bas, n'a pas pu se défendre d'un ricanement offensant. Le pays tout entier fut, pour ainsi dire, rempli de suspicion et de terreur. Un traître dans le cabinet ! Un espion au cœur même de l'Angleterre ! Il y eut un moment d'hésitation et de doute. Pendant un moment les masses se demandèrent si leurs journaux disaient vraiment la vérité. Et alors on découvrit (ô merveille, ô bonheur, ô chance providentielle !) qu'un jour, à Londres, pendant un dîner, s'adressant à un philosophe allemand qui aimait Hermann Lotze, Lord Haldane avait dit qu'à cause de Lotze il considérait presque l'Allemagne comme sa patrie spirituelle. Ce fut le coup de grâce. Qu'avait-on besoin d'autres témoignages ? Est-ce que le grand public d'Angleterre permettrait que siège dans le cabinet un misérable qui considérait l'Allemagne comme sa patrie spirituelle ? Cela était impossible à admettre.

C'est ainsi que le chancelier d'Angleterre fut sacrifié à des journalistes venimeux et sans scrupules, à des hommes dont Ruskin a dit qu'ils vendraient ce qui leur tient lieu d'âme pour une bouteille de vin ; c'est ainsi que les plus bas et les plus vils firent descendre le plus grand et le plus noble ; et

c'est ainsi qu'au milieu d'une guerre redoutable qui, au début, nous avait inspiré quelque grandeur et qui exigeait, avant tout, que nous fussions résolus et nous montrions tels à nos amis et à nos ennemis, nous nous sommes exhibés à l'humanité entière comme une nation d'hystériques, qui se laissent gouverner par les clameurs des journaux.

Nous ne nous sommes jamais entièrement remis de ce coup. Lord Northcliffe, au cours de ses récents voyages à travers la France, l'Italie, la Suisse et l'Espagne, a envoyé à diverses reprises ses lamentations au *Times*. Il se plaint de ce que les nations étrangères n'apprécient pas le rôle de la Grande-Bretagne dans la guerre et réclame une propagande énergique et habile. Mais il est trop tard. Seuls les marins et les soldats britanniques peuvent maintenant défendre notre bon renom. L'effet produit par les attaques implacables et déprimantes qu'ont dirigées les journaux contre le pays au début de la guerre a été trop considérable à l'étranger pour que des mots puissent le dissiper. La chute d'un homme du mérite de Lord Haldane, d'un ministre qui personnifiait si bien la force silencieuse et le calme inébranlable de la Grande-Bretagne, a porté à notre réputation un coup dont nous ne nous remettrons pas facilement.

Il est bon que les ennemis de Lord Haldane sachent comment un grand homme accepte le verdict de la populace. Comme cet autre Lord Chancelier qui se retira au XVIIIe siècle devant la haine et la calomnie déchaînées, Lord Haldane se tourna

presque avec soulagement vers les études qu'il aimait, la science et la philosophie [1]. Sa conscience était tranquille. Il avait fait son devoir. Et il devait savoir que sans sa ténacité au War Office, toute l'histoire de cette guerre eût été différente. Inaccessible à « la malignité de l'esprit de parti » et à « l'aveuglement des préjugés de parti », sans amertume malgré la grossière ingratitude de ses compatriotes, il quitta le tumulte de la politique pour se retirer dans l'étude.

En décembre 1915, il fit part du résultat de ses méditations à la *Aristotelian Society*, dans un mémoire intitulé : *On Progress in Philosophical Research* (*Du progrès dans la recherche philosophique*). Ce mémoire est un modèle de respect pour la vérité, de patience dans la recherche, de tolérance, et témoigne d'un savoir presque renversant. C'est l'œuvre d'un philosophe qui a suivi le développement de la pensée depuis Platon et Aristote jusqu'à Hegel et Schopenhauer et jusqu'aux philosophes contemporains de l'Europe moderne, Bergson, Bradley et les Neo-Réalistes. En effet, Lord Haldane est resté en contact avec les philosophes contemporains pendant sa retraite, ainsi que le prouve la conclusion d'un livre remarquable sur la philosophie de Bergson récemment publié par un des plus éminents métaphysiciens de la jeune génération américaine :

« En terminant je désire exprimer ma sincère « gratitude au vicomte Haldane pour les encoura-

(1) Cf. Appendice I.

« gements et les suggestions que j'ai trouvés dans « la correspondance que nous avons échangée pen- « dant que je travaillais à ce livre. Il n'est en aucune « façon, responsable des opinions qui y sont expri- « mées, mais si mes efforts devaient par hasard « obtenir quelque succès, je sens que c'est en grande « partie à lui que je le devrais et à l'intérêt bien- « veillant qu'il a témoigné à un de mes précédents « ouvrages. En vérité, sans une remarque qu'il fit « à propos de mon travail sur l'insuffisance du point « de vue bergsonien et sur la nécessité de le com- « pléter en le conciliant avec les principes essentiels « de l'intellectualisme, je ne suis pas sûr dutout « que le livre qu'on va lire eût été écrit. » [1]

Ce n'est que dans le dessein de mettre en garde ses compatriotes contre le danger qu'il y avait à négliger l'éducation que Lord Haldane a délaissé la recherche désintéressée de la vérité pour les controverses de la politique. Il n'a jamais exprimé une plainte. Il n'a jamis élevé la voix pour une réprimande ou un reproche. Il a supporté l'ingratitude du sage aussi imperturbablement que les outrages de l'ignorant. Et quand ses nombreux amis lui demandaient : « Pourquoi ne refutez-vous pas vos ennemis ? » il répondait invariablement : « Pourquoi prendre cette peine ? La vérité triomphera. Quand mes compatriotes auront besoin de moi, ils m'appelleront. »

---

[1] *The Philosophy of Bergson, by Professor Watts Cunningham* (Longmans).

J'admire un tel caractère, je le trouve sublime. Et je voudrais qu'ils sachent tous ceux qu'on a trompés sur le caractère véritable de notre pays et qui parfois se découragent de voir triompher le vulgaire dans tous les domaines, je voudrais qu'ils sachent que c'est ainsi que nos grands hommes répondent toujours aux attaques de la foule. Les persécutions de l'ignorance, les clameurs diffamatoires des partis, la basse ingratitude des amis, toutes ces infortunes assaillent en vain celui qui s'est attaché aux joies véritables. Les vexations de la vie lui importent aussi peu que les perturbations d'une fourmilière. Il reçoit les coups comme il recevait les couronnes. Il ne prête pas plus d'attention à la calomnie qu'il n'en prêtait à la flatterie. La loi morale et les cieux étoilés le consolent et l'encouragent. L'homme qui a connu les cours du monde et qui a été comblé de tout ce que le monde pouvait donner, prend un livre dans sa bibliothèque, s'assied près de la lampe et passe une partie de la nuit avec ceux qui, comme lui, ont été par delà les apparences vers la réalité éternelle et sereine. Il est à l'abri de la souillure du monde.

Si j'insiste sur cette campagne menée contre Lord Haldane c'est pour deux raisons. D'abord il me semble que jamais, dans aucun cas, un homme ne devrait garder le silence quand il se commet une grave injustice. Secondement il se peut que ceux qui n'ont pas encore compris à quel point il est dangereux et déshonorant d'abandonner le gouvernement aux clameurs des journaux, il se peut que ces

hommes se réveillent avant l'épreuve redoutable qui nous attend après la guerre et s'affranchissent d'une pareille domination. Ce n'est pas le moment d'avilir nos parlementaires, ni de rendre la vie publique odieuse aux plus grands hommes du pays, et ce n'est certainement pas le moment de nous soumettre à l'autorité du vulgaire. C'est là qu'est le danger suprême. Le jour est venu où les conservateurs les plus dignes doivent s'allier avec les libéraux les plus affranchis des préjugés de classe et de parti et avec les représentants les moins sectaires et les plus patriotes du Labour Party. Il y a une communauté absolue de sentiments et d'idées entre des hommes comme M. Arthur Balfour et Lord Haldane, Lord Robert Cecil et le vicomte Grey, M. Lloyd George ou M. Bonar Law et M. Arthur Henderson. Et dans la presse anglaise (pour ne parler que d'elle), il y a des propriétaires et des éditeurs de journaux de toutes les nuances politiques qui mettent la morale au-dessus des partis ; qui font plus de cas de l'intelligence que de la popularité et qui, sans une seule arrière-pensée égoïste, sacrifieraient n'importe quels intérêts de parti à la prospérité et à la dignité du pays (1). Il ne nous est pas impossible de faire preuve de sentiment ou de raison. Un effort est nécessaire si nous voulons être sauvés : il s'agit de nous défaire de l'influence malfaisante et mortelle du vulgaire qui, après avoir

(1) Il faut qu'on sache que les grands journaux écossais et provinciaux n'ont pris aucune part à l'odieuse croisade menée contre Lord Haldane.

rampé aux pieds d'un Kitchener, le moment d'après aiguise une hache pour lui couper la tête. Le vulgaire chez nous appartient à toutes les classes de la société et menace gravement l'avenir immédiat du pays.

Peu après le commencement de la guerre et peu après que se fut répandu dans tout le pays le sentiment de panique auquel j'ai fait allusion, un vénérable et très respecté ministre du culte, le Dr F. B. Meyer, attira l'attention du pays sur de graves scandales qui s'étalaient en public. A peine avait-il parlé que les mêmes journalistes qui avaient assailli le Lord Chancelier tombèrent comme des loups furieux sur le ministre du culte, dont la bouche n'avait jamais proféré une parole basse ou blessante. La fureur de la presse qui n'est jamais plus grande que quand il s'agit d'attaquer la vertu et de défendre le vice atteignit son paroxysme. On nous représenta le Dr Meyer comme un vil personnage qui prenait plaisir à rechercher les saletés, qui, dans sa soif de norotiété, n'hésitait pas à noircir la réputation des hommes derrière qui il cherchait un abri contre les baïonnettes prussiennes, comme un de ceux qui avaient le plus contribué, par sa mièvrerie prétentieuse, à affaiblir le caractère britannique.

Au plus fort de l'orage je me rendis dans les rues dont avait parlé le Dr Meyer dans sa plainte Le spectacle n'était pas seulement honteux, il était répugnant au delà de ce qu'on peut dire. Je n'ai jamais rien vu dans les grandes capitales du monde qui puisse se comparer avec les scènes d'orgie et de

luxure qui s'offraient partout aux regards dans ces abominables rues mal éclairées qui avoisinent les grandes gares de Londres. Et ce n'était pas seulement le vice qui s'étalait, c'était le crime, comme le Dr Meyer l'a dit avec toute sa véhémence. Aux portes de la gare se tenait la jeune fille de quinze ou seize ans, jolie, l'air innocent, aguichante, et dans le café où elle attirait le soldat nouvellement arrivé à Londres et particulièrement le soldat des colonies ayant cinq ou six cents francs dans sa poche, il y avait, le visage bourgeonné, à moitié ivre et vérolée — l'entôleuse. Un Américain qui dirigeait la construction de baraques militaires à la *Waterloo Bridge Road* m'a dit que dans aucune ville de l'Amérique du Sud il n'avait jamais rencontré de femmes aussi dévergondées, aussi impudiques et aussi audacieusement provocantes que ces ignobles vampires de Londres. Sous les yeux de la police civile et sous les yeux de la police militaire elles exercent leur odieux métier. En ma présence, le Dr Meyer a demandé très poliment à un agent de police s'il avait l'ordre d'empêcher ces femmes d'emmener les soldats dans les rues écartées ; l'agent répondit grossièrement et presque d'une manière menaçante : « Je ne sais pas ce que vous voulez dire. » Le Dr Meyer répéta sa question et l'agent ayant répété sa réponse passa son chemin avec une expression d'impatience et de colère sur le visage. Un prévôt canadien. en patrouille dans ces rues pour sauver le plus possible de Canadiens, déclara que cela lui fendait le cœur de voir des jeunes gens

bien portants tomber en de pareilles mains dès leur arrivée dans la mère-patrie. Mais on ne prit aucune mesure. En France, nous avons au moins un hôpital britannique rempli exclusivement de soldats qui arrivent malades après un court séjour à Londres, et ici, en Angleterre, des hommes en grand nombre, qui se sont engagés et exercés pour combattre nos ennemis, sont étendus dans des hôpitaux créés uniquement pour les maladies vénériennes.

Cependant les journaux qui auraient voulu envoyer au diable la Serbie plutôt que de lever un doigt pour l'aider, les journaux qui forcèrent à démissionner le ministre le plus clairvoyant du gouvernement britannique et qui, après avoir poussé des clameurs en l'honneur de Lord Kitchener auraient voulu l'anéantir, ces journaux couvrirent le Dr Meyer d'injures et d'insultes qui auraient pu le faire lyncher dans la rue. Il leur importait peu que le Dr Meyer soit un homme de bien qui a consacré toute sa vie à perfectionner notre idéal moral et moins encore que sa croisade en faveur de la santé physique et morale des soldats fût fondée en économie nationale aussi bien qu'en morale. Ils ne voulurent pas l'écouter. Au lieu de l'écouter et d'aller voir eux-mêmes sur place, ils le dénoncèrent comme un puritain qui faisait le dégoûté.

L'affirmation du Dr Meyer qu'ils tournèrent le plus en ridicule fut celle qui accusait les entôleuses d'empoisonner nos soldats. C'était de la pure fantaisie, une niaiserie romantique. C'était bien là le genre d'absurdité dont le Dr Meyer s'emparerait,

si on le laissait faire, pour jeter l'épouvante dans la foule et accessoirement se faire de la réclame.

Quelques personnes entendirent l'appel du Dr Meyer. On réunit des fonds. L'Association chrétienne de jeunes gens (Y. M. C. A.) fit construire des baraques où des personnes de bonne volonté se mirent à l'œuvre. On tâcha de suppléer au travail que les autorités militaires et civiles auraient dû faire directement. Mais les journaux qui représentent l'esprit de la classe moyenne ne firent rien, si ce n'est d'entraver et de faire échouer la campagne du Dr Meyer. Cependant au cours de l'été 1916, ces journaux firent volte-face. Ils ne présentèrent point d'excuses au Dr Meyer et ne retirèrent aucune de leurs injures, mais ils commencèrent à réclamer à grands cris qu'on protégeât nos soldats contre les entôleuses, en insistant particulièrement et d'une manière sensationnelle sur le fait qu'on empoisonnait nos soldats avec de la cocaïne et que même les prostituées leur en vendaient. Les journaux furent saisis d'un enthousiasme soudain pour la cause de la morale. Le club de nuit et le music-hall furent dénoncés comme s'ils venaient seulement d'ouvrir leurs portes, et les invectives jusqu'alors réservées au chiromancien et au diseur de bonne aventure commencèrent enfin à tomber sur la prostituée et l'entremetteur. Aucun de ces journaux n'avait jamais, que je sache, élevé la voix pour défendre les bonnes mœurs. Ils ne découvrirent la question morale qu'en découvrant que la prostituée ajoutait aux impôts.

Nous devons nous souvenir de tout cela au moment de préciser les grands services que l'Angleterre a rendus à la cause pour laquelle nos alliés et nous-mêmes nous avons, à contre cœur, mais sans sourciller, tiré l'épée. Car il est bon de se souvenir que derrière la grandeur de notre force, la majesté de notre puissance et la beauté de notre esprit de sacrifice, subsiste toujours le même arrière-fond d'ignorance, de violence, de suffisance et d'indifférence morale. Nous pouvons vaincre l'ennemi qui est devant nous, mais celui qui est derrière nous peut nous terrasser. Cet ennemi domestique n'est jamais plus redoutable que quand il prend ses airs les plus dévots, proteste avec le plus d'impudence de son patriotisme et nous prenant par le bras cherche à marcher de pair avec les honnêtes gens. Il n'y a qu'une réponse à tant d'insolence et à tant d'hypocrisie : « Arrière de moi ! »

Quand les enfants de nos enfants liront l'histoire de cette grande guerre, ils ne baisseront pas la tête. Ils sentiront leurs cœurs se gonfler d'orgueil et de gratitude. Ils ne trouveront aucun sujet de honte ou de regret. Ils ne connaîtront pas la douleur et l'agonie de ceux qui sont en deuil. Ils ne seront pas tentés de sans cesse trouver à redire et n'auront pas besoin de formuler des critiques énergiques. Ils ne seront pas distraits comme nous du spectacle magnifique de notre œuvre. Ils ne verront que la grande gloire et la victoire décisive — la gloire achetée au prix d'un dévouement sublime et la victoire remportée par un effort suprême du cœur

humain. Les noms d'Asquith et de Grey leur apparaîtront sans la souillure des controverses politiques. Sir John Jellicoe et Sir David Beatty, Lord French et Sir Douglas Haig seront pour eux ce que sont pour nous Drake, Nelson, Wellington et Marlborough. Et si quelque historien remarque que ce que von Roon a été pour les armées allemandes de 1870, un grand Lord Chancelier d'Angleterre l'a été pour la glorieuse armée britannique de 1914, qui s'est sacrifiée pour donner à la civilisation le temps de reprendre haleine et de sauver le monde, ils souriront d'aise, ignorant tout de notre honte et de notre humiliation.

Un fait surtout remplira d'orgueil et de reconnaissance les enfants de nos enfants, c'est qu'une petite île de quarante-cinq millions d'habitants ait imposé sa suprématie sur toutes les mers du monde, sans que ses ennemis, d'une population quatre fois plus nombreuse, aient osé la lui disputer. Ils seront stupéfaits et émus jusqu'au plus profond de leur être qu'un pays si petit et si insignifiant quant au nombre des habitants ait eu en son pouvoir cet instrument suprême de la victoire. Et quel ne sera pas leur étonnement quand ils apprendront que la plus grande partie du peuple qui a forgé cette puissante arme de guerre vivait presque dans la misère, qu'elle était mal logée et peu instruite, qu'elle était exploitée par des scélérats qui abusaient de son ignorance, et qu'elle dut recourir aux menaces pour obtenir que l'État lui accorde cinq cents francs par an dans sa décrépitude ! Ils en resteront stupéfaits.

Mais quand ils apprendront que cette petite nation n'a pas seulement régné sur les mers du monde, qu'elle a, en outre, rendu à ses alliés des services comme jamais une puissance, dans toute l'histoire du monde, n'en a rendu à une autre puissance, leur stupéfaction sera sans bornes.

Le moment n'est probablement pas encore venu de dire toute l'assistance prêtée par la marine britannique à la France, à la Russie et à l'Italie. Nous savons en partie comment nos sous-marins ont traversé les champs de mines allemands et sont apparus parmi la neige et la glace de Riga. Nous savons en partie comment nos marchands ont traversé les océans pour apporter des vivres et des armes à nos amis. Nous savons en partie quelle audace et quelle ingéniosité la flotte britannique a opposées aux inventions diaboliques dont l'Allemagne menaçait notre puissance de combat et la vie même de nos alliés. Mais nous ne savons rien encore d'un service rendu à Malte par la flotte britannique à la flotte française ; ni du service rendu à l'Italie dans la Méditerranée. Ces choses, les enfants de nos enfants les sauront ; elles rempliront leurs livres d'histoire et inspireront leurs chants nationaux. Et partout où ils iront dans le monde, même en Allemagne — ce sera une Allemagne purifiée, pénitente et libérée de la tyrannie des Hohenzollern — partout on dira d'eux : *Ce sont les fils de ceux qui ont sauvé le monde.*

Nous qui sommes les contemporains de la guerre, comprenons-nous bien le rôle que nous avons joué

dès la première heure dans ce conflit gigantesque. La contribution de la Grande-Bretagne a été de beaucoup la plus considérable de tous les alliés et c'est la Grande-Bretagne qui, de tous les alliés, était la plus préparée à soutenir le choc de la bataille. L'Allemagne a manqué son but parce que, dès le début, grâce à un de nos sages, on a pu opposer à la doctrine de Moltke la même doctrine. Seules, l'Allemagne et l'Angletrre étaient prêtes à jouer leur rôle dans la guerre. Aucun des autres belligérants n'était prêt. A la rapide mobilisation de l'Allemagne, l'Angleterre répondit par une rapide mobilisation. La promptitude de l'Angleterre détermina à l'avance la fin du gigantesque conflit. La poussière que soulèvent des hommes médiocres par leurs controverses avilissantes dérobe à nos yeux la gloire éclatante du pays. La Grande-Bretagne étendit son règne sur les mers. Elle empêcha les flottes ennemies de ravager les côtes de ses alliés et de piller leur commerce. Avant même d'avoir déclaré la guerre elle rendit la victoire de l'ennemi impossible. Sa flotte étant mobilisée, cette petite île dit à ses voisins menacés : « Occupez-vous de vos frontières continentales et oubliez que vous avez des côtes à défendre. » Son bouclier couvrit tous ceux qui aiment la liberté. Les semaines s'ajoutèrent aux semaines et les mois aux mois, mais les Allemands ne se risquèrent pas hors de leurs ports. Dix-huit mois et plus passèrent avant que la puissante flotte allemande osât se montrer à quelques milles de ses batteries de terre ; et avant que les gros canons an-

glais eussent parlé, cette flotte — meurtrie, ensanglantée et couronnée de flammes — avait repris la route des ports. Et toutes les nations surent que le bouclier de la Grande-Bretagne protégeait le monde.

Même si nous n'avions rien fait de plus notre contribution serait encore la plus grande dans la Grande Alliance. Tenir l'immense flotte britannique mobilisée et prête au combat exigeait un effort formidable. Et nous l'avons tenue mobilisée à travers les tempêtes du premier hiver jusqu'à l'été de la deuxième année et à travers l'hiver de la deuxième année jusqu'au troisième mois d'août de la guerre. A lui seul ce magnifique exploit aurait de quoi remplir d'orgueil le dernier des sujets britanniques qui ait jamais chassé un bouc émissaire en une heure de péril.

Mais nous avons fait quelque chose de plus. Nous avons débarqué en France la plus belle des armées que le soleil ait jamais éclairées. Au spectacle de ces braves vétérans qui s'avançaient à travers les rues de Boulogne en chantant leur chant de victoire, les officiers français et anglais avaient des larmes dans les yeux, des larmes de joie et d'orgueil. Un vieil officier décoré qui les vit partir pour la glorieuse victoire de la Marne voulut absolument me conduire à Boulogne à l'endroit même d'où il les avait vus passer et pendant qu'il parlait sa voix se brisa et il dut détourner les yeux. Des hommes parlent de cette armée comme ils ne parlent d'aucune des troupes qui sont sur les autres champs de

bataille du monde. Je les ai entendus moi-même en Norvège, en Suède, en Finlande, en Russie, en France et aux États-Unis d'Amérique. Des Danois m'ont dit qu'ils voient dans cette armée la force qui sauva le monde. Des officiers japonais m'ont dit qu'on parle de cette armée au Japon comme de l'armée qui ruina l'espoir de victoire de l'Allemagne. Tous ceux qui ont étudié l'histoire de cette guerre reconnaissent que le cours des choses changea quand l'armée britannique de 1914 rejeta les Allemands loin des côtes de France. Qu'on lise ce que M. Belloc dit de cette armée, ce que disent M. Buchan, Sir Arthur Conan Doyle et le professeur Pollard de cette glorieuse armée qui sauva le monde et que toutes les nations, excepté nos ennemis, portent dans leur cœur. Le monde s'est approprié son chant de bataille familier. Il fut chanté par les Français et par les Russes. Il a passé en Italie et jusqu'au Japon. Les Américains le chantaient à table nuit après nuit, sur le *Lusitania.* Nos frères du Canada et d'Australie le chantaient en traversant les mers. Il est devenu le chant joyeux des guerriers des Indes. Il a retenti dans les rues du Caire et les bazars de Port-Saïd. L'ennemi même a appris à le chanter à travers le mur de neige qui borde lés tranchées où quelque chose de plus fort que l'hiver le tient fixé.

Cette armée incomparable et immortelle, qui est l'œuvre d'un homme d'État qu'on a chassé du pouvoir, a été la première contribution de la Grande-Bretagne à la guerre sur terre. Elle est arrivée

comme une flèche à la place qui lui était assignée sur le champ de bataille. Elle était prête. Tout avait été prévu. Son organisation était parfaite jusque dans les moindres détails de l'équipement. Et pendant qu'elle combattait et retenait l'ennemi, dont personne ni en France ni en Russie n'avait soupçonné les préparatifs formidables, elle puisait dans sa réserve spéciale et ses associations de territoriaux, deux créations de Lord Haldane, pour envoyer sur le continent un flot ininterrompu de combattants. Et depuis la première heure ce flot a coulé sans hésitation et sans arrêt. Les journaux réclamaient des hommes, toujours plus d'hommes, à un moment où nous n'avions ni fusils ni uniformes à leur donner ; mais les hommes nécessaires continuaient à affluer jusqu'au moment où il y eut sous les drapeaux 5.141.000 volontaires.

Le pays pouvait, à juste titre, s'opposer au service obligatoire comme à une humiliation que rien ne justifiait. Une petite nation de 45 millions d'habitants qui avait assuré la défense de 140 millions de milles carrés d'océan et donné à la cause commune plus de 5 millions de soldats, en vérité cette nation était en droit de demander : n'avons-nous pas fait notre devoir ? Et cette même nation, ne l'oublions pas, était devenue le centre manufacturier, le marché et la banque de l'Alliance tout entière. Des rivages britanniques partaient sans cesse des munitions et toutes espèces d'approvisionnements pour nos vaillants amis de France et de Russie. Et avec ces marchandises s'en allait aussi

l'argent nécessaire pour continuer la lutte. Nous fournissions des hommes, des vivres, des munitions et de l'argent. Et pour fournir tout cela, la démocratie britannique peinait de l'aube à la nuit, les hommes comme les femmes, les hommes et les femmes de toutes les classes, la nation tout entière peinait comme un seul homme, fournissant un effort sans précédent dans l'histoire. Sur les bords noircis des rivières, les fourneaux grondaient nuit et jour dans les grands chantiers navals où on construisait les plus puissants navires de guerre qu'on ait jamais vus et où on transformait les bâtiments marchands et les grands paquebots comme par magie pour les adapter à la lutte contre les empires centraux. Nuit et jour les mineurs peinaient dans les profondeurs de la terre. Nuit et jour les cheminots travaillaient au service de l'État. Toutes les fabriques et toutes les fonderies du pays, remplies d'hommes et de femmes, fabriquaient sans relâche des millions et des millions de produits pour les soldats, nos soldats et ceux de nos alliés.

Et pourtant, bien qu'elle eût le sentiment d'avoir pris sa part dans la lutte, la démocratie britannique accepta l'odieux fardeau du service obligatoire et envoya ses derniers hommes à la caserne.

En plus de cet effort immense, n'oublions pas que les riches dépensèrent leur fortune sans compter, que les femmes de toutes les conditions renoncèrent à leurs loisirs pour faire la cuisine et toutes espèces de besognes, que les enfants apportèrent leurs économies à l'école pour l'œuvre du prince de Galles,

pour la Croix-Rouge, pour la Belgique, pour la Serbie, pour la France et pour la Russie. Et n'oublions pas toutes les actions belles et touchantes qui passent inaperçues dans le fracas de la bataille. D'un bout à l'autre du pays les gens ont cédé leurs maisons et leurs jardins aux blessés, mis leurs voitures et leurs automobiles à la disposition du gouvernement, organisé des corps d'aides volontaires ; une société parcourt le pays afin de trouver des œufs pour l'armée ; des sociétés envoient des provisions et écrivent des lettres à nos prisonniers britanniques en Allemagne ; on coud et on tricote pour les soldats dans les tranchées. L'œuvre du prince de Galles a recueilli des millions en prévision de la misère qui règnerait pendant le premier hiver de la guerre. Quand on reconnut la fausseté des prédictions des économistes et qu'on vit que ce n'était pas le travail qui manquait mais les ouvriers, l'argent afflua dans les caisses de la Croix-Rouge. Malgré les lourds impôts auxquels personne n'échappait, malgré le renchérissement de la vie, un flot d'argent tel que le monde n'en avait jamais vu alimentait les œuvres de charité. Les riches se montraient généreux et les pauvres, courageux. Quelques personnes qui prennent plaisir à la panique trouvèrent dangereuse la gaieté des classes ouvrières et l'attribuèrent à une pensée superficielle. Ils désiraient nous voir sombres et abattus, le visage triste et secouant la tête devant le péril qui nous menaçait. On lit dans la *Round Table*, de décembre 1915, cette remarque sur le moral des gens aisés comparé

à celui de la classe ouvrière : « Même détermination de poursuivre la guerre jusqu'à une fin victorieuse et de faire tous les sacrifices nécessaires ; mais c'est la classe ouvrière qui manifeste le plus de gaieté et de confiance, » Et l'auteur explique cette légèreté de la classe ouvrière par « le sentiment que l'Anglais a toujours eu que la bonne humeur est le meilleur moyen de venir à bout d'une tâche difficile ». On a pu remarquer la même différence entre le moral des pires journaux et celui de l'armée . Les propriétaires de journaux qui gagnaient des fortunes énormes derrière la ligne de feu se montraient abattus et moroses, tandis que Tommy avec son shelling par jour au milieu des obus,des balles et des gaz asphyxiants, était gai comme un collégien. Tommy voulait faire trembler l'Allemagne et les propriétaires de journaux voulaient faire trembler l'Angleterre. Mais d'une manière générale il est permis de dire que la grande nation britannique fut unanime à comprendre que la bonne humeur est le meilleur moyen de venir, à bout d'une tâche difficile. C'est avec bonne humeur que nos marins firent leur devoir, que nos soldats tinrent l'ennemi aux abois, que nos hommes et nos femmes peinèrent dans les fonderies, dans les chantiers et dans les fabriques ; c'est avec bonne humeur que la population du pays, conduite par un noble roi et une reine vertueuse, se dévoua à la charité.

On ne saurait mettre en doute et il n'est pas besoin de démontrer aux personnes de bon sens que la Grande-Bretagne est le cœur même de la résis-

tance des Alliés à l'agression allemande. Sans nous, et ils le reconnaissent généreusement, nos alliés ne pourraient pas espérer de continuer la lutte. Si nous avions fait défaut, ils auraient dû se soumettre. Si nous avions chancelé, ils auraient perdu courage. La vaillance magnifique de la France et de la Russie, et plus tard de l'Italie, dépendait absolument pour la victoire finale de la confiance, de l'honneur et de la puissance de la Grande-Bretagne.

Dès lors que devons-nous penser, nous qui nous inclinons pleins de respect devant l'héroïsme de nos compatriotes, quand des journaux anglais mènent contre le gouvernement une campagne qui peut inspirer à un grand journal américain des propos comme ceux qu'on va lire ?

« Tout un système s'est effondré en Angleterre
« — un système d'empire, de vie, de gouvernement.
« Une poignée de politiciens insignifiants et égoïstes
« qui présidèrent pendant longtemps aux destinées
« du pays ont réussi à garder le pouvoir malgré des
« fautes qui, en France, les auraient fait mettre à
« la lanterne. Ils ont trompé le peuple britannique,
« ils continuent à le tromper et le résultat, mani-
« feste en Flandre, en Asie et dans tout le monde,
« éclate en Irlande. » (1)

(1) L'auteur de cet article grotesque compare l'esprit en France avec l'esprit en Angleterre et sa comparaison est tout à l'avantage de la France. M. Robert Donald a envoyé une admirable réponse au journal américain. Il fait remarquer qu'il n'y a pas d'assemblées publiques (public meetings) en France pendant la guerre et que même le journal d'un ancien premier ministre, *L'Homme Enchaîné* de M. Clémenceau, paraît constamment avec des passages en blanc et qu'une fois il a été suspendu pendant huit jours. « Si le gouvernement britan-

Autant d'erreurs que de mots. Aucun système ne s'est effondré en Angleterre, ni d'empire, ni de vie, ni de gouvernement. Le vieux système s'est adapté immédiatement aux conditions nouvelles. Le gouvernement a nationalisé les chemins de fer, la marine marchande, les grandes fabriques de machines, et dans une large mesure la finance et les approvisionnements du pays. Sans que la moindre crise se produisît, il fit face aux menaces des sous-marins et des zeppelins. Il organisa une armée de plus de cinq millions d'hommes. Il envoya des munitions, des vivres et de l'argent à nos alliés. Il fit appel à l'esprit de sacrifice et on lui répondit de toutes les classes de la communauté et de toutes les régions de l'empire. L'Irlande fut fidèle ; les Indes, l'Égypte et l'Afrique du Sud furent fidèles ; et, comme s'ils étaient des comtés d'Angleterre, le Canada, l'Australie et dans les mers les plus éloignées, la plus petite île où flotte le drapeau anglais offrirent leur amour et la vie de leurs jeunes hommes à la cause de la liberté.

Qu'est-ce qui pourrait nous faire mieux comprendre le péril auquel nous expose le pessimisme de journaux sans scrupules que de voir, au moment où s'affirment comme jamais l'unité, la puissance

---

nique, dit avec raison M. Donald, avait adopté la même politique à l'égard des journaux britanniques, les critiques et les attaques de la *Tribune* n'auraient pas été publiées. » M. Donald soutient, en se basant sur des preuves irréfutables, que « l'Angleterre a déjoué tous les calculs de l'Allemagne ». Et il remarque ironiquement que si les Américains voient dans l'article de leur journal une juste appréciation de l'effort et de la politique britanniques, il est bien certain que les Allemands pensent tout différemment.

et la résolution de l'empire, de voir un grand journal d'Amérique conclure que « tout un système s'est effondré en Angleterre — un système d'empire, de vie, de gouvernement » ?

Il y a un point important à considérer. Malgré son pessimisme naturel, Lord Rosebery est très fier du rôle joué par la Grande-Bretagne dans cette guerre mondiale. Malgré la facilité dangereuse avec laquelle il fait des discours, il sait, en écrivain de métier, toute la valeur des mots. Et pourtant même un homme du mérite de Lord Rosebery parle du « défaut de préparation » de notre pays avant la guerre. La preuve irréfutable de notre innocence, dit-il, c'est que « nous étions sans préparation aucune pour une telle lutte ». Nous n'étions pas prêts. Et pourquoi ne l'étions-nous pas ? demande Lord Rosebery. « D'abord, dit-il, parce qu'on n'a pas pu persuader notre gouvernement de l'imminence du danger. Mais c'est avant tout parce que les démocraties ne se préparent jamais à la guerre. » (1)

Malgré son apparence logique, cette déclaration, j'ose le dire, est profondément inexacte ; elle est même ridiculement inexacte. Comment peut-on dire que notre démocratie ne se prépara pas à la guerre alors qu'au milieu de toutes les privations et de toutes les misères elle supporta le fardeau accablant de la flotte britannique — la plus formidable arme de guerre dans toute l'histoire du monde ? Comment ose-t-on dire d'une démocratie qu'elle ne s'est

(1) *England's Effort*, par Mme Humphry Ward.

pas préparée à la guerre alors qu'elle tient dans sa main de fer les cinq portes du monde — Suez, Gibraltar, le Cap de Bonne Espérance, le détroit de Malacca et la Manche ? Et comment peut-on dire, pour peu qu'on sache le sens des mots, que la Grande-Bretagne n'était pas préparée à la guerre, quand ce fut son intervention immédiate qui déjoua la conspiration de l'Allemagne et fit passer sur ses armées, dès la première heure, l'ombre du désastre ?

J'attire toute l'attention du lecteur sur cette question. Et je le prie de ne pas s'imaginer que j'écris en homme inféodé à un parti, car je déteste les partis politiques et j'ai soutenu aussi bien le gouvernement conservateur pendant la guerre sud-africaine que le gouvernement libéral qui lui a succédé dans les efforts qu'il a faits pour améliorer les conditions d'existence du peuple et résister au péril du protectionnisme. Ce que je vais avoir à dire n'est pas la thèse d'un partisan ; c'est la conclusion nécessaire à laquelle aboutit tout homme qui respecte la vérité et qui se refuse à jongler avec les faits autant que de voler son prochain, après qu'il a examiné honnêtement cette question de notre préparation en vue de la guerre.

Parlons d'abord de le flotte. M. Archibald Hurd, témoin inattaquable, dit dans le *Navy League Annual* (1915-1916) : « Notre puissance maritime, en « ce qui concerne les navires de guerre modernes « de première classe, était en train de nous échapper « quand commença le conflit entre le Japon et la

« Russie en 1905... Saisit-on bien qu'il ne s'est « écoulé que sept ans entre l'état de faiblesse na- « vale où nous nous trouvions et l'état de force « navale qui frustra l'Allemagne du butin de la « victoire ? »

Qu'on réfléchisse à ces mots. Ils sont d'une des plus grandes autorités du pays en matière navale. J'ignore quel peut être l'idéal politique de M. Archibald Hurd, mais il écrit dans la *Fortnightly Review* et dans le *Daily Telegraph* qui ne peuvent être accusés ni l'un ni l'autre de libéralisme, pas plus qu'on ne peut leur reprocher les violences de la presse hystérique. Et il fait ces déclarations dans l'annuaire officiel de la *Navy League* qui est une association de personnes pour qui la sécurité du pays passe avant tout le reste. En 1904, dit-il, notre puissance maritime était en train de nous échapper. Quel parti était au pouvoir en 1904 ? Le parti conservateur. Je n'apporte aucune accusation contre le parti conservateur. Le gouvernement de M. Balfour commença une série de réformes navales importantes avant de quitter le pouvoir. Mais je remarque qu'au moment où était au pouvoir un gouvernement que soutiennent les journalistes qui ont le plus honteusement calomnié Lord Haldane, la première ligne de défense de la Grande-Bretagne laissait à désirer. Il ne s'est écoulé que sept ans, dit M. Hurd, entre l'état de faiblesse navale où nous nous trouvions et l'état de force navale qui frustra l'Allemagne du butin de la victoire. Quel parti était au pouvoir pendant ces sept ans ? Le parti

libéral. C'est-à-dire que si l'ennemi avait attaqué en 1904, l'empire britannique aurait reçu, à tout le moins, un coup qui l'eût fait vaciller. Or l'empire britannique n'a pas vacillé et nos alliés ont la certitude qu'ils ne seront pas battus, parce qu'au moment de l'attaque allemande, un gouvernement libéral méprisé se trouvant au pouvoir, ce pays ne se trouvait pas dans un état de faiblesse navale, mais dans un état de force navale.

M. Hurd écrit : « Parlant du Treasury Bench à la « Chambre des Communes dans l'année qui précéda « la déclaration de guerre, M. Churchill se tourna « vers son prédécesseur à l'amiraué, M. Mc Kenna, « il dit :

« Je ne crois pas qu'on ait pris de nos jours des mesures plus osées et certainement on n'en a pas pris de « plus heureuses en politique navale que celles qu'il a « prises, sur l'avis de celui qui était alors le premier « Lord de l'amirauté (Lord Fisher), quand il a inscrit « huit navires au programme 1909-1910 et augmenté le « calibre et le nombre des canons sur les navires. C'était « une mesure très audacieuse et décisive ; c'était un « grand pas en avant ; et il en est résulté que nous avons « seize navires construits ou en construction, armés de « canons de 347, qui seront à flot avant qu'aucun navire « aussi puissamment armé soit lancé par une autre flotte « ou en sa possession. »

« Depuis le commencement de la guerre, continue « M. Hurd, la nation a eu de bonnes raisons pour « répéter ces paroles. La décision de l'amirauté « en 1909 peut être considérée comme l'acte final « qui condamna l'Allemagne à l'infériorité sur mer

« et à l'impuissance... Par ces me[illegible] un espace
« de neuf ans seulement, nous [illegible]nstruit ou
« étions en voie de construire [illegible] de bataille
« infiniment plus puissante qu[illegible] l'Allemagne
« et pendant ce temps le Foreign [illegible] créait une
« atmosphère internationale qui [illegible]rmettait,
« au début de la guerre, de ruiner [illegible]érances de
« l'Allemagne et de concentrer presque tous nos
« grands cuirassés dans le voisinage de la mer du
« Nord. » [illegible]

Ces faits sont incontestables. En sept ans le parti libéral sauva le pays d'un état de faiblesse navale et le mit dans une situation qui condamnait l'Allemagne à l'infériorité sur mer et à l'impuissance ; en outre, il créait une atmosphère qui nous permettait d'enfermer dans ses ports la plus grande flotte du monde après la nôtre.

Est-il juste de dire que l'Angleterre n'était pas préparée à la guerre ou que la démocratie qui appela au pouvoir le parti libéral à la fin de 1905 ne se prépara en rien à la guerre ? L'amiral de Tirpitz approuverait-il les paroles de Lord Rosebery ? Se trouverait-il un seul politicien allemand pour dire que « nous manquions de toute préparation pour une telle lutte ? » Je n'arrive pas à comprendre comment Lord Rosebery a pu écrire : « Notre effort date du commencement de la guerre. » Qu'il demande à nos amiraux, à nos constructeurs de navires, à nos producteurs d'armements ce qu'ils pensent de cette remarque singulière.

Que le lecteur ne s'imagine pas que l'œuvre ma-

gnifique d[illegible] Kenna ait été le résultat de la clameur [illegible]. Les mêmes journaux qui continuent à se [illegible] qu'ils ont nommé Lord Kitchener au War Office [illegible] un peu de mauvaise honte maintenant [illegible] à penser que c'est eux qui renforcèrent [illegible] flotte britannique. Or ni dans un cas ni dans [illegible] autre ils n'ont rien fait. C'est Lord Haldane qui suggéra, et dès le début de la crise, la nomination de Lord Kitchener au War Office. M. Asquith se rangea à cette manière de voir avant que les journaux connussent la déclaration de guerre. Si la nomination de Lord Kitchener fut retardée d'un ou deux jours c'est uniquement parce que le Foreign Office était inquiet de son remplacement en Égypte. Ces faits sont parfaitement connus de tous ceux qui sont tant soit peu au courant de l'histoire de cette période. Et de même le fameux programme de M. Mc Kenna a été conçu par lui-même et par Lord Fisher longtemps avant que les journaux sussent ce qui se passait à l'amirauté. Certains membres du cabinet s'opposèrent à ce programme. M. Mc Kenna déclara qu'il devrait démissionner si le programme n'était pas accepté et le cabinet l'accepta. Le cabinet ne fut influencé en aucune façon par la clameur de la presse, mais par l'insistance de M. Mc Kenna qui était appuyé par le premier ministre et le ministre de la guerre. La clameur publique n'eut pas de part dans cette décision. Pendant que les journaux faisaient rage, et on remarquera que c'étaient précisément les journaux du parti qui avaient laissé l'armée et la flotte

dans un état de faiblesse, pendant ce temps le cabinet délibérait sans prendre en considération d'autres documents que ceux du premier Lord de l'amirauté. C'est à l'aide de ces documents et de rien d'autre que le gouvernement prit sa décision.

Lord Rosebery répondra peut-être qu'il pensait moins à la flotte qu'à l'armée. Examinons donc notre préparation à la guerre sur terre. « Ce n'est pas à une armée de 150.000 hommes, dit Lord Rosebery, de méditer la guerre contre une armée de millions d'hommes. » Je ne comprends pas bien ce qu'il veut dire. S'il veut dire que le corps expéditionnaire n'était pas une armée à lancer contre l'armée allemande sans l'appui de la flotte britannique ou sans l'appui des millions de soldats de la Russie et de la France, je vois la vague raison qu'il y avait à prendre la peine d'exprimer cette opinion. Mais comme jamais aucun homme de bon sens n'a pensé que le corps expéditionnaire britannique (l'armée britannique ne comptait pas 150.000 hommes, mais quelque 700.000) dût aller en Allemagne tenter fortune toute seule contre une armée de millions d'hommes, l'extraordinaire remarque de Lord Rosebery me semble sans valeur et sans excuse. C'est une remarque qui peut être réfutée aussi aisément que cette autre : « Les démocraties ne se préparent jamais à la guerre. » Sur ce point quels sont les faits indiscutables ?

Quand le gouvernement libéral arriva au pouvoir à la fin de 1905, notre puissance maritime était en train de nous échapper et notre armée se trouvait

dans un état de confusion et de faiblesse. En automne 1914, ce même gouvernement était en mesure d'enfermer dans ses ports la flotte qui occupe le deuxième rang dans les flottes du monde et portait sur terre à l'Allemagne un coup qui ruina son espoir de supériorité incontestée. Il faut donc que le gouvernement se soit préparé en quelque mesure. Si l'on s'en tient aux faits, il est absurde de dire que nous étions « sans préparation aucune ». Notre préparation navale, comme nous le dit M. Hurd, condamnait l'Allemagne à l'impuissance. Notre préparation militaire, de l'aveu de toutes les personnes compétentes, nous permit de sauver Calais et de briser l'assaut allemand. Nous avons jeté un coup d'œil sur notre préparation navale, faisons de même pour notre préparation militaire.

Quand Lord Haldane entra au War Office il n'y avait pas d'unité dépassant la brigade qui eût pu partir en guerre sans que la composition en fût changée. La plus grande confusion régnait dans l'armée et l'abattement était général. Personne n'avait conçu un plan cohérent. Le corps d'armée d'Aldershot aurait dû être complètement réorganisé avant de pouvoir entrer en campagne. Et par dessus tout l'artillerie était dans un état déplorable. M. Arnold Forster l'avait armée d'un bon canon, mais à tir rapide et qui réclamait un service des munitions beaucoup plus nombreux qu'il n'avait prévu. Il en résulta que pour munitionner les batteries on dut leur enlever des artilleurs et que le nombre de ceux qui auraient pu prendre part à un combat aurait été

réduit à quarante-deux hommes, pas davantage, et probablement moins encore. Il n'est personne qui ne comprenne qu'un tel état de choses comportait sa propre condamnation.

En ce qui concerne l'infanterie, Lord Midleton et Lord Roberts avaient aboli le système en vertu duquel on s'engageait pour sept ans dans l'active et pour cinq ans dans la réserve. Ils lui avaient substitué un système qui prévoyait trois ans dans l'active et neuf ans dans la réserve. Il en résultait qu'un grand nombre d'hommes, arrivés au bout de leurs trois ans, refusaient de signer un nouvel engagement, ce qui portait une grave atteinte aux effectifs de l'active. Afin d'obtenir des troupes pour les Indes, le War Office était obligé d'offrir très libéralement des primes d'engagement. Les effectifs de paix de huit bataillons de ligne, levés spécialement pour la guerre sud-africaine, comptaient 500 hommes seulement au lieu de 750. Le total de la réserve régulière n'était que de 80.000 hommes et personne ne semblait savoir comment les bataillons seraient mobilisés en cas de guerre. Lord Cardwell avait établi que chaque bataillon hors du pays devrait s'appuyer sur un bataillon du même régiment dans le pays, celui-ci devant, en temps de paix, entraîner des détachements et les envoyer au bataillon d'outre-mer. Mais on s'était tellement écarté de ce grand principe qu'une grande confusion régnait dans toute l'armée, en particulier dans le service des transports.

Quant à la cavalerie, non seulement on manquait

de chevaux, mais même en cas de mobilisation on n'aurait pas su où en prendre. Les services de transports et les services sanitaires étaient également défectueux. En un mot, où qu'on regardât, l'armée britannique était, en 1905, comme l'a justement dit le critique de la *Fortnightly Review* que nous avons cité, dans un état de confusion et de faiblesse — c'est-à-dire précisément dans l'état où une armée ne devrait pas se trouver. Cet état de l'armée britannique était si grave quand le gouvernement libéral arriva au pouvoir que Lord Haldane, qui savait sans doute que l'état de la flotte laissait à désirer, comprit qu'il était non seulement sage et juste, mais nécessaire de chercher à améliorer nos relations avec l'Allemagne.

Lord Haldane, nous l'avons vu, se rendit à Berlin peu après son entrée en charge et eut de nombreuses occasions d'étudier le mécanisme de la machine de guerre allemande. On sait aussi qu'il lisait avec assiduité la littérature militaire si bien que les généraux allemands qu'il rencontra dirent au kaiser que cet Anglais était mieux renseigné qu'eux-mêmes sur certaines questions militaires et même sur l'histoire de la guerre allemande. De plus, convaincu que les généraux britanniques de la vieille génération n'avaient pas réussi à assimiler les idées nouvelles introduites par Moltke dans l'organisation militaire, Lord Haldane fit les plus grands efforts pour s'entourer des officiers les plus intelligents de la nouvelle génération qui avaient compris la dure leçon de la guerre sud-africaine. Jamais homme ne

fut mieux préparé à la tâche ou ne la prit plus au sérieux.

Le nouveau ministre adopta certains principes. Avant tout il fallait établir la division du travail à l'état-major, l'instruction du soldat et la stratégie étant distinctes de l'administration, à l'exemple de toutes les grandes armées, car la nôtre seule faisait exception. Ensuite, il fallait régler toute l'organisation de l'armée en vue de la guerre et non en vue de la paix, chaque unité étant prête à entrer immédiatement en action en cas de mobilisation. Au commencement ces principes eurent de la peine à prévaloir, mais le rapport de la commission royale sur l'armée dans le sud de l'Afrique révéla une confusion si effrayante (d'où il résulta une conduite de la guerre déplorable et des déprédations) que Lord Haldane, qui eut à la suite de ce rapport à prononcer des peines disciplinaires, fut plus déterminé que jamais à surmonter tous les obstacles et à appliquer ces deux principes à la réorganisation de l'armée britannique. Il adopta presque en même temps un troisième principe. La division de l'armée en bataillons et en brigades avait fait son temps. Il fallait trouver une meilleure organisation. Il était essentiel de constituer une plus grande unité de combat. Lord Haldane se décida pour la grande division qui comprenait trois brigades, pourvue de son artillerie, de sa cavalerie, de son propre service de transports et de son propre service sanitaire. On eut beaucoup de peine à pourvoir d'artillerie ces divisions, mais Lord Haldane surmonta la difficulté. En 1906, il y

avait 38.725 artilleurs mobilisables ; quand il quitta le War Office il y en avait 54.865. A son arrivée il y avait 42 batteries tout au plus ; à son départ il y en avait 81 prêtes à entrer en campagne avec le corps expéditionnaire.

Ce n'est pas tout. Lord Haldane a organisé la territoriale exactement sur le même modèle que l'armée régulière. Il introduisit un canon à tir rapide presque aussi bon que le canon de campagne de l'armée allemande. Il arma la territoriale de 150 batteries à cheval et de campagne, en plus des 81 batteries de l'armée régulière. Il résulta de ces réformes que pendant son passage au pouvoir cet homme qu'on a accusé d'avoir réduit l'artillerie de l'armée britannique, non seulement augmenta beaucoup l'efficacité de l'artillerie et non seulement l'organisa en vue de la guerre, mais encore quadrupla le nombre des batteries qui existaient jusque-là [1].

Dans le domaine important des services sanitaires, Lord Haldane donna carte blanche au médecin en chef, Sir Alfred Keogh, qu'il ne cessa d'assister de la sympathie la plus active. Pour la première fois le service médical de l'armée régulière fut établi sur une base scientifique et, en outre, une organisation modèle fut créée en relation avec la territoriale. Les plus grands chirurgiens et médecins du pays s'enrôlèrent comme officiers ; on engagea des infirmiers pour le service spécial de la territoriale ; on forma des femmes pour le corps des aides volontaires (Mlle Haldane joua un grand rôle dans cette

[1] Cf. Appendice, note J.

œuvre) ; on désigna les bâtiments qui serviraient d'hôpitaux en cas de guerre.

Pendant les trente-et-un mois de la guerre sud-africaine, dans une armée de 250.000 hommes seulement, il y eut 8.020 cas de fièvre intestinale. Dans la guerre actuelle, à la date du 22 avril 1906 on ne comptait que 162 cas de fièvre intestinale dans une armée de 1.250.000 hommes. Sir Alfred Keogh nous dit comment les services sanitaires de l'armée atteignirent leur point de perfection actuelle :

« Le premier objet du corps médical de l'armée « royale est de maintenir la force des armées en « campagne en prévenant la maladie. Aucune autre « considération n'est aussi importante que celle-là. « Lord Herbert le savait. Parkes a été le premier à « proclamer ce principe que la science moderne, « grâce à ses découvertes, a affirmé mille et mille « fois. Et pourtant, bien que l'application de ce « principe essentiel impliquât une économie de sol- « dats et d'argent, *il ne réussit pas à triompher « complètement avant l'arrivée de Lord Haldane.* « Alors seulement on commença l'étude qui a été « si utile des problèmes techniques de l'hygiène en « campagne ; on fit des cours aux officiers et aux « soldats et l'armée comprit que les mesures pra- « tiques tendant à prévenir la maladie reposaient « sur une base solide. »

Lisez ce témoignage d'un savant émérite et d'un grand organisateur, lisez le témoignage d'un grand capitaine tel que Lord French, et demandez-vous ce qu'on peut bien vouloir dire quand on dit que la

Grande-Bretagne n'était pas préparée à la guerre.

Il est un autre point encore à considérer. Lord Haldane renonça au vieux système des manœuvres en détail ; il institua les grandes manœuvres annuelles qu'on adapta autant que possible aux conditions de guerre. Il fit faire le recensement de tous les chevaux du Royaume-Uni et obtint du parlement les pouvoirs nécessaires au réquisitionnement des chevaux qui étaient propres à la guerre. Pour la première fois la cavalerie britannique fut complètement pourvue de chevaux et de réserves de chevaux.

En outre, nous ne devons pas oublier que c'est Lord Haldane qui transforma la vieille milice. Elle était destinée au service intérieur et dans de fort mauvaises dispositions d'esprit à la suite de la guerre sud-africaine. Il la transforma en réserve spéciale qui fut rattachée aux troupes de première ligne. Elle servit à former derrière chaque unité de deux bataillons de l'armée régulière un troisième bataillon qui devait leur fournir des renforts et tenir garnison en temps de guerre.

Enfin nous ne devons surtout pas oublier la suppression de la vieille armée de volontaires et la création de l'armée territoriale qui était organisée en tous points comme les troupes de première ligne. On munit la territoriale de fusils, de canons de campagne et de canons lourds, en prévoyant une réserve d'environ 160.000 fusils en cas d'événement.

Le résultat de toutes ces réformes, entreprises en 1906 et achevées en 1912, fut que derrière l'ar-

mée régulière, composée de six divisions et appuyée par la cavalerie régulière, il y avait une seconde ligne qui comprenait 14 grandes divisions et 14 brigades de milice nationale. Au commencement de la guerre la Grande-Bretagne fut en mesure de mobiliser 20 divisions avec leur artillerie, leur cavalerie, leurs services sanitaires et leurs services de transports, c'est-à-dire l'équivalent de 10 corps d'armée. La mobilisation de cette immense armée eut lieu sans un accroc. Il manquait à ce moment 50.000 hommes aux 313.000 hommes de la territoriale, mais les officiers et les soldats rejoignirent immédiatement leur régiment ; en quelques jours les effectifs étaient au complet, en peu de temps ils doublèrent.

Voilà pour le Royaume-Uni. Mais l'effort enthousiaste de Lord Haldane ne s'en tint pas aux Iles-Britanniques. En 1907, une année après son entrée en charge, une conférence des ministres des colonies se réunit à Londres. Lord Haldane exposa son projet aux ministres et leur demanda leur collaboration. Il parla d'une manière si persuasive et le projet parut si admirable que le général Botha, appuyé par Sir Wilfrid Laurier, proposa que le discours et le projet relatif à la création d'un état-major impérial fussent publiés dans tout l'empire. Le projet de Lord Haldane fut exécuté et dans la suite on nomma un inspecteur des armées d'outre-mer — ce fut d'abord Sir John French, puis Sir Hamilton — qui visita le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc., et présenta un rapport sur la nouvelle organisation. Quand la guerre éclata l'admirable

projet que Lord Haldane avait mené à bien permit aux troupes des grands Dominions de s'adapter à l'armée britannique sans y causer aucune dislocation ni aucune confusion.

Une des réformes les plus importantes et les plus utiles de Lord Haldane a échappé à l'attention générale. C'est celle qui concerne la formation des cadres de l'armée. Il s'entendit avec l'École d'économie politique de Londres qui prépara des officiers pour l'administration, l'organisation des chemins de fer, la comptabilité, l'établissement des contrats et tous les départements qui intéressent le bon fonctionnement d'une machine de guerre. Pour procurer des officiers à l'armée, accompagné de Sir Archibald Murray de l'état-major général (qui se distingue actuellement en Égypte), il fit des conférences dans les universités sur la question du corps des élèves officiers. Il réunit en outre les directeurs des grandes écoles du pays et il fut décidé qu'un certain nombre d'élèves seraient admis sans examen à Sandhurst,(1) sur la seule recommandation des directeurs. C'est ainsi que les universités donnèrent à l'armée britannique, au commencement de la guerre, 24.000 jeunes officiers pleins de santé et de mérite et que grâce aux grandes écoles Sandhurst fut toujours bien pourvu des meilleurs élèves officiers que le pays pût fournir.

Quand Lord Haldane devint président de la Chambre des Lords en 1912, le *Times* déclara avec

(1) Saint-Cyr britannique.

juste raison que « pendant les six dernières années la préparation du corps expéditionnaire en vue d'une campagne outre-mer avait éte le principal objectif de l'état-major général et du War Office et que *le sentiment de confiance qui, de nouveau, régnait dans l'armée était la meilleure preuve que le succès était venu couronner les efforts* ». Ces mots que je souligne tranchent la question. Non seulement Lord Haldane « entreprit et mit au point une machine de combat et un système de défense nationale comme ce pays n'en avait point eu jusque-là », mais il rendit, en outre, à l'armée britannique ce que l'agitation et le bavardage d'autres réformateurs, aussi bien militaires que politiques, n'avaient pu lui rendre — la confiance.

Quand un homme du mérite de Lord French dit de ce grand ministre, en pleine guerre et un an après qu'une meute l'eût chassé du pouvoir, que le pays lui doit une grande dette de gratitude, faut-il s'arrêter à discuter avec ceux qui prétendent qu'il affaiblit l'armée, qu'il y jeta le trouble, et qu'en conséquence nous n'étions pas préparés à la guerre ? Lord French a dit à Cambridge au mois de juillet 1916 :

« Il était réservé à Lord Haldane de les amener « (les volontaires) au zénith de leur réputation et « de leur valeur. En vérité, la nation a contracté « une grande dette envers la détermination, l'energie, l'habileté et la prévoyance de ce grand homme « d'État. C'est lui qui a compris le parti qu'on pou- « vait tirer d'eux et il en est résulté que tout en res-

« tant des volontaires ils formèrent cette vaste « armée territoriale... dont l'idée fut, sans aucun « doute, un des plus beaux traits de génie qu'aucun « homme d'État ait jamais eus. »

Ce sont là de grandes paroles et qui viennent de haut, mais pour moi je préfère presque les mots du *Times* : « *Il rendit la confiance à l'armée britannique.* » Cette phrase est la meilleure réponse à tous les détracteurs de Lord Haldane ; elle explique la joie presque exubérante qui anima l'armée britannique tout entière dans sa lutte contre les conscrits d'Allemagne.

Ma thèse est que la Grande-Bretagne était préparée à la guerre, mieux préparée que n'importe lequel de ses vaillants alliés, et que c'est grâce à cette préparation que son entrée en scène porta un coup fatal aux ambitions allemandes. Je tiens que tout comme l'immortelle armée française devant Verdun donna aux nouvelles armées britanniques le temps de s'organiser pour la bataille de la Somme, de même l'immortelle armée britannique de 1914, en brisant l'élan des armées allemandes, puis en défendant les côtes de France, donna à la République le temps d'ordonner ses troupes et de mettre au point sa stratégie pour la grande lutte de la Manche aux Vosges. Le professeur Pollard l'a dit, la bataille de la Marne fut la bataille décisive de la guerre. « Elle sauva la France et indirectement elle sauva aussi la Russie d'une attaque concertée en 1915 qui aurait pu amener lès armées allemandes et autrichiennes jusqu'à Petrograd et à Moscou. » La bataille de la

Marne suivit celle de Mons et précéda le grand coup de balai jusqu'à l'Aisne.

M. Oliver dit que nous n'occupions qu'un front de cinquante kilomètres. C'est vrai, mais pourquoi ne dit-il pas que ce sont cinquante kilomètres de gloire impérissable, cinquante kilomètres qui virent se briser l'assaut allemand contre la poitrine sanglante de la vaillance britannique ? Cinquante kilomètres seulement, mais pas un pouce qui n'en soit sacré à jamais pour l'orgueil de tous les hommes et de toutes les femmes de l'empire britannique. Seulement cinquante kilomètres, mais ils sont le tombeau de l'ambition allemande. Seulement cinquante kilomètres, mais c'est là que se fit le salut de l'Europe.

Qu'il est triste, triste et inquiétant, qu'il faille insister sur le rôle joué par l'armée britannique de 1914 ! Mais les détracteurs de l'Angleterre ont fait leur œuvre avec tant de perfidie et de persévérance qu'il n'est peut-être pas un homme sur cent chez nous qui ne soit prêt à dire avec Lord Rosebery que ce pays n'était pas préparé à la guerre et que tous nos efforts datent de la déclaration de guerre. Qu'on me permette donc de faire appel à un témoignage hostile pour rappeler à mes compatriotes que l'armée britannique d'août 1914 sauva le monde.

Quels sont les faits ? Je puis prouver, même à l'aide d'une publication qui parut sous les auspices de Lord Northcliffe et intitulée *The Standard History of the All-Europe Conflict*, que si nos vaillants

alliés avaient été aussi bien préparés que la Grande-Bretagne, cette guerre qui commença en août 1914 aurait pu se terminer en six semaines par la destruction totale des armées allemandes. Je puis prouver également, et nos chevaleresques alliés seront les premiers à le reconnaître, que les canons lourds de l'armée britannique sauvèrent les armées françaises *qui étaient entièrement dépourvues de canons lourds.* Enfin, je puis prouver que l'armée britannique de 1914 non seulement entra en guerre avec des canons lourds, mais encore que, dès la première heure, ses aviateurs, qui travaillaient pour les Français aussi bien que pour nous-mêmes, avaient une supériorité incontestable sur les Allemands.

Le lecteur se souvient que peu après la mobilisation, le corps expéditionnaire britannique fut jeté sur Mons. Il se souvient aussi, car le fait est inoubliable, qu'à Mons nos vaillants soldats arrêtèrent et brisèrent la poussée formidable des légions allemandes. Il sait qu'ensuite l'armée britannique se replia jusqu'à la Marne, tout près de Paris, en livrant des combats incessants qui retardèrent la marche des Allemands, puis que soudain elle s'élança en avant, balayant les Allemands devant elle jusqu'à l'Aisne. Tout cela fut accompli en un mois. Examinons maintenant à l'aide de notre témoignage hostile comment les combats de l'armée britannique se relièrent à ceux de nos vaillants et chevaleresques amis dans le pays de qui nous combattions. Je cite *The Great War : The Standard History of the All-Europe Conflict* (Parts 17, 18, 19, 22, 24) :

« Dans la première grande bataille qui fit rage « de Mons et de Lille à l'est (*sic*) jusqu'à la Moselle « et aux Vosges à l'ouest (*sic*), la France paya chè- « rement les rêves de quelques-uns de ses ministres « pacifiques qui s'appliquèrent à des réformes so- « ciales et se refusèrent à consentir les dépenses « nécessaires à la préparation d'une grande guerre. « C'était une erreur généreuse [1].

« Nous étions préparés à apprendre aux Alle- « mands qu'un bon tireur, un fusil à répétition, un « coup d'œil impassible pouvaient briser n'importe « quelle charge de zoulous, même quand le canon « n'avait pas réussi à l'arrêter... « Visez votre « homme ! » Nos soldats visaient et atteignaient « des dizaines, des centaines d'ennemis, et quand « ceux-ci étaient à trois cents mètres nos soldats « les atteignaient par milliers, par dizaines de mille. « Aucun être vivant ne pouvait résister au feu « meurtrier et d'une rapidité scientifique que dé- « chargeaient les tranchées britanniques. Les Alle- « mands qui restaient debout regardaient autour « d'eux comme stupides ; puis ils tournaient les « talons en poussant des cris de terreur et prenaient « la fuite... La première bataille historique contre « les Prussiens... s'annonçait comme Crécy et Azin- « court. »

L'auteur nous dit que les canons allemands « n'étaient pas aussi bons que les nôtres » ; que l'in-

---

[1] Le traitement infligé à Lord Haldane qui pourvut l'armée de canons lourds et qui nous donna une armée parfaite et rapidement mobilisée ne fut *pas* généreux.

fanterie allemande était « impuissante » ; que notre cavalerie tenait la cavalerie allemande « à sa merci » ; et que dans la guerre aérienne « l'Anglais gagna rapidement le même ascendant sur le Teuton ». La machine de combat de Lord Haldane ne fit donc pas trop mal voir à l'Allemagne son criminel « défaut de préparation ». L'auteur continue ainsi :

« Tandis que le corps expéditionnaire britan-
« nique repoussait vaillamment cent mille Alle-
« mands à Mons... *les choses allaient mal partout*
« *ailleurs sur le front nord des alliés...*

« Bien qu'une partie des troupes allemandes eût
« été retardée à Liège, la France n'avait pas pu
« répondre à la vigueur de l'agression allemande
« par une mobilisation rapide et complète... L'armée
« française qui opérait plus au nord, le long de la
« Meuse, entre Dinant et Mézières, se trouvait dans
« une situation encore plus fâcheuse. Elle fut rejetée
« vers la rivière... Ce fut principalement le désastre
« de Givet qui détermina la retraite du reste de la
« ligne des alliés...

« En même temps, les 200.000 Français de l'ar-
« mée de Charleroi avaient déjà perdu le commande-
« ment de la Sambre entre Charleroi et Namur...
« la cinquième armée française n'était pas en me-
« sure d'aider les troupes britanniques de Mons, ni
« même de tenter une action combinée...

« Tel était le désastreux état de choses à la droite
« des troupes britanniques qui occupaient Mons...
« A la gauche de nos troupes la situation était plus
« grave encore... On avait confié au général d'Amade

« la défense du nord de la France, de Lille à la mer...
« Il se trouvait à ce moment à Arras n'ayant à sa
« disposition que quelques territoriaux. Le territo-
« rial français n'est pas un jeune volontaire comme
« le territorial britannique, mais un homme d'un
« certain âge déjà qui n'appartient plus aux troupes
« de première ligne... Beaucoup d'entre eux étaient
« des pères de famille qu'on avait soudain arrachés
« au bureau, au magasin, à l'atelier. La marche les
« fatiguait...

« Depuis le temps où Sir John Moore fit marche
« à travers l'Espagne... jamais chef britannique
« n'avait eu à conduire une retraite dans des condi-
« tions aussi difficiles que celles qui se présentèrent
« à Sir John French à la frontière franco-belge pen-
« dant la dernière semaine d'août 1914. Le récent
« exploit des armes britanniques est encore plus
« glorieux que celui de la Corogne. »

Après avoir décrit le début de la grande retraite des troupes britanniques dont les deux flancs étaient exposés, notre historien nous dit que « l'incomparable tireur qu'est le fantassin britannique » sauva la situation, et que les Britanniques sont « les meilleurs soldats armés d'une baïonnette qu'on puisse trouver au monde ». Puis il nous dit que « *l'armée allemande, qui devait frapper l'armée britannique comme d'un marteau et ruiner toute l'offensive française* put... concentrer le feu de mille canons sur l'aile gauche britannique... Voici maintenant la description d'une bataille :

« Les pertes de l'ennemi furent littéralement stu-

« péfiantes. Il est certain qu'elles firent hésiter l'ar-
« mée qui attaquait... Après avoir envoyé nos
« blessés par train à Guise, nous nous repliâmes vers
« le sud dans la direction de Wassigny, mais les
« Allemands continuèrent à bombarder Landrecies
« pendant des heures. Ils avaient peur d'entrer
« dans la ville. *Les nerfs de leur infanterie étaient*
« *brisés.* » (Quelle différence avec nos hommes, encerclés par les Allemands !) « A coups de fusil et à
« la baïonnette nos soldats se frayèrent un passage
« à travers l'armée ennemie qui leur barrait la route
« au sud et devant eux l'artillerie balayait le che-
« min. Un témoin oculaire fait remarquer que *les*
« *Allemands à leur tour auraient pu être environnés*
« *de flammes et d'acier si les réserves françaises*
« *avaient pu arriver plus tôt...* Tout risque de dé-
« sastre était écarté pour les Britanniques en re-
« traite, mais invincibles. Dans la suprême épreuve
« les hommes de notre race s'étaient élevés jusqu'à
« l'héroïsme de nos ancêtres. Ils nous avaient sauvés
« d'un désastre et avaient protégé la France... Pen-
« dant que le corps expéditionnaire britannique
« arrêtait le grand mouvement enveloppant de la
« principale armée allemande et se sauvait lui-
« même en sauvant la cinquième et la quatrième
« armées françaises d'une attaque de flanc écra-
« sante, les troupes du nord de la France combat-
« taient en se repliant vers le sud. »

Je ne sais si Lord Rosebery dira encore, après avoir lu ces pages, que nous n'étions pas préparés à la guerre et si M. Oliver parlera encore d'un ton

protecteur des cinquante kilomètres du front britannique ; mais je ne crois pas qu'un seul homme impartial, en lisant ces pages qui devraient rappeler et aviver mille souvenirs magnifiques, puisse dire que j'ai exagéré quand j'ai affirmé qu'à la lettre et incontestablement l'armée britannique d'août 1914 sauva l'Europe d'une victoire allemande. Et si c'est la vérité, quelle folie que de parler à la légère de notre défaut de préparation ou avec dédain de nos cinquante kilomètres de front !

Lord Rosebery et M. Oliver savent-ils que la France était entièrement dépourvue de canons lourds et que le corps expéditionnaire britannique, qui selon eux, n'était pas préparé à la guerre, sauva les armées françaises grâce aux canons lourds dont elle avait été munie dès la première heure ? S'ils ne savent pas ces choses, ils ne devraient pas parler de la question et s'ils les savent ils ne devraient pas dire ce qu'ils ont dit, parce que cela jette une ombre sur la gloire des armes britanniques et parce que cela n'est pas vrai.

Demandons à notre historien de nous éclairer encore. Il parle maintenant de la fin de la grande retraite et du commencement de la grande offensive :

« En fait d'artillerie les Français avaient sacrifié « la puissance à la mobilité. Leur canon léger à tir « rapide était presque aussi facile à manier qu'une « mitrailleuse... Mais dans une guerre de siège « contre un obusier à longue portée, il ne pouvait « rien... C'était la faute de celui qui était ministre « de la guerre plus de dix ans auparavant, mais on

« avait commis l'erreur de négliger le changement « qui s'était produit dans la traction motrice dont « les progrès permettaient de mouvoir les canons « lourds et les gros obusiers sans retarder la marche « d'une armée.

« L'arrière-garde allemande ne fut pas rejetée « loin de l'Ourcq *avant que quelques canons lourds « de l'armée britannique ne vinssent de Meaux pour « bombarder l'artillerie ennemie...* Ce qui permit, « entre autres aux troupes relativement peu nom- « breuses de notre corps expéditionnaire de rendre « de si grands services à nos alliés c'est que, instruits « par notre campagne sud-africaine,... nous avions « un certain nombre de batteries lourdes dans notre « artillerie de campagne. »

L'auteur arrive à la bataille de la Marne [1] :

« Dans cette bataille où des millions d'hommes « furent aux prises sans trêve pendant dix jours, « cent mille soldats britanniques jouèrent un rôle « singulièrement décisif — sans aucune proportion « avec leur petit nombre... Les magnifiques qualités « guerrières du soldat britannique firent le reste. « Tandis qu'ils se préparaient à un immortel « triomphe, le kronprinz et le kaiser furent soudain « transformés en fugitifs. C'est la « méprisable pe- « tite armée » de French, pas encore exterminée, « qui réduisit en poussière les superbes et glorieux « espoirs du grand maître de la guerre... Les soldats

---

[1] « La grande crise de la guerre fut passée après la victoire de la Marne et après l'échec des violentes attaques allemandes, à la fin de novembre, pour atteindre Calais... » (Lord SYDENHAM dans le *Times* du 4 août 1916).

« britanniques écrasèrent ce qui avait été la meilleure « armée du kaiser ; ils la bousculèrent par-dessus « trois rivières — le Grand Morin, le Petit Morin et « la Marne — puis ils lui donnèrent la chasse dans « sa fuite précipitée... Le corps expéditionnaire « n'avait pas augmenté en nombre depuis les grandes « batailles de Belgique..., mais tous les vides avaient « été comblés par des troupes fraîches...

« Cela compléta la victoire britannique. On me- « sure son importance dans le plan général des « opérations conçu par le commandant en chef « français quand on sait que la sixième armée fran- « çaise soutenait encore une lutte difficile à l'ouest « de l'Ourcq au moment où nos troupes traver- « saient la Marne. La grosse artillerie allemande « défendait encore contre toute approche les lignes « de retraite de Kluck... et ce ne fut qu'à l'aide de « quelques-unes de nos batteries de canons lourds « que le passage de l'Ourcq fut enfin forcé. »

Les soldats britanniques se couvrirent encore de gloire sur l'Aisne :

« Même les canons lourds allemands ne réussirent « pas à arrêter les troupes britanniques. Nos soldats « aussi avaient des canons lourds et des obusiers, « et dans les deux actions... les Allemands perdirent « encore 48 canons et quelque 4.000 hommes. »

Si les Français n'étaient pas préparés à une bataille de gros canons, ils ne l'étaient pas davantage à la lutte contre l'espionnage allemand :

« Quelques-unes des principales carrières près de « Soissons avaient été aménagées par des maisons

« allemandes en temps de paix.. des positions
« avaient été préparées et chaque pouce du plateau
« soigneusement repéré pour l'artillerie... Des em-
« ployés de ces maisons allemandes — et dans le
« nombre des Français de l'espèce scélérate... —
« étaient dispersés dans le pays au sud de l'Aisne
« et communiquaient des nouvelles par téléphone
« souterrain.

« Ce n'était pas une bataille d'homme à homme.
« C'était la lutte inégale entre 80.000 jeunes athlètes
« britanniques et une machine de guerre gigantesque
« et systématiquement préparée dès longtemps...
« qui avait derrière elle 140.000 hommes d'infan-
« terie, d'artillerie et de cavalerie. Le courage de
« nos soldats n'aurait pas pu être mis en cause s'ils
« n'avaient pas réussi à forcer le passage de l'Aisne,
« défendu par un tel déploiement d'engins de mort.
« Tout à côté des Britanniques, à gauche, les Turcos
« qui sont parmi les êtres les plus intrépides qu'il y
« ait au monde, étaient repoussés vers le gué de
« Berry-au-Bac. Et plus à l'ouest, sur le pays plus
« plat qui entoure Reims, les canons allemands
« chassaient la cinquième armée française d'une
« position élevée très importante... A gauche des
« troupes britanniques la sixième armée française
« fut arrêtée pendant un temps au sud de Soissons,
« jusqu'au moment où notre artillerie lui déblaya
« le chemin, et elle fut rejetée vers la rivière, sou-
« vent au moment où elle allait atteindre le plateau.

« Mais malgré les conditions extrêmement désa-
« vantageuses dans lesquelles elles attaquaient, les

« troupes britanniques, non seulement franchirent « la vallée de la mort, mais encore s'emparèrent « d'une position dominante sur le plateau de Sois- « sons... Les Allemands battus durent franchir les « hauteurs difficiles et boisées qui séparent le Vesle « de l'Aisne, poursuivis par la cavalerie britannique.»

Je n'ai sans doute pas besoin d'emprunter d'autres citations encore à *The Standard History of the All-Europe Conflict*, publié avec le permis d'imprimer de Lord Northcliffe par un écrivain notable de l'état-major du *Daily Mail*, M. H. W. Wilson.

Nous savons, il va sans dire, que la bataille décisive de la Marne fut gagnée par la stratégie admirable de Joffre, par Foch, par la vaillance des armées françaises. Nous savons que la France de la Marne était la même France invincible qui a soulevé l'admiration du monde entier à Verdun. C'est l'exagération suprême que de dire que la Grande-Bretagne gagna cette bataille décisive. C'est à la France qui combattait pour sa vie même qu'appartient la gloire impérissable de la victoire qui l'a sauvée. Mais tous les historiens de l'avenir, qu'ils soient Français ou Britanniques, diront que la France a été aidée, et d'une manière décisive, dans sa victoire glorieuse sur les armées allemandes, par une petite armée britannique qui défendit avec un noble courage et une volonté inébranlable cinquante kilomètres essentiels de ce front de bataille dont tout dépendait.

Les personnes qui ont été abattues par les pessimistes pendant la longue et dure période de la guerre de tranchées se frotteront peut-être les yeux

d'étonnement quand elles liront que la pauvre petite armée britannique qui manquait de préparation, bouscula au commencement de la guerre les meilleures armées du kaiser par-dessus des rivières, qu'elle força les soldats de Sa Majesté Impériale à s'enfuir en demandant à grands cris la vie sauve, qu'elle fit taire les canons allemands, imposa sa supériorité aux aviateurs allemands, dispersa la cavalerie allemande et qu'elle prêta ses canons lourds aux Français qui en étaient entièrement dépourvus. Telle fut pourtant l'œuvre magnifique du corps expéditionnaire britannique, c'est-à-dire de la machine de guerre entreprise et mise au point par Lord Haldane, dont tout récemment un journal londonien, publié par la même maison qui a publié l'histoire à laquelle j'ai emprunté mes citations, a parlé en ces termes élégants : « *Les résultats de sa* « *politique sont écrits avec le sang britannique sur les* « *champs de bataille de trois continents*... D'un tel « homme nous ne voulons pas entendre un seul mot « sur un sujet quelconque. En vérité on est stupé- « fait de l'impertinence d'un politicien qui, après « avoir fait tout son possible — avec trop de succès, « hélas ! — pour empêcher une préparation conve- « nable en vue de cette guerre, cherche à nous « donner des conseils pour la guerre commerciale « qui suivra. *Quoique nous fassions, nous ne ferons* « *pas la guerre à la manière de Lord Haldane.*

« Que Lord Haldane reste en Angleterre ou qu'il « se rende dans cette « patrie spirituelle » *qu'il n'a* « *jamais désavouée*, cela nous importe peu, mais s'il

« choisit de rester ici, qu'il tienne sa langue. L'élé
« mentaire décence exige qu'il se taise et n'insulte
« pas de ses discours pompeux la nation qu'il a
« fourvoyée. » [1]

N'est-il pas inconcevable que la même maison fasse entendre deux voix si contradictoires ? Et n'est-il pas plus inconcevable encore que ces paroles insolentes et impardonnables soient adressées par des journalistes dont personne n'a jamais entendu le nom, à l'homme qui a rendu à l'armée britannique la confiance (qu'avait ébranlée le parti politique que défend le journal accusateur), à l'homme envers qui, d'après le meilleur critique militaire du pays, nous avons une grande dette de gratitude ?

N'oublions pas que si la bataille de la Marne fut une bataille décisive dont la gloire revient principalement à la France, d'autre part cette bataille décisive n'aurait jamais été engagée si l'armée britannique, pendant la retraite de Mons, n'avait pas réussi à arrêter « le grand mouvement enveloppant de la principale armée allemande ». Par cette retraite fameuse les armes britanniques ont sauvé le monde. Si elles avaient échoué à ce moment, rien n'aurait empêché l'armée allemande d'atteindre Paris et de s'emparer des côtes de France.

La vérité dans toute cette question a été très bien mise en lumière par M. Winston Churchill dans un article récemment publié par le *Sunday Pictorial*,

---

[1] *Evening News*, 12 juillet 1916.

qui semble en relation avec la maison Harmsworth (Lord Northcliffe). M. Churchill dit que l'armée britannique alla en France conformément à ce qu'on peut appeler le plan Haldane :

« Pendant les huit années que ce ministre passa « au War Office, tout avait tendu à cela et avait « été sacrifié à cela. Placer une armée de quatre ou « six divisions d'infanterie, entièrement équipées et « pourvues de la cavalerie nécessaire, à la gauche « des lignes françaises en douze ou quatorze jours « à partir de l'ordre de mobilisation, et pendant ce « temps garder les Iles-Britanniques par les quatorze « divisions territoriales qu'il avait organisées — tel « était le plan sur lequel, avec l'aide des feld-maré- « chaux Nicholson et French, il avait concentré « tous ses effoerts et les crédits de son département.

« C'était un plan modeste, mais pratique ; il fut « poursuivi avec persévérance et étudié avec la plus « grande minutie. Il représentait approximative- « ment l'effort de guerre maximum que le système « du volontariat pût fournir et cet effort pouvait se « faire sentir de la manière la plus efficace à l'en- « droit décisif. Il reçut l'assentiment de presque « tous les principaux généraux. Quand l'heure vint « la machine fonctionna avec une précision et une « ponctualité parfaites. Il n'y eut pas à discuter ni « à barguigner. Les Français savaient exactement « ce qu'on leur enverrait, si la Grande-Bretagne « décidait de s'en mêler, ils savaient exactement où « et quand on le leur enverrait...

« Les Français ne se basaient pour apprécier

« l'aide que nous pourrions leur donner que sur le
« moment où elle pourrait arriver ! Si le 4 août 1914
« on leur avait donné le choix entre 100.000 soldats
« britanniques dans les quinze jours ou 500.000 dans
« six mois ou un million dans un an, ils auraient ré-
« pondu sans aucun doute : « Que nous importe ce
« qui arrivera dans six mois ? Il nous faut vivre
« pendant six semaines. »

Je n'ai pas besoin d'en dire plus. L'écusson d'Angleterre n'a reçu qu'une tache dans cette guerre des nations, c'est quand elle a permis à quelques journalistes tapageurs de chasser du pouvoir celui qui, plus que tous les autres, à l'exception de Lord Fisher, l'a préparée à combattre avec honneur et avec puissance.

Quand les semeurs de discorde, que détestait Edouard VII, s'occuperont d'autre chose, que les hystériques ne trembleront plus pour leur peau et auront de nouveau un peu de tenue, et quand notre grand public revenant de son trouble, de son abattement et de son erreur, ne supportera plus qu'avec impatience Tartufe et Basile, alors nous verrons clairement que la Grande-Bretagne, étant donnée sa superficie, a joué de beaucoup le plus grand rôle et le rôle incomparablement le plus décisif dans cette guerre mondiale pour la liberté et pour le droit. Nous verrons tout d'abord qu'elle a rempli à la lettre tous ses engagements : sa flotte domina les mers et une armée plus nombreuse que la France ne s'y serait jamais attendue débarqua en France avec une rapidité et une précision qui étonnèrent le

monde. Nous verrons qu'après avoir donné cette flotte et cette armée incomparable à la cause commune, elle se mit sans interrompre sérieusement la vie normale du pays, à prêter des millions à ses alliés et à ses colonies, à fournir à ces alliés des munitions et des vivres [1]. Nous verrons que, non contente de cela, elle fit appel aux jeunes hommes et que plus de cinq millions lui répondirent ; qu'elle fit appel aux patrons et aux ouvriers et qu'en quelques mois, sans confusion ni désordre, ce pays démocratique dévoué à l'industrie et à la paix fut transformé en un vaste arsenal. Toutes ces choses nous les verrons clairement et certes nous en serons fiers. Nous verrons que des erreurs ont été commises ici et là, mais aucune erreur comparable aux terribles bévues de l'Allemagne. Nous verrons que quelques cent mille hommes ont été un peu lents à s'engager sous les drapeaux et que quelques cent mille ouvriers se sont montrés égoïstes, paresseux et ignorants au commencement de cette révolution survenue dans notre vie nationale ; mais toutes ces choses apparaîtront comme de la poussière sur la grand'route quand on songera que la Grande-Bretagne s'est levée soudain pour faire plus qu'elle n'avait promis, plus que ses alliés ne l'attendaient et plus qu'aucun autre pays au monde n'avait jamais fait jusque-là.

Quelques personnes, se reportant aux années

---

(1) En mars 1917 la Grande-Bretagne aura prêté à ses alliés et aux Dominions 20 milliards 250 millions.

écoulées, verront peut-être une curieuse coïncidence dans le fait que les deux amis en qui Edouard VII avait le plus de confiance, Lord Fisher à l'amirauté et Lord Haldane au War Office, s'appliquaient à arracher la flotte et l'armée britanniques à l'état de confusion, de faiblesse et d'inquiétude où elles se trouvaient, pendant que leur souverain faisait son possible pour assurer la paix du monde. Ils verront aussi une curieuse coïncidence dans le fait que ces deux hommes avaient réussi au delà de toute attente juste avant que l'Allemagne ne tombât avec toutes ses forces sur la Russie et sur la France.

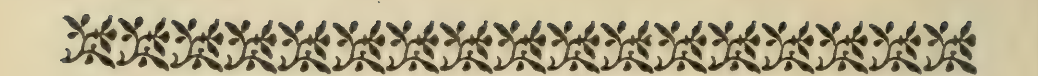
Que le lecteur me permette de lui dire, et je sais ce dont je parle, que quand il apprendra ce que ce pays a fait pour la Russie, pour la France, pour l'Italie et pour la Serbie — tout en maintenant son empire mondial dans une sécurité absolue et en prenant aux Allemands l'une après l'autre des colonies immenses, — il ressentira une grande colère contre ceux qui ont ravalé ce grand peuple, qui l'ont découragé, qui ont ébranlé la foi de nos alliés et qui ont poussé un journaliste sérieux à dire aux neutres d'Amérique que tout un système s'était effondré en Angleterre — un système d'empire, de vie et de gouvernement.

Le monde entendra des choses inouïes quand la glorieuse Russie (à qui il tarde de parler) quand la France au noble cœur et vaillante entre toutes, quand l'Italie valeureuse et qui aime la liberté, seront libres de dire ce que la Grande-Bretagne a fait

pour elles. Et ce que je sais, ce qui remplira un jour tous les hommes de stupéfaction, ils le savent aussi (il faudra s'en souvenir plus tard) ceux qui persistent à répandre le découragement et à noircir le bon renom de ce pays.

Il y a dans ce pays des hommes que la France aurait mis depuis longtemps à la lanterne.





CHAPITRE VI

LA PLACE DE L'ALLEMAGNE DANS LE MONDE

> Je crois qu'aucun pays d'Europe n'est aussi propre à être une république que l'Allemagne. Je crois que les difficultés qu'elle éprouve proviennent de ses Hohenzollern et de ses Habsbourg et de rien d'autre. Je crois qu'elle finira par se débarrasser de ces gens et que jusqu'à ce que ce jour arrive le monde ne saura pas de quelle réelle grandeur elle est capable.
>
> MATTHEW ARNOLD (1870).

Beaucoup de personnes sérieuses se demandent en ce moment en Angleterre (d'autres, plus sottes, décident) ce qu'on fera de l'Allemagne après la guerre. Si je ne suis pas mal informé, des sociétés (qui portent pour la plupart des noms magnifiques) se sont fondées dans le dessein exprès de s'occuper de cette question. Ce qui est certain c'est qu'une conférence économique des alliés s'est réunie à Paris et que nous sommes en bonne voie de faire à l'Allemagne ce que nous ne voudrions pas que d'autres peuples nous fissent — comme si cette

guerre n'avait pas porté un coup mortel à notre vieille morale de la jungle. Cependant, en dépit des sociétés, des résolutions et des sentiments païens, la seule victoire qui puisse assurer au monde une paix durable est une victoire de l'Allemagne sur elle-même. *Le résultat suprême de la guerre est la repentance de l'Allemagne.*

Aucune personne raisonnable et réfléchie ne s'imagine, j'en suis bien sûr, qu'un plan économique quelconque des alliés puisse couper toutes les relations entre le centre de l'Europe et le reste du monde. Personne ne pense que nous soyons en mesure d'exclure de la société des millions d'hommes. Nous pouvons détester l'Allemagne de tout notre cœur. Nous pouvons l'avoir en horreur pour toutes les abominations qui ont fait éclater son ignominie aux yeux du genre humain. Nous pouvons désirer d'anéantir ses habitants, d'effacer son nom de la carte d'Europe et d'oublier qu'une puissance aussi malfaisante ait jamais déshonoré les annales modernes de l'humanité. Mais à la réflexion nous comprendrons que ces souhaits, ces désirs et ces sentiments violents ne mènent à rien, et que certainement ils ne servent pas la cause qui, nous l'avons proclamé mille et mille fois, nous a fait tirer l'épée — ils ne mettront pas un terme à la guerre et ils ne contribueront pas à l'établissement de la paix.

D'autre part, s'il résulte d'une enquête sur l'Allemagne que parmi ces gens sinon sympathiques, du moins très intelligents, il s'en trouve beaucoup qui réellement détestent la guerre, qui réellement répu-

dient tous les dogmes du pangermanisme et qui réellement désirent vivre sur un pied d'amitié et de bienveillance avec leurs voisins, alors ce que nous avons de mieux à faire c'est de terminer cette affreuse guerre de telle façon que ces meilleurs d'entre les Allemands, et non la caste dominante qui a déchaîné la catastrophe, deviennent les arbitres de l'Allemagne future. C'est pourquoi, parler du sort que nous réservons à « l'Allemagne » après la guerre c'est parler de ce qui n'existe pas encore — c'est admettre en tout cas que le monde continuera à se trouver en présence du même ennemi, dont on nous dit qu'il sera anéanti. Si la même Allemagne existe après comme avant la guerre, alors notre œuvre est vaine. Mais si une nouvelle Allemagne doit voir le jour, nous serons sages, avant de décider comment nous la traiterons, d'attendre jusqu'au jour où nous saurons quelle forme elle revêtira et quel caractère elle prendra.

Avant de nous demander s'il y a en Allemagne des personnes modérées, humaines et pacifiques, rappelons-nous tout d'abord que les journaux qui, en Angleterre, nous disent le plus bruyamment qu'il n'est pas une seule personne en Allemagne en qui on puisse avoir confiance, sont eux-mêmes les guides les moins sûrs, de quelque question qu'il s'agisse au monde. Qu'on songe par exemple à ce qui nous serait arrivé dans cette guerre si nous avions prêté l'oreille à ces journaux au temps de Sir Henry Campbell-Bannerman et si nous avions refusé à 'Afrique du Sud de se gouverner elle-même. La

question est des plus pertinentes. Il est certain, en effet, que si nous nous étions laissés guider par ces journaux bien intentionnés mais mal inspirés, il ne nous resterait aujourd'hui pas une colonie dans l'Afrique du Sud et peut-être que pas un homme et pas une femme de race britannique ne serait en vie dans l'Afrique du Sud à l'heure actuelle. Rappelons-nous que ces mêmes journaux, quelques-uns honnêtement, firent tout leur possible pour exciter des animosités religieuses en Irlande, ce qui non seulement provoqua des mutineries dans l'armée et faillit faire éclater la guerre civile dans le Royaume-Uni, mais encore, selon toutes probabilités, déchaîna sur l'Europe le fleuve de sang de cette guerre dévastatrice. Rappelons-nous aussi qu'après avoir employé pendant dix ans toutes les armes, y compris l'injure et le mensonge, sans souci des conséquences, pour lutter contre le parti politique qui cherchait à améliorer les déplorables conditions d'existence de nos classes ouvrières, ces mêmes journaux eurent l'audace, au commencement de la guerre, de s'en prendre au pauvre ouvrier dans son misérable quartier et de lui jeter à la tête tous les noms imaginables, parce qu'il n'avait pas assez d'intelligence pour comprendre que ses libertés étaient menacées ni assez de bienséance pour sentir qu'il valait la peine de se battre pour ces libertés. Rappelons-nous aussi (et je sais peu d'exemples plus frappants pour nous mettre en garde contre les clameurs aveugles), rappelons-nous que si nous avions suivi les conseils de certains journalistes nous aurions entrepris cette

guerre, dont le succès sur terre et sur mer dépend dans une si large mesure de la télégraphie sans fil, non pas avec le concours de la compagnie anglaise Marconi, mais avec celui de sa seule rivale, auprès de laquelle des membres du parlement se rendirent pour négocier, une compagnie allemande de télégraphie sans fil, dont les bureaux sont à Berlin. Rappelons-nous enfin qu'aucune influence plus funeste ne s'est exercée dans la vie anglaise pendant ces dix dernières années que celle de la presse populaire — une presse qui a exalté la cour des divorces et ravalé le parlement, qui a offert en pâture à ses lecteurs des coups de théâtre et vécu d'affaires sensationnelles, qui a un tel mépris pour les gens dont les sous remplissent sa caisse qu'elle dément aujourd'hui sans explication ce qu'elle disait hier et que demain elle dira certainement autre chose encore ; une presse qui manque autant de pudeur que de dignité, en un mot une presse irresponsable, bornée et extrêmement dangereuse. Nous devons négliger les efforts que fait cette presse pour nous faire penser conformément à son humeur changeante quand nous tranchons une question importante, surtout quand il s'agit d'une question qui, comme celle qui nous occupe, intéresse la paix et le bonheur de nos enfants. C'est pour moi une des choses les plus tragiques de cette désastreuse tragédie que les hommes du moyen âge qui ont fait cette guerre par leur journalisme inconscient soient sains et saufs loin de la ligne de feu, tandis qu'une génération plus pure, plus bienveillante et plus honorable, qui au-

rait certainement travaillé à améliorer et ennoblir le monde et qui aurait été inaccessible à l'influence de ces vils journaux, est massacrée par dizaines et par centaines de milliers.

« Vous faites votre devoir, dit Romain Rolland « aux jeunes soldats de France, mais d'autres l'ont-« ils fait ? Osons dire la vérité aux aînés de ces « jeunes gens, à leurs guides moraux, aux maîtres « de l'opinion, à leurs chefs religieux ou laïques, « aux Églises, aux penseurs, aux tribuns socia-« listes. Quoi ! vous aviez, dans les mains, de telles « richesses vivantes, ces trésors d'héroïsme ! A quoi « les dépensez-vous ? Cette jeunesse avide de se « sacrifier, quel but avez-vous offert à son dévoue-« ment magnanime ? L'égorgement mutuel de ces « jeunes héros ! La guerre européenne, cette mêlée « sacrilège, qui offre le spectacle d'une Europe dé-« mente, montant sur le bûcher et se déchirant de « ses mains, comme Hercule ! »

En Scandinavie où le niveau général du bien-être et du raffinement comme d'ailleurs de l'éducation est plus élevé qu'en Grande-Bretagne, j'ai rencontré un grand nombre de personnes qui estiment qu'une paix immédiate serait le chemin le plus court pour atteindre la victoire que nous désirons. Ils déclarent qu'une paix qui rétablirait le *statu quo* d'avant la guerre, bien qu'elle ne soit en apparence ni satisfaisante ni concluante, nous donnerait en réalité la seule victoire qui puisse servir nos intérêts supérieurs.

Voici ce que m'ont dit ces personnes, qui jouissent

d'une grande réputation dans leur pays : « Vous ne pouvez pas détruire la nation allemande. Vous pouvez repousser les armées allemandes au delà du Rhin, au prix de beaucoup de sang et de grands sacrifices, mais vous ne serez jamais en mesure de soumettre le peuple allemand. Et plus vous laisserez entendre que vous ne serez pas contents avant d'avoir pénétré en Allemagne, plus vous renforcerez la caste guerrière et plus vous affaiblirez la social-démocratie. En bonne politique vous devriez dire que vous êtes satisfaits du châtiment que vous avez infligé et que si l'Allemagne évacue les territoires envahis (la question des indemnités est un détail), vous retirerez vos armées et lèverez le blocus. Le résultat d'une telle polique serait celui-ci : le commerce étranger, la circulation du papier monnaie et le manque de matières premières acculeraient bientôt l'Allemagne à la faillite. La plus grande détresse régnerait dans tout l'empire allemand. Dans cet état de choses, les socialistes, le parti de la paix et la grande foule des Allemands d'opinion modérée diraient aux pangermanistes : « Eh ! bien, vous l'avez eue votre guerre et voilà où vous nous avez amenés — disparaissez ! » En un mot, peu de temps après la proclamation de la paix, il y aura une révolution en Allemagne. Les Hohenzollern seront chassés du trône, le parti de la guerre sera dispersé et la république proclamée. »

Cette inspiration n'est contestable que parce que nous ne pouvons pas être certains que le peuple allemand se révoltera contre ses maîtres. Il est évi-

dent que si nous pouvions avoir cette certitude ce serait folie de poursuivre une guerre qui nous coûte tant de vies infiniment précieuses, qui remplit nos hôpitaux de jeunes hommes estropiés et mutilés, et qui certainement grossit dans des proportions formidables la dette dont le poids sera senti jusqu'à leur mort par les plus jeunes de nos enfants. Aucun d'entre nous ne continuerait la guerre un seul jour, une seule heure, si nous pouvions être parfaitement certains que la paix amènerait la république en Allemagne. Toute la question est là : l'Allemagne se ravisera-t-elle ? Il y a des gens qui disent que les Allemands sont trop dociles pour se révolter. J'ai entendu M. A. H. Pollen répondre un jour à cette assertion qu'il n'avait jamais été dogmatique en semblable matière depuis le jour décisif où, dans son enfance, une lapine lui avait fait une profonde morsure à la main. Nous pouvons dire qu'aucune personne ayant tant soit peu d'imagination ne peut s'attendre à ce que les Allemands soient aussi dociles après cette guerre désastreuse qu'ils l'ont été au cours de nombreuses années de prospérité pacifique. Mais il reste que nous ne pouvons pas compter sur une révolution et c'est pourquoi nous devons combattre jusqu'à ce que nos ennemis demandent la paix.

M. Sazonoff, avec qui j'ai discuté l'idée des Scandinaves, m'a dit, et c'est l'opinion qui prévaut dans les cercles ministériels d'Angleterre, que nous ne pouvons pas songer à faire la paix tant que les Allemands ne reconnaîtront pas qu'ils sont battus.

Quant à savoir s'il faut envahir le territoire allemand, M. Sazonoff dit que c'est aux généraux alliés de décider ; mais il est certain que nos armées doivent combattre jusqu'à ce que l'ennemi soit à genoux. C'est l'opinion de la plupart des hommes raisonnables. Nous ne devons pas remettre l'épée au fourreau, quelque angoisse que nous inspire cette guerre dévastatrice, tant que l'Allemagne tiendra les nations aux abois.

Si je parle de la question de la paix c'est pour faire comprendre à ceux qui en Angleterre ne se sont pas élevés jusqu'à une pensée internationale et qui subissent passivement l'influence de nos braillards de journalistes que dans d'autres pays, qui sont animés des sentiments les plus amicaux envers les alliés et qui ont toutes les raisons de craindre,à cause de leurs sentiments démocratiques, une extension de la puissance allemande, on a la conviction absolue que dans les nations germaniques toute la sympathie d'une partie de la population va à la cause pour laquelle nous combattons.

Il est vrai que dans ces pays je n'ai pas trouvé la même horreur que chez nous pour les atrocités allemandes. On tend même à penser que nous avons manqué de dignité en leur donnant une telle publicité. On dit que nous aurions produit une meilleure impression dans le monde si nous avions enregistré ces atrocités sans les dénoncer pendant que nous continuions nos efforts pour battre les armées allemandes. Qu'on me permette de donner deux exemples. Des Scandinaves m'ont dit que le tor-

pillage du *Lusitania* était une chose terrible ; mais, à leur avis, notre blocus n'est pas beaucoup moins terrible, puisqu'il menace d'affamer des femmes et des enfants dont nous ne pouvons pas vaincre les maris et les pères sur le champ de bataille [1]. Je tiens que ce point de vue est faux, mais il est certain que beaucoup de Scandinaves voient sincèrement les choses ainsi. Ils sont remplis de pitié pour les souffrances des femmes et des enfants en Allemagne.

Autre exemple : ils disent que les Allemands ont commis une bévue en tuant Miss Cavell, mais qu'il est absurde de prétendre que cette bévue soit un « meurtre ». D'après eux, Miss Cavell a manqué à sa parole : sous le manteau sacré de la charité, elle jouait le rôle d'un agent ennemi. Les ennemis de son pays eurent confiance en elle, mais elle abusa de cette confiance ; elle facilita le retour dans les tranchées à des soldats qui devaient tuer autant d'Allemands que possible. Quand je représentai à quel point il était horrible de fusiller une femme, on me répondit que les Français avaient fusillé un grand nombre d'espionnes. On revenait toujours au même raisonnement : les horreurs et atrocités sont déplorables au plus haut point, mais nous avons paru en Angleterre tirer parti de ces horreurs et atrocités moins pour fortifier notre propre résolution que pour faire le plus de mal possible aux Allemands. Nous nous sommes hâtés de faire connaître les faits au monde entier par télégraphie sans fil — et nos journaux font tout ce qui est en leur pouvoir

---

[1] On vainc ces maris et ces pères sur mer. Note du trad.

pour amplifier l'horreur de tous les crimes allemands. C'est cela qu'ils trouvent odieux et immoral.

Mais tandis que les personnes dont je parle soutiennent l'opinion que j'ai tâché de formuler très brièvement, elles sont toutes et chacune du parti des Alliés et résolument anti-allemandes. Elles haïssent l'arrogance allemande. Elles craignent la puissance allemande. La victoire de l'Allemagne marquerait un jour funeste entre tous pour la Suède, la Norvège et le Danemark ; la défaite de l'Allemagne leur apporterait la plus grande assurance de liberté.

C'est pourquoi quand des personnes animées de pareils sentiments nous disent qu'il y a en Allemagne des hommes et des femmes qui sont pour la paix, qui détestent la caste guerrière, et qui règleront son compte à cette caste guerrière après l'effusion du sang et quand la débâcle aura commencé, nous pouvons au moins nous sentir encouragés à rechercher jusqu'à quel point cette opinion reflète exactement la psychologie allemande d'aujourd'hui. En effet, s'il y a le moindre espoir que la révolution éclate en Allemagne, alors nous pouvons combattre avec l'assurance que la victoire établira la paix sur la terre, et nous pouvons combattre de manière à mettre en mouvement les forces révolutionnaires. Si nos hommes d'État déclarent de plus en plus catégoriquement que nous ne combattons pas pour détruire la nation allemande, mais le système actuel de gouvernement en Allemagne, et si nos publicistes et nos journalistes proclament de même que nous combattrons certainement jusqu'à ce que ce funeste

système de gouvernement soit détruit, cette vérité passera à travers les pays neutres et pénétrera toujours davantage la pensée de la démocratie allemande, et ainsi notre bataille se trouvera gagnée par un allié auquel nous ne songions guère — les Allemands modérés et raisonnables. Mais pour le moment les extraits des journaux anglais qui paraissent dans la presse allemande ne sont pas de nature à inspirer la confiance ou le respect aux Allemands modérés et raisonnables. Ces extraits nous représentent à l'Allemagne comme une nation jalouse et vindicative.

Dans un récent numéro du *Cornhill Magazine* un « diplomate neutre » a dit aux lecteurs anglais qu'un changement se produit dans la pensée de l'Allemagne, un changement qui nous échappe : « Les « nuages de la guerre ne nous ont guère permis « jusqu'ici de mesurer la force de l'orage qui s'amasse « en Allemagne. L'orage précédera-t-il et accélera-« t-il la paix ou la paix précédera-t-elle et accélérerait-elle l'orage, il est encore trop tôt pour le dire. « Mais tôt ou tard l'orage éclatera et quand l'heure « viendra, je crois connaître assez le caractère des « hommes qui se défiaient de l'empereur et qui le « détestaient avant la guerre pour dire sans crainte « de me tromper que s'il échappe en quelque me-« sure au juste châtiment des Alliés, il n'a aucune « chance d'échapper à son peuple outragé. »

Le même auteur dit que quelques-uns des partisans du kaiser admettent aujourd'hui que cette « folle aventure internationale » a « rendu inévitable

la chute de l'Allemagne ». Avant la guerre un diplomate allemand lui a dit :

« Je crains depuis longtemps qu'en agitant ainsi « périodiquement une torche enflammée au-dessus « de la poudrière qu'est devenue l'Europe une ex- « plosion ne se produise. Cela ne manquera pas « d'arriver si — si à l'avenir « quelqu'un » continue « à éparpiller des étincelles comme il l'a fait dans « le passé. Je vous prie de bien me comprendre ; je « ne veux pas dire que l'Allemagne ne serait pas à « la hauteur des circonstances dans une pareille « éventualité — vous pouvez même être sûr qu'elle « réserverait à ses ennemis quelques terribles sur- « prises ; mais une telle aventure serait folle parce « que nous sommes déjà en voie d'obtenir par une « « pénétration pacifique » tout ce que la guerre « la plus heureuse pourrait nous donner.

« Mais si nous devions faire une guerre et courir « le risque de la perdre — bien plus, même si elle « devait nous être plus ou moins profitable, l'Alle- « magne ne retrouvera plus jamais, pour faire la « conquête du monde par son commerce et grâce à « lui par sa politique, l'occasion dont elle profite « depuis vingt ou trente ans et dont elle continuera « à profiter tant que la paix sera maintenue, mais « pas plus longtemps. »

Ces remarques du diplomate allemand indiquent qu'il approuvait entièrement la prophétie laconique que faisait le prince de Bülow au sujet de la course aux armements : « Pression, contre-pression, explosion. »

D'après le témoignage de notre auteur, M. Ballin —qui est un des partisans de la paix les plus connus en Allemagne, mais dont les relations avec Lord Haldane ont cependant inspiré à notre presse venimeuse des accents frénétiques — est « un de ceux qui suivaient le développement de la politique perfidement impitoyable du kaiser avec la plus grande anxiété ». Il rapporte les propos que lui tint un jour, à Hong-Kong, un autre armateur allemand :

« La politique mondiale de l'empereur Guillaume « est la plus grave et presque la seule menace pour « les progrès de nos triomphes commerciaux. Ce « que nous avons fait nous l'avons fait en dépit de « cette espèce de *Welt-politik* et non grâce à elle. « Bien plus, c'est elle seule qui risque de réduire à « néant toute notre œuvre. Oui, elle risque non « seulement d'arrêter notre marche en avant, mais « même de nous faire tellement reculer que nous ne « puissions jamais regagner le terrain que nous « occupons aujourd'hui, pour ne rien dire de celui « que nous pourrions occuper au cours d'une autre « décade pacifique. »

Nous savons que M. Sazonoff comptait le Dr de Bethmann-Hollweg au nombre des partisans de la paix. Le chancelier impérial a produit la même impression sur Lord Haldane. Mais M. Sazonoff et Lord Haldane ne sont pas seuls à penser ainsi. Le *Daily Mail*, dont M. Wile a été le correspondant berlinois pendant plusieurs années a dit au sujet du livre *Men around the kaiser*, le 14 août 1914, que « les lecteurs anglais ne peuvent manquer d'en tirer

une compréhension nouvelle des causes profondes qui ont conduit à la crise actuelle ». Voyons donc ce que M. Wile a à nous apprendre. Il parle en ces termes du chancelier impérial :

« Il est avant tout absolument sincère et honnête. « Son influence s'exerce toujours en faveur de la « modération... Ce n'est pas lui qui prit l'initiative « de l'aventure d'Agadir qui amena l'Europe au « seuil de la guerre en 1911. Il en prit la direction, « comme c'était son devoir constitutionnel, mais « personne qui le connaît ne doute qu'il ne l'ait « déplorée. La politique du grand seigneur pillard « n'a jamais été son affaire. Il est un apôtre sincère « de la paix et de l'amitié anglo-allemande. »

L'opinion de M. Wile est même plus ou moins favorable au prince de Bülow :

« Bülow n'a jamais bien compris l'Angleterre et « le caractère anglais. La tension anglo-allemande se « développa pendant qu'il était chancelier, mais il « est juste de se souvenir qu'il arriva au pouvoir « après les télégrammes au président Kruger. Il re- « poussa les fameuses ouvertures de M. Chamber- « lain relatives à une alliance entre l'Angleterre, « l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique et ne « se donna jamais beaucoup de peine pour assurer « une détente entre les deux pays... Cependant il « n'était pas un fanatique des armements. Dans la « question de l'expansion navale incessante il était « à la remorque de son plus puissant collègue, « l'amiral de Tirpitz. »

C'est M. Kiderlen-Wæchter qui était secrétaire

d'État aux affaires étrangères quand Lord Haldane se rendit à Berlin. M. Wile dit de lui : « Le rappro-« chement avec l'Angleterre fut l'idéal auquel il « consacra ses forces déclinantes (1913). Il ne « croyait pas que la rivalité anglo-allemande dût « aboutir à un conflit. « Les Anglais, dit-il à un ami « peu de semaines avant sa mort, sont des hommes « d'affaires trop clairvoyants pour ne pas com-« prendre à la fin que le présent état de choses ne « peut profiter ni à eux ni à nous. Vous pouvez être « sûr qu'on arrivera à une entente, quel que soit « notre ambassadeur à Londres. » La dernière fois « qu'il parla en public ce fut pour faire au Reichs-« tag une déclaration brève, mais significative « sur « l'heureuse intimité » qui avait surgi entre « les gouvernements britannique et allemand au « sujet de l'imbroglio balkanique. »

Il est certain qu'il chercha à dissoudre l'Entente, mais M. Wile nous assure que ce secrétaire d'État « consacra son énergie de fer à cette grande tâche : améliorer les relations anglo-allemandes ».

Les lecteurs anglais ne peuvent manquer, en effet, de tirer du livre de M. Wile « une compréhension nouvelle ». Ils comprendront, par exemple (plusieurs d'entre eux pour la première fois peut-être) qu'il y a eu et qu'il y a encore en Allemagne de très hauts personnages qui n'ont pas comploté cette guerre et qui firent des efforts sincères et sérieux en même temps que Lord Haldane pour tenir le parti de la guerre loin du pouvoir en Allemagne. Je doute qu'on puisse trouver un meilleur garant

de la sagesse de Lord Haldane que M. F. W. Wile, correspondant berlinois du *Daily Mail.*

Mais le professeur Foerster de l'université de Munich, dont j'ai parlé dans mon Introduction, nous prouve mieux encore qu'il y a maintenant en Allemagne des hommes animés de sentiments bons et pacifiques. Les extraits suivants ont paru sous l'excellente rubrique du *Daily Chronicle*, « *Sidelights from Germany* », qui donne une idée précise de ce qui se passe dans l'âme allemande. Ces extraits convaincront le lecteur impartial et doivent le convaincre s'il peut l'être qu'il y a en Allemagne des personnes dont doivent se rapprocher aussi étroitement que possible tous ceux qui aspirent à une paix durable :

« Le récent article où le professeur Foerster de « l'université de Munich critiquait Bismarck et la « nouvelle Allemagne attira sur sa tête maudite la « condamnation de la faculté de philosophie et les « anathèmes de la presse nationaliste, mais il semble « faire peu de cas du tumulte qu'il a causé. Après « les vacances de Pentecôte il reprit son cours et « nous apprenons qu'à l'issue de sa première leçon « les étudiants lui firent une ovation.

« Dans cette leçon que l'*Arbeiter Zeitung* de « Vienne publie tout au long et que feint d'ignorer « la presse allemande, le Dr Foerster se défend du « reproche d'antipatriotisme. Il demande s'il y a « aucune raison de l'accuser de trahir la cause alle- « mande parce qu'il critique la tradition Bismarck- « Treitschkle ? « Je crois, dit-il, que le meilleur

« moyen pour nous, Allemands, de remplir notre « tâche en Europe centrale et sur la plus vaste « scène du monde, c'est de nous élever toujours « plus au-dessus de cette tradition. De même je « crois que les autres nations accompliront d'autant « mieux leur œuvre qu'elles se seront davantage « affranchies de leur traditionnelle politique de la « force. Nous devons le faire, proclama le professeur « Foerster, si nous ne voulons pas que l'Europe « sombre dans la furie et le sang. »

« Ces questions de morale politique, dit-il, peu- « vent particulièrement bien être discutées à cette « heure où nous devons tous nous préparer à l'ave- « nir. Cette discussion ne saurait être différée jus- « qu'après la guerre, c'est pourquoi j'insiste sur une « nouvelle orientation de notre pensée politique, sur « une revision de certains dogmes de notre foi poli- « tique. »

« A propos de son fameux article de la *Friedens-* « *warte*, Foerster a déclaré qu'en l'accusant d'anti- « patriotisme parce qu'il se trouvait avoir soutenu « des opinions différentes de celles de la majorité, « on se rendait coupable de la même intolérance « que les Allemands sont les premiers à dénoncer « quand elle se manifeste dans d'autres pays. « J'aime ma patrie d'un tel amour, dit-il, que je ne « puis me résigner sans peine à passer pour un anti- « patriote. L'opinion éphémère d'aujourd'hui ne « sera pas l'opinion de la postérité. On me taxera « aussi d'antipatriotisme si je dis aux politiciens « de la vieille école que cette guerre mondiale a

« prouvé que nous devons tous sortir de notre « égoïsme national pour nous élever à quelque chose « de meilleur. On me considérera comme le dernier « des traîtres si je maintiens que les idées existantes, « quelle que soit leur importance morale et sociale « au point de vue pédagogique, ne sont que des « « idées particulières » en regard de l'ordre de choses « qui se prépare en Europe et en vue duquel nous « devons travailler dès maintenant de toutes nos « forces. »

« Foerster attira l'attention de ses auditeurs sur « la campagne de calomnie sans précédent menée « contre lui. Il raconta avoir reçu des Prussiens rhé- « nans de Wiesbaden une lettre où on le dénonçait « comme « le plus grand monstre de Munich » Et, « dans une lettre reçue le matin même où il faisait « son cours on lui demandait : « Combien d'argent « anglais et français avez-vous touché, misérable ? » « Par contre, il a reçu de nombreuses lettres d'ap- « probation, dont quelques-unes des meilleures ve- « naient d'officiers et de soldats au front. Un officier « écrivait : « Partout les hommes se lèveront pour « proclamer que l'Europe ne pourra s'affranchir de « cette folie obstinée qu'en apprenant à penser « autrement. »

« Foerster conclut ainsi : « Mais le nouvel ordre « de choses ne descendra pas du ciel sur nous. Nous « devons lui créer une atmosphère en purifiant et « en élevant nos cœurs. Nous devons répandre au « dehors des paroles généreuses qui, semblables à « des colombes porteuses de branches d'olivier, vo-

« leront de pays en pays Il faut qu'un accent plus « digne et une disposition à nous critiquer nous-« mêmes remplacent les plaintes passionnées contre « autrui auxquelles nous nous laissons aller Nous « ne devons pas nous attendre à des miracles Nous « devons d'abord mériter la paix, non seulement « par des hauts faits d'armes, mais par des victoires « remportées en silence sur nous-mêmes Nous de-« vons faire un retour sur nos péchés, sur nos dé-« faillances, sur nos erreurs. C'est ainsi que la vision « d'une Europe nouvelle et différente se lèvera « dans nos âmes. Rappelons-nous, avant tout, « qu'aucune grande querelle ne peut-être apaisée « tant que chacun des adversaires ne s'est pas de-« mandé dans quelle mesure il était lui-même cou-« pable et s'il avait lui-même péché contre les prin-« cipes de la paix de l'humanité. »

Le lecteur trouvera à l'Appendice des extraits très significatifs de sermons de guerre prêchés par des pasteurs allemands. Nos journaux n'ont publié en général que les plus stupides et les plus violents de ces sermons de guerre allemands ; mais des sermons, prêchés en Allemagne devant d'immenses assemblées, ont dénoncé l'égoïsme allemand, la haine allemande, le sentiment allemand de propre justice, et ont proclamé implacablement la nécessité pour l'Allemagne de se repentir de ses péchés.

Un autre signe des temps, un signe politique, apparaît, je crois, dans des extraits publiés par le *Daily Chronicle* le 9 août 1916 :

« On voit à certains signes que la social-démo-

« cratie allemande reprend ses sens lentement. Les « socialistes allemands sortiront de cette guerre la « conscience chargée de beaucoup de péchés ; plus « grave encore que leur ralliement patriotique à la « cause nationale, qui provient presque autant de « l'ignorance que d'autre chose, il y a leur silence « en face de cruautés et d'inhumanités sans exemple « dans l'histoire moderne. » Des voix commencent à rompre ce silence : « M. Ed. Bernstein souligne « dans la *Leipziger Volkszeitung* le contraste qui « existe entre le socialisme allemand et le socialisme « français. Il reconnaît que les socialistes français « « ont exercé une pression beaucoup plus grande « sur le gouvernement pour la préservation de la « paix, pendant la fatale semaine de juillet et « d'août 1914 » que leurs « camarades » allemands. Il « fait aussi remarquer que la France n'a pas déclaré « la guerre, mais que la guerre lui a été déclarée.

« Là-dessus il répète la plus grave accusation des « socialistes français : « Par son attitude en face des « faits qui auraient dû provoquer une protestation « de la part de tout socialiste et de tout internatio- « naliste, le parti allemand, d'après les Français, « s'est placé en dehors de l'Internationale et tant « qu'il n'abandonnera pas cette attitude il ne sera « pas admis à une seule conférence de l'Internatio- « nale. » En un mot, les socialistes français ont mis « au ban les socialistes allemands ; ils les ont exclus « des relations entre civilisés. « Je suis convaincu, « ajoute Bernstein — et comme sa voix s'élève du « troupeau même elle n'en a que plus de valeur —

« je suis convaincu que le parti allemand a manqué « aux devoirs politiques que son rôle et sa position « dominante lui supposaient... Nous qui apparte- « nons au parti allemand nous reconnaissons tous « le devoir de défendre notre pays. Mais si ce devoir « comporte l'obligation de voter des crédits de « guerre pour n'importe quel gouvernement, quels « que soient... ses méthodes et ses buts de guerre, « alors nous abandonnons notre grande mission « dans le monde. »

« M. Kautsky, le philosophe du marxisme, parle « dans le *Vorwaerts* du socialisme international et « de la paix future. Il dit : « Conformément à la « résolution du congrès de Stuttgart le mouvement « socialiste international a pour tâche « de plaider « en faveur de la fin rapide de la guerre ». Cela ne « veut pas dire qu'il faille seulement s'efforcer de « mettre un terme aux opérations militaires aussitôt « que possible, sans considérer l'issue de la guerre. « Le parti ne doit pas lutter pour obtenir seulement « un armistice qui serait bientôt remplacé par une « guerre nouvelle et plus terrible encore ; il doit « tâcher d'obtenir une paix qui ait toutes les chances « d'être permanente et qui corresponde aux prin- « cipes internationaux.

« Une telle paix ne peut être construite que sur « une base qui garantisse également à toutes les « nations intéressées leur libre développement. La « tâche d'une réunion internationale (socialiste) « serait de rechercher si les partis socialistes ne « pourraient pas arriver à une entente reposant sur

« cette base. Si on arrivait à une pareille entente,
« ce serait alors le devoir des socialistes de tous les
« pays de demander à leur gouvernement de se
« déclarer prêt à faire la paix sur cette base. » L'op-
« position la plus énergique serait faite au gouver-
« nement qui refuserait de se conformer à cette
« manière de procéder. « Si cependant on n'arrivait
« pas à une entente, il incomberait alors à la confé-
« rence internationale de déterminer lequel des
« partis affiliés à l'Internationale est responsable de
« l'échec. Le porte-parole de ce parti au congrès
« devrait affronter l'opposition de la pensée interna-
« tionale. Ce sont là des problèmes qui réclament
« impérieusement la réunion d'un congrès interna-
« tional. Cela devient de jour en jour plus urgent et
« plus indispensable. »

« Mais, comme le fait remarquer M. Bernstein,
« tous rapports sont impossibles avec la social-dé-
« mocratie allemande, du moins jusqu'à ce qu'elle
« ait été épurée. C'est là que s'effondre le rêve ca-
« ressé par M. Kautsky d'un congrès socialiste
« international qui fixerait les termes de la paix et
« les dicterait aux gouvernements belligérants. Le
« gouvernement allemand n'obtiendra pas très faci-
« lement la paix par l'intermédiaire de la social-
« démocratie.

« Quand l'Allemagne sortira de la guerre elle sera
« un pays socialisé plus qu'à moitié. On admet au-
« jourd'hui que le système dû rationnement et des
« cartes de vivres se prolongera longtemps après
« l'établissement de la paix. En d'autres termes, la

« population sera nourrie par l'État. Tous les achats « de matières premières et d'aliments que l'Alle- « magne fera à l'étranger seront effectués par des « commissions impériales qui répartiront les achats « dans le pays. Ainsi l'industrie, elle aussi, sera « placée sous le contrôle de l'État. Mais il sera né- « cessaire de recourir dans la même voie à des me- « sures encore plus étendues.

« La *Vossische Zeitung* dit : « Quelque favorable « que nous soit l'issue de la guerre, les impôts qui « sont devenus nécessaires ne pourront plus être « couverts comme d'habitude. Avant la guerre le « service de notre dette nous coûtait 250 millions « de marks ; après la guerre il s'élèvera à trois ou « quatre mille millions de marks, et peut-être plus. « L'introduction de monopoles impériaux sera iné- « vitable. »

Dans le même journal anglais je trouve un extrait de la *Vossische Zeitung* relatif à la récente « crise du « chancelier » en Allemagne, crise dont peut-être pas un Anglais sur cent mille n'a entendu parler jusqu'à présent.

« On a des raisons d'espérer que l'esprit de caste « qui nous a divisés plus que toutes les luttes de « parti a sensiblement diminué.

« Le byzantimisme (c'est-à-dire l'adoration « aveugle de l'Autorité) et le culte des personnes, « cela aussi doit être aboli pour toujours après la « guerre. A cet égard le libéralisme doit effacer le « souvenir de ses fautes passées et de sa présente « faiblesse. L'appui irréfléchi qu'il prête à tort et

« à travers à la moindre velléité libérale d'un « homme d'État est une forme du culte rendu aux « personnes. De même un certain byzantinisme se « manifeste à l'égard des oints de la démocratie.

« L' « autorité » a subi une grave atteinte depuis « deux ans. C'est peut-être ce que la guerre a pro- « duit de meilleur dans notre développement inté- « rieur. Les critiques s'élèvent de toutes parts et « déjà on discute les moyens pratiques d'amener le « peuple à participer au contrôle des affaires de « l'État... Le baron von Richthofen demande l'éta- « blissement d'une commission parlementaire qui « aurait part de responsabilité dans la conduite des « affaires de l'empire. Cela porterait un coup redou- « table à la diplomatie secrète et marquerait le pre- « mier pas du contrôle parlementaire sur toutes les « affaires de l'État. » [1]

Non seulement un mécontentement profond et grandissant se manifeste en Allemagne à l'égard du régime actuel, mais on trouve même une certaine dose d'amertume dans les différentes régions du jeune empire. Le correspondant particulier du *Times* en France nous a fait récemment le récit, trop bref, d'une batterie entre prisonnier bavarois et prussiens dans une de nos « cages » en France et le *Daily Chronicle*, au mois d'août de cette année (1916), nous donne les raisons suivantes de croire que la Prusse perd peu à peu son prestige. « Ce boycottage « des Prussiens par les Bavarois a produit une

[1] Cf. Appendice, note K.

« grande irritation et la colère a atteint son point
« culminant quand on apprit, il y a quelques jours,
« que le bourgmestre de la villégiature d'été bava-
« roise de Ruhpolding avait publié un « ukase »,
« comme disent les journaux berlinois, interdisant
« la vente de pain et de viande aux Prussiens. Cet
« « ukase » a depuis été annulé, mais l'effervescence
« provoquée par l'incident n'est pas encore calmée.

« La manchette du *Berliner Tagblatt* portait :
« « Boycottage des Allemands du Nord », ce qui ex-
« plique suffisamment son ressentiment. Dans le
« dernier numéro de ce journal qui nous soit par-
« venu, on lit ce récit d'un correspondant :

« Au milieu de mai, mes affaires m'amenèrent
« à Aschaffenbourg (Bavière). Je descendis dans
« un respectable hôtel et comme je prenais la carte,
« une servante me demanda :

« — D'où êtes-vous ?

« — De Francfort-sur-le-Mein. Pourquoi ? de-
« mandai-je à mon tour.

« — Il n'y a plus rien, répondit la servante.

« J'étais pressé. Je saisis mon chapeau et m'en
« allai dans un autre restaurant que je connaissais.
« De nouveau je pris la carte. Cette fois ce fut un
« garçon qui me posa la question : D'où êtes-vous ?
« — Que vous importe d'où je viens et où je vais ?
« — Je dois le savoir avant de vous apporter quelque
« chose à manger. — Je suis de Francfort-sur-le-
« Mein. — Pour les Prussiens nous n'avons rien à
« manger. — Mais, en fait, je ne suis pas Prus-

« sien ; il est vrai, que je vis à Berlin, mais je suis
« né à Offenbach. — Alors on vous servira à dé-
« jeuner. »

« L'auteur ajoute qu'il ne retournera pas de long-
« temps dans ce « pays ennemi » où l'on comprend
« ainsi l'hospitalité. »

Je trouve dans le *Morning Post* une preuve du changement qui se produit en Allemagne. Le correspondant de Petrograd envoyait récemment à son journal ce curieux renseignement :

« Un ami qui a la surveillance d'une de ces mai-
« sons internationales comme il s'en trouve tant
« dans tous les pays du monde me raconte ce qui
« suit : L'associé russe se rendit à Copenhague où
« il avait fait venir de Bavière son collègue alle-
« mand pour causer affaires. Le Bavarois parla avec
« la plus grande liberté à son associé russe qui ré-
« suma en ces termes l'impression que lui avait
« produite la déclaration du Bavarois : Il m'a dit
« que la plus forte injure allemande qu'on emploie
« aujourd'hui en Bavière est « Wilhelm. »

Ces incidents peuvent sembler légers ; ils nous donnent du moins des raisons de croire que quand l'Allemagne affrontera la ruine causée par cette guerre elle ne fera pas preuve d'une discipline excessive dans le travail de reconstruction de la vie économique. Nous devons nous rappeler constamment, surtout en lisant les invectives contre l'Angleterre, que les journaux en Allemagne son tmu-

selés par l'autorité, que même les classes instruites ne sont pas en pleine possession des faits et que les masses sont tenues dans la plus complète ignorance. Tout en nous souvenant de ces choses, prêtons la plus grande attention aux signes de trouble et de mécontentement qui apparaissent en Allemagne et qui ne diminuent pas à mesure que la guerre se prolonge.

Nous pouvons, je crois, avoir l'assurance que quand la paix viendra, révélant non seulement les faits vrais de cette lutte terrible, mais encore la ruine indescriptible que la guerre a produite dans la vie économique de l'Allemagne, des voix nombreuses s'élèveront dans ce pays malheureux et désillusionné pour demander un changement complet dans le système de gouvernement. Il est impossible de penser que nous nous trouverons en présence de la même Allemagne.

L'idée que je voudrais laisser dans l'esprit du lecteur est celle-ci : que cela nous plaise ou non, il y aura encore une Allemagne dans le monde après la fin des hostilités. Notre attitude envers cette Allemagne contribuera tout au moins à déterminer son caractère. Une Allemagne hostile et vindicative, c'est pour l'Europe le règne d'une morale sauvage. En une nuit et sans un mot d'avertissement le ciel peut être noir d'engins aériens et la mer remplie de sous-marins, toutes les forces déchaînées par un esprit de revanche pour une destruction impitoyable. Une telle Allemagne sera, je le sens, du moins dans une certaine mesure, l'œuvre de notre

implacabilité. Au contraire, si nous encourageons tout ce qui est bon, grand et pacifique en Allemagne à insister sur la démocratisation des institutions, et si nous tendons à cette Allemagne meilleure et plus noble la main loyale de notre solide amitié, nous lui prêterons un très puissant concours dans sa lutte contre le conservatisme et le despotisme. Une nouvelle Allemagne sera née, une Allemagne avec laquelle toutes les nations libres seront fières de travailler dans l'intérêt de la civilisation, une Allemagne semblable à celle que tous les hommes ont aimée et qui a enseigné quelque chose à tous les hommes avant que la Prusse n'eût brutalisé son âme, une Allemagne lavée, purifiée et repentante.

Persuadons-nous bien d'une chose, c'est que si une Allemagne nouvelle et meilleure ne se lève pas des ruines de l'ancienne, toutes nos luttes et tous nos sacrifices pour une paix durable auront été vains.

Dans la *Round Table* de décembre 1915 un auteur a attiré l'attention du public anglais sur cette question importante et même urgente dans un article très remarquable intitulé : « La récolte de guerre ». Nous sommes déterminés à combattre, dit-il, jusqu'à ce que « la liberté soit en sûreté », et il ajoute :

« Il est clair que la seule victoire des alliés ne « suffira pas. On a de même pris la défense de la « liberté en 1713, après l'époque de Louis XIV, et « en 1815, après celle de Napoléon, mais après la

« mort des générations qui avaient éprouvé les « horreurs de la guerre, les nations, de nouveau, se « sautèrent à la gorge. Dans chaque cas l'arrange- « ment qui survint enregistra l'échec d'une tenta- « tive de domination militaire sur l'Europe, mais ne « fit rien pour donner aux relations internationales « une base qui ne contînt pas les germes d'une nou- « velle guerre. Il n'est pas moins important de pré- « venir la répétition de cette erreur que de prendre « la défense des libertés nationales. »

L'auteur parle ensuite des deux thèses adverses dont l'une prétend que pour prévenir la guerre une nation doit préparer sa défensive et l'autre que cette préparation défensive amène la guerre :

« Un homme de sens commun ne peut s'engager « de tout son cœur sous aucune de ces deux ban- « nières. Il sent qu'il y a beaucoup de vérité dans « les reproches qu'on adresse à la première de ces « thèses. La politique des armements défensifs et « de l'équilibre des forces, si on la poursuit jusqu'à « sa conclusion logique, doit fatalement conduire à « la guerre, parce que la sûreté et la liberté natio- « nales, étant fondées sur la puissance militaire, « cessent d'être garanties dès que l'équilibre des « forces est modifié. En conséquence, comme la po- « pulation d'un pays, le travail et la richesse des « habitants subissent des changements continuels et « que la conception qu'un peuple se fait de ses inté- « rêts vitaux change elle aussi, le monde diploma- « tique vit perpétuellement dans une inquiétude

« fiévreuse, cherchant à rétablir adroitement l'équi-
« libre au moyen de nouveaux armements. Le far-
« deau toujours plus lourd exige un effort toujours
« plus grand et parallèlement se développent la sus-
« picion et la jalousie à l'égard des autres puis-
« sances, si bien qu'il devient toujours plus difficile
« de régler le conflit des intérêts ou des ambitions
« des nations. Finalement une cause insignifiante
« ou la tentation irrésistible de mettre un terme à
« une situation intolérable en faisant pencher la
« balance une fois pour toutes au profit d'une puis-
« sance prédominante, déchaîne la guerre. »

L'auteur examine ensuite les droits de la force et leurs limites :

« Les droits de la force sont évidemment limités.
« On ne peut pas forcer les gens à être sages ou ré-
« fléchis ou à adopter certaines opinions. La force
« est souvent employée à tort là où la persuasion
« ou la tolérance produiraient des résultats beau-
« coup meilleurs et beaucoup plus durables. On y
« recourt non moins souvent avec tant d'aveugle-
« ment et si peu d'intelligence qu'elle fait plus de
« mal que de bien. En de mauvaises mains elle est
« un mal sans mélange. Elle n'en est pas moins
« indispensable dans la société d'aujourd'hui. Et la
« raison s'en trouve dans notre propre incapacité
« de mener une vie selon le bien. Si tous les citoyens
« étaient parfaitement élevés et animés avant tout
« du désir de servir leurs voisins, s'ils étaient em-
« pressés à remplir leurs devoirs publics, l'usage de

« la force ne serait jamais nécessaire, sauf à l'égard « des aliénés et de la jeunesse. Dans la mesure où « une communauté sera gouvernée par les principes « de justice, d'honneur et de bonne volonté réci- « proque, l'emploi de la force disparaîtra pour faire « place à l'opinion publique et à l'autorité de la loi « morale. L'opinion publique et les principes, là où « ils produisent de l'effet, sont les moyens d'action « les plus efficaces, comme on l'a vu dans la lutte « contre l'ivrognerie, qui a été supprimée dans cer- « taines classes grâce à l'opinion publique, tandis « que la force ne peut prévenir que les plus funestes « conséquences de l'ivrognerie là où l'opinion pu- « blique n'est pas assez puissante. C'est pourquoi la « nécessité de la force est le prix que nous payons « pour nos vices sociaux. Quand nous serons affran- « chis de ceux-ci, le soldat et l'agent de police dis- « paraîtront aussi. »

Des relations dans l'État aux relations interna- tions il n'y a qu'un pas :

« C'est pourquoi les armements et le danger de « guerre sont le prix que nous payons pour nos pé- « chés nationaux. Ils sont le remède contre la ty- « rannie et l'injustice des nations. La guerre à la « guerre est condamnée à l'insuccès, car elle signi- « fierait la destruction des seuls moyens que nous « ayons dans un monde encore imparfait pour dé- « fendre le droit et la liberté. La vraie guerre est « contre les passions mauvaises qui provoquent la « guerre. Quand ces passions seront vaincues, la

« guerre se retirera spontanément à l'arrière-plan. »

L'auteur déclare que le nationalisme « fanatique des modernes est l'ennemi qui doit être détruit... Si l'on veut supprimer la guerre, il faut renverser l'idole du nationalisme égoïste et mettre à sa place le service de l'humanité ». Il conclut :

« Dès qu'on aura fait cela la route sera libre. Et « les raisons en sont évidentes. L'humanité est une. « C'est une grande famille dont les différentes races « et nations sont les membres. Tant que ces membres « se considèrent comme des rivaux et des ennemis « ils ne peuvent pas prospérer ou être heureux et il « leur faut finir par entrer en querelle et en conflit. « Au contraire, dès qu'ils se reconnaissent membres « d'une même famille, il doit leur apparaître clai- « rement que la prospérité de chacun ne peut être « trouvée que dans la prospérité de tous et que le « règne du droit et de la liberté, dont dépendent la « paix et le bonheur, ne peut s'établir que par une « amitié mutuelle et une assistance réciproque. Si « les nations veulent une fois se mettre honnête- « ment à traiter les questions internationales au « point de vue de l'humanité et non à leur point de « vue égoïste, presque toutes les questions qui les « séparent aujourd'hui perdront leur amertume. « Aucun peuple ne désirera en dominer ou en écraser « un autre, ou le priver de sa langue ou de sa liberté. « Aucune nation ne verra sa grandeur et sa force « dans la faiblesse ou la pauvreté des autres na- « tions ; elle se préoccupera plutôt de partager avec

« elles le savoir et les idées, de s'instruire chez elles « et de leur prêter son aide sur la route difficile du « progrès humain. Personne n'en sera réduit, comme « nous à présent, à regarder la mort de ses voisins « comme un avantage. Les opinions pourront dif« férer sur les moyens de faire avancer la prospérité « générale, mais une controverse honnête et géné« reuse ne pourra jamais conduire aux effusions de « sang que doit nécessairement provoquer une poli« tique de violence égoïste et d'indifférence. »

Ces opinions paraîtront détestables, je le crains, à une partie très considérable de l'opinion publique anglaise, mais ce sont néanmoins celles que la grande majorité des honnêtes gens soutiennent dans leurs relations avec les honnêtes gens et il se trouve de plus qu'elles expriment la pensée de cette église dominante qui est aussi chère que le cabaret à l'impudence de notre vulgaire. Quelque outrageantes qu'elles puissent sembler au premier abord, elles sont néanmoins les seules opinions capables d'assurer la paix du monde. Et je tends à croire, malgré toutes les protestations de certaines personnes violentes, que le courant irrésistible non seulement de la démocratie, mais aussi de l'économie politique, nous forcera tôt ou tard à les adopter.

Quand donc nous disons que le résultat suprême de cette guerre est la repentance de l'Allemagne, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider l'Allemagne à se repentir ; et non seulement dans le même dessein, mais aussi parce que cela est juste

et bien, repentons-nous de toutes les dispositions et de tous les péchés qui en nous mènent la guerre contre l'esprit et la paix du monde.

J'ai des raisons de croire, comme je l'ai indiqué dans la préface de ce livre, que l'empereur de Russie renouvellera après la guerre ses efforts pour une limitation des armements. Cette proposition lèvera le seul soupçon qu'un groupe de petites nations nourrit à l'égard de l'Entente et qui est sa seule raison de désirer que l'Allemagne soit forte et puissante dans un sens militaire. Cela produira aussi un effet considérable aux États-Unis d'Amérique. La France sera certainement disposée à prendre cette proposition en considération et l'Italie, pour autant que je sache, lui fera bon accueil. Si la Grande-Bretagne et le Japon peuvent être amenés à la conférence avec des sentiments favorables à ce noble idéal, le monde entier se dressera en face des vestiges du militarisme de l'Allemagne vaincue. Une paix réelle du monde est en vue. Mais cette espérance peut être mise en péril dès maintenant si nous nous mettons à organiser notre vaste empire dans l'intérêt d'un nationalisme égoïste.

Il est de toute importance que ce pays qui, jusqu'à présent, a employé ses possessions immenses d'une manière noble et désintéressée, ne permette pas que la crainte d'une Allemagne qui est en train de disparaître et qui peut disparaître complètement le pousse dans une voie périlleuse pour la paix du monde. Il ne peut résulter aucun mal, il peut même résulter beaucoup de bien d'une politique qui ten-

drait par des moyens légitimes à ce que l'empire britannique se suffise à lui-même ; mais une politique qui chercherait à rendre le vaste empire exclusif aurait des conséquences désastreuses. Faute d'employer nos vastes possessions pour le bien de l'humanité, nous nous ferons des ennemis et non des amis. Faute de comprendre que nous sommes tous membres d'une même famille et que la prospérité d'un état est la sécurité en même temps que la prospérité d'un autre état, nous nous fourvoierons et faute de nous rendre dignes moralement et spirituellement de nos terribles responsabilités, nous périrons.

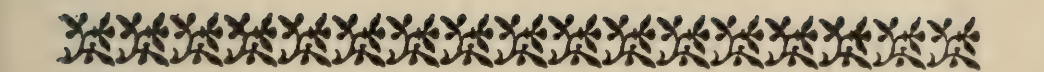
« C'est le sens instinctif de ce qu'il faut faire et « ne pas faire dans la vie quotidienne qui est la « source de la liberté et de la tranquillité. Et c'est « ce sens instinctif de l'obligation qui est le fon- « dement essentiel de la société. Il prend forme et se « manifeste dans la vie de famille et dans nos « autres institutions civiques et sociales... Aucune « de ces institutions ne peut subsister isolée ; elles « forment avec d'autres institutions un tout orga- « nique qu'on appelle la Nation... Des nations « peuvent-elles former entre elles un groupe ou une « communauté où l'habitude de respecter les mêmes « idéals devienne assez forte pour que se développe « une volonté générale et que la puissance effective « de ces idéals constitue une sanction qui oblige « tout le monde ?... Renan nous dit que l'homme « n'est enchaîné ni par sa race, ni par sa langue, ni « par la direction des chaînes de montagnes et

« qu'une grande agglomération d'hommes sains « d'esprit et au cœur généreux crée une atmosphère « morale qu'on appelle une nation.

« Un autre moraliste pénétrant, Matthew Arnold, « citant une autorité encore plus grande que lui, dit : « « Considérons l'ensemble des nations civilisées « comme une grande confédération qui travaille à « une œuvre intellectuelle et spirituelle et dont les « membres se connaissent entre eux en même temps « qu'ils connaissent le passé d'où ils procèdent tous. « C'était l'idéal de Gœthe et c'est un idéal qui s'im- « posera de plus en plus à nos sociétés modernes... » « Grotius termine son grand livre sur la guerre et « la paix par une noble prière : « Puisse Dieu inscrire « ces leçons — Lui qui seul le peut — dans le cœur « de tous ceux qui ont les affaires de la chrétienté « entre leurs mains. Et puisse-t-Il donner à ces per- « sonnes un esprit capable de comprendre et de « respecter les droits humains et divins et faire « qu'elles se rappellent toujours que par le minis- « tère qui leur a été confié elles sont les gouverne- « neurs de l'Homme, créature chère à Dieu entre « toutes. »

Ainsi parla un grand Lord chancelier d'Angleterre dans un discours à l'association des avocats américains de Montréal en 1913. Ainsi parla le grand ministre dont un journal londonien a dit : « D'un tel homme nous ne voulons pas entendre un seul mot sur un sujet quelconque. »

Mais la sagesse, comme l'a dit Lord Haldane, dépasse l'évangile du succès.



CONCLUSION

L'ÉPREUVE DE LA PAIX

> **L'ère des aristocraties est passé ; maintenant les nations doivent durer ou tomber suivant l'intelligence de la classe moyenne et du peuple. Le peuple, chez vous, est encore à l'état d'embryon ; personne ne peut encore dire, à coup sûr, où il en viendra. C'est pourquoi vous appuyez de tout votre poids sur l'intelligence de la classe moyenne. Et l'intelligence, au vrai sens du mot, fait absolument défaut à votre classe moyenne.**
>
> Matthew Arnold (1870).

Dans cette guerre la Grande-Bretagne a fait de son mieux. Je me suis riqsué à affirmer que c'était beaucoup et j'ai pour moi du moins cette preuve que ceux qui critiquaient ont fini par se taire devant les résultats de la vaillance et du travail britanniques. Je n'ai pas fait cette affirmation pour imposer silence à ceux qui par leurs craintes folles et leurs avertissements bruyants ont diminué notre prestige aux yeux du monde, mais bien plutôt en vue de l'épreuve qui nous attend. Les habitants des Iles Britanniques n'ont pas à s'humilier et il n'y a

aucune raison pour que nous doutions de notre capacité dans l'avenir. On a dit que le destin d'une nation est inscrite dans son histoire, or dans notre histoire il y a beaucoup de choses regrettables, mais il n'y a rien qui inspire un sentiment de désespoir. Notre passé fait notre confiance ; il est notre encouragement.

Pour l'historien qui distingue dans les luttes d'aujourd'hui la longue destinée des jours révolus et à moitié oubliés, dès le début de ce conflit, l'Allemagne était prédestinée à la défaite et la Grande-Bretagne à la victoire. L'Allemagne n'a jamais été une nation. Depuis la première aube de l'histoire elle s'est efforcée de souder les peuples germaniques en nation ; elle a toujours échoué. « Les Allemands sont incapables de former une nation, a dit Gœthe, qui détestait le militarisme, mais du moins peuvent-ils être de libres citoyens. » Le mépris des historiens modernes allemands pour l'Angleterre est feint. Ils nous haïssent et Johnson a raison de dire qu'on ne peut pas haïr ce qu'on méprise. Il a été donné beaucoup à l'Allemagne, mais Dieu n'a pas remis entre ses mains les destinées de la race humaine. Elle tire l'épée et périt par l'épée. Cet empereur agité, obsédé, soupçonneux, qui est prêt à croire qu'en lui s'achève le rêve médiéval du romantisme allemand et qui se persuade qu'en lui la volonté de Dieu touche à son accomplissement terrestre — il entre en guerre à l'heure qu'il croit celle de l'Allemagne et au moment où il frappe son coup la cloche sonne, le glas d'un nouvel empire allemand éphémère. Comment gou-

verneraient-ils le monde ceux qui n'ont jamais eu le sens de l'unité nationale ? L'effort gigantesque qu'a fait la Prusse pour réunir les États allemands en un empire a échoué. Cet effort était magnifique, mais il a échoué. Le travail de cinquante années s'est effondré et aux pieds de la Prusse gisent les membres brisés de son empire qui n'a jamais été un empire. Pendant un instant il sembla qu'elle avait enchaîné le destin et que l'impossible avait été accompli. Mais elle n'a jamais absorbé les États allemands. Elle partit à la conquête de ses ennemis avant d'avoir conquis les propres membres de sa famille. Le destin de l'Allemagne se révèle dans l'histoire de l'Allemagne. De Charles V à Guillaume II cette histoire est marquée des couleurs pâlissantes de la victoire et des ténèbres durables de la défaite. L'Allemagne ne peut être grande qu'en se libérant du caporal prussien pour retourner à ses livres.

Il y a dans le monde deux empires qui ont été des empires à travers les siècles, la Russie et l'Angleterre — elles deux et elles seules. L'empire est le sang de ces peuples. Leur histoire est l'histoire de l'impérialisme. Environnée d'ennemis barbares, la Russie ne s'est pas seulement sauvée de la destruction, elle a absorbé ces ennemis dans le mystère de l'âme russe. Le Lithuanien, le Géorgien, le Cosaque et le Mongol sont maintenant des Russes par leur conception de la vie et leurs sentiments à l'égard des autres nations. Le destin de la Russie est écrit dans l'histoire de la Russie. Ce petit peuple qui eut à lutter pour son existence et qui fut un jour brisé

et sanglant aux pieds du Turc et du Mongol, est devenu un puissant empire par sa puissance d'assimilation et d'unification. La force prussienne ne pouvait pas l'emporter sur une telle puissance. Et à l'autre extrémité de l'Europe, maîtresse des mers du monde, il y a la Grande-Bretagne. Son empire est dispersé, ses citoyens appartiennent à des races nombreuses et sa loi est une loi de liberté, de justice et d'union. Bien qu'exposé plus que tout autre au démembrement, il n'y en a point de plus cohérent. Il n'y a jamais eu au monde un empire pareil et il est d'une extrême sagesse. La force prussienne ne pouvait pas l'emporter sur une telle puissance. Le destin veut que la Russie à une extrémité de l'Europe et la Grande-Bretagne à l'autre extrémité entrent en conflit pour la domination du monde ou s'unissent pour détruire les craintes des nations et donner la paix à la terre. Le XXe siècle doit choisir. C'est la Paix ou la Guerre [1].

Ceux qui manœuvrent la machine de guerre britannique peuvent être laissés à leur travail. La machine a été construite à leur intention, ils n'ont qu'à la faire fonctionner et déjà la fin prévue par d'autres est en vue. La victoire est certaine. Une fois de plus la liberté du monde est en sûreté. Guillaume II d'Allemagne est le cinquième homme qui attaque les libertés de la race humaine. Il échoue comme Charles V a échoué, comme Philippe II a échoué, comme Louis XIV et Napoléon ont échoué. Celui qui doute de l'issue de la lutte peut invoquer

[1] Cf. Appendice, note L.

les journaux pour excuse, sa certitude n'est pas fondée sur l'histoire. Mais si l'issue de la lutte est certaine, ce qui commencera après est obscur. Avec cette guerre ce n'est pas seulement une attaque contre la liberté humaine qui prend fin, c'est une époque, presque un monde. Et avec la paix ce n'est pas seulement un nouvel âge qui commencera, mais presque un nouveau monde.

La Grande-Bretagne a fait en deux ans ce que la Prusse laborieuse n'a pas pu faire en cinquante ans. Nous sommes devenus une grande puissance militaire et toutes les parties dispersées de l'empire se sont jetées comme un seul homme sur l'ennemi avec une fidélité passionnée. Il y a de la grandeur dans notre sang et notre grandeur s'est manifestée à l'heure de l'épreuve. Devant l'humanité nous nous sommes montrés dignes de nos nobles ancêtres et de notre glorieux héritage. La destinée est encore de notre côté. Et la destinée ne nous abandonnera pas à l'heure qui approche si nous sommes fidèles aux ordres de l'Esprit, si nous nous levons et si nous allons sans crainte et sans orgueil là où l'Esprit conduit. Ayons bon courage, car nous avons résisté au cataclysme ; réfléchissons avant de nous mettre en route, car l'avenir est sombre.

Notre énergie nous a servi à la fin d'un âge. Nous devons faire appel à notre sagesse pour commencer un âge nouveau. Examinons ce que l'avenir exige de nous.

En ajoutant cette conclusion à ma justification de la Grande-Bretagne, je ne prétends pas enseigner

à mes compatriotes ce qu'ils devraient faire ; je voudrais plutôt indiquer les tendances qui se manifesteront après la guerre. Je crois que certains signes montrent déjà dans quel esprit la Grande-Bretagne se prépare à l'épreuve imminente. L'examen de ces signes peut être de quelque utilité et de quelque encouragement pour ceux qui se demandent comment nous devrions sortir de cette grande guerre et qui doutent encore du sort réservé à ce pays au cours des années prochaines.

Il me semble que nous avons épuisé deux grandes forces de notre vie nationale, les forces politiques connues sous le nom de libéralisme et conservatisme. Les hommes ont conscience que les factions sont un danger et que la prospérité du pays ne peut pas être abandonnée aux hasards de la lutte des partis. Ils sentent que la guerre a rapproché toutes les classes et que grâce à cet esprit national la nation a été en mesure de faire de grandes choses. Ils estiment impossible que nous retombions dans notre routine, mais quand ils regardent vers l'avenir ils sont troublés. Ils sont troublés parce qu'ils ne voient pas comment se grouperont les partis politiques et surtout peut-être parce qu'ils ne voient dans le pays aucun homme de génie capable de marcher en tête.

Ils ont conscience que les politiciens ont fait leur temps. Si l'avenir est trop critique pour que les conservateurs puissent faire de l'obstruction, il est trop critique aussi pour que les réformateurs sociaux se laissent aller à leurs enthousiasmes indisciplinés. La vieille politique était admissible dans une

période de paix profonde et de grande prospérité, mais au commencement d'un âge nouveau la réflexion est nécessaire — la réflexion et la sagesse. Beaucoup d'entre nous se reportent aux dix ou douze dernières années et s'étonnent de n'avoir pas compris l'absurdité des réformes pour lesquelles ils combattirent avec tant d'opiniâtreté. Pourquoi n'avons-nous pas compris, par exemple, qu'instituer des pensions pour la vieillesse et mettre les personnes d'âge moyen au bénéfice de l'assurance, avant d'avoir rien fait en faveur de la nouvelle génération, c'était placer la charrue avant les bœufs ? La rhétorique batailleuse des politiciens nous a fait perdre le sens commun. Nous pensions qu'un peu de rapiéçage nous donnerait un monde neuf. Nous pensions qu'il suffisait ici et là d'un étai pour transformer la baraque de la vie en palais de béatitude. L'orateur nous tenait sous son charme. Nous avions cessé de réfléchir, nous nous abandonnions à notre rêve, et dans un monde qui n'existait pas nous travaillions à construire un monde qui ne pouvait pas exister. Pourquoi avons-nous négligé l'enfant ? Pourquoi notre enthousiasme pour l'âge moyen et notre pitié pour la vieillesse nous ont-ils rendus aveugles sur l'enfant qui souffrait, tandis que nous appelions à grands cris le millénium et trébuchait faute de direction ?

Nous comprenons enfin que l'homme d'État a pour tâche *de former et de charpenter une nation.* Nous comprenons que pour former et charpenter une nation physiquement, moralement et spirituellement, il est avant tout nécessaire de commencer

par l'enfant. Nous comprenons que si nous prenons soin de l'enfant, l'âge moyen et la vieillesse prendront soin d'eux-mêmes. Tous nos rapiéçages auraient été superflus si on avait fait à l'enfant, il y a trente ans, le sort qu'il mérite. Nous le voyons maintenant aussi clairement que nous voyons la signification de l'esprit prussien. Quelques-uns parmi nous l'ont vu avant, comme ils ont vu aussi le danger de l'inaptitude britannique à saisir les idées nouvelles, mais nous étions trop sous le charme de la véhémente rhétorique des politiciens pour entendre les paroles modérées de la sagesse véritable. Et maintenant que nos yeux se sont ouverts et que nous sommes si nombreux à voir qu'il faut, avant tout, se mettre à former et à charpenter la nation en vue des grandes épreuves à venir, nous nous demandons où il faut chercher un chef.

Le libéralisme est épuisé ; le conservatisme n'a point d'idées. Reste le parti du travail. Comme nous le savons par les débats de la Chambre des Communes, il ne constitue pas une force très entraînante. Sa raison d'être est d'ordre local, son esprit est fragmentaire ; il s'est révélé sans hauteur de vues et sans sympathie véritable. Mais le parti du travail diffère du libéralisme et du conservatisme en ce qu'ils sont au bout de leur carrière, tandis que lui en est seulement à ses débuts. A quelles destinées n'est-il pas appelé s'il comprend que ces îles ne sont qu'une partie de la gigantesque communauté britannique et s'il se rend compte que les classes auxquelles il a marqué une certaine hostilité possèdent

des qualités qui lui manquent et qui sont nécessaires à son évolution ? Si le parti du travail reste l'arme politique d'un trade-unionisme fragmentaire, il est condamné à décliner et à périr, mais s'il comprend que son titre contient tout ce qu'il y a de beau et de noble dans l'humanité — l'effort de l'esprit, le rude travail du cerveau, le labeur de l'âme en quête de perfection — si le parti du travail comprend cela, s'il se met à grandir, à se développer, à devenir l'arme de l'Esprit du Temps, non seulement son avenir est assuré, mais les biens de l'humanité sont entre les meilleures mains.

On voit à certains signes que le parti du travail prend conscience de sa destinée. Je remarque, par exemple, que les plus réfléchis d'entre les ouvriers marquent au démagogue une méfiance grandissante. Le travailliste a moins d'antipathie pour le conservateur sincère que pour les politiciens fanfarons du radicalisme. Il sent — et son instinct est extrêmement sûr dans ce domaine — que le rhéteur du radicalisme est un poseur, que la pureté de ses intentions s'altère à mesure que sa popularité augmente, qu'il ne perd sa simplicité et la première ardeur du réformateur de village que pour devenir un homme de la pire espèce, un homme qui fait profession d'idéalisme, vit d'expédients et prend ses aises avec le vulgaire. On voit à certains signes que le parti du travail comprend la nécessité d'un chef. Il se donnerait avec enthousiasme à n'importe quel grand homme qui le mènerait à la destinée qu'il commence à entrevoir. Il ne lui demanderait pas

s'il est conservateur ou libéral. Il reconnaîtrait s'il a affaire à un homme sincère ou à un hypocrite et il suivrait l'homme sincère avec loyauté et affection.

Je crois que c'est dans ce sens que l'esprit britannique commence à se manifester. Il me semble discerner dans le parti du travail les premières aspirations vers la grandeur, la grandeur d'un noble nationalisme qui ne s'arrêtera pas au nationalisme. Plus les politiciens tapent sur la grosse caisse et moins le parti du travail se laisse détourner de sa route. Il voit loin, il pense profondément et avant de se mettre en marche il se demande : où aller ? S'il décide d'en appeler au pays, comme je crois qu'il le fera, pour l'établissement d'un système d'éducation conçu sur les bases les plus larges, s'il inscrit l'éducation nationale en tête de son évangile nouveau à l'aurore d'un monde nouveau, je crois qu'il est destiné à assimiler tout ce que le libéralisme et le conservatisme contiennent de meilleur, de plus pur et de plus honnête.

Ce que je voudrais établir c'est qu'il y a dans le caractère britannique la force la plus capable au monde de produire de grandes choses. Notre énergie est magnifique. Je la crois sans égale. Mais l'avenir nous avertit que si cette énergie veut faire sa tâche et arriver à ses fins elle doit être intelligente, c'est-à-dire qu'elle doit être dirigée vers un but bien en vue et supérieur. Il doit y avoir moins d'à-coups et beaucoup plus de réflexion. La politique des politiciens doit être mise de côté et remplacée par la sagesse. Nous ne devons rien abandonner au hasard.

Nous devons détruire l'esprit de faction. Nous devons demander aux plus sages et aux plus grands ce qu'il faut faire, avant de nous mettre au travail. Le politicien tel que nous l'avons connu est discrédité. Il n'a point d'idées. Il n'a rien à nous donner. La vie est développement, nous le voyons maintenant. Notre développement a atteint le point où il doit devenir un développement conscient. Nous ne devons pas nous fier à notre énergie sans égale pour faire *quelque chose*, mais nous devons employer notre intelligence à faire cela précisément que nous considérons comme essentiel. Nous désirons un monde meilleur, plus juste, plus fort, un monde plus rationnel. Faisons appel pour cette tâche à notre plus haute intelligence et puisse-t-elle être digne de notre énergie.

L'histoire n'a jamais posé un problème pareil à celui que la Grande-Bretagne aura à résoudre après la guerre. Les États-Unis se sont trouvés dans une situation un peu semblable après la guerre civile, quand il s'agissait de trouver un nouvel équilibre, mais on ne saurait établir un parallèle. Nous sommes en présence de quelque chose de nouveau. Nous sommes, pour ainsi dire, en train de créer un nouveau monde.

Un grand homme a dit un jour que quand il se trouvait en présence de conditions nouvelles il commençait toujours par examiner attentivement le problème qui en résultait : « Je le pose clairement devant moi », disait-il. Si nous nous mettons en face de notre problème, nous verrons, je crois que notre

premier et plus impérieux besoin est le besoin d'une direction. Nous ne pouvons pas nous fier aux amateurs, aux improvisateurs, aux têtes vides. Ce n'est pas la grandiloquence qui construira la maison nouvelle, pas plus que la volubilité électorale n'a détourné l'orage de l'ancienne demeure. Ce dont nous avons besoin c'est d'une espèce particulière de direction, d'une direction réfléchie.

J'ai entendu dire à un savant que Wordsworth avait rendu le plus bel hommage qu'on pût rendre à un homme quand il avait appelé l'esprit de Milton au secours de l'Angleterre. Pourquoi Milton ? « Milton, tu devrais être vivant à cette heure. » Pourquoi Milton et pas Shakespeare qui était un plus grand maître du verbe et un plus grand génie ? « L'Angleterre a besoin de toi, Milton. » Pourquoi Milton et pas Cromwell qui était un « réformateur » bien plus puissant ? Parce que Milton représentait certaines qualités qui manquaient à Shakespeare et à Cromwell, parce que Milton représentait l'élévation de la pensée et la grandeur de l'âme, parce que Milton était une force *morale* et un *caractère*, que toute sa sagesse, son savoir et sa culture n'étaient que les éléments d'une personnalité qui devait sa puissance à la seule force de la noblesse morale, parce que Milton représentait la vérité, la droiture et le devoir. C'est par la droiture qu'une nation trouve le salut, c'est par la droiture qu'un peuple se nourrit et se soutient.

Nous avons un besoin pressant d'une haute direction ; on en peut juger non seulement par la si-

tuation difficile en face de laquelle nous nous trouvons, mais encore par tout ce qui nous y a conduits.

Nous voyons tout autour de nous les preuves d'un goût dépravé. Des entrepreneurs dépourvus de tout sens esthétique et dans le seul désir de gagner de l'argent aussi vite que possible abîment les plus beaux paysages du monde et détruisent le caractère charmant de nos plus vieilles cités. Même à Oxford, avant d'arriver à la ville d'un ton gris si doux, le visiteur doit traverser l'éclat criard de briques rouges et d'ardoises coupées à la machine. Toutes les villes sur les bords de la Tyne sont noires et malpropres. Les grands centres industriels sont si repoussants qu'il ne vient à l'idée de personne qu'on y puisse vivre si l'on n'y est pas obligé. Les faubourgs de Londres sont plus monotones encore que ses quartiers populaires. Il n'y a rien à regarder, rien à admirer, rien qui suscite le moindre intérêt, jusqu'à ce qu'on ait laissé la ligne des trams loin derrière soi et que les cottages d'il y a cent ans commencent à se montrer. Et il en est de même dans tout le royaume, même dans des villes aussi intéressantes que Nottingham, Exeter et Coventry, partout où l'entrepreneur moderne a réalisé son idéal d'habitation humaine.

Si nos maisons sont déplorables, que dire de nos divertissements publics ? Quelqu'un peut-il dire en conscience qu'il n'a pas honte à l'étranger de nos somptueux débits d'alcool, de nos music-halls, de nos épouvantables « Empires » et « Palaces » où l'on exhibe des films cinématographiques ? Nous avons

encore les plus beaux parcs du monde, mais nos divertissements publics sont les pires du monde. Il n'y a rien en Europe ou en Asie d'aussi horrible et d'aussi révoltant que le spectacle qui s'offre aux yeux dans toutes les villes et cités d'un bout à l'autre du pays — le spectacle de cabarets pleins de femmes malpropres et d'hommes avilis. Demandons à M. William Archer ce qui divertit nos gens, quels drames et quelle musique parlent au grand public. M. Archer dit dans un récent numéro de la *Fortnightly Review* :

« Sous ses différentes dénominations le music-hall « n'est certes pas une des moindres influences qui agis- « sent sur l'esprit de la nation. Chaque nuit et presque « chaque après-midi des dizaines de mille personnes, « hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles, « affluent vers les « Empires » et les « Palaces » qui « se sont élevés dans tous les centres qui ont dépassé « le rang de village. On ne saurait contester que les « plaisirs qu'on leur offre exercent sur eux, morale- « ment et esthétiquement, une profonde influence.

« Pendant ses cinquante années et quelques d'ac- « tivité intensive le music-hall a-t-il produit une « poésie populaire ou autre qui soit tant soit peu « proportionnée aux efforts concentrés sur lui ou « qui compense en quelque mesure la ruine dont il « est responsable ?

« La réponse, bien que presque incroyable, doit « être formulée sans réserve. Le music-hall n'a pas « produit un seul poème qui ait la moindre chance « de rester dans la mémoire du pays, sauf peut-être

« comme un monument de vulgarité et d'inanité.
« Je parle, bien entendu, des paroles. Il est impos-
« sible de prophétiser le sort des airs ; mais je me
« souviens d'aucun qui semble offrir un intérêt
« appréciable au point de vue de l'invention mélo-
« dique.

« Ce qui est certain c'est que le music-hall n'a pas
« produit une seule, littéralement pas une seule
« pièce de vers qui puisse prendre rang dans la
« poésie la plus chétive, ou même qui se recommande
« par le tour vraiment heureux de ses rimes comi-
« ques. S'il nous avait donné un Burns ou un Bé-
« ranger, il aurait, dans une certaine mesure, jus-
« tifié son existence, mais il ne nous a pas même
« donné un Charles Dibdin ou un Haynes Bayly...

« On peut dire une chose avec une certitude abso-
« lue : au cours des ardentes années à venir où notre
« existence dépendra du parti que nous tirerons
« des qualités morales et intellectuelles que la na-
« ture nous a données, si l'on ne met un terme aux
« ravages causés par les divertissements publics de
« bas étage on peut s'attendre à des conséquences
« désastreuses. »

De pareils divertissements, nous devons nous le rappeler, ne sont pas seulement le fait des gens ignorants et malpropres. Ce sont les divertissements les plus populaires qui subsistent pour toutes les classes. « Des officiers qui ont vécu pendant des mois au seuil de la mort, dit M. Archer, n'ont rien de mieux à faire de leur bref temps de répit que de hanter les lieux de plaisir, à tel point qu'on se demande si

l'Angleterre vaut la peine qu'on se batte pour elle. Un homme dont le congé va expirer emploie son dernier soir à mener sa femme ou sa fiancée à une pièce extravagante et de la dernière insanité qui fait honte à notre dignité nationale et au respect que nous nous devons à nous-mêmes. »

Si des divertissements nous passons aux journaux, mêmes tristes constatations. Les journaux populaires donnent le plus possible de photographies d'actrices et de femmes du monde, parmi les nouvelles sensationnelles, un feuilleton qui fige le sang dans les veines et une diatribe politique. La chronique parlementaire existe à peine dans ces misérables journaux. La critique littéraire est réduite à quelques lignes, quand on lui fait une place, et tout le reste n'est que tribunal de police, cour des divorces et ce qu'on appelle les potins mondains. Nous avons les meilleurs journaux du monde — à Londres, à Manchester, à Glasgow, à Edimbourg, et à Liverpool — mais en ce qui concerne Londres ces journaux admirables n'atteignent pas les plus gros tirages et quelques-uns d'entre eux arrivent tout juste à exister. Quant au reste, c'est de la maculature.

Je n'ai pas besoin de m'arrêter longtemps aux autres sujets de plainte qui sont assez connus — le niveau intellectuel très bas de ce qu'on appelle la société, le relâchement général de la morale et des manières dans les classes aisées, le manque complet d'enthousiasme national pour l'éducation, la décadence du drame, les réclames qui grimacent partout

sur les palissades et dans les journaux, le manque de contrainte, de modestie et d'humilité dans toutes les classes de la communauté, et l'ardeur excessive avec laquelle chaque personne dans l'État revendique le droit de faire ce qui lui plaît, de penser ce qui lui plaît et de dire ce qui lui plaît.

On voit à plusieurs signes que le pays a honte de ces choses. Quelques-uns de ces signes sont très encourageants — je pense tout particulièrement à l'influence morale des femmes sur la vie politique. Mais il est inquiétant de penser qu'une seule de ces choses puisse continuer à exister au moment où les plus jeunes, les plus braves, les plus pleins d'espérance meurent pour nous et où le caractère futur de la civilisation européenne hésite et vacille dans un ouragan de destruction. C'est de la folie que d'ignorer les symptômes du mal et de la démence que de ne rien faire pour écarter le mal. Qu'on examine, par exemple, le taux décroissant des naissances et la mortalité infantile. Dans la lumière lugubre de cette guerre les plus aveugles et les plus indifférents doivent voir le péril qui nous menace dans notre existence de puissance mondiale. Le taux des naissances commença à décroître en 1877 et l'auteur d'une brochure intitulée *Cradles or Coffins?* (*Des berceaux ou des cercueils?*), se basant sur des statistiques officielles, calcule que « nous avons perdu en moins de quarante ans, par la seule diminution du taux des naissances, 8.573.223 vies humaines ». C'est une perte absolue. Mais si le tiers de ces êtres avaient atteint l'âge de se marier, s'étaient mariés

et avaient eu une famille d'un enfant seulement, et si un de ces enfants sur sept était mort avant sa naissance, la perte directe et indirecte aurait été, en quarante ans, de onze millions de vies humaines. Les statistiques de la mortalité infantile sont tragiques au delà de toute expression. Et plus tragiques encore celles des enfants atteints par la syphilis. Une personne qui fait autorité a dit : « La syphilis est plus désastreuse pour l'enfance que la tuberculose. » Une autre que le 32,8 0/0 de tous les mort-nés est imputable à la syphilis. On croit qu'il y a chaque année [100.000 mort-nés, ou un sur le 7,63 du taux des naissances. « Un enfant sur neuf, dit l'auteur de la brochure citée, meurt au cours des douze premiers mois d'existence. »

Quel est le remède pour tous ces maux qui minent la vitalité de la nation ? Que faut-il faire dans l'espoir de détruire les causes de ces maux innombrables — notre vulgarité, notre individualisme excessif, notre immoralité, notre indifférence et notre ignorance ? Qu'est-ce qui rendra notre existence plus pure, plus gaie et plus spontanée, qu'est-ce qui répandra largement dans toute la bourgeoisie l'idéal de joie de Wordsworth ?

Je crois que le seul et unique remède, celui qui atteint le mal dans sa racine et en même temps promet les avantages les plus féconds est l'*éducation nationale*. Nous devons commencer immédiatement à améliorer la qualité de notre éducation nationale et à reconstruire tout notre système d'éducation. C'est là qu'est la racine de tous les maux qui vous

dégradent aux yeux des autres peuples et qui empêchent les meilleurs éléments de la nation de s'avancer vers leur légitime destinée. Nos péchés nationaux et individuels sont dans une très grande mesure les fruits de la bêtise. Nous sommes une nation très mal armée pour la bataille de la vie. *Neuf de nos enfants sur dix ne reçoivent aucune éducation après leur quatorzième année.* Les garçons s'occupent à des besognes ; à dix-huit ou vingt ans, sauf les cas exceptionnels où leur mérite personnel les sauve, ils sont des ouvriers malhabiles. Les filles entrent dans des fabriques ou en service ; elles perdent leur vitalité et la joie de vivre ; elles ignorent tout des joies de l'esprit. C'est un miracle que nous ne soyons pas pires que nous ne sommes. C'est un miracle que les ouvriers nous causent si peu de difficultés et qu'il y ait si peu d'agitation dans les masses. La cause en est que nous sommes par nature et par hérédité un peuple qui respecte la loi et un peuple aussi fataliste que les Orientaux. Nous supportons tout, même de graves inconvénients qu'un minimum d'efforts ferait disparaître.

Ce respect de la loi est une qualité du caractère anglais qui mérite de retenir l'attention. Elle passe quelquefois pour une vertu et nous dispose à nous croire trop facilement un peuple moral. Mais c'est ravaler la morale. La morale ne consiste pas dans l'obéissance à des principes de conduite. C'est la conviction intime que le bien est supérieur au mal et c'est l'enthousiasme pour ce qui est bien. Observer la loi n'est rien. Un aliéné dans un asile ou un forçat

en cellule ne sont pas des êtres moraux. Une nation n'est pas une nation morale qui se borne à se soumettre à la loi du pays ou qui obéit au décalogue. Un homme peut être parfaitement moral dans sa conduite et absolument immoral dans son âme.

Je veux prendre un exemple qui illustre toute la thèse de ce livre. Tous ceux qui s'occupent de politique savent très bien que de 1906 à 1911 Lord Haldane poursuivit la réorganisation de l'armée sans trouver grand appui auprès de ses collègues. On sait très bien également que certains ministres non seulement s'opposèrent à ses réformes, mais désirèrent se débarrasser de lui et faire de telles économies sur le budget du War Office que les réformes auraient été impossibles et que l'armée britannique aurait été ramenée à un état assez semblable à celui dont Lord Haldane l'a sauvée [1]. Personne n'a le droit de chercher querelle à ces ministres et il est bien certain que personne ne peut les accuser d'immoralité. Ils étaient libres de penser que l'argent dépensé pour la défense nationale dépassait nos besoins. On pouvait soutenir que si la Russie et la France s'occupaient de leurs armées avec le même soin que nous de notre flotte, la paix du monde serait assurée dans la mesure où elle pouvait l'être par des armements. Les réformes sociales étaient urgentes ; l'op-

[1] En janvier 1914, M. Lloyd George fit l'éloge du geste de Lord Randolph Churchill qui démissionna pour protester contre l'augmentation des défenses militaires. Comme son interlocuteur lui demandait si le moment était favorable à une réduction des armements, M. Lloyd George répondit : « Je crois que c'est le moment le plus favorable qui se soit présenté depuis vingt ans. »

position combattait les dépenses avec une force grandissante ; les journaux critiquaient le gouvernement avec une violence extrême ; dépenser plus d'argent pour l'armée qu'il n'était absolument indispensable, c'était une folie, peut-être criminelle. Voilà la thèse ; elle pouvait être soutenue.

Mais que penser de la moralité de ces mêmes ministres dans la suite ? La guerre éclate, les préparatifs de Lord Haldane les sauvent du pilori, et quand Lord Haldane est dénoncé par les êtres les plus violents et les plus dangereux du pays comme un traître, ils se taisent. Et que devient la moralité de ces ministres qui abandonnent aux loups le collègue qu'ils avaient combattu, qui se précipitent à l'avant-scène et prenant cette attitude dont Tourguénev s'amusait, l'attitude de leurs propres statues érigées par souscription publique, réclament les applaudissements du pays ?

Ce n'est pas de la moralité, c'est de l'immoralité. Une telle conduite aurait fait pâlir d'indignation un homme comme Sir Walter Scott ; elle aurait mis un Charles Kingsley ou un Thomas Huxley dans la plus grande fureur. Au lieu de chercher les applaudissements de la foule, au lieu de se parer de l'héroïsme national et de se pavaner comme des incarnations de l'honneur britannique, le devoir de ces ministres était de prendre le parti de leur collègue et de braver l'ignorance et l'injure déchaînées. Aucun homme tant soit peu chevaleresque n'aurait pu agir autrement. Aucun homme d'honneur n'aurait pu concevoir la possibilité d'agir autrement.

On remarquera que ces ministres n'ont porté aucune atteinte à la loi du pays. A certains égards ils ont été de bons patriotes et même quelques-uns d'entre eux ont rendu les plus grands services à l'État — mais aux yeux d'un homme d'honneur ils ont été immoraux.

Sans une base morale solide un homme qui se permet de guider ou d'influencer l'opinion publique est un danger pour son pays. Il peut avoir à cœur ce qu'il considère comme les vrais intérêts du pays, il peut même consentir de grands sacrifices à ces intérêts ; mais s'il n'est pas gouverné par les lois éternelles de la morale, son patriotisme sera toujours une menace pour son pays, et peut-être pour le reste du monde.

Un de mes amis a discuté un jour avec l'empereur d'Allemagne la question du militarisme. Il fit remarquer à l'empereur que le fait qu'il s'associait si étroitement et si délibérément au parti militaire de l'Allemagne était une cause d'inquiétude et de défiance. L'empereur prêta la plus grave attention à cet argument. Il était ébranlé, car il a toujours été obsédé par le sentiment presque intolérable qu'il a de sa responsabilité. Mais à la fin, secouant la tête comme pour dire : « Tout ça c'est très bien », il désigna d'un geste quelque chose derrière son épaule gauche et dit : « Regardez à l'ouest » ; puis, désignant quelque chose derrière l'autre épaule, il dit : « Regardez à l'est. »

Nous voyons maintenant que l'identification de l'empereur avec le militarisme de son pays était

dictée par des considérations patriotiques et se justifiait par des raisons purement nationales et qu'elle a valu un désastre à l'Allemagne et de grandes souffrances au monde presque tout entier. L'empereur indiqua du doigt l'est et l'ouest. Mais les frontières du nationalisme ne sont pas celles de la civilisation. A l'est, l'empereur voyait les innombrables légions du tsar, et à l'ouest l'esprit indomptable d'un peuple à qui un de ses ancêtres avait arraché un de ses plus riches territoires. Danger à l'ouest et danger à l'est. Mais ces dangers n'étaient rien en comparaison du souverain danger qui n'est ni à l'est ni à l'ouest, mais à l'intérieur, au plus profond de son cœur inconstant. S'il n'avait regardé ni à droite ni à gauche, mais dans son cœur ; s'il n'avait considéré ni les chemins de fer stratégiques de la Russie, ni la diplomatie de la France, mais les lois éternelles du bien et du mal ; s'il s'était libéré des funestes erreurs du nationalisme pour se donner de tout son cœur à l'esprit de l'humanité, combien différente eût été l'histoire du monde !

S'il désirait la paix — et tous ceux qui le connaissent sont convaincus qu'il désirait la paix — il avait moralement tort de revêtir le costume de la guerre et d'employer le langage de la force. S'il désirait sincèrement le bonheur de l'humanité, il avait moralement tort de s'associer d'une manière aussi arrogante et exclusive avec les quelques millions d'habitants de l'Allemagne. S'il croyait en Dieu sincèrement, il avait moralement tort — quels que fussent les dangers de l'est et de l'ouest — de porter

la livrée d'Odin. Il aurait pu faire se rapprocher toutes les nations, mais il n'était préoccupé que de sauvegarder la sienne. Il aurait pu semer la confiance dans les champs de l'Europe, mais le nationalisme lui fit semer l'hostilité et la défiance. Parce que son caractère n'avait pas de fondement moral et que son cœur était incertain, il s'efforça de servir deux maîtres, il divisa sa maison contre lui-même et causa la ruine du monde.

Nous pouvons voir le danger en nous-mêmes. Il y a peu d'années un de nos journaux les plus populaires menaçait de rouler la France dans « le sang et la boue ». On disait à la France que l'Angleterre avait longtemps hésité entre la France et l'Allemagne, mais que maintenant l'Angleterre avait fait son choix : « La France sera roulée dans le sang et la boue où sa presse se vautre jour après jour... rien de semblable à une entente cordiale ne peut exister entre l'Angleterre et sa plus proche voisine... on lui prendra ses colonies pour les donner à l'Allemagne et à l'Italie... les Français ont réussi à convaincre John Bull qu'ils sont ses ennemis invétérés et que toutes ses tentatives de conciliation sont vaines. »

Ce journal croyait servir les intérêts de la Grande-Bretagne en employant ce langage outrageant. Les termes n'étaient pas inspirés par une joie mauvaise ou par un désir de faire de la réclame au journal. Ils étaient délibérément provoquants parce que la provocation semblait le meilleur moyen d'effrayer un peuple très intelligent et très brave et de l'amener

à faire ce que le journal désirait — et ce que le journal désirait était à l'avantage de l'Angleterre. Mais un tel langage rendait la tâche d'Edouard VII extrêmement difficile ; il nous rendait méprisables aux yeux des meilleurs d'entre les Français ; il aurait très bien pu jeter le peuple français dans les bras de l'Allemagne. Seules la maladresse de la diplomatie allemande et la clairvoyance des hommes d'État français nous sauvèrent à cette époque d'un désastre qui aurait pu être écrasant.

Un tel langage n'aurait jamais été employé si la politique du journal en question avait été fondée sur la morale. En effet, de quelque danger qu'il faille se garder, il n'est jamais juste de s'adresser à un autre peuple dans le langage d'un matamore. On a toujours tort d'insulter. On a toujours raison d'être persuasif et raisonnable. Aucun avantage remporté par la menace ou l'insulte ne peut être un avantage légitime. Et aucune nation qui emploie la menace et l'insulte ne peut jouir de la confiance de l'humanité.

On a dit d'un propriétaire de journal bien connu qu'il était l'incendiaire du journalisme — « un homme toujours prêt à mettre le monde en feu pour faire une affiche de journal ». Je ne suis pas de cet avis. Je le connais et il fut un temps où je le connaissais assez intimement. Je suis certain qu'il a le plus vif désir de servir son pays. Il a beaucoup de qualités nobles et généreuses. Il a consenti des sacrifices à son idéal de vérité. Il a plus d'une fois risqué la popularité d'où dépend sa fortune pour assurer

un avantage au pays. Et il a eu le courage et l'honnêteté de changer d'avis à plusieurs reprises.

Mais il n'est pas douteux qu'il a commis des fautes graves et pour beaucoup de ses compatriotes il est la sinistre personnification du plus grand danger qui menace la civilisation. D'où proviennent ces fautes ? Elles proviennent de ce que la pensée ne se fonde pas sur une morale inébranlable. Elles proviennent non pas d'un égoïsme personnel mais d'un nationalisme égoïste, d'un nationalisme si sincère et si tranchant qu'il devient absolument indifférent aux lois immuables de la morale. On pense que l'exagération n'est pas un mal si elle tend à une fin patriotique. On pense que c'est un devoir de faire obstacle au progrès si la fin est à l'avantage du pays. La fin justifie les moyens. Tout doit être sacrifié au grand but poursuivi. Les scrupules sont pour les myopes et la modération pour les timides. En avant, par-dessus le corps de la vérité, par-dessus le corps de la justice, par-dessus le corps du bien et du juste ; en avant, toujours en avant vers le grand but.

Un tel homme, de même que l'empereur d'Allemagne, place le nationalisme au-dessus de la morale. C'est l'erreur la plus fatale. La morale est éternelle. Tout péché contre les lois éternelles est châtié tôt ou tard. Le nationalisme est lui-même un péché contre la morale, car la vie dans sa marche s'écarte de toutes les formes de l'égoïsme et celui qui se met en travers de la vie s'oppose à la volonté de l'univers. L'histoire est faite de ces oppositions. Tout le sang répandu sur les champs de bataille a été ré-

pandu parce qu'on a résisté au mouvement de la vie, à ce mouvement ininterrompu de l'esprit humain qui s'élève de l'individualisme et de la tribu vers un idéal de sympathie, de coopération et de fraternité. Il en est de même dans le monde naturel. Animaux ou plantes, tout ce qui vit par la destruction rend les conditions d'existence plus mauvaises pour soi et ses descendants [1]. Le mastodonte, triomphe de la force égoïste, n'a existé que pour disparaître. Les musées et les ménageries sont pleins d'exemples qui rappellent que c'est folie de chercher à s'opposer au grand courant central de la vie. Quelque modestes et faibles qu'elles soient, la plante et la bête qui ont quelque chose à donner aux autres prospèrent d'une manière surprenante et améliorent leur milieu pour leurs descendants, tandis que le mastodonte disparaît et que le lion, le tigre et le loup jettent des regards enflammés à travers les barreaux de leur cage.

Les dernières années du XIXe siècle ont été assombries par une expression contraire à la raison, l'expression de Spencer : *la lutte pour l'existence.* Les hommes ne considérèrent plus l'univers comme accomplissant une destinée divine, mais comme errant au hasard, aveugle, brutal, sanguinaire et sans but. Toute la beauté merveilleuse du monde disparaissait sous cette fausse idée que la nature a les dents et les griffes rouges de sang. Beaucoup de personnes ne comprenaient pas que tout autour

---

(1) *The meaning of life,* par E. Kay Robinson.

d'elles ce n'était que beauté, tendresse et sympathie, tandis qu'ici et là seulement apparaissaient le massacre et la douleur. Pour elles les champs ruisselaient de sang et les forêts retentissaient de cris de mort. Elles mirent en doute qu'il y eût une Providence. Elles fermèrent leurs livres de théologie pour la dernière fois. De leurs fenêtres obscurcies elles regardaient une lutte pour l'existence qui leur paraissait cruelle et dépourvue de sens.

Certes, il y a une lutte pour l'existence, mais c'est une lutte pour une existence particulière. Et parce qu'il s'agit d'une lutte pour une existence particulière, cette lutte est morale, magnifique et divine. La vieille théologie a disparu, mais le mastodonte aussi. Ce n'est pas un démiurge qui a fait le monde, qui l'a mis en mouvement, puis s'est retiré pour le voir à l'œuvre. Dans la vie même réside l'intention de la vie. C'est dans l'évolution même qu'est la théologie de l'existence. Dès l'origine du temps, avant l'apparition de l'homme sur cette planète, avant la formation du premier cristal, avant toute espèce de cohésion, alors que ce point de l'univers infini était une flamme tourmentée qui tournait dans le silence de l'espace, cet esprit que nous appelons la vie était immanent dans le brouillard et en mouvement vers les fins de la création. Il combattait alors, mais non pas dans une lutte aveugle et incertaine. Il se tissait un vêtement de matière, mais un vêtement particulier et qui devait avoir un emploi déterminé. La flamme s'éteignit. Les mondes prirent forme. Mille formes apparurent sur cette

étoile : et la vie historique commença pour l'humanité. De l'état sauvage l'Homme s'avança à travers des siècles de lutte, à moitié conscient d'une direction extérieure, inconscient de la direction intérieure ; mais dans la divinité de son esprit il se hâtait d'élargir et d'approfondir son expérience et de prendre toujours plus complètement conscience de lui-même. Et nous qui regardons en arrière, nous pouvons voir au-dessus des ruines causées par les guerres, au-dessus des ruines des civilisations inachevées et au-dessus du fouillis des théories de l'existence, la grande vérité de l'histoire, le miracle suprême de l'expérience humaine, c'est-à-dire le mouvement qui entraîne le monde vers la beauté et vers la bonté.

Darwin qui avouait ne pas pouvoir regarder sans avoir mal au cœur la queue d'un paon — cette merveille de couleurs et de nuances — Darwin n'a rien à nous dire sur l'origine ou sur l'existence du beau et du bien. Aucun homme ne peut expliquer l'univers. Aucun système ne peut contenir l'infini. Les mots ne peuvent pas exprimer l'éternel. « Cher ami, disait Gœthe à quelqu'un qui voulait le convertir à un dogme, il en est pour vous comme pour moi ; dans le particulier vous vous sentez grand et puissant, mais le tout entre aussi peu dans votre tête que dans la mienne. » Tout ce que nous savons de certain c'est que dès l'origine du temps il y a eu un mouvement de vie et que ce mouvement a été dans le sens de la beauté et de la bonté. Quelle est l'origine de ce mouvement, nous ne pourrons jamais le savoir ; où il tend, nous ne pou-

vons que le deviner ; mais dans l'histoire humaine de la vie, dans l'histoire de l'humanité sur cette planète, nous voyons qu'il y a mouvement et que ce mouvement se fait dans le sens du mieux. Nous savons aussi sûrement que nous pouvons savoir quelque chose que dans l'humanité la vie a tendu à plus d'intelligence et à plus de sympathie ; et nous devons décider par devers nous, sans chercher à résoudre l'énigme et sans attendre aucune espèce de récompense, si par nos pensées et par nos actions nous voulons favoriser ce mouvement de la vie ou si par nos pensées et par nos actions nous voulons nous mettre en travers de sa route.

En ce qui concerne notre nation, dont dépend dans une si large mesure l'avenir de la civilisation et qui avec la Russie, j'en suis persuadé, est destinée à exercer une influence décisive sur le XXe siècle, on peut dire en toute modestie qu'elle possède les qualités les plus hautes, et les qualités qui sont de la plus grande importance pour la race humaine. Nous devrions nous préoccuper de savoir l'emploi qu'il faut faire de ces qualités et la direction qu'il faut leur donner. Nous ne devons pas nous laisser décourager par la grandeur de la tâche. Nous ne devons pas nous laisser affliger par nos erreurs et nos chutes. Le destin d'une nation est écrit dans son histoire. Dans notre histoire il y a toujours eu un mouvement du petit vers le grand, de la tyrannie vers la liberté, de la cruauté vers la justice, de la défiance vers la confiance, de l'hostilité vers l'amitié. Et dans cette guerre des nations la Grande-Bretagne s'est justi-

fiée. Elle a subi les calomnies de ses critiques, elle a été gravement dénaturée par ceux de ses propres fils qui lui jetaient des pierres pour réveiller ses énergies et il lui a manqué une direction miltonienne ; elle n'a pas été, malheureusement, le clairon de la liberté, mais elle a été *servans servorum* ; elle a travaillé pour tous, humblement et en silence ; et c'est par ses efforts plus que par les efforts de personne que le monde a été sauvé de la domination d'un militarisme égoïste. La nation s'est justifiée aux yeux de toute l'humanité.

C'est pourquoi nous pouvons nous demander avec calme et la conscience sereine quel emploi il faut faire de nos qualités et quelle direction il faut leur donner. Nous avons de l'énergie, de la persévérance et du courage. Qu'en ferons-nous ? Nous devons commencer par rejeter les préjugés du siècle passé et nous libérer des dernières illusions du matérialisme. C'est-à-dire que nous devons voir dans l'univers physique non pas un mécanisme mais un esprit. La vie est intelligente. Toute la lutte pour l'existence est une lutte d'ordre spirituel. En tant que nation nous jouons un rôle dans l'évolution spirituelle de la race humaine. Le monde tend du faux vers le vrai, du mal vers le bien, de l'injuste vers le juste, de la haine vers l'amour. Il y a une lutte de la vie pour une vie particulière, meilleure, plus noble et plus vraie. Pour jouer notre rôle dans cette lutte, pour apporter notre contribution à l'effort immense, nous devons être non seulement des êtres moraux très conscients de la différence qu'il y a entre le

bien et le mal, mais des êtres intelligents très conscients de la différence qu'il y a entre ce qui est vrai et ce qui est faux. La moralité ne suffit pas. L'intelligence est de la plus haute importance.

La grande infériorité du caractère britannique est dans le manque d'intelligence. Le caractère britannique n'est pas nonchalant, il ne manque pas d'ardeur ni certainement d'énergie. Carlyle ne cessait pas de demander à la nation britannique d'être ce qu'elle était déjà ; Matthew Arnold seul souhaitait à la nation ce qui lui manquait pour être vraiment grande — l'intelligence. Ce n'est pas la gravité, ni l'ardeur, ni l'énergie qui nous ont jamais manqué, mais l'intelligence qui éclaire et qui guide nous a souvent fait et nous fait cruellement défaut. Le remède est évident. Nous devons réorganiser de fond en comble tout notre système d'éducation nationale. Nous devons donner aux enfants de ce pays aussi tôt que possible une école qui satisfasse la morale et l'intelligence et qui prépare pour la prochaine génération une grande majorité de citoyens instruits et honnêtes. Notre éducation nationale doit tendre à créer le type supérieur du citoyen britannique. Nous devons diriger toutes nos magnifiques qualités de manière à préparer la venue des hommes et des femmes qui représenteront les idéals pour lesquels tant des meilleurs d'entre nous ont été heureux de donner leur vie. Voilà le but que nous ne devons jamais perdre de vue. Le but politique qui dépasse tous les autres buts politiques c'est de faire des hommes et des femmes dignes

de s'appeler les enfants de la Grande-Bretagne.

Combattons l'erreur comme le médecin combat la maladie. Soyons unis dans un même esprit pour détruire ce qui est faux et vil et pour faire triompher ce qui est vrai et bon. Renouvelons dans la vie de la démocratie moderne les grandes fondations de la conduite morale. Et communiquons à la vie de notre peuple tout entier l'inspiration vivifiante de l'intelligence.

Pour arriver à nos fins, attachons une valeur nouvelle à la vérité. Ainsi que je l'ai soutenu d'un bout à l'autre de ce livre, la guerre qui a dévasté l'Europe est avant tout le châtiment d'une pensée fausse. La vérité est de l'essence même de la morale et sans intelligence la pensée est à la merci de mille hasards. Avec le même souci scrupuleux de pensée exacte qui caractérise l'homme de science, l'inventeur et l'ingénieur, cherchons la vérité dans le domaine des idées, cherchons-la dans toutes les questions sur lesquelles nous sommes appelés à donner notre opinion même en passant. Ayons peur de ne pas penser juste. Ayons honte de commettre une erreur dans nos opinions.

Je crains que dans notre inquiétude de l'avenir nous ne nous reposions trop sur les émotions causées par cette guerre. Il y a parmi nous une unanimité et un esprit de sacrifice qui semblent assurer dès maintenant l'avenir du pays. Notre inquiétude est disposée à mettre sa confiance dans ces dispositions d'esprit et à croire qu'elles résoudront les problèmes qui réclameront la plus haute intelligence et

le plus entier dévouement aux considérations morales. Le prince Trubetzkoy m'a mis en garde contre ce danger, à Moscou, au commencement de cette année (1916). La guerre est un mal, m'a-t-il dit, et un mal absolu ; presque tout l'esprit de sacrifice qu'elle suscite dans la population civile n'est qu'une réaction morale contre le satanisme. On ne peut pas se fier aux réactions. Il nous faut, comme Henry James l'a dit, un équivalent moral de la guerre. Si les hommes et les femmes n'étaient pas disposés avant la guerre à se sacrifier et à travailler pour la prospérité générale, ils ne seront pas disposés à consentir des sacrifices quand l'excitation provoquée par la guerre se sera calmée. Une autre réaction pourra se produire, faite d'un redoublement d'indifférence.

Le professeur Foerster de Munich prêche le même avertissement à l'Allemagne. Dans un livre qu'il vient de publier, *Le christianisme et la guerre*, ce courageux professeur, après avoir châtié vigoureusement les mauvais chrétiens qui cherchent à justifier la guerre, s'en prend à ceux qui prétendent que la guerre a donné à la nation l'esprit de sacrifice et l'idéalisme. Il dit : « Attendons que la guerre soit finie et nous verrons alors jusqu'à quel point nous sommes unis, jusqu'à quel point nous sommes disposés à faire des sacrifices, et ce que valent nos idéals. L'héroïsme du champ de bataille est différent de l'héroïsme, de l'esprit de sacrifice et de la discipline de chaque jour en famille, dans l'exercice d'une profession, ou en société. Croyez-moi, ces grandes

vertus ne seront pas fortifiées ; des profondeurs de cette fureur guerrière surgiront dès choses imprévues et terribles et il faudra recourir à toutes les puissances bienfaisantes de la ferveur religieuse et morale pour les combattre, car il y va de notre vie spirituelle. »

« La guerre, dit le professeur Foerster, ne renouvellera pas notre vie religieuse et morale. Bien au contraire. C'est seulement quand notre christianisme sera guéri de l'ivresse guerrière, quand nous aurons repris notre sang-froid, que nous aurons honte de ce que nous avons fait, que nous reconnaîtrons que nos illusions sont bien toutes des illusions, c'est alors seulement que l'Évangile accomplira ses miracles dans les cœurs de notre peuple. Nous ne pouvons espérer retirer un avantage moral et religieux de cette guerre que si nos âmes sont absolument pures de toute joie belliqueuse, de tout délire guerrier, de tout amour de la guerre pour la guerre. Sinon notre vie morale et religieuse est condamnée sans retour. »

Nous verrons bientôt revenir à la vie civile, au moment où se posera le problème très difficile de la réorganisation de nos industries, des millions d'hommes qui auront mené une vie aussi peu naturelle que possible et des milliers d'hommes qui auront égorgé leur prochain dans des combats corps à corps. Il ne sera pas facile de faire rentrer ces gens dans la monotonie de l'existence industrielle et cela sera impossible si l'esprit de cette existence industrielle n'est pas différent de ce qu'il était

avant la guerre. Nous devons tendre de toutes les forces de notre intelligence et de notre ferveur morale à ce que le moment qu'il y aura entre la guerre et la paix soit un moment de vie spirituelle intense et profonde. Ceux qui rentrent doivent trouver des idéals *nouveaux* qui attendent leur retour et se sentir encouragés dans leur âme à mener une vie vraiment dignes de l'homme.

L'Allemagne, on le voit à certains signes, se réveille de son rêve. Elle détourne les yeux de son luxe et de sa domination et regarde en arrière vers sa simplicité et sa paix passées, de même que Gœthe, arrivé au pinacle de la renommée se reportait au temps de sa jeunesse et soupirait :

Ce que je possède me semble éloigné.

Et ce qui s'est évanoui est devenu pour moi le réel.

Treitschke, D. F. Strauss et Bernhardi ont trompé l'attente de l'Allemagne. Dans la misère qui suivra nécessairement cette guerre, le peuple allemand reviendra à son grand Gœthe et comparera l'enseignement de ce ministre de la guerre qui réduisit les effectifs d'une armée [1] avec l'enseignement de ses chefs d'aujourd'hui. « Notre culture et la religion chrétienne elle-même, enseignait Gœthe, tendent à développer les relations entre les peuples, la communauté des intérêts, la modestie de ton et toutes les vertus sociales. » « Je suis un fils de la paix et je

(1) En qualité de ministre de la guerre de Charles-Auguste, duc de Weimar, Gœthe réduisit de moitié les effectifs de l'armée qui passèrent de 600 hommes à 300.

suis pour qu'on vive en paix avec le monde en tous temps. » « En vérité la guerre est une maladie pendant laquelle la sève qui devrait nourrir et soutenir un corps sain alimente quelque monstruosité de la nature. » « Le désir de guerre qui démange nos gouvernants me trouble comme un mauvais rêve. » Gœthe enseignait que « chaque peuple fait entendre sa note dans le grand chœur de l'humanité ». Il proclamait sa dette envers les cultures anglaise et française. Et il mettait en garde le peuple allemand contre l'égoïsme de la domination prussienne. Il prévit dans une grande mesure le désastre qui menaçait ses compatriotes.

L'Allemagne fera elle-même son salut. Elle a beaucoup de très graves défauts, mais sa pensée est profonde, elle a une grande intelligence et elle est ouverte aux idées nouvelles. On ne peut s'empêcher de penser qu'une révolution éclatera nécessairement dans cet empire parvenu et provisoire quand le peuple allemand connaîtra toute la vérité sur cette guerre. Mais quoi qu'il en soit ceux qui la connaissent le mieux ont confiance que dans une génération l'Allemagne se sera guérie de la gale prussienne (1).

(1) L'idée essentielle du fameux *Manifeste de l'Allemagne du Sud*, publié par le roi du Wurtemberg, en 1820, est que seuls les États de l'Allemagne du Sud sont vraiment allemands, l'Autriche et la Prusse n'étant que des colonies à moitié allemandes. Rotteck a dit, en 1830, que tous les libéraux d'Allemagne se rangeraient du côté de la France si elle voulait risquer la guerre contre les Etats absolutistes d'Allemagne. La Bavière n'a jamais été à l'aise sous la domination prussienne. Le premier ministre d'Autriche a dit sans détour, en 1850 : « La Prusse doit être dégradée, puis démolie. »

Quant à nous (qui n'avons jamais prêché que la guerre soit une « nécessité biologique », mais qui avons vu qu'elle peut devenir un devoir moral), nous puisons notre confiance dans l'avenir de notre passé difficile mais victorieux. M. Seignobos a dit que l'Angleterre du XIXe siècle avait servi de modèle politique à l'Europe. Monarchie constitutionnelle, gouvernement parlementaire et sauvegarde de la liberté individuelle — les autres nations n'ont fait qu'imiter l'Angleterre [1]. D'autres pays ont passé le XIXe siècle à combattre par l'épée l'absolutisme, le cléricalisme et le régime féodal. D'autres pays, il y a quelques décades seulement, arrachèrent au privilège et à la tradition des lambeaux de liberté, et même aujourd'hui, dans quelques-uns d'entre eux, l'équilibre est encore précaire. Mais la Grande-Bretagne, grâce à sa santé robuste, à sa bonne gaieté, à sa foi inébranlable dans la nature morale de l'homme, à son sens de la camaraderie, a façonné ses libertés par la discussion et construit le grand édifice de son empire par la raison. La « vieille Angleterre » du XVIIIe siècle est devenue sans révolution la Grande-Bretagne démocratique du XIXe siècle.Sans contestation et sans guerre civile elle est devenue le vaste et libéral empire britannique qui s'est levé comme un seul homme, au seuil du XXe siècle, pour tenir tête au prussianisme. Nous n'avons pas à craindre l'avenir, quelque formidable qu'il puisse sembler, si l'esprit du passé continue à animer la nation et que l'Intelligence le dirige.

[1] *A Political History of Contemporary Europe* (Ed. Heinemann).

Toute l'histoire est un mouvement vers la dignité morale de l'individu. De nombreux et grands rois ont été détrônés, de nombreux et grands empires ont été anéantis sous la grande poussée de l'évolution qui tendait à ce but de la création. Aucune force n'a été capable de lui résister. Les privilèges des riches, les droits traditionnels des puissants, même les revendications sacrées et la puissance armée de l'Église ont dû finalement céder à ce mouvement de l'esprit humain. L'histoire européenne des cent dernières années est un manuel d'évolution morale. Depuis la chute de Napoléon jusqu'au début de cette guerre, toutes les démocraties d'Europe, combattues par le cléricalisme et le privilège, ont aspiré inlassablement à plus de liberté et à plus de justice. Il faut que la Grande-Bretagne, qui sans effusion de sang, marchait en tête de ce grand mouvement de l'humanité, continue à chérir comme son idéal le plus élevé la dignité de l'individu et mette une intelligence plus haute au service de cet idéal, si elle veut conduire les nations au terme du XXe siècle.

Dans le courage de nos marins, dans la vaillance de nos soldats et dans le dévouement du peuple tout entier, nous voyons comme une lumière céleste qui nous révèle le sens véritable de l'existence humaine. Nous ne sommes pas des machines, et nous ne sommes pas des pourceaux. Nous sommes des êtres moraux qui menons à bien une évolution morale. Les morts sont morts pour une idée. Les estropiés et les aveugles ont souffert pour une idée. L'ave

nir de l'humanité c'est cette idée ou c'est l'anarchie. La guerre qui nous semble quelque chose de gigantesque et d'écrasant n'est en réalité qu'une interruption dans ce mouvement immémorial de l'esprit humain et le mouvement deviendra plus rapide et plus irrésistible après le moment d'arrêt marqué par cette guerre sauvage. Celui qui voudra s'opposer à ce mouvement après une telle guerre des peuples sera balayé.

Mais s'il aime la Grande-Bretagne quel homme voudra y arrêter ce mouvement de la vie ? Ne voudra-t-il pas plutôt, la poitrine en avant, marcher avec l'armée de la démocratie britannique, écartant de lui tous les égoïsmes, méprisant de son rire les craintes des privilégiés, fermant ses oreilles aux vociférations des démagogues, attentif en son âme aux conseils de l'intelligence et de la raison ? Touché de la grandeur de ceux qui ont combattu et qui sont morts pour ses libertés ne fera-t-il pas en sorte que désormais les libertés du moindre de ses compatriotes soient dignes qu'on meure pour elles ? N'aura-t-il pas le désir passionné d'une Grande-Bretagne plus juste et plus bienveillante ? Ne ressentira-t-il pas comme une atteinte personnelle les injustices, le dénuement et l'avilissement dont souffrent ses concitoyens ? Ne sera-t-il pas honteux de tout ce qui fait honte à la Grande-Bretagne et fier de tout ce qui la rend digne de l'amour des hommes ?

Après l'exaltation causée par cette guerre, après tant d'héroïsme sans égal et d'effroyables souffrances, seul l'homme le plus bas et le plus ignorant pourra

s'empêcher de chanter l'hymne véritable de la révolution britannique :

Bring me my bow of burning gold !
    Bring me my arrows of desire !
Bring me my spear : O clouds unfold !
    Bring me my chariot of fire !
I will not cease from mental strife,
    Nor shall my sword sleep in my hand,
Till we have built Jerusalem
    In England's green and pleasant land (1).

« Quand la lumière entre dans les ténèbres, dit William Scott Palmer, il peut suffire de rester où l'on est et de faire ce que l'on faisait... pour avoir à répondre d'un péché que l'on ignorait jusqu'alors (2)».

La lumière est venue, terrible pour quelques-uns, glorieuse pour d'autres, mais elle est venue pour tous.

---

(1) Qu'on m'apporte mon arc d'or ardent ! Qu'on m'apporte les flèches de mon désir ! Qu'on m'apporte ma lance : O nuages écartez-vous ! Qu'on m'amène mon chariot de feu ! — Je n'abandonnerai pas la lutte Et mon sabre ne dormira pas dans ma main, Tant que nous n'aurons pas construit Jérusalem, Dans le vert et plaisant pays d'Angleterre.

(2) *Faith or Fear ? An appeal to th eChurch of England* (Ed. Macmillan).





APPENDICE

Note A, p. 13. *Sermons allemands.*

Dans le numéro de juillet 1916 du *Hibbert Journal*, le Dr Shadwell cite des extraits intéressants de sermons de guerre allemands. Il nous rappelle que :

« Les correspondants de journaux résidant dans les « pays étrangers choisissent les bons morceaux pour les « envoyer à leurs journaux. Et en général, ils choisissent « dans tout ce qu'on écrit sur leur propre pays les pas- « sages injurieux, pour exciter l'appétit de leurs lecteurs. « Il en résulte un échange de propos blessants et irritants « qu'on sert constamment au public et qui stimulent les « rancunes internationales. C'est ce qui explique ce fait « autrement inexplicable que les guerres tendent à de- « venir de plus en plus des guerres de peuples et que la « lutte gigantesque d'aujourd'hui est avant tout une « guerre de peuples. Le nationalisme, aggravé par les « journaux du pays, se sent offensé, et les animosités « secrètes sont enflammées par les incessants coups « d'épingle de « nos correspondants particuliers ». Les « lecteurs expérimentés et bien informés savent quel cas

« il faut faire de ces renseignements, mais le grand public « ne sait pas. Les guerres modernes sont causées moins « par la « diplomatie secrète » que par la publicité des « journaux et les sentiments exceptionnellement violents « qui se sont manifestés au cours de la présente guerre « sont dus avant tout à la presse. »

Voici quelques extraits de sermons allemands cités par le Dr Shadwell :

« Nos ennemis prétendent que le peuple allemand veut « assujettir l'Europe, que l'Allemagne a exercé pendant « des années une pression intolérable sur tout le conti- « nent et que c'est de cette pression qu'ils doivent se « libérer. S'il en était ainsi, en remplissant nos devoirs « nous serions les soutiens d'une politique de la force. « Mais nous savons que ce que disent nos ennemis n'est pas « vrai. Nous ne combattons pas pour l'empire, mais « pour notre existence. L'Allemagne n'a pas tiré l'épée « pour diminuer les droits de qui que ce soit ; elle s'est « précipitée dans la guerre pour préserver son bien. En « vérité ce but de guerre peut être défendu sous l'œil de « Dieu. Mais peut-il aussi être défendu sous l'œil de Jésus « le bon serviteur ? On peut parler de légitime revendi- « cation et de légitime défense, mais peut-on parler de « service chrétien ? Quand les nations s'engagent dans « une lutte sanguinaire, est-ce que Jésus ne doit pas se « voiler la face, Lui qui vint non pas pour être servi, « mais pour servir et qui donna Sa vie pour le rachat des « pécheurs ? » (Schian)

« Un des phénomènes les plus laids de notre vie alle- « mande avant la guerre était, sans aucun doute, le « triomphe du culte de mammon dans tous les milieux. « C'est ce qu'il y avait de douloureux dans la prospérité « que le peuple allemand avait atteinte au cours des der- « nières décades. Une nation pauvre qui pourvoyait à

« peine à ses besoins par son agriculture et qui payait à « ses fonctionnaires et à ses officiers des salaires cités « dans toute l'Europe pour leur modestie, est devenue « par son industrie et son commerce une nation qui a « conquis une grande place sur le marché du monde et « qui, année après année, accumulait de grandes ri- « chesses. La transformation a été trop rapide pour ne « pas exercer une influence corruptrice sur l'esprit public. « La simplicité et la frugalité d'antan furent remplacées « dans les hautes classes par un luxe qui n'était pas tou- « jours de bon goût. La vie sociale qui était encore em- « preinte d'idéalisme au temps de Gœthe est devenue « toujours plus matérialiste, et la course au plaisir tou- « jours plus effrénée. La richesse semblait à beaucoup le « but le plus important et même le seul désirable. Nous « avons vu souvent qu'elle recouvrait une multitude de « péchés. Nous avons vu d'odieuses méthodes d'enri- « chissement rapide appliquées par des gens sans scru- « pules. Nous avons vu la richesse exercer une influence « et inspirer un respect que le mérite et la sagesse n'ac- « quièrent que par de laborieux efforts. D'autre part, une « profonde défiance régnait dans les classes populaires, « et là aussi se manifestait une surestimation malsaine « quoique plus pardonnable de l'argent, comme si le « désir d'améliorer les conditions économiques justifiait « l'abandon de toutes les autres considérations, telles que « le bien-être de la communauté, la concurrence indus- « trielle internationale, le maintien de la vie de fa- « mille...

« Mais je ne veux pas en dire davantage sur ces géné- « ralités. Je préfère poser une question : Qui parmi nous « se sent entièrement innocent ? Qui ose dire, la cons- « cience tranquille, qu'il s'est opposé à cette danse autour « du veau d'or ?... Frappons-nous la poitrine et confes- « sons que nous avons tous péché, qu'aucun d'entre nous « n'a échappé au sortilège. Nous ne ferons pas d'excep- « tion pour les personnes ici présentes, mais nous recon-

« naîtrons tous et chacun, jeunes et vieux, hommes et « femmes, notre culpabilité. » (Foerster).

« Nous devons sincèrement reconnaître que non seu- « lement l'argent nous a servi, mais que nous avons servi « l'argent ; que nous n'avons pas seulement vécu de « notre argent, mais que nous l'avons aimé et même que « nous avons été ses esclaves. Il est vrai que nous avons « aussi vécu pour certains idéals — une profession et un « métier, une famille, l'art et la science. Mais n'avons- « nous pas laissé ces idéals mourir de faim parmi nous ? « Qu'est devenu, par exemple, l'idéal du germanisme, « l'unité intérieure ? N'y a-t-il pas eu une lutte féroce « de classe contre classe ? Et la cause de cette lutte « n'est-ce pas que chacun n'a vécu que pour lui-même « et pour son propre portemonnaie ? » (Tolzein).

« Il est extrêmement dangereux de faire appel à la « justice vengeresse de Dieu. S'il est juste, Dieu ne doit-il « pas exercer sa justice vengeresse précisément sur ceux « qui y ont fait appel ? Mais malheur à nous si Dieu nous « traite conformément à sa justice vengeresse ! Passons « sur les années qui ont précédé la guerre. Mais malgré « tous les progrès accomplis, que d'égoïsme encore chez « nous, que de légèreté, que de licence et que d'immora- « lité ! C'est la grâce de Dieu et sa miséricorde qu'il nous « faut et non pas sa justice vengeresse. Alors nous ne « devons pas l'appeler sur d'autres non plus. » (Dörr-fuss.)

« Nous entendons beaucoup parler et nous parlons « beaucoup des forces diaboliques et des mauvais esprits « qui sont à l'œuvre chez nos ennemis, chez les pieux « Anglais, chez les Français frivoles et chez les Russes « sauvages. Mais ne nous oublions pas nous-mêmes. « Comme le prophète Jérémie reçut l'ordre de prononcer « un jugement, mais tout d'abord sur le peuple de Jéru- « salem, de même nous devons nous soumettre honnête-

« ment et franchement au jugement de Dieu et combattre
« les mauvais génies qui nous accablent, nous devons
« ouvrir nos cœurs à l'esprit qui vient du ciel et qui, en
« nous purifiant, nous guérira. Nous répétons sans cesse
« que la grande heure du destin a sonné pour notre na-
« tion. Et c'est vrai. Mais comprenons-nous bien ce qu'elle
« signifie ? Notre destin et notre avenir ne dépendent
« pas des frontières. Il ne s'agit pas de savoir si elles se-
« ront déplacées dans un sens ou dans l'autre, ni ce qu'il
« adviendra de la balance européenne. Il s'agit avant
« tout et essentiellement de savoir si nos âmes et l'âme
« de la nation seront purifiées et remplies de l'esprit
« saint de Dieu qui maintenant passe sur le pays et dans
« nos cœurs ; et si nous chasserons définitivement les
« mauvais penchants qui sont en nous. » (Oculi.)

Le prédicateur énumère ensuite quelques-uns de ces mauvais penchants allemands. C'est entre autres, l'amour de la boisson. Un infirmier lui a écrit récemment d'un hôpital du front : « On pourrait presque dire que le vin français a fait plus de mal à nos troupes que les obus français. » C'est ensuite un esprit d'impureté et d'immoralité « qui se cache dans la nuit et même en temps de guerre plante ses griffes dans l'élite de notre peuple ». C'est le culte de mammon, « malgré les efforts et les souffrances de tout le pays ; on ne pense qu'à s'enrichir au lieu de se dévouer et de penser à la loi : un pour tous, tous pour un ».

« La guerre révèle le cœur des hommes et le cœur de
« l'homme est un mélange de bien et de mal... Comme les
« hommes peuvent être fidèles, à quel point ils savent
« pousser l'esprit de sacrifice et la bravoure ! Ce qu'il y
« a de plus fort, de meilleur et de plus noble dans la
« nature humaine est révélé. Et ce qu'il y a de pire dans
« la nature humaine est révélé aussi. Nous entendons
« parler de choses qui nous font penser que les hommes
« sont des brutes. Nous entendons parler d'un manque

« de charité dont nous aurions à peine cru ces hommes « capables. Nous entendons parler de vols, de luxure « bestiale, de légèreté éhontée, de l'infidélité des hommes « en pays ennemi, de l'infidélité et de la lascivité des « femmes et des jeunes filles chez nous. Nous entendons « parler de la conduite brutale des soldats, d'arrogance « et de couardise — je n'en finirais pas de tout énumérer. » (Ritzhaupt.)

« Il y a encore parmi nous beaucoup d'égoïsme qui « doit être consumé et extirpé par l'amour. Dans les « grandes et les petites villes on nous dit que nombreux « sont ceux qui passent leurs jours dans les fêtes, comme « s'il n'y avait pas de guerre, et qui prennent plaisir à « des spectacles impudiques pleins de plaisanteries équi- « voques, comme si la mort n'avait pas passé parmi nous « et n'avait pas transformé tant de maisons en maisons « de deuil. Sans doute la gaieté ne perd pas tous ses droits, « même quand les temps sont graves, mais la luxure et le « libertinage sont contraires à l'amour que nous devons « à nos braves soldats et à ceux qui pleurent. » (Simons.)

« Pourquoi les hommes combattent-ils à l'est et à « l'ouest ? Est-ce simplement pour qu'un des adversaires « puisse conquérir et l'autre succomber, pour que nous « puissions finalement exiger quelques milliards d'in- « demnité, ou pour que notre industrie et notre politique « coloniales puissent faire de nouveaux progrès, ou pour « que nous arrachions à l'Angleterre l'empire du monde ? « Tant que nous ne voyons dans la lutte que les buts de « guerre, tant que nous n'aurons pas compris que dans « cette lutte des nations il y va des plus hautes valeurs « morales et que si nous ne sortons pas de la lutte renou- « velés moralement et religieusement, les flots de sang « ont coulé en vain et le sacrifice des vies innombrables « n'a servi de rien — tant que nous ne voyons pas cela « nous sommes aveugles. » (Schœnhut.)

« Il me semble, conclut le Dr Shadwell, qu'en somme et « pris dans leur ensemble, ces sermons révèlent en Alle- « magne un fonds de pensées et de sentiments que ne « laissent pas soupçonner les journaux et autres publi- « cations. Quelle importance il faut attacher à ces pen- « sées et à ces sentiments, nous ne pouvons pas le dire, « mais d'après ma propre expérience elle est beaucoup « plus considérable qu'il ne semble au premier abord. « Le clergé allemand n'a pas prêché dans des églises vides « pendant la guerre. Le trait essentiel de cette pensée « fondamentale est l'affirmation de la loi morale et des « droits de la conscience. Cette pensée fondamentale « n'admet pas que la force soit le droit ou que *Not kennt* « *kein Gebot*. Les autorités allemandes et les journaux « ont payé un tribut secret à cette pensée fondamentale « en se donnant un mal infini pour altérer la vérité sur « l'origine et la conduite de la guerre de manière à ce « que la cause de l'Allemagne non seulement apparaisse « sous un jour favorable, mais soit absolument sans « tache, tandis que la conduite de l'ennemi se révélait « d'une bassesse incroyable. On dira peut-être que nous « en faisons autant de notre côté. Ce n'est pas vrai, mais « si c'était vrai, nous avons les neutres pour en décider « et leur verdict est infaillible. Je ne puis m'empêcher « de voir dans l'esprit d'examen et de noble idéalisme « qui anime ces sermons l'annonce d'une profonde ré- « volte morale qui éclatera le jour où les faits qui ne « peuvent être cachés pour toujours, même en Alle- « magne, seront connus. Les principes de morale repren- « dront leurs droits quand la Force aura visiblement été « abattue, mais pas avant. »

Note B, p. 31. *La question d'Irlande*

Sir Thomas Esmonde, qui a perdu un fils dans la bataille du Jutland, a adressé la lettre suivante à un journal londonien, le 18 août 1916 :

« Je suis las et dégoûté des injures incessantes qu'on « adresse à l'Irlande pour son attitude pendant la guerre. « Je ne sais si on est encore capable en Angleterre d'en « user avec bonne foi à l'égard de l'Irlande, mais si oui, « il est dans l'intérêt de la guerre et de l'empire de mettre « un terme à cette campagne systématique de diffama- « tion menée contre les Irlandais. Et je ne sais pas s'il « y a quelqu'un en Angleterre qui ait assez d'énergie, « d'honnêteté et d'autorité pour faire cesser une telle « campagne de haine. Il serait dans l'intérêt de l'Angle- « terre qu'il se révélât aussi tôt que possible.

« Nous autres Irlandais qu'avons-nous déjà fait pen- « dant cette guerre ? Nous avons apporté notre concours « dès le début. Nous avons fait tout ce que nous pouvions « pour assurer le succès, en dépit de l'opposition officielle « la plus acharnée. Nous nous sommes soumis sans pro- « tester à la déplorable administration de notre pays et « à toutes les vexations inutiles de ce qu'on appelait les « mesures de guerre. Nous avons contribué sans plainte « aux dépenses de guerre pour beaucoup plus que notre « juste part. Nous avons envoyé l'élite de nos hommes « combattre et mourir sans espoir de récompense ou de « reconnaissance.

« Nous avons fait tout cela d'abord parce que nous « croyions à la justice de la guerre et ensuite parce que « les promesses des hommes d'État anglais nous inspi- « raient confiance. Le caractère de la guerre reste le « même, mais par le fait d'une gestion monstrueuse elle « nous a causé infiniment plus d'afflictions et de pertes « que nous ne l'aurions jamais pensé. Les promesses des « hommes d'État anglais se sont trouvées être des « chiffons de papier et qu'obtenons-nous en retour de « nos sacrifices ? Rien que des injures, de grossières, « lâches et déloyales injures.

« Quand je pense à nos glorieux régiments irlandais, « aux exploits méconnus de leur héroïsme non surpassé, « à nos vaillants marins irlandais qui, pendant deux années

« terribles ont gardé l'empire d'un pôle à l'autre, à tra-
« vers la tempête et les dangers ; quand je pense aux
« Flandres, à la France, à Gallipoli, à la Serbie, à la
« Mésopotamie, et à l'Égypte — à l'opération des Dar-
« danelles qui a fait des ravages dans les rangs irlandais,
« à notre magnifique 10e division irlandaise gaspillée
« par l'incompétence britannique, aux centaines de ma-
« rins irlandais qui ont péri dans la bataille du Jutland
« (trois cents sur deux navires seulement) ; quand je
« pense à nos foyers irlandais désolés, aux innombrables
« Irlandais, pères et mères, fils et filles, qui ont donné à
« l'empire bravement et sans plainte ce qu'ils aimaient
« le mieux au monde — je me demande quel esprit pos-
« sède les anti-Irlandais si même le sacrifice de nos en-
« fants ne peut pas les apaiser ? »

Note C, p. 34. *Sur le caractère anglais.*

« ...J'admire sincèrement cette race puissante (l'an-
« glaise), même dans son « philistinisme ». Sa pensée
« marche en tête, mais elle pense peu. Les hommes de
« cette race sont inférieurs à presque tous leurs rivaux
« pour l'organisation en vue de buts situés au delà du
« moment présent. Et pourtant ils jouent leur rôle dans
« le monde et je ne vois rien qui indique qu'ils ne soient
« plus en mesure de le jouer. Ils arrivent presque toujours
« en retard, mais quand ils arrivent ils se mettent à
« l'œuvre silencieusement et avec courage. Ils réparent
« leurs fautes et leurs oublis avec une initiative mer-
« veilleuse et ils renoncent à dire du mal d'eux-mêmes
« et de leurs institutions jusqu'au moment où ils se
« voient de nouveau au premier rang. Quand on fait une
« nouvelle invention, le sous-marin, par exemple, ou le
« moteur, l'Anglais se laisse d'habitude devancer. Don-
« nez-lui quelques années et il s'est non seulement rat-
« trapé pendant ce temps, mais généralement il marche

« en tête. Ce qui s'est passé pour ces inventions se repro-
« duira probablement pour l'aviation.

« Je suis chargé en ce moment de collaborer aux re-
« cherches qui nous permettront de l'emporter sur
« d'autres nations dans l'application de la science à la
« défense du pays et je sais par expérience ce qui arrive
« quand on exhorte les Britanniques à faire des efforts
« quand les temps sont tranquilles. La réponse invariable
« est qu'il n'y a pas lieu de les importuner, que la seule
« chose nécessaire est que le gouvernement dépense lar-
« gement le produit des impôts et condamne énergique-
« ment les petites économies. Mais quand ce même
« peuple fut pris à l'improviste et menacé de défaite il
« y a quelques années dans l'Afrique du Sud, il appuya
« calmement son épaule à la roue et sans un gémissement
« se mit en devoir de sortir d'une situation qui aurait
« épouvanté une nation de tempérament plus nerveux...

« Et rappelons-nous qu'ils produisent périodiquement
« des individualités très puissantes, comme il n'en pou-
« vait surgir que d'une très grande race. Shakespeare
« et Milton, Cromwell... Chatham, Nelson et Wellington,
« Newton et Darwin, ces hommes témoignent d'un sol
« riche qui est, je crois, aussi riche et productif qu'il l'a
« jamais été. »

(*Universities and National Life*, par Lord Haldane (Ed. John Murray).

Note D, p. 56. *Un Américain en Allemagne.*

« La Germanie que j'ai vue en temps de paix, aux
« mois de mai et de juin 1914, était avant tout une joie cons-
« tante pour les yeux, un repos constant pour le corps et
« l'esprit. Où qu'on regardât, il y avait quelque chose de
« beau à voir et l'intelligence de l'homme en avait tiré
« le meilleur parti ; que ce fût dans les villes ou dans la
« campagne, partout d'harmonieux spectacles. Je son-
« geais à nos paysages, à leur désordre de clôtures négli-

« gées et de tronçons d'arbres, aux hideuses réclames qui
« tirent l'œil, aux cables rouillés qui gisent autour de
« nos fermes, de nos villes et des petites gares ; à la pa-
« lissade qui défigure les bords de l'Hudson. L'Amérique
« est laide et minable — faite ainsi par les Américains ;
« l'Allemagne est balayée et ornée — faite ainsi par les
« Allemands. »

Suit une description enthousiaste des bains de Nauheim et « Nauheim n'est qu'une fleur sur le grand arbre ». Les paysans des environs apportaient des fleurs et des légumes à Nauheim, « humbles gens qui étaient pauvres
« en biens qu'on appelle terrestres, mais bien peu d'entre
« eux semblaient pauvres en ce qui constitue le bien
« essentiel.

« Nous autres malades nous échangions nos impres-
« sions... chacun avait été frappé par le contentement
« qu'on voyait sur les visages allemands. Le contente-
« ment ! Parmi les jeunes et les vieux des deux sexes,
« c'était le trait dominant, à cause du bien essentiel qu'ils
« possédaient. »

(*The Pentecost of Calamity*, par Owen Wister (Ed. Macmillan.)

Note E, p. 84. *Le service obligatoire*

Comme la principale accusation qu'on porte contre Lord Haldane est de n'avoir pris aucune mesure pour préparer le pays contre la menace de la politique allemande qu'il connaissait, il est opportun d'examiner plus en détail la question du service obligatoire.

Après l'incident d'Agadir, le War Office se mit à examiner à nouveau toute la question de la préparation militaire. Lord Roberts et la ligue en faveur du service obligatoire dénonçaient à ce moment l'armée territoriale comme une duperie. Des rapports d'officiers informèrent le ministre de la guerre que ces attaques, lancées dans

tout le pays, portaient gravement atteinte au recrutement. On fit une enquête pour savoir exactement où en était le pays au point de vue militaire.

Lord Haldane savait fort bien que le corps expéditionnaire et l'armée territoriale représentaient l'effort maximum qu'il pouvait obtenir de la nation par le volontariat *en temps de paix*. Notre armée d'outre-mer était beaucoup plus grande que l'armée de n'importe quel autre pays au monde (1) et avec une flotte qui commandait les mers et une armée territoriale le ministre de la guerre et ses conseillers estimaient que les Iles-Britanniques étaient à l'abri d'une invasion. Le projet de Lord Roberts ne prévoyait que la défense du pays et on s'engageait à ne forcer aucun homme enrôlé dans le service obligatoire pour la défense du pays à faire le coup de feu en dehors du pays. Ce projet n'avait donc aucune valeur stratégique pour le vrai problème qui se posait et dont la solution dépendait de la capacité d'offensive ; en outre, il ne tenait nul compte de la flotte. Mais le War Office examina la question de la conscription en vue d'une armée continentale et pendant plusieurs mois les meilleurs officiers de l'armée britannique travaillèrent à un projet de service obligatoire : ce projet tendait à nous donner une armée de 2 millions d'hommes organisée sur le modèle des armées continentales. Le résultat de ces études fut que les officiers les plus autorisés déclarèrent que *pour autant qu'il s'agissait d'utilité militaire le projet était inexécutable.* Ils déclarèrent que si on avait pris l'initiative de ce projet vingt ou trente ans plus tôt on aurait pu en tirer quelque chose, mais qu'il était dangereux de l'entreprendre en un temps où la guerre pouvait nous surprendre à tout moment. Il aurait demandé des années pour produire ses effets et entre temps il y aurait eu une longue période de confusion pendant laquelle nous aurions été plus faibles que sous le régime existant.

(1) Cf. p. 108.

Les officiers responsables furent d'accord pour déclarer qu'un tel changement, même s'il était opportun, ne pouvait être introduit sans danger que quand la paix serait absolument sûre.

En temps de guerre, quand l'esprit de guerre anime toute la nation, on peut improviser des armées très rapidement. Il en va tout autrement en temps de paix.

Il est absurde d'accuser Lord Haldane de manque de courage parce qu'il n'a pas tenté de réaliser ces projets. Lord Haldane était appuyé par les meilleurs experts militaires et il était autorisé à penser que si Lord Roberts et ses partisans l'emportaient et obtenaient la permission de faire l'essai du service obligatoire sous une forme ou sous une autre, non seulement une faute énorme de plus viendrait s'ajouter à celles des années précédentes, mais qu'en outre *l'armée britannique qui se trouvait alors dans un état admirable aurait été gravement troublée sinon désorganisée d'une manière permanente.*

Lord Haldane s'est toujours montré soucieux d'expliquer, comme il le fit à la Chambre des Communes en présentant le budget de l'armée pour 1909 et à d'autres occasions, *qu'il n'était pas opposé au principe de la conscription. Selon lui, c'était un devoir moral et légal, pour tout homme, de servir l'Etat en cas de besoin et c'était le droit de l'Etat d'obliger tout homme à remplir ce devoir.* En temps de guerre non seulement le service obligatoire pouvait être appliqué, mais peut-être devait-il être appliqué. Il ne défendit le principe du volontariat que comme étant le meilleur moyen de se préparer en temps de paix à l'éventualité de la guerre.

Le lecteur qui persiste à croire, malgré les autorités militaires, que le service obligatoire n'aurait *pas* désorganisé le corps expéditionnaire britannique et qui croit que des discours alarmants et provoeants auraient pu amener le pays à accepter le service obligatoire à l'époque où Lord Haldane était ministre de la guerre, ce lecteur est invité à se rappeler que même les hideuses réalités

de la guerre ne réussirent pas à orienter la démocratie britannique vers le service obligatoire avant que ces réalités terribles n'eussent dominé nos pensées et notre imagination et plongé toute la nation dans le deuil pendant une année et cinq mois.

En plus des volontaires de sa flotte incomparable, ce pays a donné pour la cause des Alliés une armée de 190.000 soldats de métier qui jouèrent un rôle décisif dans l'échec du plan allemand, et une armée de 5 millions de volontaires dont Lord French, le général Joffre et toutes les personnes autorisées qui les ont vus à l'œuvre sur le champ de bataille ont parlé dans les termes les plus élogieux.

Qu'on me permette de signaler au lecteur qui désire approfondir cette question, le livre de Sir Ian Hamilton, préfacé par Lord Haldane : *Compulsory Service* (Ed. John Murray.)

Pour plusieurs raisons, dont quelques-unes sont des raisons personnelles, je désire parler de Lord Roberts avec la plus grande admiration et le plus grand respect. Mais un juge impartial qui connaît tous les faits ne peut pas dire qu'il ait eu les qualités d'un homme d'État. C'était un soldat remarquable en campagne, un puissant conducteur d'hommes qui ne perdait jamais la tête pendant la bataille, mais son passage au War Office a prouvé qu'il n'avait aucune des qualités de l'homme d'État à mettre au service de la nation qu'il a servie avec tant de dévouement sur le champ de bataille et la campagne qu'il a menée en faveur du service obligatoire a prouvé qu'il était même un guide dangereux. *C'est précisément parce que le danger allemand existait et parfois devenait menaçant que son projet était impossible et sa campagne si dangereuse.*

Note F, p. 122. *Un hommage à Lord Haldane*

Le *Times* a publié en bonne place la lettre suivante,

sans nom d'auteur, qui a paru dans le numéro du 27 mai 1915 :

« La retraite de Lord Haldane était peut-être néces-
« sitée par des raisons politiques ; mais j'ai des raisons
« de penser qu'elle est très regrettée par de nombreux
« juristes — par tous ceux qui savent ce qu'il a mené à
« bien pendant le temps relativement court de son pas-
« sage au pouvoir. Il a fait monter la commission judi-
« ciaire du conseil privé dans l'estime des juristes des
« Dominions, des colonies et des Indes, jusqu'à un point
« qui n'avait jamais été atteint auparavant. Jamais non
« plus la Chambre des Lords n'avait joué mieux que
« maintenant son rôle de tribunal suprême. Cela est dû
« en partie aux nouveaux éléments que Lord Haldane y
« a introduits ; mais cela est dû aussi au caractère de
« ses propres jugements qui ont aidé à établir une norme
« à laquelle d'autres se sont plus ou moins conformés.
« Ses arrêts ont obtenu l'approbation universelle ; et s'il
« a eu peu d'occasions d'entreprendre ou de mener à bien
« des réformes dans la législation, il a plus d'une fois
« montré la route qu'il fallait suivre. Des autorités mili-
« taires ont dit qu'il était le meilleur organisateur qui ait
« été au War Office depuis une génération. Je ne puis juger
« de la vérité de cette opinion, mais je suis sûr qu'aux yeux
« de très nombreux juristes il a été (à part peut-être une
« exception douteuse), le meilleur Lord chancelier depuis
« Lord Hardwicke. »

Note G, p. 140. *L'influence anglaise sur la littérature allemande*

Le professeur Cramb ne dit pas à ses lecteurs que c'est essentiellement une influence anglaise qui s'est exercée sur la grande période de la littérature allemande. Edward Young, l'auteur de *Night Thoughts* a écrit les *Conjectures on Original Composition* qui firent une impression profonde sur Herder et par lui sur le grand Gœthe lui-même.

Il n'est pas exagéré de dire que Young est le père de la période *Sturm und Drang.* Les écrivains allemands, inspirés par Young, se mirent à s'affranchir des traditions artificielles de la littérature française. Les historiens allemands de la littérature allemande, ainsi que nous le dit le professeur Hume Brown dans *The Youth of Gœthe* (Ed. John Murray), ont trouvé dans les *Conjectures* de Young « la principale impulsion qui mit en branle cette révolution ». Il n'y a pas lieu d'insister sur le culte que l'Allemagne rend à Shakespeare ; Gœthe l'appelle « notre grand ancêtre » et dit qu'avec Spinoza, Shakespeare a été une des influences déterminantes de sa vie. Scott, Richardson, Sterne, Byron et Swift ont tous contribué à créer la littérature allemande.

Note H, p. 232. *L'intervention britannique et l'Allemagne*

« Que feront les Anglais ? » telle était la question qu'ils
« posaient anxieusement à toute personne qu'ils croyaient
« en mesure de répondre. C'était ce qui les remuait le
« plus profondément. La « guerre sur les deux fronts »,
« une affaire purement continentale avec la double En-
« tente ne causait aucun souci au grand public allemand.
« La machine militaire de l'empereur était construite
« pour lutter contre la France et la Russie réunies et
« aucun Allemand n'a jamais douté un instant du succès.
« Il est juste de dire, je crois, que les événements de
« l'année passée justifiaient cette confiance, car je sup-
« pose qu'aucun expert au monde ne doute que si la
« flotte britannique ne s'était pas rangée aux côtés de la
« France et de la Russie, l'aigle allemand aurait depuis
« longtemps poussé son cri de triomphe au-dessus de
« Paris et de Petrograd. Mais avec la Grande-Bretagne
« dans l'arène, j'ai entendu des douzaines d'Allemands
« confesser que leur cause était « désespérée ». Peu d'entre
« eux croyaient que l'Allemagne pût, selon l'expression
« pittoresque de Bismarck « venir à bout de la flotte bri-

« tannique à Paris ». La perspective d'une lutte contre « la France et la Russie ne troublait pas les Allemands, « mais la pensée qu'ils pourraient avoir à se battre en « même temps contre la Grande-Bretagne leur inspirait « des alarmes qu'ils ne déguisaient pas. »

(*The Assault*, par Frederic W. Wile (Ed. Heinemann.)

Note I, p. 244. *Lord Somers et Lord Haldane*

Le cas de Lord Haldane rappelle ce qui est arrivé au grand Lord Somers au commencement du XVIIIe siècle. Le grand Lord Chancelier, accusé d'avoir favorisé les Français dans les négociations de paix de cette époque, fut violemment attaqué par les pamphlétaires et par l'opposition. Pour une fois William III fit preuve de faiblesse et consentit à renvoyer son ministre. La cour des pairs fut saisie d'une accusation qui comprenait des charges monstrueuses contre l'ex-chancelier. La conduite de ses ennemis, dit Brougham, était inspirée *exclusivement par des motifs de ressentiment personnel et des sentiments de vengeance*. L'accusation échoua, mais la calomnie ne désarma pas et le pays fut privé des services de Lord Somers, en tant que ministre, pendant plusieurs années. Dans la retraite il fit preuve d'une dignité et d'une sérénité qui forcèrent l'admiration d'Addison, de l'évêque Burnet et d'un nombre grandissant d'hommes éminents des deux partis politiques.

L'histoire complète de Lord Somers se trouve dans le quatrième volume des *Lives of the Chancellors* de Lord Campbell et l'édition anglaise du dictionnaire de Bayle contient un résumé intéressant de sa carrière.

Note J, p. 275. *La question de l'artillerie*

On a diminué le nombre des canons dans les *garnisons* de l'empire, dans des villes comme Halifax et Esquimalt

(Canada). Ce fut l'œuvre du prédécesseur de Lord Haldane. L'artillerie de garnison fut supprimée dans une large mesure parce que la flotte royale se chargea presque entièrement de la défense des côtes. Il n'y eut aucune réduction quelconque mais, au contraire, une *augmentation* considérable de l'artillerie de campagne et à cheval sous l'administration de Lord Haldane.

Note K, p. 324. *Un pamphlet allemand*

Le *Times*, du 17 août 1916, donne un compte rendu très complet du pamphlet de « Junius Alter » qui provoqua un discours violent et sans dignité du chancelier impérial au Reichstag :

« Il ne semble pas douteux que « Junius Alter » était « inspiré par les hauts cercles militaires — comme le ton « de la réponse de M. de Bethmann-Hollweg le fait « comprendre. Le pamphlet traite de toute la politique du « chancelier vis-à-vis de l'Angleterre pendant les années « qui ont précédé la guerre et dénonce cette politique « comme « grotesque et criminelle », car il était parfaite- « ment clair « que l'année 1914 serait l'année fatale pour « l'Europe ». Le gouvernement allemand, dit l'auteur, « devait avoir été informé au moins dès le printemps 1914 « par ses représentants à Petrograd, combien la situa- « tion était grave », et après le meurtre de Serajevo « seul « Bethmann-Hollweg se cramponnait à l'espoir qu'une « solution pacifique pût être trouvée ou du moins que « le conflit pourrait être localisé entre l'Autriche et la « Serbie ». Un important passage de ce pamphlet con- « cerne la lutte des autorités militaires et du ministère « des affaires étrangères au cours des jours qui précé- « dèrent la guerre :

« Les avertissements de l'état-major général furent « vains. Le ministre de la guerre (le chef actuel de « l'état-major général, général von Falkenhayn) et

« les autorités du ministère de la marine insistèrent
« en vain sur la nécessité de la mobilisation. Ils réussirent à moitié à convaincre l'empereur de la nécessité absolue de la mobilisation. Le jeudi 30 juillet,
« les journaux de l'après-midi qui relèvent de la police (*sic*) et le *Lokalanzeiger* de Berlin annoncèrent
« la mobilisation, mais l'intervention de Bethmann-
« Hollweh annula cette action décisive. »

« Il apparaît donc que la fameuse nouvelle parue dans
« le *Lokalanzeiger* n'était pas une simple erreur, comme
« le déclare le ministère des affaires étrangères, mais une
« manœuvre des autorités militaires.

« Après avoir accusé le chancelier d'avoir « différé la
« mobilisation », Junius Alter accuse le gouvernement
« d'avoir « exagéré les économies » dans la préparation
« militaire d'avant-guerre ». Rappelons qu'en réponse à
« certaines déclarations de M. Lloyd George au sujet de
« l'accumulation des munitions en Allemagne, feu le
« général de Moltke a dit qu'en fait l'Allemagne s'était
« trouvée à court tôt après le début des hostilités. Junius
« Alter attribue à l'insuffisance des munitions et au
« « retard » de la mobilisation l'échec du plan militaire
« de l'Allemagne contre la France. Parlant de l'exagération des économies, il dit :

« Cela fut aussi clairement démontré par le manque
« de munitions qui se fit sentir sur le front ouest après
« les premières batailles et qui, joint à d'autres circonstances, paralysa l'attaque foudroyante contre
« la France. C'est ainsi que le plan primitif de campagne fut déjoué. Ce n'est pas avant janvier 1915
« qu'on put parer au manque de munitions. Ce fut
« avant tout l'œuvre de l'organisation industrielle allemande qui, en un temps extrêmement court, fit face
« d'une manière admirable aux exigences de la guerre.
« Il est permis de remarquer que les autorités militaires ne pouvaient pas prévoir que la guerre con-

« sommerait de telles quantités de munitions. Un fait « cependant reste certain, c'est que la politique d'éco- « nomies du gouvernement fut fatale, car les réserves « de munitions au début de la guerre auraient dû être « beaucoup plus grandes. »

« L'auteur s'en prend ensuite au précédent ministre « de la guerre prussien, le général von Heeringen ; il est « établi que le 31 juillet 1914 le ministère de la guerre de « Prusse communiqua une note « recommandant la plus « grande modération dans l'emploi des munitions ».

« Une grande partie du pamphlet est consacrée aux « « concessions faites par le gouvernement aux demandes « de l'Amérique ». Junius Alter doute que jamais per- « sonne ait mesuré à Berlin les conséquences d'une rup- « ture avec l'Amérique ». Il dit :

« Les personnes qui connaissent la politique inté- « rieure des États-Unis, l'état de la flotte et de l'ar- « mée, ont déclaré (entre autre un diplomate très « connu), que l'intervention armée de l'Amérique est « absolument hors de question. La seule conséquence « pratique d'une rupture des relations diplomatiques « serait la confiscation des navires de commerce qui « se trouvent dans les ports américains. »

« D'après Junius Alter, M. Ballin exerça une grande « influence, mais c'est M. Helfferich qui fit pencher la « blance en déclarant que « l'acceptation du point de vue « américain » interromprait les négociations relatives à « l'emprunt franco-anglais en Amérique et pousserait le « gouvernement américain à prendre des mesures éner- « giques dans « la question du coton ». Ainsi, soutenu « par Ballin et par Dernburg et son parti, Helfferich « l'emporta et il en résulta qu'en automne 1915 les sous- « marins avaient presque complètement cessé d'opérer « dans les eaux anglaises ».

« Quant à l'opposition faite au chancelier par les auto-

« rités navales, Junius Alter prétend que la retraite « des amiraux Bachmann et Behnke et le retour au pou- « voir de l'amiral von Holtzendorf, en qualité de chef « de l'état-major de l'amirauté, étaient dirigés contre « Tirpitz et que si la « purification » de l'office de la ma- « rine impériale ne fut pas poussée plus loin, c'est seule- « ment à cause de l'effet produit sur l'opinion publique « par la démission du « grand et populaire amiral von « Tirpitz. »

Note L. p. 340. *La Russie et Constantinople*

La Russie (1) sera satisfaite quand elle règnera à Constantinople. Et elle sera plus que satisfaite, elle sera exaltée — parce que Tsargrad, comme les Russes l'appellent toujours, la Ville des Villes, est la capitale naturelle de leur foi ardente. C'est de là qu'il y a plusieurs siècles l'idée d'Amour et de Fraternité est venue au petit peuple russe douloureusement éprouvé par les ennemis implacables qui l'entouraient — Mongols, Polonais, Finnois, Allemands, Cosaques, Lithuaniens et Lettons ; et dans la lutte qu'il soutint pour son existence contre ces ennemis implacables qui brûlaient ses villes, dévastaient ses campagnes et vendaient ses enfants aux Turcs, il est toujours resté fidèle à cette idée d'Amour et de Fraternité. C'est un miracle qu'il ait survécu. Mais c'est un plus grand miracle encore qu'il ait absorbé presque tous ses anciens ennemis, si bien qu'il forme aujourd'hui un vaste et puissant empire de 130 millions d'âmes où règne l'amour de Dieu. Il n'y a rien de pareil dans l'histoire. C'est le plus merveilleux témoignage de l'*esprit* du christianisme.

Le prince Trubetzkoy a exprimé la foi de la Russie en termes qui hantent la mémoire :

« Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'âme de notre

(1) Cf. p. 39.

« peuple ait, dès les temps les plus reculés, fondé la plus « grande espérance et la joie suprême sur l'idée de « Sainte-Sophie [1] et il serait vain de penser que le sens « le plus profond de cette idée ne peut être compris que « par l'intelligence et par les personnes instruites. Au « contraire... il est beaucoup plus accessible à l'âme de « notre peuple. J'en veux donner pour preuve un sou- « venir personnel.

« Il y a quatre ans, au retour d'un long voyage, je « passai par Constantinople. Un matin, dans la mosquée « de Sainte-Sophie,on me montra sur la paroi l'empreinte « de la main ensanglantée du sultan qui a versé le sang « des chrétiens dans la plus grande des églises ortho- « doxes, le jour même de la prise de Constantinople... « Tout de suite après cette visite je montai à bord d'un « vapeur russe qui venait de Palestine et allait à Odessa « et aussitôt je me trouvai dans une atmosphère fami- « lière. Sur le pont il y avait une foule de paysans russes « — des pèlerins qui revenaient de Terre-Sainte.

« Fatigués par un long voyage, pauvrement habillés, « ils buvaient de l'eau et mangeaient du pain sec, ils « achevaient leur simple toilette de chaque jour, ils écou- « taient, étendus, des récits sur Constantinople. Il était « question dans ces récits des églises de Constantinople « et naturellement de la main ensanglantée du sultan et « des flots de sang chrétien qui pendant plus de cinq « siècles coulèrent périodiquement dans ce royaume jadis « chrétien. Je ne puis exprimer combien profondément « je fus ému par ce spectacle. C'est mon propre pays que « je voyais à Constantinople.

« Sur la montagne, Sainte-Sophie venait de disparaître, « éclairée par le soleil, et devant moi sur le pont il y « avait un véritable village russe ; et au moment où

[1] « Sophia » signifie pour le Russe la Sagesse divine incarnée dans la création. Elle signifie l'*humanité de Dieu*. Elle signifie la foi dans le triomphe de l'idée du Christ — la fraternité entre les hommes.

« notre bateau passait doucement le long des minarets « et des mosquées du Bosphore, toute la foule se mit à « chanter solennellement, mais je ne sais pourquoi en « baissant la voix « Christ est ressuscité ».

« Il y avait dans ce chant quelque chose de profond « et de séculaire. Quelle autre réponse pouvaient-ils « trouver dans leur âme à ce qu'ils avaient entendu ra- « conter sur le Temple, sur les Turcs qui le souillèrent et « sur la longue persécution qu'ils firent endurer à la « nation soumise à leur autorité ? Quelle autre réponse « pouvaient-ils trouver dans leur âme sinon celle-ci qui « exprimait leur joie à la pensée de la résurrection pour « tous les peuples et toutes les nations ?...

« Ils comprenaient la férocité de la domination turque « qui avait fait couler le sang de peuples persécutés ; ils « voyaient (dans leur âme) l'humanité tout entière com- « muniant dans la joie de la Sainte Résurrection, mais « en même temps ils avaient le sentiment de ne pas pou- « voir exprimer cette joie et cette espérance qui vivent « toujours dans l'âme du peuple, autrement, en ce mo- « ment, au cœur de la domination turque, autrement « qu'en baissant la voix... Mais le temps viendra où le « ciel descendra sur la terre et où l'idée éternelle d'huma- « nité sera réalisée ; alors l'hymne retentira triomphant « — l'hymne qu'on entend chanter maintenant à mi- « voix. »

Si le lecteur désire savoir ce que la religion signifie pour la Russie, ce que Constantinople signifie pour la Russie et ce qu'elle espère passionnément pour toute la race humaine, qu'il lise la *Self-discovery of Russia*, par le professeur J. J. Simpson (Ed. Constable), ce livre admirable auquel j'ai emprunté le passage qu'on vient de lire. Un tel livre devrait nous préparer aux destinées prochaines du monde, quand la Russie relèvera la Croix à Constantinople et que tout le monde slave entonnera son grand chant de Pâques : « Christ est ressuscité. »



TABLE DES MATIÈRES

Avertissement .... I-IV
Préface 1
Introduction. — Les causes de la guerre.................... 5
Chapitre Premier. — Edouard VII homme d'État........ 45
Chapitre II. — La machine de guerre britannique........ 69
Chapitre III. — Les missions de Lord Haldane en Allemagne 125
Chapitre IV. — Les derniers efforts pour la paix.......... 202
Chapitre V. — Pars britannica 285
Chapitre VI. — La place de l'Allemagne dans le monde.... 300
Conclusion. — L'épreuve de la paix...................... 337
Appendice. 379



SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

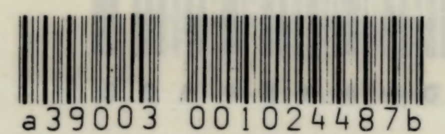
Bibliothèques
Université d'Ottawa
Echéance

Libraries
University of Ottawa
Date Due

24 MARS 1993

13 MARS 1993

CE


a39003 001024487b
D 517 .B414 1917
BEGBIE, HAROLD
ANGLETERRE JUSTIFIEE

D
0517
.B414 1917
CE

BEGBIE, HAROLD
ANGLETERRE JUSTIFIEE

1480052



U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 05 04 07 20 1